

**Talbot et Ligier
s'associent
pour la formule 1**

LIBRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Abonnés : 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Algérie, 1,40 DA ; Belgique, 14 sch. ; Espagne,
17 p. ; Canada, 5 1/10 ; Côte d'Ivoire, 25 F CFA ;
Sénégal, 4,75 kr. ; Égypte, 30 p. ; Liban, 35 p. ;
Libéria, 50 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 r. ;
Italie, 100 L. ; Japon, 200 ¥ ; Indonésie, 17 r. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
30 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ;
Suisse, 1,80 S.F. ; U.S.A., 90 cts ; Venezuela, 30 cts.

Tarif des abonnements page 2
1, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 20 68072
Tél. : 246-72-23

LES DEUX CRISES D'ASIE CENTRALE

● AFGHANISTAN

A Venise, les Sept demandent le retrait total des troupes soviétiques

Une surprise

Si l'on en croit les explications données du côté soviétique, le retrait d'Afghanistan de « certaines unités » de l'armée rouge a été rendu possible par la « stabilisation » de la situation dans ce pays — on ne parle tout de même pas encore de « normalisation » — et par la défaite d'importantes unités « contre-révolutionnaires ». Ces motivations s'accroissent mal avec les nouvelles recueillies sur le terrain depuis plusieurs semaines : presque toutes font état d'une recrudescence des combats et d'un durcissement de la résistance, qui est devenue celle de tout un peuple. En outre, si le contingent soviétique ne semble pas avoir augmenté depuis le début de l'année, tout indique que les pertes qu'il subit sont sévères et persistantes. Du point de vue militaire donc, le geste constitue une surprise.

Il l'est aussi sur le plan de la stratégie diplomatique adoptée jusqu'à présent par le Kremlin. Les propositions avancées par le régime de Kaboul le 14 mai et toutes les déclarations soviétiques qui les ont suivies affirmaient qu'un arrêt des ingérences extérieures, assorti de garanties fournies à cette fin par les États-Unis, était la condition « sine qua non » d'un règlement politique. Ce n'est qu'après ce règlement qu'un retrait des forces de l'U.R.S.S. pourrait « commencer ». Faut-il croire que les dirigeants de Moscou estiment aujourd'hui cette condition remplie ? Evidemment non. Même si l'aide fournie par l'Occident aux résistants afghans n'a pas sensiblement augmenté, elle n'a pas diminué non plus, et l'on est toujours aussi loin d'une reconnaissance du régime de M. Karzai par la communauté internationale, condition jugée pourtant nécessaire par le Kremlin avant l'ouverture d'une véritable négociation.

Il faut donc aller au-delà des seules motivations tactiques pour apprécier le geste de l'U.R.S.S. Sans doute a-t-elle rêvé un « coup » en intervenant avec fracas dans le déroulement du sommet de Venise et en offrant à M. Giscard d'Estaing — confirmé dans son statut d'interlocuteur privilégié — une « récompense » pour sa rencontre à Vassovio avec M. Brejnev.

Mais le bénéfice est douteux sur ce plan, puisque les Sept — manœuvres dans la condamnation morale à défaut de l'être sur les questions — à appliquer ont adopté une déclaration particulièrement ferme sur l'Afghanistan. Le Kremlin n'avait guère été plus heureux lorsqu'il avait annoncé le retrait de vingt mille de ses militaires d'Allemagne de l'Est au moment où l'O.T.A.N. se préparait à accepter l'installation des nouveaux missiles américains : la décision n'en a pas moins été appliquée quelques semaines plus tard.

Rien n'interdit donc de penser que le geste restera sans lendemain : en ne donnant aucun chiffre sur le volume des unités retirées ni sur celui du contingent restant, en s'abstenant d'indiquer si ce retrait est provisoire ou définitif, Moscou donne d'amples arguments aux sceptiques. Il restera pourtant que l'U.R.S.S. a pris une décision qui cadre mal avec la situation sur le terrain et représente une concession par rapport à l'idée qu'elle se faisait antérieurement d'un éventuel règlement. Elle semble admettre aujourd'hui que la présence de ses troupes en Afghanistan constitue un sujet de préoccupation légitime dans le monde, qu'une négociation devra porter sur ce point et que des gestes militaires de sa part seront nécessaires pour l'annoncer. Mais il faudra bien d'autres efforts de la résistance afghane et de la communauté internationale pour consolider ce qui est encore bien loin de constituer un succès.

Une division regagnerait l'U.R.S.S.

Les sept chefs d'État ou de gouvernement des puissances industrielles réunies à Venise ont pris acte de la décision soviétique de retirer certaines unités d'Afghanistan. Mais ils estiment qu'une telle mesure est insuffisante. Ils demandent un retrait total des troupes afin que le peuple afghan puisse décider librement de son avenir.

L'annonce du rapatriement des troupes faite par M. Brejnev à M. Giscard d'Estaing a été généralement accueillie avec scepticisme. Certains y voient un ballon d'essai pour montrer que le Kremlin est prêt à rechercher une solution politique, c'est par exemple, pour le gouvernement indien, « un pas dans la bonne direction ». La plupart estiment toutefois, que le Kremlin a voulu, en prenant une initiative spectaculaire mais sans conséquences importantes, exacerber à la veille de la conférence de Venise les contradictions entre les États-Unis et leurs alliés.

Selon un communiqué publié, lundi 23 juin, par le ministère de l'Information à Kaboul, « une division soviétique et cent huit chars » ont été acheminés vers l'U.R.S.S. dans la matinée du même jour.

De notre envoyé spécial

Venise. — Décidément, tout est politique : les participants au sommet de Venise ont vite vérifié l'exactitude de la formule. Dès le samedi 21 juin, avant que ne s'ouvre la réunion des Sept, on aiguisait dans la politique avec la difficile explication Carter-Schmidt. Le dimanche matin,

pratiquement plus personne ne parlait économie sur l'île de San-Magno : l'unique sujet de conversation était l'Afghanistan.

Le Kremlin, il est vrai, avait tout fait pour qu'il en soit ainsi en envoyant vendredi dernier en fin d'après-midi son ambassadeur à l'Élysée pour « révéler » à M. Wahl, le secrétaire général de la présidence, qu'il ordonnait le retrait de certaines unités soviétiques d'Afghanistan.

JACQUES AMALRIC

(Lire la suite page 4.)

● IRAN

Des militaires de haut rang sont arrêtés pour complot après l'enquête sur le raid américain

Au moins vingt-sept membres des forces armées iraniennes ont été arrêtés samedi 21 juin, « pour complot contre le gouvernement », a indiqué le chef du tribunal révolutionnaire de l'armée, l'officier islamiste Rezaei. Ces militaires sont accusés d'avoir conspiré avec deux cent cinquante autres soldats pour renverser le gouvernement.

Selon le chef du tribunal révolutionnaire de l'armée, une centaine de ces « comploteurs » ont été reconnus coupables ou attendent d'être jugés, tandis que cent cinquante autres sont encore recherchés. Notre envoyé spécial à Téhéran croit savoir que le « complot » dénoncé serait lié à l'opération héliportée américaine de Tabas du 25 avril dernier dans laquelle seraient impliqués des membres de la haute hiérarchie des forces armées iraniennes.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Dix-sept mois après le renversement de la monarchie, les dirigeants de la République islamique ne maîtrisent toujours pas les instruments d'un pouvoir qu'ils avaient conquis de haute main. Plus, nombre d'indices indiquent que l'appareil de l'État, dans ses diverses composantes, demeure méfiant, réfractaire ou tout simplement hostile au nouveau régime.

Les forces armées, qui, normalement, auraient dû constituer le principal rempart de la République, inquiètent au plus haut point les responsables. Tout avait été pourtant mis en œuvre pour en faire une « armée au service du peuple ». Les attaches avec le Pentagone avaient été rompues, les milliers de conseillers militaires américains expulsés. L'épuration paraissait draconienne : de centaines d'officiers supérieurs avaient été mis à la retraite, arrêtés ou exécutés. Sous-officiers et soldats ont constitué

des « comités populaires », sorte de sociétés élargies directement par la base, qui continuent d'ailleurs à faire la loi dans de nombreuses unités, qui vont parfois jusqu'à désigner ou démettre leurs propres officiers. Diverses formations politiques islamiques ou marxistes ont profité de l'anarchie à l'armée pour organiser des cellules secrètes de leurs partisans.

L'armée de chah n'a pas été pour autant entièrement détruite. Le nouveau régime ne dispose pas de cadres supérieurs qui seraient tout à la fois dévoués à l'islam et compétents. Les postes de commandement ont été donc confiés à des officiers issus de l'armée impériale, ralliés de la dernière heure ou qui avaient été écartés antérieurement pour des raisons autres que politiques.

ERIC ROULEAU

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

INDISPENSABLES ?

Le Kremlin a donc annoncé son intention de retirer d'Afghanistan certaines de ses unités « non indispensables à l'heure actuelle », sans préciser toutefois si les troupes en question étaient non indispensables à la poursuite de la paix ou à la poursuite de la guerre, ce qui laisse envisager deux types de retrait.

Dans un contexte de poursuite de la paix, les unités non indispensables actuellement devraient être logiquement et logiquement les troupes de choc, les hélicoptères d'assaut et les blindés, dont les tentatives de fraternisation au napalm n'ont pas été jusqu'à présent concluantes.

Dans une perspective de poursuite de la guerre, en revanche, on ne voit guère parmi les unités non indispensables actuellement que les fanfares des régiments, dans la mesure où les Afghans, eux premiers l'ont depuis six mois, consistent à déborder d'armement, la musique des gens indispensables.

BERNARD CHAPUIS.

Travailler autrement

Face à la crise et souvent loin des discours, d'innombrables citoyens cherchent à se tirer d'affaire. Système « D », autogestion... leurs idées sont très nombreuses, leurs méthodes disparates. Bref, ils créent des alternatives. Mais nul, pour le moment, ne peut revendiquer l'alternative avec un grand « A ». Tentons de le faire

serait en réduire prématurément le champ et les potentialités.

On découvre ces alternatives par petites touches, en écorçant les façades de la vie sociale. Quelques expériences ressortent. Le voyage, ici, commence à Berlin.

1. — A Berlin, fais ce qu'il te plaît

par DANIELLE ROUARD

Sur le sol jonché de gravats et de branches brisées se dresse le tronc décharné d'un pin. La machine broyeur s'arrête. Les lumières s'éteignent. Le « happenning » de l'exposition, contre la destruction de l'environnement, organisé par la Galerie 70 — une galerie « autogérée », — est terminé. Avant de partir, les invités des jeunes et quelques adultes dont les pardiens tranchent sur la mosaïque de robes rétro, salopettes, tenues et coiffures multicolores — échantillon des dernières potins de la « scène alternative ».

Actual l'opinion allemande qu'une telle société de jeunes pensée en marge, insaisissable et protéiforme, qui habite, travaille, mange et aime dans ses propres paradis. La « scène alternative », celle possible d'une autre vie, se

joue dans les arrière-cours d'usines désaffectées, sous les lambris passés des appartements de malice en voie de désagrégation, à l'ombre des parcs qui broient l'architecture désoignée de Berlin. Pour les cent mille personnes qui composent, selon le magazine *Der Spiegel*, la « scène alternative », c'est un « vivre autrement » dans cette ville qui n'est plus une capitale, que traverse un mur, où pointent les tanks, où grésillent, à quelques centaines de mètres les uns des autres, les soldats venus d'U.R.S.S., des U.S.A., de Grande-Bretagne et de France, où tourne insaisissable, un miroir venu de l'Est sans passer ?

Dans une société allemande rigide, dont Berlin est l'œil de Cyclope, les jeunes qui se sentent exclus sont nombreux. Adolescents débâchés par l'école et le chômage, anciens militants de l'opposition extraparlementaire (APO) lancée en 1968, salariés frappés ces trois dernières années d'interdiction professionnelle pour avoir été soupçonnés de sympathie pour le groupe de Baader, intellectuels déçus par une fonction qui ne leur laisse pas le temps de vivre, tous se mêlent dans l'étrangement alternatif. Ils y entrent, ou en sortent. Y vivant à plein temps. Ou à temps par-

tiel : nombreux sont ceux qui exercent un métier classique mais habitent en communauté.

(Lire la suite page 45.)

CULTURES NOIRES AU HAVRE

Les musiciens de la diaspora

La pluie tombait en rafales. La foule du Havre, trempée jusqu'aux os, dansait quand même, oubliant le déluge dans la folle sonnerie des sambas, des batucadas, des merulles. Les jeunes (qui s'étaient maquillés), les moins jeunes (résistants) avec leurs enfants, les vieux mêmes, la foule énorme, venue parce qu'il était dimanche, est restée quand le ciel a changé puis quand il s'est déversé, la foule est demeurée fascinée par les musiciens, les danseurs, les diables, tout ce délire dans la forme de danse, très populaire au Brésil, et dont les mouvements sont rythmés par les berimbau, instruments à cordes.

a été, pendant quatre ans, décorateur dans les écoles du samba des favelas.

Le « carnaval brésilien » conçu par Célestino, avec des musiciens de Sacy Perere, s'est terminé comme à Rio, c'est-à-dire que personne ne voulait plus s'arrêter. On « traînait » autour des cars qui devaient ramener les Brésiliens, on échangeait des bonnets de laine et des polynés de main. Un dimanche étonnant que ce 22 juin consacré aux « expressions noires brésiliennes ». La foule a également été envahie par les démonstrations de capoeira, cette lutte en forme de danse, très populaire au Brésil, et dont les mouvements sont rythmés par les berimbau, instruments à cordes.

La Mafren de la culture du Havre propose, depuis le début du mois de juin, sous le titre « Cultures noires, mythes et recherches d'identités ? » (titre qui fut plusieurs fois controversé), une vaste confrontation des différentes cultures noires dispersées (on sait comment, déportées !) dans le monde et que l'on retrouve aujourd'hui (étrange retour de l'histoire) exilées, ensemble, dans de grandes métropoles comme Paris ou Londres, coupées de leurs communautés, soustraites à de nouvelles épreuves, dont les plus graves, peut-être, sont les tentatives de détournement.

CATHERINE HUMBLLOT.

(Lire la suite page 19.)

PRIX D'ACADEMIE FRANÇAISE 1980

Renée MASSIP Belle à jamais

roman

Renée Massip laisse s'exprimer le témoignage d'une foi qui maintient allumée la petite lumière et, dans tout son livre, elle appelle à aimer.

Lucien Guissard - La Croix

Gallimard

● INDE : M. Sanjay Gandhi se tue dans un accident d'avion.

(Lire page 48.)

● JAPON : le parti gouvernemental obtient la majorité absolue à la Chambre basse.

(Lire page 48.)

● SOMALIE : le problème des réfugiés prend des dimensions dramatiques.

(Lire page 7.)

Le Monde critique l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis de l'URSS

Le Monde critique l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis de l'URSS

Le Monde critique l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis de l'URSS

Le Monde critique l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis de l'URSS

LA COMPAGNIE ACHETER

Le plus grand reproche

[illegible]

Le Monde

étranger

LE SOMMET DE VENISE ET LE RETRAIT DE TROUPES SOVIÉTIQUES D'AFGHANISTAN

Dans les grandes capitales asiatiques, l'annonce de la décision soviétique de retirer certaines unités d'Afghanistan a été diversement accueillie.

● A NEW-DELHI, on y voit - un pas dans la bonne direction - selon les termes du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Sathé. Les milieux proches du gouvernement parlent de « bonne surprise », « surprise », parce que, deux semaines plus tôt, les dirigeants soviétiques avaient déclaré au ministre indien des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, en visite officielle à Moscou, qu'ils ne pourraient pas envisager un retrait de leurs forces d'Afghanistan tant que des garanties complètes et sûres ne leur seraient pas fournies à propos des interférences étrangères dans ce pays. « Bonne », parce que l'Inde est engagée depuis, cinq mois dans une tentative de médiation à

propos de cette affaire - tentative que tout geste soviétique peut favoriser.

● A PEKIN, en revanche, on y voit, en l'absence, jusqu'à ce lundi matin, de toute réaction officielle, une « ruse », encore qualifiée d'« espionnage ». L'agence Chine nouvelle se contente de rapporter des réactions, fort sceptiques, d'officiels américains et de dirigeants de la résistance afghane. A Paris, où il s'est entretenu le 21 juin avec son homologue français, M. Jean François-Poncet, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, a déclaré n'avoir pas en connaissance des informations relatives au retrait partiel soviétique. Mais, a ajouté M. Huang Hua, tous ceux qui discutent avec Moscou ont le même avis : l'U.R.S.S. n'a pas retiré ses troupes d'Afghanistan. C'est maintenant plutôt au chantage politique que les Soviétiques se livrent.

Dans les deux capitales proches du conflit, Téhéran et Islamabad, l'annonce soviétique est étudiée attentivement. M. Sadegh Ghotbzadeh, ministre des affaires étrangères iranien, de passage à Paris le dimanche 22 juin, a déclaré que « la récente réunion en Suisse de la commission tripartite islamique sur l'Afghanistan avait certainement eu un effet positif de nature à entraîner un éventuel réajustement de la position soviétique ». A Islamabad, où il indique, au ministère des affaires étrangères, que le Pakistan serait évidemment intéressé par un « retrait partiel » des troupes soviétiques.

Les réactions des pays européens autres que ceux engagés au sommet de Venise étaient encore rares ce lundi matin. A Madrid, cependant, le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a qualifié la décision de

Moscou de « pas positif » vers la solution du conflit afghan.

Enfin, M. Joseph Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., a déclaré dimanche, à Ankara, qu'il n'était pas très optimiste au sujet de la récente déclaration de Moscou. « Les Soviétiques n'ont fait qu'augmenter le nombre de leurs troupes en Afghanistan depuis décembre dernier », a-t-il indiqué, estimant qu'il était, dès lors, trop tôt pour savoir s'il s'agissait d'une rotation ou d'un retrait.

● A BELGRADE, l'agence yougoslave Tanjug estimait dimanche qu'il était encore trop tôt pour considérer le geste de Moscou - comme le premier pas vers un retrait définitif.

● A BUDAPEST, la radio hongroise a déclaré que la balle était désormais dans le camp occidental.

LA DÉCLARATION DES SEPT

« Ce retrait devra être permanent et poursuivi jusqu'à l'évacuation complète »

Voici le texte de la déclaration politique adoptée dimanche soir 22 juin par les Sept à Venise :

« En cherchant à définir, ici, à Venise, une stratégie économique globale et en manifestant notre volonté commune de la mettre en œuvre, nous avons conscience d'assumer la responsabilité qu'ont les trois grandes régions industrielles du monde - l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon - et de contribuer à créer les conditions d'une croissance économique harmonieuse et soutenue, mais nous ne pouvons le faire sans, d'autres aussi, un rôle à jouer. Les circonstances actuelles nous imposent cependant de souligner certains de nos efforts ne porteront leurs fruits que si, parallèlement, nous savons préserver un monde où le droit soit universellement observé, l'indépendance des peuples respectée, la paix internationale maintenue.

« Nous invitons tous les pays à se joindre à nous dans cette tâche et nous nous félicitons de la disposition des pays non alignés et des groupes régionaux à prendre des responsabilités à cet égard.

« C'est pourquoi nous nous réjouissons que l'occupation militaire soviétique de l'Afghanistan est inacceptable et que nous sommes déterminés à ne l'accepter ni maintenant ni plus tard. Elle est incompatible avec la volonté d'indépendance nationale du peuple afghan comme l'atteste sa courageuse résistance, et avec la sécurité des États de la région. Elle est également incompatible avec les principes de la charte des Nations unies et avec les efforts pour maintenir une détente authentique. Elle met en cause les fondements mêmes de la paix dans cette région et dans le monde.

« Nous nous sentons à cet égard en plein accord avec le sentiment de l'immense majorité de la communauté internationale, tel qu'il s'est exprimé à l'Assemblée générale des Nations unies, dans la résolution no 33-62, du 14 janvier 1980, et en cours de deux sessions récentes de la Conférence islamique.

« L'Afghanistan devrait pouvoir recouvrer sa souveraineté, son intégrité territoriale, son indépendance politique et son caractère traditionnel de pays non aligné.

« Nous déplorons la conséquence que les troupes soviétiques doivent se retirer et que la possi-

bilité doit être rendue au peuple afghan de déterminer librement son avenir. Ce n'est qu'alors que pourra être restaurée une situation conforme aux exigences du droit et de la paix et, par là, aux intérêts de tous.

« Nous avons pris note de l'annonce faite aujourd'hui du retrait de certaines unités militaires soviétiques d'Afghanistan. Pour contribuer utilement à la solution de la crise afghane, ce retrait, s'il est confirmé, devra être permanent et être poursuivi jusqu'à l'évacuation complète des forces soviétiques. Nous sommes résolus à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre ces objectifs. Nous sommes prêts également à seconder des initiatives dans ce sens telles que celle qui a été décidée par la Conférence islamique. Nous appuierons aussi tous les efforts contribuant à l'indépendance politique et à la sécurité des États de la région.

« Les gouvernements représentés à la présente réunion ont pris position contre la participation aux Jeux olympiques d'été de 1980, à Moscou, par les athlètes soviétiques.

« Les Sept ont également adopté, dimanche soir, trois brèves déclarations :

1) SUR LES REFUGIÉS : les Sept citent les exodes en provenance de la péninsule indochinoise, du Cambodge, d'Afghanistan et d'Afrique, et déclarent :

« Les pays représentés à ce sommet ont déjà répondu substantiellement aux appels à l'aide et à l'accueil des réfugiés. Ils continueront de faire ainsi, mais leurs ressources ne sont pas illimitées. Ils en appellent aux autres pays pour les aider à alléger la souffrance des réfugiés. Mais aussi grand que soit l'effort de la communauté internationale, il sera difficile de pourvoir à cet

effort indéfiniment. Le problème des réfugiés doit être résolu à sa source.

2) SUR LA PRISE D'OTAGES DIPLOMATIQUES : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

3) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

4) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

5) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

6) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

7) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

8) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

9) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

10) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

11) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

12) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

13) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

14) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

15) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

16) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

17) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

18) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

19) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

20) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

21) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

22) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

23) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

24) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

25) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

26) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

27) SUR LES DÉTOURNEMENTS D'AVIONS : les Sept déclarent que « l'extorsion de la prise d'otages diplomatiques est une pratique qui ne peut que nuire à la coopération internationale ». Ils estiment que les gouvernements doivent adopter une politique qui permette d'atteindre ce but et qui dénie aux terroristes tout bénéfice qu'ils pourraient retirer de tels actes criminels.

L'U.R.S.S. a surtout cherché à améliorer ses positions diplomatiques

De notre correspondant

Moscou. — Si un journal soviétique reprochait récemment aux États-Unis d'être « la politique mondiale », c'est-à-dire de regarder à travers le prisme de l'Afghanistan tous les problèmes internationaux, les dirigeants de Moscou ont réussi à « afghaniser » la première journée au moins du sommet des Sept à Venise.

Disons tout d'abord que la Pravda, le journal officiel du P.C.U., a publié une « information de Kaboul » diffusée également par l'agence Tass : « Après les nouvelles provenant du commandement des troupes soviétiques se trouvant en Afghanistan, on procède, ces jours-ci, en accord avec le gouvernement afghan, au retrait des troupes soviétiques de certaines unités militaires dont le séjour en Afghanistan n'est pas nécessaire à l'heure actuelle ».

La Pravda, seul journal parvenant à l'heure à Moscou, montre une photo de militaires soviétiques conversant avec leurs collègues afghans, sous un reportage dépeignant le premier départ, à Héiratz, dans le nord de Kaboul, « des officiers afghans qui remanent l'Union soviétique qui avait accédé aux demandes répétées du gouvernement afghan, écrit de son côté Tass. Les soldats des deux pays ont aussi des relations amicales et fraternelles, une belle amitié combattante. (...) Le peuple soviétique afghan comprend de mieux en mieux le vrai caractère de cette aide désintéressée. » La télévision a montré quelques images et l'interview d'un colonel affirmant que les troupes soviétiques étaient venues aider le peuple afghan contre les actions de l'extérieur et qu'elles avaient rempli leur devoir.

Citant d'autre part, sous le titre « Un pas important », les diverses réactions favorables à l'initiative soviétique - dont celle de M. Jean-François Poncelet, ministre français des affaires étrangères, - le journal du P.C. laisse entendre que cette mesure a été rendue possible par la stabilisation de la situation en Afghanistan, la défaite d'importantes formations armées contre-

De notre correspondant

révolutionnaires, le soutien populaire accordé au gouvernement de Kaboul. Il revient maintenant aux États-Unis de prendre une initiative pacifique pour montrer leur désir d'établir la paix au Proche et au Moyen-Orient, en réduisant, notamment leurs forces dans le golfe Persique et dans l'océan Indien, poursuit la Pravda en se référant au journal libanais Al Shabab.

Le choix de ces citations mondiales, le parti politique que l'U.R.S.S. veut tirer de son initiative. Mais l'impression est l'ambiguïté de l'information est telle qu'il est très difficile de décider les intentions réelles du Kremlin. Rien n'est dit sur la nature, la composition, le nombre des unités qui doivent être retirées. Les Soviétiques ont tout fait pour maintenir le flou sur leurs effectifs en Afghanistan. Parier du retrait de « certaines unités » prélevées sur un « contingent limité » n'est pas contribuer à la clarification. Les Soviétiques n'ont jamais cité officiellement de chiffres, mais ceux qu'ils donnaient en privé étaient deux fois moins importants que les estimations occidentales.

Le précédent est allemand

Le précédent du retrait de troupes soviétiques d'Afghanistan de l'est, annoncé par M. Leonid Brejnev le 6 octobre dernier, n'est pas très encourageant pour les Occidentaux. Si l'U.R.S.S. a effectivement retiré vingt mille hommes et mille chars de R.D.A., il semble bien, selon des informations de source américaine, qu'elle a renforcé dans le même temps ses autres unités.

Depuis quelques semaines, on savait que les Soviétiques étaient en train de restructurer leurs divisions qui étaient entrées en Afghanistan au mois de décembre et de janvier. Les unités qui ont été renforcées, c'est-à-dire avec tout leur équipement, même celui qui n'était nullement adapté à la lutte anti-général. Dans ces conditions, il est possible que Moscou retire des chars et des missiles sol-sol sans affaiblir son contingent et présente comme un geste politique ce qui ne serait finalement qu'une opération technique.

L'argument avancé pour justifier ce retrait est plus surprenant. Tout indique en effet que, au cours des dernières semaines, la situation des forces soviétiques s'est aggravée face aux rebelles musulmans. Même si l'Étoile rouge, journal de l'armée, dénonce les « menaces » de la propagande occidentale, il est certain que la situation militaire n'est guère favorable à un retrait massif de troupes. De lavis de tous les observateurs à Kaboul, le soutien des forces soviétiques au régime de Babrak Karmal s'effondrerait immédiatement.

Toutes ces considérations laissent à penser que « l'information de Kaboul », publiée dimanche matin, a d'abord une fonction tactique. On peut considérer quatre objectifs immédiats :

1) L'U.R.S.S. a cherché à consolider sa position diplomatique, qui s'est sensiblement améliorée au cours des dernières semaines. Le dialogue avec les pays occidentaux a repris. Le lien avec les non-alignés a été maintenu, notamment par l'intermédiaire de l'Inde. L'opposition des pays islamiques eux-mêmes a diminué. Le bilan n'est pas mauvais. Mais après que sa proposition de « solution politique » a été transmise le 14 mai dernier par le gouvernement de Kaboul, à la veille des rencontres de Vienne, n'est qu'un silence poli, le Kremlin se devait de garder l'initiative.

2) Les dirigeants soviétiques ont essayé de troubler le sommet de Venise en accentuant les contradictions et les divisions dans le camp occidental. Avec la reprise de la presse de Moscou avait mis l'accent sur les intérêts opposés entre l'Europe et le Japon d'un côté, les États-Unis de l'autre, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans les rapports avec l'U.R.S.S.

3) La ligne agressive dirigée contre la détente apparaît tout simplement la contradiction entre l'Est et l'Ouest, écrit la Pravda de

dimanche, mais encore les divergences entre les États-Unis et ses alliés.

L'initiative soviétique vise à approfondir ces divergences, à accroître le trouble et la confusion.

La voie à suivre

Pour donner plus de poids à son intervention dans le sommet des Sept, M. Brejnev avait choisi de s'adresser directement au président Giscard d'Estaing pour bien montrer aux yeux des autres Occidentaux ce que venait dire l'esprit de Vienne et pour montrer aussi au chancelier Schmidt, attendu la semaine prochaine à Moscou, la voie à suivre.

L'opération s'est soldée par un échec, au moins partiel, puisque les Sept se sont mis d'accord sur un texte assez dur pour Moscou. Après la déclaration de l'Europe, M. Brejnev a dû se contenter de dire que les Soviétiques avaient voulu éviter une nouvelle condamnation. L'importance des grandes puissances industrialisées à s'entretenir aurait été amoindrie du refus des petits pays de suivre la voie des États-Unis. Nul doute que Moscou va démentir la « pression », voire le « chantage », auquel il a été soumis de la part de Washington, mais il n'en demeure pas moins que les Européens, les Japonais et les Américains demandent une nouvelle fois à l'U.R.S.S. d'arrêter la voie à suivre.

3) L'initiative annoncée dimanche est aussi un signal en direction des non-alignés, et notamment des pays islamiques, alors que le Kremlin a dénoncé la réaction, en Suisse, du comité spécial comme une « nouvelle provocation anti-afghane ». L'U.R.S.S. accroit sa pression diplomatique sur le Pakistan et conteste une amnistie croissante à l'égard de l'Iran, accusé de servir de base aux ingénieurs de l'impérialisme américain. Elle rejette toute solution qui ne passerait pas par la reconnaissance du gouvernement de Kaboul, mais elle montre sa « bonne volonté » et place ainsi le « engagement ».

4) Le dernier objectif est d'ordre intérieur. Ce lundi se réunit à Moscou un plénum du comité central, le premier depuis le coup de Kaboul, et qui sera suivi mardi par une session du Soviet suprême. Même si la politique étrangère n'est pas un sujet soumis à la discussion politique, les dirigeants soviétiques pourront faire valoir aux responsables du parti et aux députés qu'ils entreprennent tout pour sauvegarder la détente et la paix que les États-Unis ont entièrement responsables de la tension internationale et par conséquent, des difficultés économiques traversées actuellement par l'U.R.S.S.

5) Au-delà de ces considérations tactiques, l'initiative de Moscou annonce-t-elle un changement de politique ? On ne peut exclure totalement que le Kremlin ait voulu lancer un signal, qu'il était prêt véritablement à rechercher une solution politique en Afghanistan compromettant un calendrier de retrait de ses troupes, parallèlement à des négociations sur la cessation des ingérences extérieures. Il pourrait être disposé à des compromis à condition que les voisins de l'Afghanistan et les Occidentaux acceptent les bases de négociations proposées le 14 mai dernier, c'est-à-dire la fin des ingérences en provenance du Pakistan et de l'Iran et la reconnaissance du régime pro-soviétique installé à Kaboul. La grande majorité des observateurs occidentaux à Moscou sont sceptiques. Mais même si cette initiative n'est qu'un artifice tactique, le Kremlin a tout intérêt à laisser croire le contraire.

DANIEL VERNET.

LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

LA RECHERCHE

N° 118 - 15 F

LA RECHERCHE

Les fondements scientifiques de l'énergie de la biomasse

Les courants de l'Atlantique

La physiologie du sporif

Les cités lacustres

Débat : Faut-il boycotter l'Union soviétique ?

Les physiologistes français s'interrogent

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)

Etranger 1 an : 150 F (au lieu de 185 F)

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F)

Nom :

Profession :

Adresse :

Code postal :

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massart 28 - 1190 Bruxelles

Dossier : les fraudes scientifiques

L'énergie de la biomasse

Les courants de l'Atlantique

La physiologie du sporif

Les cités lacustres

Débat : Faut-il boycotter l'Union soviétique ?

Les physiologistes français s'interrogent

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)

Etranger 1 an : 150 F (au lieu de 185 F)

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F)

Nom :

Profession :

Adresse :

Code postal :

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massart 28 - 1190 Bruxelles

Dossier : les fraudes scientifiques

L'énergie de la biomasse

Les courants de l'Atlantique

La physiologie du sporif

Les cités lacustres

Débat : Faut-il boycotter l'Union soviétique ?

Les physiologistes français s'interrogent

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)

Etranger 1 an : 150 F (au lieu de 185 F)

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F)

Nom :

Profession :

Adresse :

Code postal :

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massart 28 - 1190 Bruxelles

Dossier : les fraudes scientifiques

L'énergie de la biomasse

Les courants de l'Atlantique

La physiologie du sporif

Les cités lacustres

Débat : Faut-il boycotter l'Union soviétique ?

Les physiologistes français s'interrogent

OFFRE D'ABONNEMENT

Un an : 130 F (au lieu de 165 F)

Etranger 1 an : 150 F (au lieu de 185 F)

Je souscris un abonnement d'un an (11 numéros) à la RECHERCHE, au prix de 130 F (110 au lieu de 165 F)

Nom :

Profession :

Adresse :

Code postal :

A retourner, accompagné de votre règlement à la RECHERCHE - 57, rue de Seine 75006 Paris

Abonnement Belgique : Soumission S.P.R.L. avenue Massart 28 - 1190 Bruxelles

Dossier : les fraudes scientifiques

L'énergie de la biomasse

Les courants de l'Atlantique

La physiologie du sporif

Les cités lacustres

Débat : Faut-il boycotter l'Union soviétique ?

Les physiologistes français s'interrogent

LE SOMMET DE VENISE ET LE RETRAIT

Les Sept veulent réduire sensiblement leur dépendance à l'égard du pétrole

Les délibérations économiques des Sept ont porté principalement sur la stratégie à mettre en œuvre, tant au sein des pays industrialisés qu'à l'égard du tiers-monde, pour pallier les conséquences de la crise de l'énergie. Les hausses répétées du prix du pétrole risquent de nous conduire à une récession mondiale. Il est important que puisse sortir de ce sommet un message clair pour rappeler à la responsabilité les pays concernés, et en particulier ceux de l'OPEP, a déclaré M. Cossiga, premier ministre italien, qui préside les travaux, en commentant, dimanche soir 22 juin, les premiers résultats des entretiens.

Venise. — Les Sept vont mettre l'accent sur la nécessité de rompre le lien entre l'augmentation de la consommation de pétrole et la croissance économique. C'est un point sur lequel a particulièrement insisté M. Giscard d'Estaing.

Les Sept privilégient le développement des énergies alternatives. L'horizon fixé est 1990. Il conviendrait alors, il est dans le projet de communiqué, que la production de ressources de substitution au pétrole se situe entre 15 et 20 millions de barils-jour d'équivalent pétrole. Il s'agit d'un chiffre considérable : 20 millions de barils-jour équivalent en effet environ 1 milliard de tonnes par an, le double de la production de pétrole de l'Arabie Saoudite.

La moitié de cette énergie hors pétrole viendrait du charbon, le tiers du nucléaire, le reste des énergies de synthèse et des énergies nouvelles. M. Giscard d'Estaing, très favorable à cette orientation, a suggéré que les pays industrialisés créent un groupe d'observation, qui surveillerait la mise en œuvre de ce programme d'indépendance.

Des efforts jusqu'ici infructueux ont été faits par le président des États-Unis pour relever le prix du pétrole dans son pays. Il n'a été apparemment guère question, M. Carter a indiqué, parfois que l'opinion publique américaine était en train d'évoluer et

Un communiqué a été préparé avant le sommet par les représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement — il s'agit, pour la France, de M. Bernard Clappier, ancien gouverneur de la Banque de France, — où sont retrouvés les différents thèmes qui ont été abordés dans les interventions. Il est possible de distinguer les principales rubriques suivantes : la politique énergétique à suivre par les pays industrialisés, les relations avec les pays de l'OPEP, l'aide au tiers-monde, les améliorations à apporter au mécanisme de financement de l'économie internationale.

De notre envoyé spécial

de mieux comprendre la nécessité de discipliner sa consommation d'énergie. La référence dans ce communiqué à la nécessité pour les pays industrialisés de correspondre aux cours mondiaux n'est pas en tout cas acquise.

Le président Carter a, quant à lui, vivement critiqué l'irresponsabilité de l'OPEP. Cet avis est largement partagé par les autres responsables du monde industrialisé. Cependant, M. Giscard d'Estaing et Mme Thatcher ont fait valoir que toute condamnation des cours mondiaux n'est pas en tout cas acquise.

Un sommet Nord-Sud

Critiques et condamnation ne signifient pas rupture : les Sept, au contraire, se disent ouverts à l'idée d'engager un dialogue avec les pays producteurs de pétrole. Représentant une idée du rapport de la commission Brande, M. Giscard d'Estaing et Mme Thatcher ont fait valoir que toute condamnation des cours mondiaux n'est pas en tout cas acquise.

Les pays en voie de dévelop-

pement figurent parmi les principales victimes de la crise, et, comme l'a souligné le chancelier Schmidt, le niveau atteint par leur endettement est devenu extrêmement préoccupant. Certains, dont M. Giscard d'Estaing, ont insisté sur la nécessité d'un meilleur partage de la charge de l'aide. Aujourd'hui, celle-ci incombe surtout aux pays industrialisés occidentaux. L'effort des pays de l'OPEP est surtout des pays communistes — ces derniers ne faisant pratiquement rien — devrait s'accroître. Il conviendrait aussi d'entreprendre un effort important pour aider les pays en voie de développement à accroître leur propre production d'énergie. Un programme spécifique de la Banque mondiale pourrait être conçu à cet effet.

Enfin, et peut-être surtout, il convient de mieux adapter les mécanismes de financement internationaux privés et publics. Évoquant leur rôle à l'intérieur même du monde industrialisé, le chancelier Schmidt a manifesté de l'inquiétude devant le danger considérable que pouvait représenter pour la stabilité de l'économie, la masse des euro-dollars en circulation. Le chancelier a suggéré la création d'un système de sécurité pour garantir les banques privées contre un possible déclin de la disponibilité susceptible de provoquer des faillites en chaîne.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Pour une évacuation totale

(Suite de la première page.)

M. Leonid Brejnev supposait dans doute jouer sur du velours. La nouvelle allait prendre les Sept (qui sont huit en fait puisque M. Jenkins, président de la Commission de la C.E.E., est admis dans le cercle des industrialisés) par surprise, semer la confusion, voire accentuer les divisions. C'était oublier une donnée : si les sujets de divergences ne manquent pas dans le trio Europe-États-Unis-Japon, l'Afghanistan n'est pas du nombre. On avait pu en rendre compte le vendredi 13 juin, lors du sommet européen à l'issue duquel les Neuf adoptèrent une déclaration très ferme sur ce sujet. On s'en est encore rendu compte dimanche 23, pour que la chose soit bien claire, les Sept n'ont pas hésité à rompre avec la tradition et à publier au soir du premier jour de leurs travaux une déclaration politique qui constitue, elle aussi, une réponse sans concession à l'initiative soviétique.

Ce texte reprend pour l'essentiel la déclaration des Neuf : l'invasion de l'Afghanistan est jugée « inacceptable », « incompatible avec la volonté d'indépendance nationale du peuple afghan » et mettant en cause « les fondements mêmes de la paix dans cette région et dans le monde ». Quant au retrait d'unités soviétiques annoncé le matin même par l'agence Tass, il devra « s'il est confirmé, être permanent et être poursuivi jusqu'au retrait complet des forces soviétiques ».

Comme le disait un membre de la délégation américaine, « Brejnev nous a fait un beau cadeau en imposant un ordre du jour à l'ordre du jour ». Il nous a aidés à dépasser les maientendus transatlantiques. Un peu plus tard, un haut fonctionnaire américain — qui est le candidat à l'élection présidentielle — nous a dit : « Je suis très reconnaissant — explique-t-il — à l'U.R.S.S. les Sept avaient reconnu le caractère de ces opérations à l'intérieur de la crise afghane, et l'indivisibilité d'un retrait par-

tiel des troupes soviétiques. La même personnalité ne s'en déclarait pas moins disposée à étudier de près l'initiative de Moscou : pour elle, ce n'est que dans quelques temps qu'il sera possible de dire si M. Brejnev s'est livré à une simple manœuvre dilatoire, ou si l'annonce d'un premier retrait constitue l'indice de la lassitude soviétique. En attendant, a ajouté ce responsable de la presse de l'Occident, doit s'appliquer sur tous les fronts, pour que l'Afghanistan (qui ne doit pas être une répétition de la Tchecoslovaquie), retrouve un statut de non-aligné. La prudence de la réaction de ce haut fonctionnaire — pourtant peu suspect de sympathie pour le régime de Moscou — ne révélait pas un intérêt américain pour l'initiative soviétique.

Autre indice de cet intérêt : les déclarations publiques de M. Brejnev, qui dans une interview télévisée, énonçaient dimanche également, à l'adresse des troupes, d'une simple relation ou d'un signal plus significatif. Le conseiller de M. Carter pour les affaires de sécurité a d'autre part évalué à « au moins quatre-vingt-cinq mille » les effectifs soviétiques stationnés en Afghanistan, auxquels s'ajoutent à la frontière « des unités engagées dans des opérations de maintien de l'ordre à l'intérieur de l'Afghanistan ». Ces déclarations sont à rapprocher

Explications germano-américaines

La soirée de samedi avait été consacrée également à des consultations entre alliés. Il s'agissait cette fois des relations germano-américaines, qui n'ont pas cessé de se dégrader depuis quelques mois. Le tête-à-tête Carter-Schmidt, qui avait été annoncé à l'avance, a eu lieu à l'hôtel Cipriani, la résidence du chef de la Maison Blanche. Il a duré environ quatre-vingt minutes.

A fin tenir aux explications données à l'issue de l'entretien par les deux intéressés, tout s'est très bien passé et tous les malentendus ont été dissipés. Les deux hommes, comme à leur habitude, ont eu des échanges de vues très cordiaux. Reste pourtant cette fameuse lettre de M. Carter au chancelier Schmidt, une lettre qui a fort « étonné » le chancelier, pour reprendre l'expression de son porte-parole. M. Bolling. Reste encore cette interview, accordée à la fin de la semaine dernière, au Washington Post, et dans laquelle le chancelier ne cachait pas son irritation à l'égard de M. Carter. Restent enfin les confidences de la délégation allemande : les malentendus ont pu se dégrader depuis quelques mois le climat de confiance, qui empêche les relations entre Bonn et Washington, demeure.

En fait, du côté ouest-allemand, on a l'impression d'avoir été victime de la part, sinon de la part de M. Brejnev, d'un « coup de bluff », ou bien l'U.R.S.S. se prépare réellement, et à moyen terme, à retirer ses troupes de l'Afghanistan. Si la première hypothèse se vérifiait, le chef de l'État français, qui est visiblement devenu l'interlocuteur privilégié de l'Occident, serait comme « digne de foi » la rumeur la plus stupide.

Dans la presse parisienne

L'HUMANITÉ : la situation n'est pas aussi apocalyptique que l'assurent les chroniqueurs.

« Ce qui paraît certain, c'est que le gouvernement soviétique n'opérerait pas un retrait de ses troupes, fut-il partiel, si la situation en Afghanistan n'est pas apocalyptique que l'assurent les chroniqueurs, en érigent la conditionnel en méthode d'information, en rapportant pieusement l'importé quel rayon d'occidentaux, comme « digne de foi » la rumeur la plus stupide. »

(RENE ANDRIEU.)

LE MATIN DE PARIS : il ne peut y avoir de demi-mesure.

« Ou bien c'est un « coup de bluff », ou bien l'U.R.S.S. se prépare réellement, et à moyen terme, à retirer ses troupes de l'Afghanistan. Si la première hypothèse se vérifiait, le chef de l'État français, qui est visiblement devenu l'interlocuteur privilégié de l'Occident, serait comme « digne de foi » la rumeur la plus stupide. »

(JACQUES GUILLEME-ABULON.)

LA LETTRE DE LA NATION : M. Giscard d'Estaing risque de faire figure de comparse.

« Leonid Brejnev a-t-il fait à Valéry Giscard d'Estaing une bonne manœuvre ou un cadeau empoisonné ? On ne le saura que si l'on connaît le premier d'un retrait partiel des troupes soviétiques de l'Afghanistan ? La réponse dépend de l'exactitude des suppositions de la nature du retrait annoncé. Aussi le porte-parole de l'Elysée n'a-t-il été imprudent en soulignant tout de suite le lien entre la rencontre de Varsovie et le traitement d'interlocuteur privilégié accordé au président français. »

(PIERRE CHARPOT.)

LES REACTIONS

M. LECANUET : geste tactique ou politique ?

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a commenté dimanche ces termes (au cours de la fête de la liberté organisée au Bourget par la formation qu'il dirige) l'annonce d'un retrait partiel des troupes soviétiques d'Afghanistan : « Il reste à connaître l'ampleur de ce retrait. Il reste à savoir si ce geste est simplement tactique et d'apparence ou s'il ouvre — comme nous voulons l'espérer — de nouvelles perspectives politiques. »

● M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a souligné, dimanche 22 juin à Saint-Pourcain-sur-Rouille (Allier), « la très grande publicité donnée au message de M. Brejnev à M. Giscard d'Estaing, pour montrer sans doute que le président de la République, après son voyage à Varsovie, était en rapport constant et étroit avec le gouvernement soviétique. Ce voyage à Varsovie ne se justifiait que si le président de la République était allé là-bas pour dire à M. Brejnev : « Cela suffit ! Mais aller à Varsovie, le président de la République nous l'a expliqué lui-même, pour poursuivre une discussion, cela nous paraît dérisoire, dangereux, puis-que, en définitive, il a continué l'action des Soviétiques. »

● M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du parti socialiste, a indiqué, dimanche 22 juin à Aix-les-Bains (Haute-Savoie), l'issue d'une fête de la fédération socialiste : « Nous pensons que l'U.R.S.S. doit retirer ses troupes. La mesure annoncée est un bon début. Il faut que cela continue dans l'intérêt de la détente internationale. »

M. Chevènement a cependant ajouté : « Il faut rester extrêmement prudent car nous ne connaissons pas le contenu précis de la lettre de M. Brejnev à M. Giscard d'Estaing, sinon par la propagande que l'Elysée orchestre. »

M. FITERMAN : un geste de bonne volonté.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a commenté dimanche le retrait partiel des troupes soviétiques engagées en Afghanistan, en représentant « un geste de bonne volonté » de la part de l'U.R.S.S. « Ce geste, a-t-il déclaré, dimanche 22 juin à Marseille, porte un coup très dur à toute cette campagne développée dans les pays occidentaux et qui tente de présenter la situation en Afghanistan comme catastrophique et la présence des troupes soviétiques comme une sorte de colonisation. Cette décision confirme bien que la présence soviétique répondait à une demande d'aide face à des ingérences extérieures venant soutenir la réaction intérieure. »

Votre

BAIGNOIRE

REMISE à neuf!

SAMOTEC vous permet de remettre à neuf, sur place ou en jour, en blanc ou en couleur, vos baignoires, douche, lavabo, bidet, w.c., etc. Application par spécialiste.

— Réaménagement à froid.

— Poseage de baignoires neuves ou existantes.

NOS AVANTAGES : travail effectué le dimanche, pas de démontage ni de gravats.

GARANTIES ANS

SUR SIMPLE APPEL :

DEVIS (gratuit) DOCUMENTATION GRATUITE

SUR DEMANDE

SAMOTEC, 31, rue Froidevaux,

75014 PARIS - 322.71.45

260.36.30 - poste 233

AUX TROIS QUARTIERS

CAPA

avant modification de l'examen,

enseignement supérieur privé

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly,

722.94.94-745.09.19

ISTH

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

PREPA

HEC, ESSEC, ESCP

Section PILOTE

• Etudiants classes 1000 premiers aux concours 1979

• Etudiants BAC C avec mention

• Effectifs limités

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry

75016 Paris - Tel. : 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tel. : 565.89.35

Le Monde

dossiers et documents

Numéro de juin

LA CHINE APRÈS MAO

LE PÉTROLE

Le numéro : 3,50 F

Abonnement un an (10 numéros) : 35 F

DE TROUPES S

BONN : M. Schmidt espère obtenir quelque chose à Moscou.

notre correspondant

pour un pacte de non-agression entre l'Occident et l'Union soviétique. M. Schmidt a déclaré à Bonn que l'Allemagne fédérale ne pouvait pas se permettre de rester en dehors d'une telle initiative. Il a souligné que l'Allemagne fédérale avait toujours été une nation pacifique et qu'elle était prête à jouer un rôle de médiation entre l'Occident et l'Union soviétique. M. Schmidt a également déclaré que l'Allemagne fédérale était prête à accepter une réduction des dépenses militaires, à condition que l'Union soviétique accepte une réduction correspondante. Il a souligné que l'Allemagne fédérale était prête à accepter une réduction des dépenses militaires, à condition que l'Union soviétique accepte une réduction correspondante. Il a souligné que l'Allemagne fédérale était prête à accepter une réduction des dépenses militaires, à condition que l'Union soviétique accepte une réduction correspondante.

4. Rue de la République

STAIT LA RU

L'ARGENT

BIJOU

La tradition de la

HAUT HERM

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

ET LE RETRAIT
vacation totale

DE TROUPES SOVIÉTIQUES D'AFGHANISTAN

BONN : M. Schmidt espère obtenir lui aussi
« quelque chose à Moscou »

De notre correspondant

Bonn. — On considère naturellement à Bonn que l'initiative de M. Brejnev vise également à mettre en valeur le rôle que le Kremlin accorde à la France sur l'échiquier diplomatique. Mais si on s'efforce de dissimuler toute amertume, on est quelque peu embarrassé quand les dirigeants de l'O.R.S.S. aient choisi de faire un tel geste une semaine seulement avant le voyage du chancelier Schmidt à Moscou.

Encore croit-on voir un peu plus clair désormais dans la stratégie diplomatique du Kremlin. Le président Giscard d'Estaing a été privilégié dans la mesure où c'est à lui qu'a été adressé le message de M. Brejnev. En même temps, il paraît de plus en plus probable que M. Schmidt obtiendra « quelque chose » à Moscou en ce qui concerne la négociation sur le contrôle des armements. Personne ne doute en effet — certains Soviétiques le disent d'ailleurs très ouvertement — que le Kremlin souhaite la victoire du chancelier aux élections fédérales du 5 octobre. Il importe donc qu'il ne revienne pas de Moscou les mains vides.

Ainsi s'explique d'ailleurs que l'Union soviétique n'ait guère réagi contre le boycottage occidental des Jeux olympiques et que la situation à Berlin soit plus calme que jamais.

Il n'est donc pas trop surprenant que Washington continue d'envoyer à Bonn un peu d'optimisme. L'éventuel accord Schmidt-Brejnev touchant une négociation sur les fusées eurostratégiques. Cette affaire ne peut d'ailleurs que dérouter le public. Dans un premier temps, les porte-parole officiels de Bonn avaient expliqué qu'il n'y avait aucune divergence à ce sujet entre la R.F.A. et les Etats-Unis. La lettre du président Carter au chancelier Schmidt aurait simplement rappelé la décision prise par l'O.T.A.N. en décembre dernier, de moderniser l'armement nucléaire de l'alliance, tout en proposant à l'O.R.S.S. des négociations sur ce sujet.

Samedi pourtant, dans une lettre au Washington Post, le chancelier lui-même a dit que le message du chef de la Maison Blanche était « étonnant ». La presse ouest-allemande n'hésite

pas, pour sa part, à soutenir qu'à cette occasion M. Schmidt serait resté fidèle à sa réputation de « grande gueule ». Celui-ci reproche, en effet, « à certains qui sont venus sur la scène après moi de ne pas connaître l'arrière-plan historique de la controverse entre l'Est et l'Ouest ». Allusion qui se saurait s'adresser qu'au président Carter et à son conseiller, M. Brezinski.

Après cette controverse, les premiers comptes rendus de Vuesse donnent l'impression au public ouest-allemand que tous les différends avec les Etats-Unis auraient leur origine dans de simples malentendus : l'harmonie serait complète entre Bonn et Washington. Jusqu'à ce qu'un voyage de M. Schmidt à Moscou.

Pour les spécialistes cependant, bien des problèmes ne sont pas résolus. Dans son interview au Washington Post, le chancelier se déclare résolu à maintenir « des relations normales » avec l'Union soviétique, alors que le président Carter voudrait « punir » le Kremlin pour son invasion de l'Afghanistan. Du côté américain, on continue de se demander si M. Schmidt ne voudrait pas s'engager dans un débat de trois ans pour produire les Pershing-2 et les missiles de croisière — même si entre-temps l'O.R.S.S. continue de produire chaque année une nouvelle fusée SS-20.

JEAN WETZ.

DEJA DU TEMPS DE
NOS GRANDS-PARENTS
LA RUE DE PROVENCE
ETAIT LA RUE DE
L'ARGENTERIE
BIJOUX
La tradition se perpétue...
HENRI HERMANN
n° 46
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

EN PRÉSENCE DE JOURNALISTES

Plusieurs unités de l'armée rouge ont quitté Kaboul

Radio-Kaboul a diffusé le communiqué de Moscou annonçant le retrait de certaines unités soviétiques à un moment où de graves affrontements ont lieu au sein du régime Karmal. Ainsi, la radio officielle a-t-elle annoncé que le numéro 2 de l'équipe dirigeante, M. Assadullah Sarwari, était allé suivre un traitement à Moscou quelques jours après le départ en U.R.S.S. pour les mêmes raisons, du général Abdoul Qader, numéro 3 du régime. Selon les rumeurs afghanes, les deux hommes auraient pu être blessés dans des affrontements lundi matin 23 juin, le ministre afghan de l'Information a fait état du départ pour l'O.R.S.S. d'une division soviétique.

De son côté, l'agence soviétique Tass a indiqué, dimanche 22 juin, qu'une escadrille d'adjudants, à l'occasion du départ d'Afghanistan de l'une des unités soviétiques, était tenue dans la matinée à Kaboul, en présence des journalistes afghans et étrangers. Un membre du comité soviétique T-82, ainsi qu'une unité d'artillerie légère ont été évacués, écrit l'envoyé spécial de l'Humanité dans la capitale afghane, Jacques Combar. Il précise que l'opération s'est déroulée en présence du chef d'état-major de l'armée afghane, le général Ghilzai. « Les contre-révolutionnaires n'ont pu constituer des forces armées importantes », il ont reculé partout », a déclaré celui-ci, en français au journaliste. Il a ajouté : « Cela, nous nous en sommes rendus compte grâce à l'aide de nos camarades soviétiques et nous les en remercions vivement ».

L'envoyé spécial de l'Humanité d'Afghanistan part lundi à 3 heures de la capitale afghane. Il a été précédé par une école servant à des cours d'alphabétisation, incendiée par les résistants. Un membre du comité central du Parti démocratique et populaire lui a déclaré : « Jamais les rebelles n'ont été maîtres de la ville, comme le décrivaient les radios occidentales ».

UNE LETTRE D'ENSEIGNANTS FRANÇAIS

Nous avons reçu la lettre suivante :

A la suite des articles publiés dans le Monde des 23 janvier, 22 mai et 8 juin, et des déclarations et motivations anonymes rendues publiques laissant entendre, par leur anonymat même, que la presque totalité des enseignants français travaillant à Kaboul les soutient, les professeurs soussignés, en poste en Afghanistan, tiennent à attirer votre attention sur les points suivants :

1) Pour la majorité d'entre eux, ils n'ont été, en aucune manière, informés de ces pétitions ayant circulé dans certains milieux résistants de Kaboul ;

2) Ils n'ont jamais été signataires de la motion de soutien à la pétition pour l'« union dans les luttes » parue dans le Monde du 22 mai, dont l'auteur avec la déclaration du 23 janvier leur semble hors de propos et tout à fait déplacée.

Patrice Bruyand, professeur au C.F.P.A. ; Jean-Claude Danann, professeur au lycée Sautouy ; Amédée Danann, professeur au lycée Malais ; Colette Deben, professeur au lycée Bessol ; Georges Dedieu, directeur du C.F.P.A. ; Jean Perol, directeur de la section d'enseignement secondaire ; Germaine Rogier ; Hélène Touraie ; Claude Touraie ; Patrice Mallard ; Serge de Laugier ; de Beauvillain, professeurs au lycée Bessol.

Hérit, d'où il dirige la remise en marche de la ville.

M. Mohamed Nazam a aussi déclaré : « Les rebelles, avec l'appui de maoïstes, ont réussi à tromper une partie de la population. Ils imposaient leurs prix aux commerçants. Ils faisaient fermer les boutiques. Ils brûlaient les écoles, incendaient les récoltes des paysans, qui refusaient de se ranger à leur côté ».

« Depuis deux mois, trente femmes de nos camarades ont été enlevées par les rebelles, et nous sommes devenues victimes de leur violence. Ils prennent parfois des otages. Ainsi une femme de trois personnes n'a été kidnappée pour être échangée contre un terroriste prisonnier ».

Samedi 21 juin, la nouvelle grève déclenchée à Kaboul était largement suivie, affirmant les organes de presse, notamment l'A.P.P., dont un représentant se trouve actuellement à Kaboul. La plupart des échappés demeurent

fermés. Le mouvement semblait moins suivi dans d'autres secteurs d'activités, l'administration et les transports notamment fonctionnaient normalement. Des chars et des blindés transporteurs de troupes sillonnaient la ville, tandis que des hélicoptères armés effectuaient des passages à faible altitude. Des étudiants ont néanmoins défilé sans incidents.

A Moscou, l'agence Tass a annoncé, le 22 juin, la signature de nouveaux contrats, accords et protocoles sur la coopération économique et technique entre les deux pays. L'O.R.S.S. apportera son appui pour la réalisation en Afghanistan de divers projets : combinat minier intéressant le cuivre, raffinerie de pétrole d'une capacité de 500 000 tonnes par an, transport d'électricité. L'agence soviétique rappelle que l'O.R.S.S. ne se vante pas d'être l'archaïque « d'importantes réserves de gaz naturel » et notamment un « nouveau gisement de Dnieproudoutsk ». Ce gaz est livré à l'O.R.S.S. ainsi que des engrais.

Les représentants de la résistance ne sont pas satisfaits des conclusions de la conférence islamique en faveur d'un règlement négocié

De notre envoyée spéciale

Islamique de rompre « toutes relations avec l'O.R.S.S. ». Les motifs invoqués à l'appui de cette requête sont non seulement l'occupation de l'Afghanistan, mais aussi le refus du Kremlin de participer à la réunion du Mont-Pélerin. Les Etats islamiques devraient d'autre part, reconnaître le mouvement de résistance comme le « seul représentant légitime du peuple de l'Afghanistan », ce qui ne serait que la « conséquence logique » de la non-reconnaissance du « gouvernement illégal de Kaboul » et devrait se concrétiser lors de la prochaine réunion des ministres islamiques des affaires étrangères à New-York, où le problème « devrait être discuté en priorité ».

Laisser aux Soviétiques une « porte de sortie »

Les résistants souhaitent que le Conseil de sécurité des Nations unies soit saisi de la situation et qu'une conférence spéciale de l'ONU soit convoquée pour susciter l'aide aux réfugiés et au « peuple opprimé de l'Afghanistan, luttant pour sa libération ». L'aide devrait notamment être fournie grâce à un fonds spécial alimenté par les membres de l'O.P.E.P. Les pays musulmans et d'autres pays amis. Le dirigeant de l'un des mouvements de libération Hez-e-Islami, M. Hekmatyar Gulboudin, nous a précisé que la résistance ne faisait pas appel dans le cadre du comité à une aide militaire parce qu'il était clair que celui-ci n'était pas en mesure de jouer un rôle dans ce domaine.

« Le mouvement de résistance désirerait enfin ouvrir des bureaux à New-York, à Genève, et dans les capitales islamiques. A ce propos, M. Abdoul Sayas, qui dirigeait la représentation afghane, déclare que la presse ne devrait « pas désigner les combattants de ce mouvement sous le terme de « rebelles » comme le fait souvent la presse occidentale, ce qui peut donner à supposer qu'ils s'insurgent contre un gouvernement légal, alors que ce sont des libérateurs qui ont renversé un gouvernement fasciste représentant à peine 1 % de la

nation ». Selon M. Sayas, la résistance « compte cent quatre-vingt mille combattants en armes, alors que l'armée de Karmal n'est que composée de vingt mille hommes ».

Le comité tripartite d'autre part publié un communiqué qui semble avoir saisi les Afghans sur leur fait. De laborieuses heures de pourparlers entrecoupées de pauses pour la prière ont pourtant permis au mondjalidin de se faire entendre.

Le comité est conscient des souffrances du peuple afghan et de la nécessité de lui venir en aide sur le plan humanitaire. Le texte met l'accent sur les pénuries « de plus en plus graves » de vivres, médicaments et vêtements, dues notamment à « la destruction générale de villages entiers et des récoltes et d'empoisonnement de l'eau potable et d'autres exactions perpétrées par les forces armées étrangères ». Il y est question des « droits nationaux inaliénables du peuple afghan à déterminer sa propre forme de gouvernement et à choisir le système économique, politique et social qui lui convient loin de toute intervention ou pression étrangère ». Pour atteindre cet objectif, les négociations demeurent la seule voie que le communiqué envisage. M. Chahidi et Ghobzadeh, ministres des affaires étrangères iraniens, ont souligné que, pour pouvoir négocier, les Afghans devraient former une organisation. M. Chahidi nous a précisé qu'il faut laisser aux Soviétiques une « porte de sortie » afin que des contacts puissent avoir lieu ; les délégués afghans insistent pour leur part sur l'importance de la lutte armée.

M. Ghobzadeh nous a déclaré qu'il était la cause afghane « permet de montrer que « le monde compte désormais deux ennemis, car l'imperialisme américain n'est plus le seul à sévir. Il ne faut pas douter que les Afghans luttent contre un ennemi puissant aux ressources illimitées. Il faut les aider afin qu'ils puissent résister ». A la question de savoir si cette aide pourrait aller jusqu'à la fourniture d'armes, il a répondu : « Nous attendons... Dans mon pays, des hommes voulaient s'engager pour l'Afghanistan, mais ils en ont été empêchés... »

ISABELLE VICHNIAC.

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-BALE/MULHOUSE-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 600F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

SWISSAIR

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-GENEVE-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 600F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

AIR FRANCE SWISSAIR

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-ZURICH-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 665F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

AIR FRANCE SWISSAIR

HEMISPHERES

SOLDES
DU MARDI 24 JUIN AU SAMEDI 28 JUIN DE 11 H A 19 H
22 AVENUE DE LA GRANDE ARMEE PARIS 17° 756 61 86

Le Monde
LA CHINE APRES MAI
LE PETROLE

De notre correspondant

De notre correspondant

CEPES 2 centres: saint-guilhem
57, r. Ch.-Lo. enseignement

Iran

(Suite de la première page.)

Climat d'espionnage

Dimanche 22 juiln, *Etatat* publi: un communiqué de l'Association islamique des fonctionnaires de l'Etat exigeant entre autres le renvoi de tous les employés des confessions bahais en leur interdisant désormais d'exercer toutes activités rémunérées. Les dirigeants de la communauté ont adressé des télégrammes à l'imam-Khomeiny, au président Bani Sadr, au Conseil de la révolution, au ministre de l'Intérieur, implorant leur protection.

ÉRIC ROULEAU

China

Kenya

● L'UNION NATIONALE AFRICAINE DU KENYA (KANU), parti au pouvoir, a demandé, le 22 décembre, l'envoi immédiat des forces tanzaniennes d'Ouganda, où elles se trouvent depuis plus d'un an, après en avoir chassé l'Armée Le KANU considère la démocratie ne reviendra pas si toutes les troupes étrangères en Ouganda ne sont pas immédiatement retirées et remplacées par des forces neutres, que ce soit de l'O.U.A. du Commonwealth, ou de l'ONU, pour assurer des élections libres et équitables. Le KANU ne peut pas accepter que la Tanzanie ait la volonté ou la capacité de l'assurer. »

Turquie

● **M. BULENT EMIR**, président de la section de Beyogin (arrondissement d'Istanbul) du parti républicain du peuple (social-démocrate), a été assassiné le 23 juin dans une rue d'Istanbul.

Trois autres personnes ont été blessées au cours de l'attentat qui, selon des témoins, a été commis par trois ou quatre hommes. Les meurtriers ont réussi à prendre la fuite après avoir tiré plusieurs coups de feu sur M. Emir.

dimanche 22 juin, qn'
navire-espion nord-coréen :

Vietnam

L'AMBASSADE DE CHINE A HANOI a fermement protesté, dimanche 23 juin, auprès du ministre vietnamien des affaires étrangères contre l'incursion de la veille au cours de laquelle des soldats réfugiés dans le Vietnam du Nord ont pénétrés dans l'ambassade onnais selon elle, évacués de force par les autorités. Dans un premier temps, il avait été dit que les diplomates chinois avaient « livré » de leur plein gré les réfugiés aux gouvernements de Hanoi. Le Vietnam du Nord a rétorqué, dimanche 24 juin, que selon l'ambassade chinoise a demandé aux Vietnamiens une rémission pour discuter de l'affaire « aussitôt que pos-

Vietnam

● L'AMBASSADE DE CHINE A HANOI a fermement protesté, dimanche 22 juin, auprès du ministère vietnamien des affaires étrangères, contre les

ciant de s'adresser contre l'in-
citant de la veille au cours
duquel seize Vietnamiens réfugiés dans l'ambassade ont été,
selon les évacués de force par
les autorités. Dans un premier
temps, il avait été dit que les
diplomates chinois avaient
« refusé » de leur plein gré les
« réfugiés » au gouvernement de
Hanoï (le Monde daté 23-
24 juin). Selon l'agence Chine
nouvelle, l'ambassade chinoise
a demandé aux Vietnamiens
un rennon pour discuter de
l'affaire et aussi: que pos-

Vietnam

● L'AMBASSADE DE CHINE A HANOI a fermement protesté, dimanche 22 juin, auprès du ministère vietnamien des affaires étrangères, contre les

ciant de s'adresser contre l'in-
citant de la veille au cours
duquel seize Vietnamiens réfugiés dans l'ambassade ont été,
selon les évacués de force par
les autorités. Dans un premier
temps, il avait été dit que les
diplomates chinois avaient
« refusé » de leur plein gré les
« réfugiés » au gouvernement de
Hanoï (le Monde daté 23-
24 juin). Selon l'agence Chine
nouvelle, l'ambassade chinoise
a demandé aux Vietnamiens
un rennon pour discuter de
l'affaire et aussi: que pos-

Liban

De notre correspondant

Israël. An nom de la *Realpolitik*, ils ont décidé d'établir des contacts avec l'U.R.S.S., eux qui considéraient il y a un an encore comme un rempart de l'Occident contre le «*dérèglement communiste*».

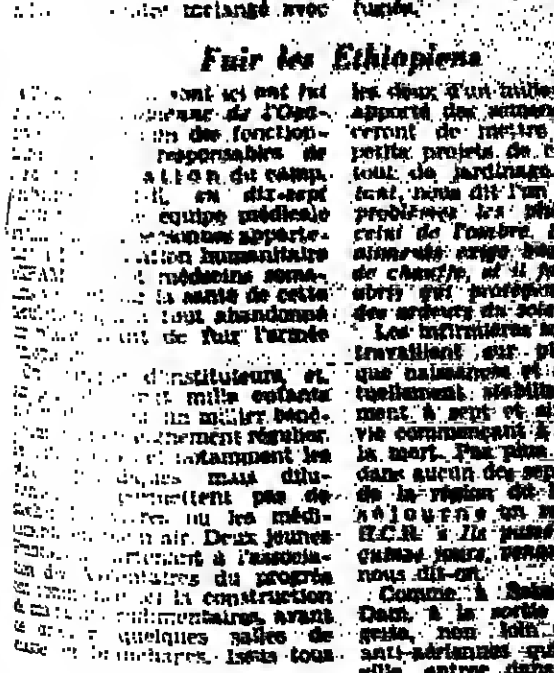
Cet important développement intervient alors que les incidents se multiplient au Liban.

Leur caractéristique générale est qu'ils sont l'expression de la partition de *facto* du pays, on ne se bat plus d'un secteur à l'autre.

car à l'intérieur de chaque secteur. L'adversaire auquel on dispute le pouvoir n'est plus situé en face mais au sein de chaque camp. En secteur chrétien, un camp dominant, les Phalanges, se dispute à tous ceux qui prétendent au pouvoir, l'autorité, notamment les chefs du P.N.L. En secteur musulman, c'est une myriade de groupes qui se disputent le pouvoir à l'assommoir. Ici, l'accusé est tout simplement l'ennemi sans toutefois oublier qu'il est tout sous la tutelle à la fois des chrétiens et de palestiniens.

LUCIEN GEORGE.

CEPES 2 centres : saint-guilhem ou neuvilly
57, r. Ch.-Lafitte. 92 Neuvilly. 722.94.94.-745.09.19
enseignement supérieur privé



85 BOUTIQUES
DE MODE
SOLDENT

AFRIQUE

En Somalie, un habitant sur quatre est un réfugié

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Pourquoi parlez-vous du Cambodge en Europe et si peu de la Somalie ? nous demandent l'un des plus proches collaborateurs du général Syad Barre, chef de l'Etat somalien. En effet, c'est sans doute actuellement un record absolu dans le monde : un habitant sur quatre est un réfugié. Les statistiques officielles qui circulent le plus généralement à Mogadiscio font état de 3 600 000 habitants pour la Somalie et de l'afflux de 1 200 000 réfugiés dans l'ensemble du pays. Parmi ces derniers, 688 888 résident dans des camps, affirme le recensement que les autorités somaliennes ont rendu public le 17 mai dernier, et que diffuse l'agence locale du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). D'autre part, plus d'un demi-million de personnes auraient trouvé refuge en territoire somalien, à l'extérieur des camps, soit chez des parents, soit chez des amis.

Deux facteurs essentiels expliquent l'affluence des réfugiés en Somalie : l'intensification de la guerre en Oga-

dan et le retour de la sécheresse dans cette région. Le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) et le Front de libération Somali Abo (F.L.S.A.), appuyés l'un et l'autre par le gouvernement de Mogadiscio, ont récemment repris leurs actions de guérilla, provoquant de sévères représailles de la part des forces armées éthiopiennes. Il semble que les combattants des deux principaux fronts, ainsi que ceux du Front de libération Oromo (F.L.O.), reçoivent non seulement des armes et des munitions de l'armée somalienne, mais qu'ils soient même directement soutenus, au moins logistiquement, par elle-même. De leur côté, les Ethiopiens bénéficient d'un soutien direct important de la part des Cubains et des Soviétiques, notamment sur le front septentrional, où ils viennent de transférer deux divisions prélevées en Erythrée.

On dénombre actuellement vingt-cinq camps de réfugiés, concentrés dans quatre zones qui sont en majorité limitrophes de l'Ogaden, le Nord-

Ouest, où huit camps sont concentrés à proximité d'Hargeisa, l'Ifran, qui compte sept camps, le Bas-Schebelle, avec les camps de Koryolleh, et le Gedo, où sont concentrés neuf camps. La situation géographique de ces installations s'explique par les difficultés de transport dues au mauvais état général des pistes et au manque de véhicules. Elle répond aussi à des considérations politiques, les dirigeants étant soucieux de laisser aux exilés la possibilité de regagner éventuellement leur pays et donc de ne pas leur donner l'impression qu'ils ont trouvé dans les camps un refuge définitif.

La recrudescence des bombardements aériens, dispersant nomades et troupeaux après la destruction des campements, l'empêchement systématique des puits et divers points d'eau, l'implantation de mines, les bombes à fragmentation, accélèrent et aggravent le mouvement d'exode. Les

pluies insuffisantes, notamment depuis octobre dernier, ont entraîné l'assèchement du cheptel dans plusieurs districts de l'Ogaden et contraint certaines tribus à un exode massif. On souligne, d'ailleurs, dans les milieux du H.C.R., qu'il est fréquemment impossible de distinguer entre les victimes de la guerre et celles de la sécheresse, tous les réfugiés récemment arrivés en territoire somalien se trouvant dans un état de dénuement et de sous-alimentation extrêmes.

Une faible pourcentage d'adultes mâles

Le nombre des non-Somalis est en croissance rapide dans les rangs des réfugiés, où l'on compte de nombreux Gallas et Oromos. En revanche, le pourcentage des hommes adultes ne cesse de décroître. Il est de 55 323 sur 688 358 réfugiés, soit presque quatre

fois inférieur à celui des femmes adultes (210 571) et plus de quatre fois inférieur à celui des enfants jusqu'à six ans (228 571). Cette situation s'explique par le fait que tous ceux qui sont en état de porter les armes restent dans les zones de combat ou bien y sont ramenés, parfois autoritairement, par l'armée somalienne. Ne restent, en principe, dans les camps que les réfugiés démunis de toutes ressources personnelles, privés de toute famille et ne possédant aucune qualification particulière.

Arrêté au 31 décembre 1980, le budget annuel du H.C.R. pour les vingt-cinq camps somaliens est de 41 891 000 dollars. S'y ajoutent divers programmes d'aide alimentaire (80 millions de dollars), d'assistance sanitaire (5283 000 dollars) ou d'approvisionnement en eau (4 284 000 dollars). En réalité, ce sont 121 891 000 dollars que le Haut Commissariat aux réfugiés va dépenser au cours des prochains mois en Somalie.

La grande misère des camps

Hargeisa. — A dix ans d'intervalle, ce sont les enfants du Biafra que l'on retrouve sous cette tente de tente de réfugiés de Saba'ad, à moins d'une heure de voiture de la grande garnison d'Hargeisa. Vêtus des mêmes haillons, au visage résigné et triste, une vingtaine d'enfants dont le développement physique a effacé l'âge agissent sur des nattes d'alfa. Deux hommes tournés vers le ciel, comme révoltés, égarés, thorax décharnés, jambes et amygdales qu'ils ne peuvent plus porter des corps pourvus de charbon, muets et prostrés, ils semblent indifférents à tout ce qui les environne et notamment à ces essais de grosses mouches vertes que la chaleur attire. Quelques-uns d'entre eux sont allongés sur parure et portent une sonde dans les narines. D'autres reçoivent des mains de leur mère du lait en poudre mélangé avec

de la farine et des vitamines. Sous un deuxième abri, plus spacieux et disposant de literies sommaires, des enfants et des femmes vident le contenu de boîtes de conserves importées de Hollande par des commerçants. Les réfugiés sont concentrés dans des tentes et tentes de tente, ou de la dune en gelée.

C'est l'heure de distribution des rations alimentaires nouvellement arrivées d'Hargeisa et les boîtes de beurre fondu envoyées par le gouvernement sont aux mains des réfugiés. Les plus démunis, ceux qui n'ont rien, attendent en vain. Ni bousculade ni impudence, pas un cri, chacun attend son tour dans le calme. Quatre policiers ont la charge de maintenir l'ordre dans ce camp ouvert en novembre 1979, qui abrite 64 235 personnes, et qui accueille plus aujourd'hui de nouveaux réfugiés.

Fuir les Ethiopiens

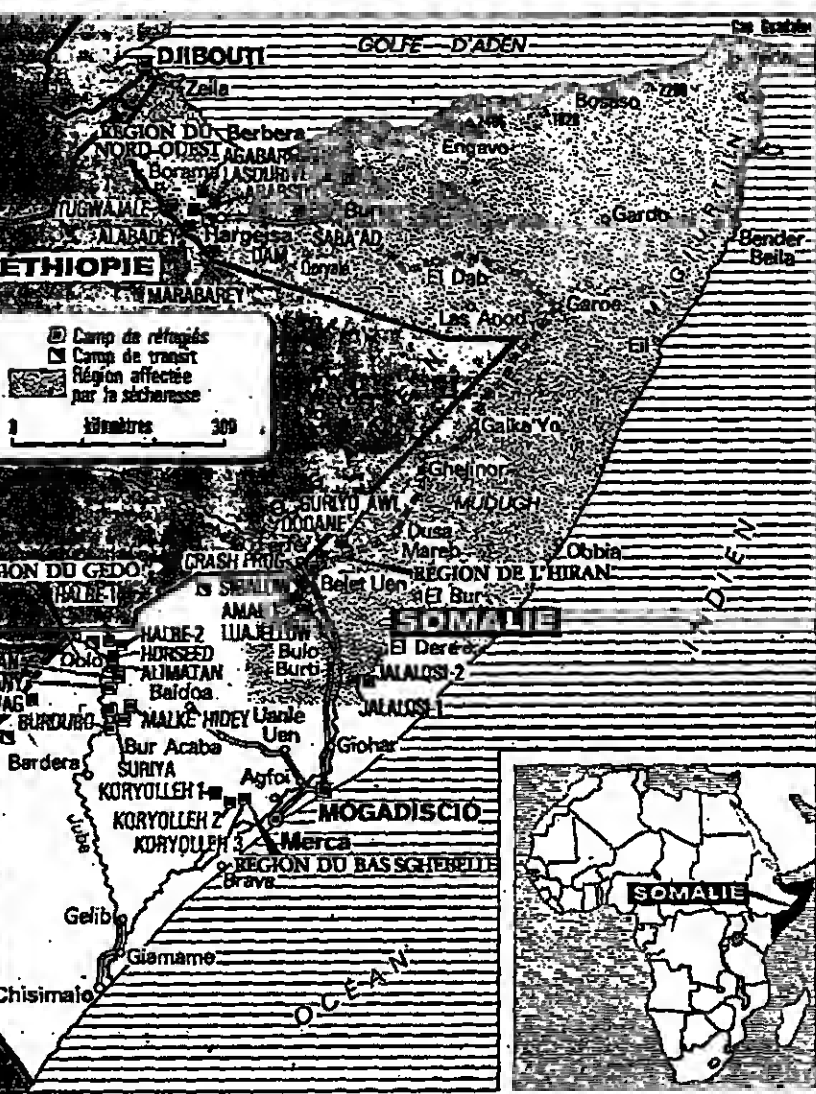
« Tous ceux qui sont ici ont fui la colonie éthiopienne de l'Ogaden », explique l'un des fonctionnaires civils responsables de l'administration du camp. « Substitut », dit-il, en dix-sept quartiers. Une équipe médicale composée de six personnes appartenant à l'organisation humanitaire OXFAM et sept médecins somaliens veillent sur la santé de cette population qui a tout abandonné sur place avant de fuir l'armée éthiopienne.

On manque d'instituteurs et, sur plus de vingt mille enfants scolarisés, seuls quatre enseignants assurent un enseignement régulier. Les intempéries et notamment les pluies sporadiques mais diluviennes ne permettent pas de stocker les vivres ou les médicaments en plein air. Deux jeunes Français appartenant à l'association des Volontaires du progrès ont commencé la construction de magasins rudimentaires, avant de dresser quelques salles de classe en branchages. Issus tous

des deux d'un milieu rural, ils ont apporté des sacs de maïs et de petits projets de culture et surtout de jardinage. « Pour l'instant, nous dit l'un d'eux, l'un des problèmes les plus urgents est celui de l'eau. La cuisine des aliments exige beaucoup de bois de chauffage, et il faut dresser des abris qui protègent les réfugiés des intempéries. » Les infirmières somaliennes qui travaillent sur place indiquent que naissances et décès sont actuellement stabilisés. Elles restent à sept et six par jour, la vie commençant à l'emporter sur la mort. Pas plus à Saba'ad que dans aucun des sept autres camps de la région de Nord-Ouest ne s'agit-il d'un représentant du H.C.R. et ils passent ici tous les quinze jours, venant d'Hargeisa, nous dit-on.

Comme à Saba'ad, il faut à Dama, à la sortie même d'Hargeisa, non loin des batteries anti-aériennes qui protègent la ville, entrer dans les abris ou sous les toiles de tente pour trouver l'abri de la misère. Seuls ceux qui sont bien portants se pressent au-devant du visiteur. Ceux qui laissent fuir trop souvent ou que la maladie domine physiquement restent cachés. « Venez, mon fils est très malade », implore pourtant une jeune femme, pour qui tout écoulement de pus est nécessairement un médecin ou un infirmier.

Comme partout ailleurs dans la région où se trouvent toute la Somalie, ces déshérités sont soit des enfants en bas âge, soit des femmes. Les hommes sont morts en Ethiopie ou y poursuivent la lutte. C'est ce que nous expliquent les membres de l'équipe médicale de la République fédérale d'Allemagne, qui attend la visite d'une mission parlementaire venue de Bonn. Prés d'une grande mare dans laquelle on se baigne, mais dont on boit également l'eau, deux plateaux de peuplier emploient déjà 180 réfugiés. Des champs d'oignons, de tomates, de melons d'eau, témoignent d'une volonté commune de contribuer à l'effort de survie quotidienne est dix fois inférieur à celui des naissances. Cela est-il la cause ou la conséquence de cette foi en un avenir meilleur ? Dans la province du Bas-Schebelle, au sud-ouest de Mogadiscio,



de tomates. L'opération de sécheresse des tomates est menée par le gouvernement dans cette région à récess. De beaux légumes entrent sur les marchés, témoignant de ce que le cheptel décliné par les sécheresses des années antérieures a bien été reconstruit.

Les trois camps de réfugiés de Koryolleh abritent actuellement, selon le H.C.R., 85 941 personnes. Il n'y a pas eu de nouveaux arrivants depuis l'année dernière, et tous ceux qui se trouvent ici ont été amenés par camions militaires sur les routes de transit installées sur la frontière éthiopienne.

« Les Nations unies fournissent des secours pour 50 000 réfugiés. Le gouvernement somalien s'occupe des autres », nous explique un des nombreux bureaucrates responsables de l'encadrement des camps. Dans les vergers situés à proximité immédiate, quelques enfants bientôt et servent, arrachent les mauvaises herbes. Plus loin, des portesses d'eau,

l'ampoule de terre élargissant portée sur le crâne, respectent leurs cases en riant. Le houe sur l'épau, des gamins vont rejoindre leurs aînés aux champs. Quel est ce qui différencie dans Koryolleh d'un village traditionnel ? Les arceaux de végétaux qui composent les habitations sont identiques à ceux de tous les campements de la région. Les abords des logements sont propres. Les jardins qui les entourent permettent la culture de quelques légumes destinés à améliorer les rations de céréales et de lait en poudre distribuées par les organismes humanitaires.

Cependant, contrairement aux campements somaliens, Koryolleh ne possède pas de bétail, pas même de ces moutons blancs à tête noire qui font partie du paysage des campagnes somaliennes depuis des siècles. Seuls quelques poulets et quelques chèvres vivent à côté des femmes et des enfants.

Avant qu'il ne soit trop tard

Trois hôpitaux, six dispensaires, trois cliniques somaliennes, une équipe sanitaire italienne, trente écoles coraniques, soixante-huit instituts, trois mille deux cent trois élèves dans les classes primaires, Koryolleh donne l'image d'un camp bien géré. Le fait que beaucoup de réfugiés aient pu trouver une occupation ajoute à cette impression de réussite. « Un camp modèle à usage des visiteurs étrangers », nous avons dit avec sarcasme certains expatriés de Mogadiscio. Plus simplement un thème d'espérance pour les réfugiés implantés ailleurs.

« L'équipe médicale française à laquelle nous venons de succéder est repartie après huit mois de travail sur le terrain sans avoir reçu le matériel qui lui était destiné », nous dit la doctoresse sarda, spécialiste de pathologie cardiologique et pulmonaire, qui dirige l'équipe médicale italienne installée à Jalaali.

Dans la province d'Ifran, à un peu plus de deux heures de route de la capitale somalienne, sept

campes de réfugiés sont pris par le H.C.R. Selon les dernières statistiques officielles, ces camps comptent 164 578 personnes démunies de toutes ressources. Les camps de Jalaali sont situés à 220 kilomètres de Belet-Uen, que l'aviation éthiopienne a récemment bom-

bardé à plusieurs reprises. Traumatisme par les attaques aériennes, les réfugiés vivent dans la hantise de voir réapparaître dans le ciel les engins à réaction qui sement la mort et la destruction.

« Nous avons cherché cet emplacement parce que, éloigné de la frontière, il est moins exposé aux attaques aériennes », nous explique prudemment le préfet de Jalaali, qui accompagne un petit groupe de bureaucrates exerçant un double rôle d'organisation et d'encadrement politique.

Sous un bûcher d'épaveux, un groupe de femmes et de très jeunes enfants sont assis sur le sol. Le sourire des gamins contraste avec l'air prostré des adultes qui tressent des branches d'arbre pour confectionner l'abri traditionnel, le tokoul, composé d'arceaux végétaux couverts de feuilles. « Ce sont de nouvelles arrivées de Belet-Uen par camions, il y a trois jours », nous dit-on.

Si le problème de logement est relativement vite résolu, celui de la nourriture est plus délicat. Les salons des pluies sont interrompus et la médiocrité des pistes ravagées par un ruissellement intensif gêne l'acheminement du ravitaillement. Il est arrivé de plus en plus fréquemment que, momentanément coupés du monde extérieur, les camps de Jalaali se trouvent en rupture de stocks alimentaires.

Mais les difficultés les plus sérieuses tiennent au manque d'hygiène et au mauvais état de santé. Ayant reçu les informations utiles à leur travail, leurs précepteurs de l'organisation Médicale sans frontières, les infirmières et médecins italiens indiquent : « Il faut avant tout construire des latrines et établir des normes de distribution d'eau potable. » Une infirmière lombarde, qui travaillait il y a encore quelques jours dans un hôpital de la banlieue de Rome, nous dit : « Ce troupeau de tous les types de tuberculose. Beaucoup des patients que nous visitons sont parvenus au stade ultime d'évolution de cette maladie, car ils sont habitués à vivre dans un état de pauvreté extrême et présentent une résistance exceptionnelle à la douleur. Il est souvent trop tard pour envisager un traitement sérieux... » Au demeurant, comme l'indique une autre infirmière : « Comment soigner la tuberculose ou toute autre affection analogue chez des sujets dont la sous-alimentation permanente a si profondément ébranlé l'équilibre général ? »

Restent les nourrissons et les enfants en bas âge. Ils vont être vaccinés. On attend pour cela une équipe de médecins autodes qui apportera les doses de vaccins nécessaires. Avant qu'il ne soit trop tard, car les experts de Jalaali, quant aux réfugiés, ne s'attendent rien, car ils n'attendent rien.

PHILIPPE DECRANNE

CHARLES JORDAN

SOLDES

FORUM DES HALLES

METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

Atelier de poterie

« LE CAU ET LE CUIT »
accueil en groupe
les semaines de 3 à 63 ans
à RUS LACHÈRE, PARIS-9
Tél. 01-47-11-11-11

E.P.I.N.T.
SOLDES
FORUM DES HALLES
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
autres préparations :
- BTS Comptabilité
- Capacité en Droit
L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Théard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél. 329.21.99

FORUM DES HALLES
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

La Pompadour
SOLDE
SA COLLECTION
robes, tailleurs, manteaux
tuniques, blazers, impers
GRANDES TAILLES
de 42 à 54
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin

MNELL
SOLDES
FORUM DES HALLES
METRO RER - 1450 PLACES DE PARKING

Cambodge

L'opposition au régime persiste au sein de l'administration de Phnom-Penh

La récente condamnation de seize «traîtres Sereika» à Phnom-Penh (le Monde du 10 juin) confirme la persistance de l'opposition anti-communiste au régime. Certes, les «complotistes» — qui avaient commencé à agir dès janvier 1979 et qui auraient fondé un «gouvernement» le 24 avril 1979 au cours d'une réunion dans une usine de la capitale — ont été arrêtés l'été dernier. Mais le fait que le procès ait lieu maintenant et qu'il soit largement public semble confirmer la poursuite de cette résistance, y compris dans l'administration mise en place depuis la chute des Khmers rouges. Enfin, la relative clémence du verdict — de trois à vingt ans de prison — montre que le nouveau régime n'a pas renoncé à l'espoir d'un ralliement des nationalistes.

Il est difficile de croire que ce complot ait pu menacer la stabilité d'un régime soutenu par une présence vietnamienne massive. D'autant que les condamnés apparaissent comme des comparses. C'est d'ailleurs le principal argument invoqué par une «défense» communiste d'office et qui avait — selon Radio-Phnom-Penh — conduit sa plaidoirie par ces mots : «Je ne puis trouver le moindre argument à opposer au réquisitoire de l'accusation.»

Le groupe avait cependant réussi à la fois à s'infiltrer dans le régime, mais aussi à établir des relations avec le mouvement nationaliste de l'ancien premier ministre Son Sann, le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) basé à la frontière khméro-thaïlandaise. Il était dirigé par MM. Hem Kroena et Uo Bosaphon. Le premier est un ancien journaliste qui fut sergent-chef dans l'armée de Lon Nol ; le second a été joueur de football à l'époque du prince Sihanouk, puis sergent-major de police sous le régime républicain. C'est en ce rendant vers la frontière thaïlandaise après que ces activités furent découvertes que, selon l'accusation, M. Hem Kroena a été arrêté.

Parmi les seize membres de l'organisation, on trouve onze fonction-

naires du régime Heng Samrin. Parmi eux, il y avait trois cadres du ministère des affaires étrangères, dont un travaillant au service d'information et le responsable de la logistique. Ce dernier, M. Neou Long, a, selon les termes de l'accusation, «utilisé sa position dans le révolution pour pénétrer les ministères et départements de l'administration révolutionnaire, afin de se livrer à des activités contre-révolutionnaires». M. Mich Sivong, «chargé du service des visites de tourisme de l'hôtel Samaki» (ex-Royal, ex-Phnom) s'est «servi de véhicules de son administration pour transporter des messages spéciaux ou des collègues qui se livraient à des activités contre-révolutionnaires, et caché ces messages, a permis à ses amis d'utiliser les machines à écrire du ministère pour taper leurs bulletins d'information». M. Mich Sivong, selon Radio-Phnom-Penh, «a refusé d'avouer pendant l'interrogatoire».

Un autre accusé était sous-chef de district et chef du comité militaire de Potha-Loe, dans la province de Kandal, qui entoure Phnom-Penh ; il a «préparé un plan pour s'emparer du pouvoir dans le district». Un autre était le responsable de la propagande, de l'information et de la culture du comité révolutionnaire de la capitale. Un autre était directeur de deux usines de Phnom-Penh — T-1 et C-1 — qu'il avait utilisées pour cacher du matériel et des gens, et pour organiser des réunions.

Ces activités montrent les difficultés auxquelles est confronté le régime vietnamien qui, par manque de militants et de partisans, a été contraint, après son arrivée au pouvoir de se montrer peu regardant sur le recrutement. Ces nouvelles recrues, au moins pour un certain nombre, et en dépit de cours de formation politique, ne semblent pas avoir été convaincues, puisque plusieurs ont comploté tandis que d'autres s'enfuyaient en Thaïlande ou ne cachaient guère leur hostilité envers les Vietnamiens ou leur désir de s'en aller. Il apparaît à travers le compte rendu du procès que les complotistes

ont rencontré une certaine audience, puisque leurs «manœuvres criminelles et illégales», «extrêmement perfides, trompeuses et sombres», ont «entraîné l'unité du peuple à travers de dévoués la solidarité militante, la coopération et l'amitié entre notre pays et le Vietnam, créant ainsi l'insécurité parmi la population» et une «perte de confiance» envers le régime.

Les condamnés ont enfin été accusés d'avoir tenté d'entrer en contact avec M. Mok, le bras droit militaire de M. Pol Pot, ce qu'a reconnu M. Hem Kroena, qui avait pourtant pitié du régime khmer rouge. Toutefois, il a affirmé que «le but du groupe était de s'opposer au Comité révolutionnaire populaire [régime de M. Heng Samrin] et d'empêcher le retour au pouvoir de la clique de génocide de Pol Pot-Ieng Sary».

Le procès du groupe Sereika intervient à un moment où la résistance armée au régime s'est intensifiée et où s'émorce à Phnom-Penh une reprise en main à laquelle le chef de l'Etat, M. Heng Samrin lui-même, n'a

pas échappé. Il vient en effet de passer plusieurs semaines au Vietnam pour être «rééduqué» (le Monde du 29 mai). Un certain nombre de responsables qui ont été en relation avec des étrangers, l'un d'eux au début de cette année, ont eux aussi été envoyés en «rééducation», ont changé d'affectation.

Retour aux sources «indochinoises»

Il n'est pas étonnant qu'en cette période, sans doute la plus difficile que les Vietnamiens et leurs protégés de Phnom-Penh aient eu à connaître depuis qu'ils se sont emparés du pouvoir il y a un an et demi, l'accent soit mis encore plus — et c'est possible — sur l'étranéité des liens qui lient les deux régimes. Ainsi, M. Heng Samrin a annoncé, le 4 juin, que le 19 juin serait célébré la fête l'anniversaire de la fondation des Forces armées révolutionnaires populaires. Cette date correspond, affirme-t-il, à la création, en 1951, par le mouvement khmer issarak — issu de l'éclosion du

parti communiste indochinois en trois entités nationales à l'initiative de Ho Chi Minh — de ses premières unités militaires pour lutter, aux côtés du Vietnam et sous sa supervision, contre l'armée française ; avec des étrangers, l'un d'eux au début de cette année, ont eux aussi été envoyés en «rééducation», ont changé d'affectation.

Par cette opération d'écriture, qui ressemble à celle entreprise il y a trois ans par le régime Pol Pot transférant de 1951 à 1960 la naissance du mouvement communiste cambodgien, Hanoi et Phnom-Penh renforcent encore plus le caractère «indochinois» du nouveau régime khmer. Ainsi, la période khmère rouge n'apparaît plus que comme une parenthèse aberrante dans l'histoire d'un mouvement révolutionnaire khmer «authentique», c'est-à-dire dans la ligne de Hanoi.

De la même manière, M. Heng Samrin dit que la résistance anti-américaine au Cambodge n'a pas commencé, comme on le toujours dit, après le coup d'Etat pro-américain du 15 mars 1970, qui renversa le prince Sihanouk, et la formation

du FUNK (Front uni national, regroupant sihanoukistes, Khmers rouges et pro-Vietnamiens). Elle aurait débuté deux mois plus tôt à Veunsai, dans la province de Ratanakiri, frontalière du Vietnam et par laquelle passait la piste Ho Chi Minh, avec la fondation d'une armée révolutionnaire du Kampuchéa, le 17 janvier.

Enfin, l'aggravation de la situation militaire au Cambodge préoccupe les autorités provinciales vietnamiennes. Ainsi, celles de Song-Sa, qui fut l'un des bastions du G.R.P., et qui jouxte le Cambodge, viennent, selon Radio-Hanoi du 10 juin, de renforcer les mesures de sécurité non seulement pour «contrôler les activités des contre-révolutionnaires» mais aussi pour «défendre la frontière» et pour réprimer la «contrabande» et les «activités commerciales illicites» (avec la Thaïlande et à travers le Cambodge). Ces mesures confirment la présence, du côté khmer de la frontière, de groupes de résistance ; mais le radio ne précise pas s'il s'agit de Khmers rouges ou de nationalistes.

PATRICE DE BEER.

PRIX ROGER NIMIER 1980

gérard pussey



l'homme d'intérieur

Gérard Pussey sait admirablement jouer avec les mots pour en faire un très bon mélange d'humour, de férocité et de mélancolie. Il faut absolument lire ce roman. *généraliste d'ormann / le figaro magazine*

dénoël

Roselène Dousset-Leenhardt

La tête aux antipodes

récit autobiographique

"Il y a une ironie, une colère, une violence mais aussi une poésie tout à fait étrange dans ce livre admirablement écrit."

Gilles Lapouge Agora 16 Mai 1980

éditions galilée

ARL

IGN LES CARTES QUI BATISSENT LA FRANCE

Aujourd'hui, plus que jamais, les grands travaux d'équipement de la France, exigent des cartes irréprochables.

L'activité des hommes et le développement économique, créent l'obligation d'adapter en permanence les cartes existantes et d'en concevoir de nouvelles.

LIGN, constitué de professionnels spécialisés, a pour mission de dresser la carte de base nécessaire à l'économie, à l'aménagement du territoire et à la protection de la nature.

Utilisant les techniques et les procédés optiques les plus modernes où sont mis à contribution l'avion, l'hélicoptère, et jusqu'au satellite, ingénieurs, géomètres et cartographes de l'Institut Géographique National, quadrillent, analysent, redessinent le territoire.

Mine de renseignements, outil de découverte, reflet de l'activité des hommes et témoin du patrimoine de notre pays, les cartes de l'Institut Géographique National, ont leur place à votre bureau, comme dans vos déplacements.

ign. Prenez les cartes à la source.



[illegible]

NATIONALE contre 205

au nom du groupe U.D.F. s'est contenté d'essayer de faire revenir les socialistes sur leur attitude, en invoquant l'image du Parlement. Enfin, M. Peyrefitte a affirmé que l'Assemblée nationale s'était prononcée par « un vote pluraliste où chacun a gardé des sceaux ou bien de rappeler que, avant ce vote, l'article 44 de la Constitution avait eu pour effet de réduire à néant tout débat contradictoire et que si les socialistes ont cessé de présenter des amendements, c'est précisément parce que le gouvernement avait utilisé le vote bloqué. » Il a suffi d'écarter l'épouvantail... a noté M. Peyrefitte.

M. Peyrefitte a le droit de ne pas avoir le triomphe modeste. Le ministre de la justice, en revanche, sort quelque peu du devoir de réserve qu'impose sa charge en affichant un tel dédain pour la représentation nationale.

LAURENT ZECCHINI.

tables. Selon lui, il n'est pas destiné à assurer la sécurité des personnes, mais à renforcer les moyens juridiques permettant de réduire au silence ceux qui tentent de perturber la procédure de la politique giscardienne de représentation sociale et de déclin de la France. Il ajoute : « Au lieu de mettre fin à cette parodie de justice que constitue la procédure de flagrant délit, il faudrait noter un véritable déclin de toutes les instructions correctionnelles. » Enfin, indique M. Rigout, le débat a redonné le mépris du gouvernement pour la démocratie parlementaire.

M. HAUTECOEUR (P.S. Var) estime que « le texte est inconstitutionnel, parce qu'il méconnaît la déclaration des droits de l'homme, selon laquelle la peine doit être strictement nécessaire, parce qu'il porte atteinte au principe de l'égalité des citoyens devant la loi, parce qu'il confère des pouvoirs arbitraires au parquet, parce qu'il réduit les droits de la défense. » Il ajoute : « Le Conseil constitutionnel nous départagera. » Le député socialiste souligne l'absence de l'U.D.F. « qui s'agenouille en pleurant de joie dès que le grand seigneur d'après-guerre un regard attentif sur son existence et qu'elle M. Labbé (président du groupe R.P.R.) de « grébillon républicain qui a réouvert l'art du masochisme mais auquel on n'a pas encore expliqué la dynamique du boomisme. »

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur l'ensemble du projet de loi « renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes » :

265 DÉPUTÉS ONT VOTE POUR.

135 R.P.R. (sur 154) :
118 U.D.F. (sur 121) :
12 députés non inscrits (sur 16),
MM. Audinot, Beaumont, Branger, Delprat, Edgar Faure, Fontaine, Mine (Rassemblement), M. Riquart, M. Lalande, Plantegenest, Royer, Sergherac.

205 DÉPUTÉS ONT VOTE CONTRE.

4 R.P.R. : MM. Bas, Becker, Narguin, Noll.
113 socialistes (sur 114) :
86 communistes (sur 86) :
2 non-inscrits : MM. Robert Fabre et Pidjo.

34 DÉPUTÉS SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT.

3 R.P.R. : MM. Bord et Haby ;
U.D.F. : M. Stasi.
1 non-inscrit : M. Bannant.

14 DÉPUTÉS N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE.

12 R.P.R. : MM. César, Chaban-Delmas (président de l'Assemblée), Chirac, Druon, Coré, Luchemburg, Laperche, Pavy, de Préaumont, Séguin, Tomasini.
1 U.D.F. : M. Zeller.
1 socialiste : M. Dubecourt.

3 DÉPUTÉS ÉTAIENT EXCUSÉS.

1 R.P.R. : M. Neuwirth.
1 U.D.F. : M. Briade.
1 non-inscrit : M. Baridon.

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : des réticences subsistent.

« Sans doute les procédures d'obstruction utilisées par la partie socialiste pour retarder le vote du projet sont-elles critiquables et risquent-elles de donner des arguments à l'opposition. Toutefois, rien ne nous empêche d'apprécier l'adoption de la loi. Mais cet excès même n'a peut-être pas été tout à fait inutile en ce sens qu'il a amené le gouvernement à se montrer plus attentif aux craintes exprimées non seulement par l'opposition mais aussi par une partie de la majorité. Des réticences subsistent au sein de celle-ci, certaines d'ordre politique, d'autres d'ordre moral. Ce n'est en réalité qu'après le vote définitif du projet que l'on pourra vraiment se faire une idée de la portée des nouvelles dispositions, mais dès à présent il semble que plusieurs des objections majeures qui avaient été mises en avant soient désormais sans objet. »

« C'est déjà beaucoup. Ce serait encore mieux si cela avait agité au gouvernement à faire un peu plus souvent confiance à sa majorité au lieu d'exiger de celle-ci une confiance unilatérale et sans nuances. »

(PIERRE THIRON.)

L'HUMANITÉ : profondément rétrograde.

« Ce texte, que Marcel Rigout, au nom du groupe communiste, qualifie de « super-loi sécuritaire, profondément rétrograde, qui crée un État policier », était présenté par le garde des sceaux comme destiné à assurer une meilleure sécurité des citoyens. En réalité, il s'agit avant tout de la mise sur pied d'un arsenal répressif, visant principalement le mouvement démocratique et populaire. Sur sa lancée, M. Peyrefitte a fait

légaliser les contrôles d'identité, nés sous le régime de Vichy en 1941. »

LIBÉRATION : à rebours des promesses d'« habes corpus ». « Finalement, samedi, les députés R.P.R. ont voté une large majorité au projet Peyrefitte (sécurité et liberté), monnaie juridique qui, pour être comprise de ses destinataires, la procédure d'obstruction, n'a constitué pas moins le plus grand tour de vis pénal qu'on puisse imaginer en régime libéral-autoritaire. »

« Faut-il absolument que certains de ces députés R.P.R. en rajoutent encore en proposant un amendement qui légalise la pratique policière des contrôles d'identité ? Évidemment à rebours des promesses d'« habes corpus », la légalisation des opérations de police, tous armés et des contrôles quotidiens non justifiés, fonde légalement le nouveau régime de suspicion généralisée. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : une parodie de débat.

« Une quarantaine de députés étaient alors en représentation dans l'hémicycle pour entendre, de la bouche du garde des sceaux, la lecture des articles du projet de loi. Le texte a été voté dans de bonnes conditions. Cela devait être précité. A voir les couloirs déserts du Palais-Bourbon, à constater la stupeur des députés auxquels on avait promis de longues heures de présence, à entendre le président de la séance prendre précipitamment le chapelet des articles du texte face à un auditoire en rupture de synchronisation, on croirait plutôt à une parodie de débat joué à la saute-joint par des acteurs pressés d'en finir. »

(CATHERINE FROCARD.)

LA FÊTE DE LA LIBERTÉ ORGANISÉE PAR L'U.D.F.

M. Lecanuet appelle les giscardiens à se mobiliser pour la « grande bataille » de 1981

On ne saurait sans doute jamais combler de personnes se sont rendues, les samedi 21 et dimanche 22 juin, à la Fête de la liberté organisée par l'U.D.F. sur l'aéroport du Bourget. Les organisateurs ont annoncé dès la fin de la première journée que le chiffre de 50 000 entrées (qu'ils s'étaient fixés comme objectif) était dépassé. Puis on entendit des chiffres de plus en plus importants. Pour finir, la direction de l'U.D.F. faisaient état de 220 000 entrées pour les deux journées, total invérifiable mais qui paraît tout de même fort exagéré.

L'assistance était nombreuse, certes, mais à aucun moment ce ne fut la houleuse ou l'impression d'« écrasement » entre les stands. En outre, les dirigeants giscardiens auraient mauvaise grâce à leur bénéfice du succès qu'ils revendiquent dans la mesure où, d'une part, ils s'étaient appliqués

dans la période antérieure, à ne pas présenter cette fête comme un événement politique et où d'autre part, l'affiche artistique avait attiré nombre de jeunes pour qui l'U.D.F. était une préoccupation mineure.

Pour le prix modique de 30 francs il était en effet possible de voir et d'entendre, au cours de ces journées et de cette soirée : Johnny Hallyday, Diane Dufresne, Santana, Thierry Luron, l'Orchestre de Paris, Rudolf Nourav, etc. Sans parler des démonstrations de tennis d'acrobatie à moto, des expositions de machines volantes... De nombreux stands commémoratifs voisinaient avec les évents dressés par les fédérations régionales de l'U.D.F. et ceux de pays comme l'Argentine et l'Iran.

Le débat politique était centré autour du thème de la liberté. Le projet de la Sécurité et Liberté et la situation dans les pays de l'Est ont été longuement évoqués au cours des forums qui ont d'ailleurs attiré de nombreux militants. Le projet de loi présenté

par M. Alain Peyrefitte a été vivement critiqué, samedi par M. Didier Bariani, président du parti radical, alors que M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Pécussistes et Pécussistes, déclarait : « Le reproche que je fais à toutes les corporations est qu'elles ne font pas assez confiance au Parlement pour rendre un texte acceptable. » M. Bariani a aussi regretté la procédure du vote bloqué, adoptée pour certains amendements et M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a fait remarquer que ce vote n'intervenait qu'après une longue discussion qui avait, selon lui, amélioré le texte.

La situation dans les pays où la liberté est menacée a donné l'occasion d'échanges avec des dissidents et des exilés, notamment M. Leonid Pliouchitch, le prince Laurent Souvanna Phouma, M. Hubert Matos, ancien compagnon d'armes de Fidel Castro, M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre d'Iran qui était attendu mais selon les organisateurs, il lui a été finalement déconseillé de venir, pour des raisons de sécurité.

Des représentants de la résistance algérienne ont apporté leurs témoignages, et l'un d'eux a qualifié de « mensonge » l'annonce du retrait partiel des troupes soviétiques de son pays : « Ce que les Russes retiennent, ce sont leurs morts et leurs blessés », a-t-il dit. Au cours de ces débats, on a pu noter que des interventions critiques à l'égard de la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing étaient saluées par des applaudissements, n'est-ce pas quand un intervenant a stigmatisé l'attitude du chef de l'État à l'égard de l'U.R.S.S.

Cette fête, annoncée comme non politique, est donc devenue de plus en plus politique et de plus en plus giscardienne — dans les propos des organisateurs — à mesure qu'il se confirmait qu'elle n'était pas un échec. M. Jean Lecanuet a déclaré dimanche : « Nous sommes enfin sortis des petits cercles. Nous avons gagné un défi. » Le président de l'U.D.F. a appelé les giscardiens à se mobiliser « dès la fête terminée pour la grande bataille de l'an prochain » (l'élection présidentielle). — N.-J. B.

Le « latin rock » de Santana

Comme toujours dans ces semaines politiques, des programmes de variétés ont contribué au succès de la Fête de la liberté avec, notamment, Nicolas Grollier, Dava, Diane Dufresne, Johnny Hallyday, Jacques Martin, Thierry Luron, Annie Cordy, Rudolf Nourav et la groupe Santana qui, pur hasard des engagements, participait déjà, l'année dernière, au gala des jeunes giscardiens, au Palais des sports.

Quelques dizaines de milliers de spectateurs ont ainsi écouté Santana affirmer dimanche après-midi, avec toujours la même vivacité, le vote original du « latin rock » avec « une musique riche, dense, colorée et un travail imaginaire et éblouissant de Carlos Santana à la guitare. »

L'« exploitation » de ceux qui, parfois, chantent la vie par ceux qui prétendent la diriger ne date pas d'hier. Le rockeage.

« L'exploitation » de ceux qui, parfois, chantent la vie par ceux qui prétendent la diriger ne date pas d'hier. Le rockeage.

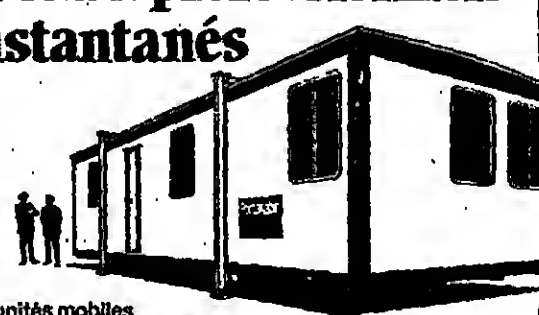
CLAUDÉ FLEUTER.

Serge Thion
Vérité Historique ou Vérité Politique?

LE DOSSIER DE L'AFFAIRE FAURISSON
LA QUESTION DES CHAMBRES A GAZ

Editions La Vieille Taupe
B.P. 9805 - 75224 PARIS CEDEX 05
Diffusion : LABYRINTHE - 22, Rue Rambuteau - 75003 PARIS - Tél. : 274 17 75

Portakabin
Locaux professionnels instantanés



Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez François Martin au (01 20) 96 04 00, ou notre Agence Région Paris au 794 48 44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (RFB), 59175 TEMPLEMARIS, Tél. 160322

Nom _____
Fonction _____
Adresse _____
Téléphone _____

UNE RENTABILITE GARANTIE

12%* BONS D'ÉPARGNE ECUREUIL.

- Un taux garanti sur 5 ans.
- L'assurance de retrouver à tout moment le montant du capital souscrit augmenté des intérêts acquis (demandez nos barèmes).
- La souplesse d'un titre au porteur.

Caisse d'Epargne Ecureuil

* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

Renseignez-vous à votre agence habituelle ou téléphonez au Centre d'Information des Caisses d'Epargne de la Région Parisienne

Centre d'Information Ecureuil
522.95.00
13, Place du Havre - 75008 Paris

POLITIQUE

« L'Après-Socialisme », d'Alain Touraine

Le socialisme est mort, vive le socialisme ?

En proclamant la mort du socialisme, Alain Touraine n'est-il pas en train de le réhabiliter ? C'est la question que l'on peut se poser après avoir lu le dernier ouvrage d'un sociologue, qui voudrait être l'auteur d'une pensée politique adaptée aux mutations sociales de cette fin du vingtième siècle.

« Le socialisme est mort. Le mot figure partout (...) mais il est vide de sens. Sauf quand il désigne une vaste famille d'idées politiques ». Dans les trois phrases qui ouvrent *L'Après-Socialisme*, l'essentiel est dit, et le ton est donné, dans un style polémique qui en accentue le caractère iconoclaste.

Déjà, en 1979, Alain Touraine avait cru pouvoir constater « la mort d'une gauche », de cette gauche qui s'est brisée, définitivement selon lui, en septembre 1977. Déjà, cet échec lui avait paru illustrer ce qui est, à ses yeux, le plus grave des travers de la vie politique française : la tendance des partis de gauche à parler le langage de l'Etat plutôt que celui des citoyens. Il s'était alors attaché à démontrer qu'il y avait dissension entre les stratégies politiques de ces formations et les revendications sociales, avant d'appeler de ses vœux l'émergence d'une gauche moderne, capable d'unir la revendication sociale et la responsabilité politique.

Cette fois, il tire toutes les conséquences de ce constat, en même temps qu'il en souligne les causes profondes. Si le socialisme est mort, après le programme commun de la gauche, c'est parce que celui-ci n'est pas de la société industrielle. Or celui-ci disparaît sous nos yeux pour faire place à la « société programmée ». Dès lors, nous entrons dans *L'Après-Socialisme*. L'essentiel de l'ouvrage d'Alain

Touraine est précisément consacré à l'analyse de ce lent remplacement d'une société par une autre. La société programmée, explique-t-il, peut être créée par n'importe quel mode de développement, qu'il soit capitaliste ou socialiste. Aussi assure-t-il, « ceux qui résistent à l'idée de société programmée et post-industrielle, parce qu'ils leur semble un moyen de masquer le caractère capitaliste de notre économie, perdent leur temps ».

De cette transformation naît une nouvelle définition de l'exploitation. De nouvelles formes de misère apparaissent. Celles-ci ont nom désormais la domination technocratique, la perte d'identité du fait du poids de l'« idéologie de la normalité », l'éloignement des centres de décision. La constellation de nouveaux rapports de domination se mettent en place en même temps qu'un nouveau champ culturel — « nous vivons dans un réseau de normes aux mailles de plus en plus fines », écrit-il — conduit Alain Touraine à rechercher, pour le comprendre et pour en faire le développement, le mouvement par lequel vont se constituer de nouvelles forces d'opposition, de nouveaux mouvements sociaux.

Cette formation d'un mouvement social « est au travail », essentiellement dans trois domaines : le mouvement des femmes, celui de la contestation antinucléaire, celui des luttes antiracistes.

Une attaque contre le personnel politique de la gauche

Le reproche essentiel qu'Alain Touraine adresse aux partis de gauche, et plus particulièrement au P.S., est celui de leur repli sur une idéologie qui fait écran et qui empêche de découvrir l'ampleur des mutations en

cours, l'importance de ces « nouveaux mouvements sociaux ». Dans ces conditions, il lui apparaît que le modèle politique de la gauche française ne correspond plus qu'à « une idéologie de quelques appareils ». Le « projet socialiste » est jugé « proprement scandaleux », parce qu'il place les socialistes « du côté du peuple, dans les combats qui ont eu lieu et qui ont lieu, et du côté d'un Etat dont ils aspirent à devenir les maîtres dans les luttes d'aujourd'hui ». Dès lors, il invite les électeurs de gauche à rompre les liens qui les unissent « aux politiques usées et aux jeunes technocrates avides de remplacer la vieille bourgeoisie ».

Cette attaque en règle contre le personnel politique de la gauche, et plus précisément contre l'équipe dirigeante actuelle du P.S., ainsi que cette hostilité à la technocratie, peuvent être en elle-même une explication de la démarche de sociologue : Alain Touraine appartient à une intelligentsia de gauche aujourd'hui quasi marginalisée, ou du moins en voie de l'être.

Il est logique que celle-ci cherche un appui chez d'autres marginaux. Mais peut-on réduire la force sociale nouvelle de la société programmée au rassemblement de ces courants marginaux ? On touche là, la limite principale de l'ouvrage : les courants de « l'après-socialisme » restent incertains. La portée politique de ce passage vers un monde nouveau paraît d'autant plus limitée qu'elle semble devoir se réduire à la transformation du P.S. en un « parti démocratique » qui s'opposerait à un « parti républicain ».

Or Alain Touraine ne fait pas mystère de ses sympathies « rocardiennes ». En se posant ainsi en allié marchant et en pensant à la gauche, il ne peut que décevoir ceux qui, de la gauche, tous courants confondus, qui s'étaient réunis à l'université de Vincennes en 1979, s'attachent en effet à décrire les raisons de ce nouvel ordre intérieur que le libéralisme met en place en Occident pour faire face à la crise.

subsidés ? Il est vrai qu'Alain Touraine conçoit que « nous aurons à lutter longtemps encore pour des réformes qui limiteront la domination qui pèse sur les travailleurs de l'industrie ».

Nul doute, en tout cas, que ses détracteurs lui feront grief d'avoir annoncé la mort du socialisme, sans proposer aucun substitut : « Vive le socialisme ! »

Par ailleurs, en tout cas, que ses détracteurs lui feront grief d'avoir annoncé la mort du socialisme, sans proposer aucun substitut : « Vive le socialisme ! »

Or Alain Touraine ne fait pas mystère de ses sympathies « rocardiennes ». En se posant ainsi en allié marchant et en pensant à la gauche, il ne peut que décevoir ceux qui, de la gauche, tous courants confondus, qui s'étaient réunis à l'université de Vincennes en 1979, s'attachent en effet à décrire les raisons de ce nouvel ordre intérieur que le libéralisme met en place en Occident pour faire face à la crise.

LE DÉBAT SUR L'EUROGAUCHE

Deux documents éclairent les positions du mouvement communiste et du parti travailliste

La revue *Politique* aujourd'hui publie, dans son numéro de mai-juin, l'exposé introduit par M. James Berco, responsable de la section internationale du comité central du parti ouvrier socialiste (P.O.) hongrois, à la réunion des P.C. européens qui s'est tenue à Thany (Hongrie) du 11 au 13 décembre dernier (le Monde du 19 décembre). Cette réunion avait pour thème les relations entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates.

M. Berco analyse longuement l'évolution de la social-démocratie dans les années 70, pour conclure que les possibilités de coopération entre communistes et sociaux-démocrates sont réelles et qu'il existe aussi des facteurs propres qui la rendent difficile. Examinant ces relations, en premier lieu dans le cadre national, M. Berco souligne les obstacles à une coopération étroite : d'une part, la divergence des intérêts nationaux, d'autre part, la divergence des intérêts sociaux-démocrates. Mais, ajoute-t-il, chaque parti communiste doit avoir conscience de ce que ses rapports avec les sociaux-démocrates ont une importance stratégique du fait que les partis sociaux-démocrates peuvent exercer une influence — due à leur situation — sur les décisions politiques-militaires de l'administration gouvernementale des Etats-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Politique aujourd'hui publie, d'autre part, un texte de M. Eric Heffer, député travailliste de Liverpool, texte approuvé par le comité exécutif national du parti travailliste et portant sur l'eurocommunisme. « Si les partis communistes, écrit M. Heffer, acceptent le processus démocratique, ils affirment une indépendance, même limitée, à l'égard de l'Union soviétique, ils sont prêts à accepter le pluralisme, alors, à condition qu'ils aient une base de masse, il est évident qu'il faut discuter et si nécessaire, conclure des accords (...) ».

Il est essentiel, si des discussions ont lieu, qu'elles se concentrent sur les questions idéologiques et sur celles de l'organisation. On peut envisager qu'à partir de là, les deux camps, le mouvement ouvrier, nouveau, reprennent, puisse surgir. Personnellement, j'accepte la position de Santiago Carrillo énonçant dans l'eurocommunisme et l'Etat qu'il n'y a aucune raison pour que les deux camps ne puissent pas coopérer, reprennent, puisse surgir. Personnellement, j'accepte la position de Santiago Carrillo énonçant dans l'eurocommunisme et l'Etat qu'il n'y a aucune raison pour que les deux camps ne puissent pas coopérer, reprennent, puisse surgir.

démocratie de l'Internationale socialiste, relations marquées notamment par la rencontre de ce groupe de travail avec M. Brejnev, à Moscou, en septembre 1979 (le Monde du 3 octobre).

M. Berco conclut : « Parmi les objectifs possibles de l'action commune des communistes et des sociaux-démocrates, j'en résume la course aux armements et empêcher l'accroissement ultérieur de la tension militaire est particulièrement d'actualité (...) ». La conviction que nous avons des intérêts communs sur ces questions, et que, sur la base de ces intérêts, il existe une possibilité de rapprochement de nos positions, est à notre avis particulièrement positive. Cela se confirme aussi par le fait que, dans les différents pays capitalistes, c'est la social-démocratie — en dehors des communistes — qui est la plus disposée à une solution des problèmes militaires par la voie des négociations. Cela revêt une importance stratégique du fait que les partis sociaux-démocrates peuvent exercer une influence — due à leur situation — sur les décisions politiques-militaires de l'administration gouvernementale des Etats-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Politique aujourd'hui publie, d'autre part, un texte de M. Eric Heffer, député travailliste de Liverpool, texte approuvé par le comité exécutif national du parti travailliste et portant sur l'eurocommunisme. « Si les partis communistes, écrit M. Heffer, acceptent le processus démocratique, ils affirment une indépendance, même limitée, à l'égard de l'Union soviétique, ils sont prêts à accepter le pluralisme, alors, à condition qu'ils aient une base de masse, il est évident qu'il faut discuter et si nécessaire, conclure des accords (...) ».

Il est essentiel, si des discussions ont lieu, qu'elles se concentrent sur les questions idéologiques et sur celles de l'organisation. On peut envisager qu'à partir de là, les deux camps, le mouvement ouvrier, nouveau, reprennent, puisse surgir. Personnellement, j'accepte la position de Santiago Carrillo énonçant dans l'eurocommunisme et l'Etat qu'il n'y a aucune raison pour que les deux camps ne puissent pas coopérer, reprennent, puisse surgir.

M. MARCHEAIS DANS LE NORD-PAS

le P.S. est en accord sur l'essentiel avec le secrétaire général de l'Union soviétique

Le Nord-Pas-de-Calais est une région où le socialisme a une longue tradition. C'est pourquoi, lors de la dernière campagne électorale, le P.S. a obtenu une victoire éclatante. Mais, depuis, le mouvement communiste a connu une déroute cuisante. Le P.S. a-t-il perdu son sens ? C'est la question que l'on peut se poser après avoir lu le dernier ouvrage d'un sociologue, qui voudrait être l'auteur d'une pensée politique adaptée aux mutations sociales de cette fin du vingtième siècle.

« Le socialisme est mort. Le mot figure partout (...) mais il est vide de sens. Sauf quand il désigne une vaste famille d'idées politiques ». Dans les trois phrases qui ouvrent *L'Après-Socialisme*, l'essentiel est dit, et le ton est donné, dans un style polémique qui en accentue le caractère iconoclaste.

Déjà, en 1979, Alain Touraine avait cru pouvoir constater « la mort d'une gauche », de cette gauche qui s'est brisée, définitivement selon lui, en septembre 1977. Déjà, cet échec lui avait paru illustrer ce qui est, à ses yeux, le plus grave des travers de la vie politique française : la tendance des partis de gauche à parler le langage de l'Etat plutôt que celui des citoyens. Il s'était alors attaché à démontrer qu'il y avait dissension entre les stratégies politiques de ces formations et les revendications sociales, avant d'appeler de ses vœux l'émergence d'une gauche moderne, capable d'unir la revendication sociale et la responsabilité politique.

Cette fois, il tire toutes les conséquences de ce constat, en même temps qu'il en souligne les causes profondes. Si le socialisme est mort, après le programme commun de la gauche, c'est parce que celui-ci n'est pas de la société industrielle. Or celui-ci disparaît sous nos yeux pour faire place à la « société programmée ». Dès lors, nous entrons dans *L'Après-Socialisme*. L'essentiel de l'ouvrage d'Alain

LA FEDERATION DE PARIS D

M. Michel Ferignac soutient M. Henri Fiszbin

Le conseil de rédaction de « Revolu » proteste contre le manque de contenu dans l'hebdomadaire communiste


Le conseil de rédaction de « Revolu », l'hebdomadaire communiste, a tenu une réunion le 12 juin 1980. Elle a été présidée par M. Michel Ferignac, secrétaire général de la fédération de Paris. M. Ferignac a souligné le manque de contenu de l'hebdomadaire, qui ne présente que des articles de fond, sans aucune analyse politique. Il a demandé que le conseil de rédaction se réunisse plus souvent, afin de mieux contrôler le contenu de l'hebdomadaire.

M. Ferignac a également souligné le manque de contenu de l'hebdomadaire, qui ne présente que des articles de fond, sans aucune analyse politique. Il a demandé que le conseil de rédaction se réunisse plus souvent, afin de mieux contrôler le contenu de l'hebdomadaire.

TENNIS IN ENGLISH

STAGE DE 2 SEMAINES A SOUTHAMPTON
1900 F
(Cours d'anglais en option)

ENGLISH
SÉJOUR LINGUISTIQUE DE 2 SEMAINES A SWANAGE
1640 F
(Sports variés en option)



Voyage non compris.
Logement chez l'habitant.

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14

LE JOURNAL MENSUEL DE DOCUMENTATION POLITIQUE

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'ÉNERGIE

Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 60 F par abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE JOURNAL MENSUEL DE DOCUMENTATION POLITIQUE

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'ÉNERGIE

Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 60 F par abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

aux Editions de La Table Ronde

SOUS POLIN L'ANARCHISTE
un écrivain cambodgien

LA PREMIÈRE MISSION
LE GOULAG EN LIBERTÉ

Institut de Gestion de Personnel

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 80-82

- un programme spécialisé d'insertion professionnelle
- deux années d'études en alternance (entreprises-école)
- une formation technique de haut niveau en liaison avec les milieux professionnels pour

25 TITULAIRES D'UN D.U.T. OU D.E.U.G. souhaitant

- faire carrière dans la fonction humaine et sociale
- acquiescer les techniques essentielles d'un métier passionnant
- s'entraîner à la pratique de relations dynamiques et efficaces dans l'entreprise

renseignements et inscriptions
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-I^{er}, 75008 PARIS

Un sort meilleur que celui de l'eurocommunisme ?

La revue *Projet* publie dans son numéro de mai-juin, deux études consacrées à la gauche européenne. Dans la première, M. Hugues Portelli, professeur de sciences politiques à l'université de Vincennes, analyse les raisons de la crise de la gauche européenne, et propose des solutions. Dans la seconde, M. Jean-Marie Colombani, professeur de sciences politiques à l'université de Vincennes, analyse les raisons de la crise de la gauche européenne, et propose des solutions.

M. Portelli écrit : « En quelque sorte, trois positions s'affrontent aujourd'hui : la gauche socialiste, la gauche communiste, la gauche social-démocratique. La gauche socialiste est la plus ancienne, la plus traditionnelle, la plus ancrée dans le mouvement ouvrier. Elle a été la première à se battre pour la réalisation du socialisme. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, elle a perdu son sens, son idéal, son énergie. Elle est devenue une simple force de réaction, une force de blocage, une force de retard. Elle ne peut plus proposer de solutions, elle ne peut plus agir. Elle est morte. »

M. Colombani écrit : « La gauche communiste est la plus jeune, la plus moderne, la plus dynamique. Elle a été la première à se battre pour la réalisation du socialisme. Mais, depuis la seconde guerre mondiale, elle a perdu son sens, son idéal, son énergie. Elle est devenue une simple force de réaction, une force de blocage, une force de retard. Elle ne peut plus proposer de solutions, elle ne peut plus agir. Elle est morte. »

Le conseil de rédaction de « Revolu » proteste contre le manque de contenu dans l'hebdomadaire communiste

Le conseil de rédaction de « Revolu », l'hebdomadaire communiste, a tenu une réunion le 12 juin 1980. Elle a été présidée par M. Michel Ferignac, secrétaire général de la fédération de Paris. M. Ferignac a souligné le manque de contenu de l'hebdomadaire, qui ne présente que des articles de fond, sans aucune analyse politique. Il a demandé que le conseil de rédaction se réunisse plus souvent, afin de mieux contrôler le contenu de l'hebdomadaire.

M. Ferignac a également souligné le manque de contenu de l'hebdomadaire, qui ne présente que des articles de fond, sans aucune analyse politique. Il a demandé que le conseil de rédaction se réunisse plus souvent, afin de mieux contrôler le contenu de l'hebdomadaire.

De notre correspondant

de l'acier n'a pas perdu de sa compétitivité», a affirmé M. Marchais. «Il y a eu des pertes, mais en ce qui concerne certains aciers spéciaux, que seule l'usine de Denain peut produire (...). La R.T. vient de décider de mettre l'acier de Denain sous haute surveillance. Nous lutterons aussi pour cela, pour empêcher le sabotage de notre industrie.»

Alors, à Guyancourt, où il s'est accueilli dans une petite copropriété, M. Marchais, communiste, M. Marchais, visitant une maternité, a insisté sur la nécessité d'obtenir un congé de longue maladie, de six mois et des honoraires de soins et d'aliments pour les femmes enceintes.

M. Marchais a développé plus longuement la question du rôle des femmes dans la production. A Roubaix, à partir, notamment, de la situation des ouvrières du textile : « Nous sommes, a-t-il proclamé, le parti de la libération des femmes ».

Au cours de ce voyage, M. Marchais a évoqué à plusieurs reprises les événements d'Algérie : « L'OTAN a décidé d'augmenter ses dépenses militaires. Le Sénat américain n'a pas ratifié les accords SALT 2. Les Etats-Unis ont justifié la décision par la menace d'attaque nucléaire. Nous ne nous en laissons pas décider ! Installation en Europe de certaines de nouvelles fusées ; certains penseront peut-être : tout cela c'est à cause de l'Algérie. Mais non, nous ne nous en laissons pas décider ! », a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

M. Michel Férignac (P.C.), conseiller de Paris, a adressé, vendredi 10 juin, une lettre à Georges Marchais pour protester contre l'attitude du secrétaire général du P.C.F. à l'égard de M. Henri Fissibin à la suite de l'entretien que ce dernier avait accordé au Monde le 12 juin. M. Férignac, qui soutient l'action de l'ancien responsable de la Fédération communiste de la capitale, a cependant conservé ses distributions au sein du groupe communiste du conseil de Paris. Il a alors écrit : « Férignac avait dit, la semaine dernière, au moment...

Fischin, au Monde, en arguant du fait qu'il avait pris comme intermédiaire « un journal bourgeois » — « ce journal de droite dont chacun sait que le directeur prioritaire est moi-même » —, avait refusé le parti communiste français et d'appartenir son appui à M. Girard d'Estamp.

« J'avais été personnellement choqué par ces attitudes et l'ai argumenté. La reprise par l'Humanité de la « Libre Opinion » de Marcel Paul prouve que ce n'était qu'un mauvais prétexte pour ne pas accepter mon appui. J'ai répondu un refus à la proposition d'Henri Fischin d'ouvrir une discussion à l'intérieur du parti et une frénésie dans la presse a été provoquée. Au début d'octobre, comme il fallait préparer les élections présidentielles de 1951, ayant ainsi prié les communistes de la possibilité de faire entendre leur opinion par leur journal, j'ai été très vite rapproché à ceux d'entre eux qui éprouvent néanmoins le besoin de s'exprimer de la faire dans la presse non communiste. C'est en fait ce qui m'a permis de dire : Ce que me faut compter en définitive est le contenu de ce qui est dit, et quel doit être débattu. Non le lieu où c'est publié. Toute chose sans cesse et sans cesse publiée, parti ne devrait pas refuser de l'accepter.

« J'ai considéré de mon devoir et de mon droit de militant d'exprimer mon avis et de proposer mon point de vue. Je n'ai cru savoir attendre sur ce point.

Le conseil de rédaction de l'hebdomadaire communiste *Révolution* s'est réuni, samedi 21 octobre, sur la quarantaine fois depuis sa constitution, à la fin de l'année 1934.

Un trentaine de personnes, dont la moitié du conseil, participant à cette réunion, qui a été consacrée aux pages de M. François Hinkelér, l'un des cinq rédacteurs en chef adjoints, à la suite du refus de la direction d'accepter les positions qu'il avait prises et qu'il avait le plus profondément exposées dans l'hebdomadaire par M. Lucien Marchais, directeur de la section théorique du comité central du P.C.F. (le Monde du 10 juin).

M. Guy Bernier, membre du conseil de rédaction du P.C.P., directeur de l'édition, a tenté de minimiser la gravité des motifs de son refus. Il a déclaré que lui-même avaient amené M. Hinkelér à accepter la direction de la revue, et qu'il est responsable de la section intellectuelle, culture, enseignement, etc., du comité central et dont M. Hinkelér est le collaborateur, a expliqué que les propos de celui-ci (publiés dans les numéros datés 9-15 mai et 6-12 juin) avaient été traités avec la plus grande modération, qu'il avait répondu à M. Hinkelér, d'y faire des réponses moins polémiques.

M. Bernier a indiqué que, dans le numéro 10, il avait reproduit, dans le prochain numéro, la lettre de démission de M. Hinkelér et la réponse du directeur de l'hebdomadaire, ainsi que les lettres de M. Hinkelér, dans les colonnes de l'hebdomadaire, sur les questions culturelles.

Une autre démission a été annoncée au cours de la réunion, celle de M. Louis Bachelard, directeur de l'hebdomadaire, dans

la lettre annonçant sa démission. M. Goffard constate l'absence de « confrontation dans le journal, l'absence de la lettre de démission, manque de « volonté politique » pour surmonter les difficultés apparues au sein de l'hebdomadaire.

La plupart des intervenants ont critiqué le fait que la confrontation ne soit pas admise dans les colonnes de *Révolution*, alors qu'elle était inscrite dans la démission de M. Goffard. M. Goffard a été élu au comité central du P.C.F., qui, en juin 1979, avait décidé la parution de cet hebdomadaire. Claude Martini, secrétaire général du parti, a notamment, par MM. Claude Frizon, Daniel Karlin, Paul-Seban, Maurice Goldring et Bernard Noël, les membres du comité central du P.C.F. ont également été démissionnés, certains les qualifiant de jdanovienues et estimant qu'elles étaient « étrangères » au P.C.F. en matière culturelle, telle quelle avait été orientée par les travaux du comité central réuni à A.G. en 1968.

M. Claude Mazaric et Jack Ralipa, membres du comité central, ont contesté cette analyse et ont affirmé que les propos de M. Goffard ne constituaient pas d'une remise en cause de la politique culturelle du parti communiste.

Mme. Herzmier et Jean Surles, rédacteur en chef, sont apparus isolés puisque les rédacteurs en chef de *Révolution* et *Le Monde* présents n'ont pas pris la parole au cours de la réunion. M. Herzmier s'est engagé à tenir compte de cette lettre de démission.

La lettre de démission de M. Bincker.

MM. Rocard et Jospin insistent sur la nécessité de préserver l'indépendance de la France

MM. Michel Rocard et Lionel Jospin ont évoqué dimanche 22 juin, le premier au micro de R.T.1 le second au Club de la presse d'Europe, les questions internationales. Le député des Yvelines a axé son intervention sur la critique de la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing, en dénonçant les « courbettes symétriques » ; il a plaidé pour « une grande politique d'appui au tiers-monde ».

C'est précisément pour associer le tiers-monde à l'établissement d'un équilibre mondial que M. Jospin, chargé au sein du secrétariat national du P.S. des questions internationales, a proposé la mise en œuvre d'un « dialogue multilatéral » en s'appuyant sur l'idée d'un « condominium de plusieurs puissances » : l'Est et l'Ouest.

M. Michel Rocard a estimé que « affirmation vraie » de l'indépendance nationale de la France n'a jamais été aussi nécessaire ». Critiquant l'entrevue de MM. Giscard d'Estaing et Brejnev à Varsovie, qualifiée de « courbette inutile », le député des Yvelines a plaidé pour une politique « de dialogue, de clarté et de fermeté ». « L'indépendance de la France n'est pas faite de courbettes, symétriques », a-t-il déclaré.

[illegible]

MM. Rocard et Jospin ont tous deux insisté sur la nécessité, pour la France, de préserver son indépendance.

Le débat qui se déroule au P.S. sur l'éventualité de la fabrication de l'arme neutronique a été évoquée par M. Jospin. Ce dernier a laissé prévoir que les socialistes adapteront une position qui réserve l'avenir.

M. Lionel Jospin a indiqué, dimanche soir 22 juin, à Bordeaux, qu'« il ne faut pas truster par le mépris et l'arrogance » le retrait de troupes soviétiques d'Afghanistan. Il a ajouté : « Reste à savoir dans quelle mesure cela interfère avec le sommet de Venise. Je constate en tout cas que Breineu reste sensible aux préoccupations internes de Valéry Giscard d'Estaing. C'est sans doute la prime de Varsovie. »

en tout état de cause, c'est ceux pour nous, même ceux qui envisagent que cette arme puisse être utilisée, qui ont le plus à craindre. L'envolement qu'en petites quantités et qu'avec une défection d'emplois qui dépende de la plus haute autorité, nous passons à l'état de décadence, nous l'envolement pas l'hypothèse que tel ou tel chef de corps d'armée ou même que tel ou tel commandant en chef puisse devenir le détenteur de cette arme. Cohen puisse prendre la décision de tirer. Nous estimons que la décision devrait être prise par le chef d'Etat et par ceux qui l'entourent.

M. Jospin a également fait part de son « intuition », que les deux superpuissances retrouveraient l'équilibre d'un « équilibre global ». Dans ces conditions, la politique de la France et des Européens devrait être, selon lui, de traverser « la période prohibitive » de renouveau de cette arme, de « faire du dimanche et en facilitant le retour à cette détente ».

Contestant l'idée d'une « politique globale du camp socialiste », le secrétaire général du parti communiste affirme : « Nous considérons que nous sommes dans l'alliance atlantique et que, par conséquent, nous devons en assumer un certain nombre de responsabilités ». Il ajoute par conséquent : « Tout à l'autorité autonome de décision, nous ne sommes donc pas prêts à nous engager dans une politique globale d'alliance qui nous serait imposée ».

La plupart des responsables socialistes qui se sont exprimés pendant le week-end ont insisté sur la nécessité pour le R.S. de servir les rangs autour du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. C'est ainsi que M. François Mitterrand a déclaré dimanche 22 juin à Tulle, à l'occasion de la fête de la rose de la fédération de la Corrèze : « Le pouvoir politique peut être encore gagné et le peuple de France en prend conscience et si l'union se fait autour du parti socialiste ».

De son côté, M. Michel Rocard a affirmé dimanche au miroir de B.T.L. qu'il n'ouvrira pas de

Evokant l'idée d'une réforme des statuts du F.S. lancée par le premier secrétaire *le Monde* (17 juin), le député des Yvelines a précisé : « L'idée que le socialisme a un vrai projet, qu'il a le droit de se donner un prix de sa diversité, ou plutôt l'organisation de cette diversité en factions, c'est une idée très juste et je suis content de la voir enfin à l'expression publique et sommet... »

Quant à M. Lionel Jospin, il a assuré le même jour, au milieu d'Europe 1, qu'il soutiendrait M. Rocard « avec force et ferveur » : « Le seul candidat sérieux comme tel » du F.S. au scrutin (1981).

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré au journal *Le Midi* à Montpellier-sur-Orb (Hérault) : « Nous entendons bien être présents au deuxième tour de l'élection présidentielle. Nous entendons être présents à cette élection, non pour témoigner mais pour gagner. Nous allons lancer dès la rentrée du mois de septembre une grande campagne nationale. Nous sommes sûrs que nous ferons le bilan du septennat — ce bilan sera fait sans passion, sans rancœur, mais en toute objectivité et dans cette transparence que nous avons connue au sein du Centre de l'Action Républicaine. Nous serons une formation politique diligente et présente, qu'on ne fera aucun cadeau à personne... »

M. Pons a ensuite dit son « enthousiasme » devant l'attitude du président de la République, le flux de sa politique, son double langage, son intécience et ses dénégations sur la question de l'indépendance du Val-d'Aoste dans le R.P.R. s'est prononcée, dimanche 22 juin, en faveur de la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle.

Il a conclu en disant : « Je ne suis pas un homme d'État, mais je suis un homme d'État... »

président de l'association départementale des élus socialistes et radicaux, a notamment déclaré : « L'U.D.F. est un véritable fourre-tout, un groupe incohérent prêt à nous proposer l'« associade ». M. Jacques Mabileau, secrétaire de la cinquième circonscription, a ajouté :

« Il est grand temps que ce parti cesse d'être un fourre-tout, qu'il renouve l'espoir, la confiance d'un peuple dans son avenir. (...) La démocratie française, est-ce cette image d'une République si peu vivante ? Les élections sembleraient s'opérer, sont-ils libres, associations et où la loi est si peu la même pour tous ? » Il a ensuite dénoncé « cet étalage du népotisme mal venu qui conduit une haine à l'égard de ceux qui ont des qualités supérieures à accorder avantages et honneurs aux parents et à familles qui se pressent impatients, de plus en plus nombreux aux porches du palais ».

M. Jacques Chirac, accompagné de MM. Maurice Schumann, député de la première circonscription Nord, et de Jean-Pierre Delalande, député de la deuxième circonscription du Val-d'Oise, a visité dans l'après-midi la « fête de la démocratie » organisée par la fédération S.F.R.

PARIS → FIGARI Sud-Corse
1h45 en jet.

VOL QUOTIDIEN

Ligne Paris → Figari,
du 28/06/80 au 28/09/80.
Renseignements et réservations
à votre agence de voyages ou
à AIR ALPES : 266.57.40.

AIR ALPES

« L'Union des jeunes pour le progrès (Jeunes socialistes) », a annoncé, mercredi 14 juin, qu'elle s'est favorisée à la candidature de l'amiral Philippe de Gaulle à l'élection présidentielle. L'Union et elle invite les Français à manifester le désir d'en finir avec les faux stériles de la politique en soutenant une telle candidature.

A l'occasion du quatrième anniversaire de la fondation du R.U.F.P. (le Monde du 14 juin), son président, M. Pournier, nous a prié d'exprimer ses vœux en annonçant que les jeunes socialistes s'opposent par leur présence une opération réalisée au profit de la majorité qu'il s'opposent. Au cours de la cérémonie, il a précisé qu'il avait donné le 12 juin, M. Pournier avait salué la présence de M. Jean Charbonnel,

diades irréditibles. Ces opinions répondent en fait aux préoccupations essentielles de la majorité silencieuse et de la majorité de la majorité, complètement désemparée par la situation. Le programme commun, au projet socialiste et plus encore par les sottises de ceux qui veulent les vidées de tout le langage, n'est qu'un moyen de réaliser par la majorité ».

« Dans le témoignage de Jean Martin (l'Angleterre de Ducloux) du 18 juin » (le Monde du 20 juin), deux erreurs sont à rectifier. Le titre de l'article du courrier du 18 juin n'est pas celui de Gué, le 7 juin 1940. Le titre était « Un théoricien militaire » et non « un politicien ». D'autre part, Jean Martin ne rapporte pas les propos tenus par Roosevelt en 1939, qui disaient : « Les boys ne pisse tât possible... » et non « le

● **M. Philippe Malaud**, président du Centre national des indépendants et paysans, annonce dans l'éditorial du journal de sa formation (numéro du 23 juin) que son parti présentera un candidat à l'élection présidentielle. Il écrit : « Le CNIP a des positions autrement originales à exprimer que celles des représentants des « quatre » et des multiples autres cun-

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez

Le Monde

société

La plainte d'un journaliste chilien pour vol
coups et blessures et séquestration

« Police du métro »

M. Omer Saavedra, trente-six ans, journaliste au Chili jusqu'en 1974, réside aujourd'hui en France, où il est maquetiste. Le 10 juin, après une journée de travail, il pénètre dans la station de métro Denfert-Rochereau, à Paris, où il attend un ami. Il est environ 18 heures. A quelques pas des composantes de billes, M. Saavedra patiente et remarque alors qu'une porte, devant laquelle il passe tous les jours et qui est habituellement fermée, est entrouverte. Curieux de nature — et de métier —, il se précipite vers l'entrée de son ami, il pousse celle-ci de quelques centimètres.

Voilà un geste de trop. Un agent de la R.A.T.P. sort, en effet, du local et edge immédiatement : « Tes papiers !... » « Tu es en contravention », dit-il. M. Saavedra, homme prudent, exhibe sa carte orange. Le préposé n'est pas satisfait : « On va appeler la police ». C'est alors qu'un deuxième agent de la R.A.T.P. intervient. Bras bloqué par une prise dans le dos, M. Saavedra, son attaché-cas à la main, est poussé dans le local que les deux hommes ferment à clé. Comme à l'accoutumée, une feuille complète, selon M. Saavedra. On se saisit de sa carte de séjour pour relever son identité. Enfin, on le frappe. La séance, d'après son récit, dure dix minutes. Puis, l'un des deux agents lui notifie une « amende contre les immeubles de la R.A.T.P. ». On le congédie sur ses mots : « C'est pour l'apprendre à ne pas te mêler de la police du métro ». Le lendemain 11 juin, le docteur Philippe Sopana constate de multiples « lésions traumatiques », et

conclut : « Son état impose un traitement et une incapacité de travail de douze jours ».

Quand il sort de la station, encore un peu hébété, M. Saavedra croise son employeur. Il lui raconte sa mésaventure. Les deux hommes reviennent vers la porte : trop tard, elle est fermée. M. Saavedra d'aperçoit alors qu'il a perdu 1 250 F, sa carte de réfugié politique et les clés de son appartement.

Le 17 juin, la R.A.T.P. adresse un pli à cet usager du métro parisien : « Nous vous remercions que le 10 juin 1980 une infraction aux règlements a été relevée à votre charge. En vue du règlement amiable de cet incident, nous vous invitons à nous faire parvenir, sous huit jours, la somme de 100 francs (100 F) ». La R.A.T.P. ne précise pas la nature de l'incident. Elle indique, en revanche, que le dossier, en cas de non-règlement de la somme demandée, sera transmis au tribunal compétent.

Sensibilisé par son expérience politique, au préalable de des policiers privés, M. Saavedra a décidé de réagir. M. Colette Auger a déposé, en son nom, le 19 juin, une plainte contre X... pour vol, coups et blessures volontaires, et séquestration arbitraire.

LAURENT GRELSAMER.

La R.A.T.P. dément la version des faits de M. Saavedra. Selon elle, il n'y a pas eu échange de coups. M. Saavedra aurait été interpellé alors qu'il avait fait les voyageurs qu'un contrôle des titres de transport avait lieu à une fois les composantes franchies. On précise à la R.A.T.P. que ce dossier est étudié avec soin.

JUSTICE

Une information judiciaire est ouverte
neuf mois après la mort de Jean Seberg

Neuf mois après la mort de l'actrice Jean Seberg, la justice de Paris vient d'ordonner l'ouverture d'une information judiciaire pour non-assistance à personne en danger. M. Guy Joly a été chargé d'instruire l'affaire. Le 8 septembre 1979, le corps de l'actrice avait été découvert dans sa voiture, garée non loin de son domicile, rue du Général-Apert, dans le seizième arrondissement de Paris. La mort remontait à une dizaine de jours (Le Monde du 11 septembre 1979).

Les docteurs André Depoigne, médecin légiste et Juliette Garat, expert toxicologue, ont constaté, lors de l'autopsie, que la mort était due, d'une part, à des troubles neuro-végétatifs résultant

d'une imprégnation barbiturique de 20 milligrammes par litre de sang et, d'autre part, à une intoxication éthylique aiguë, le sang de la victime présentant une teneur en alcool de 7,94 grammes par litre, alors que le seuil du coma éthylique se situe vers 4 grammes.

Dans un tel état, il est impossible, selon les experts, qu'une personne puisse marcher et, a fortiori, conduire un véhicule. Or, les enquêteurs ne devaient retrouver sur les lieux aucune bouteille.

La disparition de Jean Seberg avait été signalée à la police dans les derniers jours du mois d'août 1979 par son ami, M. Ahmed Hani, que les enquêteurs n'ont pu réussir à joindre depuis maintenant plusieurs mois.

ADMISSIONS
A L'ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

Liste d'admission au premier concours d'accès par ordre de mérite :

Mmes, Mlles et M. Bernard Mon-
gin, Philippe Prudhomme, Christine
Morin, Nicole Jarno, Jean-Luc
Cabanac, Christian Ponsard, Is-
abelle Hadesague, Edouard Chastel,
Christian Mercuri, Jean-Yves David,
Marie-Christine René, Catherine
Sapène, Marie-Catherine Schmeider,
Gérard Schanzer, Laurent Sebon,
Jean-Paul Valat, Katell Cavalat,
Françoise Locat, Régis Vanhae-
broeck, François Lelièvre, Nicole
Bancarel, Catherine Rozel, Frédéric
Bouzi, Patrice Baud, Jean-
Luc Paul, Vincent Leclercq, Jean-
Luc Paul, Michel Delacq, Edouard
Roux, Fabienne Bonnamy, Domi-
nique Joigneux, Michèle Picard,
Dominique Durand, Benoît de Charry,
Dominique Maro, Myriam Lalou-
vère, Madeleine Harand, Jean-Daniel
Monphoux, Bruno Chave, Bernard
Tallioch, Frédérique Hugolin, Claire
Tahney, Jean-Marie Bessy, Bernard
Jacob, Catherine Legoux, Françoise
Dupuis, Luc Fontaine, Michel Mol-
lin, Dominique Bertrand, Hervé
Rongier, Marie-Claude Gervé,
Christian Fauque, François Khellou,
Claude Royer, Claire Tardivel,
Gilles Magnin, Denis Couche, Olivier
Russeau, Jean-Baptiste Avel, Chris-
tine Gastoune, Michèle Oudhor, Eric
Veyssière, Marie-Agnès Riba, Michel
Courau, Jean-Yves Freuin, Anne-
Marie Chassagne, Hélène Ollivier,
André Fauchin, Sylvie Leman, Jean
Quintard, Philippe Thil, Thierry
Baranger, Patrick Vermeulen, Patric-
cia Letaria, Patrick Ramel, Michèle
Cassagnol, Anne-Marie Hebrard,
Jean-Pierre Bourdieu, Catherine
Bernecker, Marie-Caroline Caleyron,
Véronique Malbec, Robert Gontik,
Hélène Baillou, Damien Malbec,
Martine Aurio.

Le directeur du parc des
expositions de Boulogne-en-Erre
(Ain), M. Pierre Boennec, a été
incriminé d'escroquerie et d'abus de
confiance et écroué, pour avoir
encaissé à son profit une série de
chèques, d'un montant de près de
900 000 francs, libellés au nom de
la société gérante du parc et par
lesquels divers utilisateurs de
stands acquittaient le prix de leur
location.

Il semble que M. Boennec, qui
avait adressé à ses employés
une lettre qui révélait ses mal-
versations, ait agi pour acquies-
cer à l'écrou de son. Depuis la
mort, en 1979, d'un de ses enfants,
il s'était mis à fréquenter les cas-
inos de la région, où il avait perdu
des sommes importantes.

LA MORT DES MAGISTRATS
SE SÉRIERAIT ABSTENUS
AU PREMIER TOUR
DES ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES

Selon le Syndicat de la magistrature, 48,50 % des cinq mille quatre cents magistrats français se sont abstenus de participer — du 24 mai au 2 juin — au premier tour des élections professionnelles qui doivent aboutir à la désignation des représentants des magistrats à la commission d'avancement. Un second tour est prévu à partir du 24 juin. Seul ce syndicat avait donné des consignes de boycottage.

« L'Union syndicale des magistrats, à ce premier stade, avait décidé de participer au vote, indique son président, M. Jean-Marie Desjardins, se réservant l'état pour prendre une décision à propos du deuxième tour en septembre. » Ce vote doit désigner la liste des magistrats parmi lesquels le ministre choisira les membres de la commission.

A la cour d'appel de Paris, où le Syndicat de la magistrature n'a pas une influence prépondérante, moins de 50 % des magistrats ont participé au vote. Dijon et eu, avec 82 %, le record des abstentions. A la chancellerie, on indique que le résultat officiel du premier tour n'est pas encore connu sur le plan national, mais que, à Paris, sur mille vingt-cinq électeurs, quatre cent quatre-vingt-dix ont voté.

Déjà, en 1977, le Syndicat de la magistrature avait donné des consignes de boycottage, mais les abstentions étaient restées inférieures à 40 % (Le Monde du 17 juin 1977). « M. Peyrefitte, depuis qu'il est garde des sceaux, manifeste sa défiance à l'égard des juges, déclare la syndicat. Il persiste à refuser la scrutin proportionnel, le seul qui soit démocratique, pour la désignation des magistrats. (...) Il écarte les organisations professionnelles de toute concertation préalable sur les projets de loi importants, propose des réformes dont la but est de renforcer la mainmise de l'exécutif sur la judiciaire et d'accroître la répression. »

TELEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

IGN, C'EST WATERLOO

Les cartes du temps de Napoléon, n'étaient pas à la hauteur du génie militaire de l'empereur. En 1980, les batailles sont devenues économiques et la cartographie, un service public civil efficace et performant.

L'activité des hommes et le développement économique, créent l'obligation d'adapter en permanence les cartes existantes et d'en concevoir de nouvelles.

L'IGN, constitué de professionnels spécialisés, a pour mission de dresser la carte de base nécessaire à l'économie, à l'aménagement du territoire et à la protection de la nature.

Utilisant les techniques et les procédés optiques les plus modernes où sont mis à contribution l'avion, l'hélicoptère, et jusqu'au satellite, ingénieurs, géomètres et cartographes de l'Institut Géographique National, quadrillent, analysent, redessinent le territoire.

Mine de renseignements, outil de découverte, reflet de l'activité des hommes et témoin du patrimoine de notre pays, les cartes de l'Institut Géographique National, ont leur place à votre bureau, comme dans vos déplacements.



Prenez les cartes à la source.

La valeur
acquisition BMW
êtes au-dessus
de la vérité.

SOCIÉTÉ

BIBLIOGRAPHIE

Un livre de Gérard Monate et Maurice Grimaud

Police et bonne volonté

Rien n'a vraiment changé en dix ans. Violences, razzias, provocations, bavures... En 1980, la police fait parler d'elle dans les mêmes termes qu'il y a dix ans. Les journaux de la presse nationale publient des dizaines de milliers de nouvelles fonctionnelles en anglais depuis lors n'a pas apporté la moindre amélioration à ce corps gangréné. L'état d'esprit, les méthodes, les habitudes restent fondamentalement les mêmes, et la police de M. Bonnet n'a rien à envier, en matière de brutalité et d'arbitraire, à celle de M. Marcelin. Aussi, paraissant sous le règne du premier, le petit livre de deux hommes, qui ont connu le second, n'a rien d'anachronique. Intéressante confrontation — convergence devrait-on dire — de deux personnalités, a priori fort différents, bien que de sensibilités proches, et qui ont joué chacun un rôle à des niveaux fort éloignés de l'échiquier : M. Gérard Monate, ancien gardien de la paix, syndicaliste, et M. Maurice Grimaud, le préfet de police de mai 68.

Non, rien n'a changé en dix ans, mais, à vrai dire, bien peu de choses ont changé en un demi-siècle dans cette police, sinon toujours dans le sens d'un renforcement de la répression sous toutes ses formes et dans le façonnement d'un policier, qui ressemble de plus en plus à un « flic » et de moins en moins à un « gardien de la paix ». En une carrière, expliquent les auteurs, un policier peut avoir connu le front populaire, l'occupation, l'après-guerre, les grèves d'Indochine, d'Algérie, et mal éduqué, de chasse aux résistants en chasse aux « collabos », de grèves « insurrectionnelles » en complots des pigeons, du hachoir ou des généraux, de révoltes d'agriculteurs en manifestations d'étudiants, il est là pour sonner à coups de matraque, le glas des illusions perdues, des grands projets évanouis, des sociétés littéraires qui n'avaient pas pour tout le monde. Il est là pour faire payer le prix des erreurs, des échecs ou des trahisons des gouvernements.

Aux moments les plus cruciaux de l'histoire, le policier reçoit une délégation de pouvoir pour se

MÉDECINE

● Constance Elisabeth, troisième « bébé éprouvette » au monde, est née le lundi 23 juin, à la maternité royale de Melbourne. L'enfant pèse 7 livres et se porte bien. Sa mère, Mme Bessie, 34 ans, est une sage-femme, institutrice, avait déjà un fils âgé de quatre ans. Un autre couple australien, habitant Victoria, attend également un enfant pour lequel l'éprouvette a été réalisée en laboratoire, par une technique qui consiste à implanter, dans l'utérus maternel, un œuf déjà fécondé dans une éprouvette. Cette naissance fut suivie d'une seconde, le 15 janvier 1979, dans le même hôpital. — (A.F.P., A.P.)

FAITS DIVERS

Accusés d'avoir encouragé leur public à commettre des violences

TROIS MUSICIENS D'UN GROUPE DE ROCK ONT ÉTÉ ÉCROUÉS À NICE

Nice. — Musiciens du groupe anglais Stranglers (les Stranglers) (1), M. Jean-Jacques Burnel, vingt-huit ans, Brian Duffy, quarante-deux ans, et Eoghan Cornwell, trente et un ans, ont été inculpés, dimanche 23 juin, par M. Serge Falck, juge d'instruction à Nice, d'incitation à une action concertée à force ouverte par un groupe et placés sous mandat de dépôt. Tombant sous le coup de l'article 314 du code pénal, dit loi « antisémites », — ils encouraient une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement. Le quatrième membre du groupe, M. David Greenfield, trente et un ans, est sorti libre du cabinet du juge.

Les incidents qui sont à l'origine de l'arrestation, de la garde à vue et de l'inculpation des musiciens ont eu lieu, vendredi 20 juin, à la faculté des lettres de Nice, dont le parvis est souvent utilisé pour des concerts de rock. Peu avant la fin du concert des Stranglers, interrompu à plusieurs reprises par des balais de tension électrique, des groupes de spectateurs ont cassé les vitres et les portes du campus à coups de bouteille, avant de s'en prendre aux locaux de la conciergerie et du restaurant universitaire.

Les dégâts sont évalués à 100.000 francs au moins. Les auteurs qui bordent l'entrée de la faculté ont été inculpés. Les autorités universitaires ont porté plainte pour « dégâts volontaires à la propriété d'autrui ».

Selon le bulletin de la formation, M. Burnel, la direction de l'université, en refusant de brasser un générateur électrostatique, en empêchant le déroulement normal du concert, a « Nous en avons informé le public, sans toutefois l'inciter à la violence », a ajouté le musicien.

Le témoignage de M. Alain Delann, secrétaire général de l'université, en revanche, dénonce la responsabilité du groupe dans le déclenchement des incidents. « L'un des membres de la formation, aidé d'un traducteur, affirme-t-il, a crié que l'université pouvait payer, qu'elle aurait pu mettre en fonction un groupe électrogène mobile et qu'il n'y avait qu'à tout casser, même le sol en ciment. » Une bande marginale enregistrée par un technicien de l'université pendant le concert et contenant les paroles exactes prononcées par les rockers à l'adresse de l'auditoire a été transmise au magistrat.

Pour M. André Dunkley, organisateur de la tournée, université de Nice s'est mise dans son tort en rompant elle-même le contrat et en refusant aux professionnels l'usage d'un apport de courant électrique, ce qui aurait évité tout incident. — M. V.

(1) Constitués à Londres il y a moins de quatre ans, en période punk, les Stranglers ont une réputation d'agressivité. Ils se disent « socialistes et fiers de l'être ».

POINT DE VUE

Racisme d'État et travailleurs immigrés

Pour sauver l'honneur

par le docteur FRANÇOIS GREMY (*)

Le racisme s'installe en France... Nous ne pensons pas seulement au racisme commun, privé, celui des Dupont-Lajoie de tout poil et de tout calibre, ridicules, odieux ou parfois sans doute, — mais au racisme d'État que met en place un arsenal légal et réglementaire qui se développe impitoyablement depuis quelques années...

Il frappe les plus pauvres et les plus démunis des habitants de ce pays : les travailleurs immigrés, ceux qui viennent d'Afrique, du Maghreb, du Portugal, de Turquie...

Les symptômes en sont nombreux. Les contrôles d'identité au faciès datent déjà de quelques années. En raison du sentiment d'insécurité qui règne dans l'opinion, spécialement dans le métro, les entretiens d'idée que la présence des immigrés est le principal facteur de cette insécurité...

La loi Barre-Bonnet, votée, non sans réserves, par le Parlement, fragilise la situation des étrangers à un point tel qu'elle a pour effet de multiplier par sept les cas d'expulsion. Elle faisait la part si belle à l'arbitraire en particulier l'intervention administrative sans aucun contrôle judiciaire — que le Conseil constitutionnel en a cassé plusieurs dispositions comme contraires à la Constitution de la République.

M. Stoléru avait projeté une loi qui flait de façon quasi automatique le titre de séjour à l'obtention d'une carte de travail. L'attribution de celle-ci ne dépendait plus que de l'arbitraire de l'administration et du patron, et sans aucun recours. Le projet de loi ayant soulevé une vague de protestations dans l'opinion publique et de sérieuses réserves au Parlement, le secrétaire d'État, dans la crainte qu'il ne soit rejeté, vient d'adresser une note aux préfets qui reprend les principaux éléments de ce texte.

Le ministre de l'Intérieur juge les étudiants étrangers trop nombreux en France. De lui, passe encore, une telle myopie est compréhensible, sinon pardonnable. Mais le ministre des Universités, gardien de notre culture, partage et exprime cette même opinion. Une circulaire du 12 décembre 1977 transforme l'obtention d'un droit d'inscription aux études supérieures en une espèce de parcours du combattant, où la liberté des individus est foulée aux pieds, de même que l'autonomie des universités.

Tout cet arsenal de « normalisation » — selon la propre expression du ministre de l'Intérieur — aboutit à la construction progressive d'un système proprement monstrueux. Nous avons déjà connu un engrenage qu'il convient de méditer : les

premiers mesures administratives contre les juifs n'étaient-elles pas très simples et presque anodines ? Dans le pays du « juste milieu », nous n'avons pas aux extrémités d'autant. On nous rajoute simplement un petit « apartheid » honnête.

M. d'Ornano prépare une loi sur les « foyers de résidence » qui prévoit les conditions d'hébergement pour certaines catégories de personnes, piteuses les vieillards, les jeunes travailleurs, les handicapés, les immigrés, bref les « inutilités » qu'on assiste et les « suspects » qu'on encadre.

Nous voyons ainsi progressivement ce pays glisser vers un arbitraire généralisé, où l'administration sera toute-puissante, où les recours seront nuls, où le pouvoir judiciaire risque d'être étouffé. Cet arbitraire menace plusieurs millions de personnes dont les deux tiers sont en France depuis plus de dix ans : des jeunes qui n'ont jamais connu que notre pays et sur qui plane la menace d'expulsion vers un pays d'origine qu'ils ignorent et où ils seront encore plus déracinés. Voilà comme est bâoué l'image que notre pays se doit de donner de lui-même et qu'il peut conserver aux yeux du monde, car il vaut quand même mieux que les « deux pour cent du monde » auxquels on veut qu'il se résigne : France, pays des libertés, mais des droits de l'homme, que fait-on de tout ? Avec quel éconisme et quel mépris les petits écoliers de demain reliront-ils cette histoire médiocre et

scandaleuse de notre avilissement. France, mère des arts et d'une culture exceptionnelle, on refuse à l'étranger l'accès de ses universités. Quelle myopie, quelle honte... et quels chers amis étudiants, même si votre révolte prend parfois une forme digne, merci pour votre sursaut qui sauve notre honneur.

A la solennité et à la honte s'ajoute la duplicité ! Les mêmes responsables qui mettent en place cet ensemble législatif répressif organisent périodiquement des « semaines de dialogue », à grand renfort de publicité, qui coïncident souvent avec une aggravation de la répression. Ces sourires mensongers ne cachent pas le goudrin, et n'ont recueilli l'adhésion ni du MRAP ni d'aucune organisation démocratique.

L'indignation et le dérisoire ne suffisant pas, on peut se demander quelles sont les raisons de cette politique. Chaque loi qu'il est question d'immigration dans les décisions officielles, elle est présentée comme un élément du problème de l'emploi. L'excès des immigrés ne serait-il pas la cause essentielle du chômage ? C'est méconnaître l'idée toute simple que, les travailleurs n'étant pas tous interchangeables, en raison de leurs qualifications et de leurs goûts divers, le départ d'un immigré ne crée pas ipso facto un poste pour un Français. Il n'y a ni contesté sérieusement à ce jour le

conclusion du rapport Le Pors, de 1975, d'où il ressort que le renvoi de cent cinquante mille immigrés ne créera pas plus de trente mille emplois.

Mais cette campagne a-t-elle vraiment pour objectif de réduire le nombre des étrangers ? Celui-ci est à peu près constant depuis 1974, les départs étant compensés par les embauches permanentes de certaines entreprises (et par le natalité). Ce qui apparaît clairement, c'est que le but poursuivi est moins quantitatif que qualitatif : fragiliser la population immigrée, favoriser la sélection des étrangers sur critères éthiques, politiques ou syndicaux, tout cela n'a d'autres résultats que de faciliter l'exploitation de ces esclaves des temps modernes.


Est-il digne de la France d'accepter cela ?

« Nous ne reconnaissons pas la France quand on prétend répondre au chômage par une politique de renvoi en question des droits des étrangers... »

« Il est immoral et contraire aux droits de l'homme d'expulser un ouvrier étranger parce qu'il est licencié (1) ».

Ces deux citations sont de Mme Geneviève de Gaulle, résistante de grand courage, arrêtée par la Gestapo, déportée de Ravensbrück. La non qu'elle porta est aussi celle d'un homme illustre. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur tel ou tel aspect de son action, cet homme n'a jamais transigé sur l'honneur de ce pays ; il a su dire non, il ne fut, lui, jamais peit.

(1) Le Monde daté 22-23 mars 1980.



RESPONSABLE DES ACHATS

180.000 F

K WAY, l'un des grands du sportswear connaît une très forte expansion, grâce notamment à ses nouveaux produits et à ses nouveaux marchés. Pour y faire face et la favoriser, il crée un nouveau poste de Responsable des Achats. Sous l'autorité du Directeur Industriel, mais en liaison très étroite avec les ventes et le marketing, assurera les achats de tissus et accessoires (budget annuel actuel de l'ordre de 60 millions de francs) en optimisant le rapport qualité-prix-délai et en veillant notamment à diversifier les sources d'approvisionnement. Il aura pour cela à mettre en place la fonction dans tous ses aspects : les hommes, les objectifs, les procédures, les outils... Homme ou femme, âgé de plus de 30 ans et de formation supérieure si possible, le candidat devra être acquis en tant que vendeur chez un fabricant par exemple, une excellente connaissance des matières quant à leurs utilisations et à leurs marchés. A défaut d'une expérience de Chef de service Achats, son potentiel lui permettra de créer et d'organiser un tel service. La pratique de l'anglais au moins est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, pourra être négociée jusqu'à 200.000 francs si l'acquis le justifiait. Écrire à M. OLARI à Croix.

Ref. A/451IM

RESPONSABLE DES VENTES

160.000 F

Mobilier Contemporain et de Style — Un groupe anglais (Chiffre d'affaires : 800 millions de francs), spécialisé dans la fabrication et la diffusion de linéaire, de salons ainsi que de sièges contemporains et de style, crée, pour la France, le poste de Responsable des Ventes. Basé à Paris et placé sous l'autorité du Directeur européen en poste à Bruxelles, il sera responsable, pour l'ensemble du marché français, de la vente des produits de la société. Il assurera personnellement les contacts commerciaux auprès des revendeurs (groupements d'achats, grands magasins, VPC...) et participera aux actions de promotion. Il devra, par ailleurs, se tenir informé des évolutions de la profession afin de permettre l'adaptation des collections aux exigences du marché. Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 32 ans minimum, et ayant à son actif de solides résultats, acquis impérativement dans le secteur de l'ameublement et de préférence dans le secteur des salons et des sièges contemporains et de style. La nature des fonctions exige une aptitude à travailler de façon autonome. De bonnes connaissances en anglais seraient un avantage. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Une voiture de fonction est fournie. Écrire à P.A. LESAGE à Paris.

Ref. A/2940M

RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION

120.000 F

Filiale d'un groupe international, une S.A.R.L., commercialisant du matériel électronique de haute technicité, pour faire face à son expansion, cherche à intégrer, à sa petite équipe dynamique, son Responsable Gestion et Administration. Sous l'autorité du Directeur-Gérant, il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables, fiscaux et financiers (comptabilité générale, comptabilité fournisseurs, comptabilité clients, budgets, trésorerie, reporting à la maison mère...), ainsi que la gestion du personnel (paie, déclarations sociales...). Par ailleurs, il sera responsable, en relation avec la maison mère, des importations, des approvisionnements et de la gestion des stocks. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans au moins, de formation supérieure (ESC ou équivalent), connaissant parfaitement la comptabilité anglo-saxonne et apte à travailler de manière autonome. La pratique de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Écrire à Ph. LESAGE à Paris.

Ref. A/2941M

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

100.000 F

Production de Polymères — Notre client est l'un des grands de la chimie européenne. Il recherche pour sa filiale de production de polymères implantée dans le Nord Pas-de-Calais un Jeune Ingénieur Chimiste, afin de lui confier la responsabilité des fabrications. Sous l'autorité de l'Ingénieur Exploitation, il aura à assurer la réalisation des programmes de fabrication en respectant les objectifs de qualité, qualité et prix de revient. Pour cela, il aura à gérer une équipe d'une petite dizaine d'agents de maîtrise et ouvriers postés, et à veiller au bon fonctionnement et au bon entretien d'installations largement automatisées. Nous recherchons un jeune ingénieur chimiste, spécialisé si possible en pétrochimie, ayant acquis une première expérience de la conduite d'ateliers de production. La connaissance de la langue anglaise serait appréciée. L'aptitude à entretenir des relations humaines, tant avec l'encadrement qu'avec le personnel ouvrier, est indispensable. La rémunération annuelle de départ pourra être négociée en fonction de l'acquis jusqu'à 100.000 francs. Les projets de développement du groupe dans les polymères, alliés à sa politique sociale, laissent envisager de réelles perspectives de promotion pour un candidat de fort potentiel. Écrire à S. BOSSUT à Croix.

Ref. A/4510M

Des juifs, des chrétiens et des musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

« Les juifs, les chrétiens et les musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités... »

RELIGION

UN COLLOQUE A CHANTILLY

Des juifs, des chrétiens et des musulmans s'interrogent sur leurs responsabilités

L'Association des écrivains croyants d'expression française que préside M. Olivier Clément, a organisé du 20 au 22 juin, à Chantilly, une rencontre sur « la vocation de l'homme dans le judaïsme, le christianisme et l'islam ». Une centaine de participants (six juifs, huit orthodoxes, dix protestants, cinquante catholiques environ) ont entendu trois grands rapports de M. Armand Abecassis, chargé de cours à l'université de Strasbourg (juif), Mgr Georges Khodr, archevêque du Mont Liban (orthodoxe) et M. Mohamed Tabi, professeur d'histoire médiévale à la faculté des lettres de Tunis (musulman). Trois conférences se sont partagées les thèmes suivants : le risque de l'antisémitisme, l'état actuel de la situation mondiale pour les juifs, les chrétiens et les musulmans ; le rôle de la femme.

La synthèse finale a été faite par l'abbé René Berthier. L'idée de créer un front commun des trois grandes religions monothéistes ne devrait pas effrayer les juifs, les chrétiens et les musulmans. Pour pacifier quelle serait cette « robe » des temps modernes paraît suspecte. La foi authentique n'a pas à faire face à l'athéisme d'une part, parce que chacun porte un incroyant en lui-même et d'autre part, parce que nombre d'athées ne sauraient éviter à un moment ou à un autre l'inquiétude métaphysique. Il ne s'agit donc pas de s'opposer à une petite grandeur de l'humanité mais plutôt de mettre à jour ses convictions et de se stimuler mutuellement pour devenir plus fidèles à son idéal. Aujourd'hui, le prosélytisme est essentiellement interne. Il convient de se convertir soi-même afin de donner un témoignage plus valable.

Le colloque de Chantilly présentait le rare avantage de mettre en contact les adeptes des trois religions à certains égards plus ou moins traditionnelles. La théologie y a pris une part prépondérante ainsi que le voulait le thème général et la compétence des principaux rapporteurs. Une rencontre de ce type — elle sera suivie d'autres — ne peut que balbutier devant l'immensité de la tâche. L'approfondissement de la foi dans sa triple dimension confessionnelle, grevée par l'histoire, le sang et la polémique ; renouvellement de l'herméneutique

que des textes inspirés, imbricolés politico-religieux en Israël et dans les pays arabes notamment en Iran. Quelle est la part exacte de la responsabilité de la religion dans la montée des fanatismes ? Le colloque a été tenté à plusieurs reprises d'innocenter les confessions religieuses et d'accuser la politique de corrompre les mentalités. Nouveau rousseauisme ? Les individus sont bons, la politique est néfaste.

« La foi est conquête »

Qui ne souscrit à cette définition de la foi musulmane donnée par le dernier rapporteur : « La foi n'est pas observance, mais conquête. Elle prend l'homme là où la science l'abandonne. Le Coran est une exhortation à réfléchir, à méditer, à observer, à découvrir les signes de Dieu. L'écrit se doit de progresser aux dépens de la compilation ». Si l'islam ne saurait accepter une filiation ou une quasi-filiation à divine de l'homme, en revanche les trois confessions se retrouvent pour affirmer le devoir d'aimer Dieu et son prochain. « La vocation universelle de l'homme, c'est l'amour ».

Accessoirement, plusieurs participants, tant chrétiens que musulmans, ont mis ce colloque à profit pour réclamer à l'intention des immigrés la mise en place de nouveaux lieux de culte et pour souhaiter l'envoi en France d'éducateurs de la foi par les pays d'Afrique du Nord. On aimerait que les évêques soient aussi sensibles à cet aspect culturel qu'aux aspects sociaux.

Enfin, le colloque s'est préoccupé à plusieurs reprises de la transmission de la foi aux jeunes. Non seulement la tâche est ardue, mais elle ne se soude pas assez de l'éducation ecclésiastique, mais elle néglige les motivations religieuses de la justice sociale et internationale. Il y avait peu de jeunes à Chantilly, mais ceux qui s'y trouvaient se sont montrés plus sensibles que leurs aînés au problème capital de la misère dans le monde.

L'indifférence religieuse des jeunes est un fait massif dont les confessions ne semblent pas avoir suffisamment conscience. S'attaquer à la question de la transmission de la foi aux générations montantes demanderait par conséquent un coup de fouet appréciable au décalage des croyances et de la morale. Les confessions font encore souvent figure de musées vénérables, insensibles aux réalités quotidiennes. Cette préoccupation fera vraisemblablement l'objet d'un prochain colloque en 1981.

HENRI FESQUET.

ECOLE PRIVEE

LE BON CHOIX D'UNE
SERVICE
D'INFORMATION
ET DE DOCUMENTATION
23, Rue de Choiseul, 75002 PARIS
Tél. : 742.32.30
742.31.03

ROYAUME DU MAROC

Le gouvernement du Royaume du Maroc recrute pour la rentrée 1980-1981 dans le cadre des accords franco-marocains de coopération culturelle et technique des enseignants dans les disciplines suivantes :

I. — ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
— FRANÇAIS : diplôme requis : maîtrise.
— PHYSIQUE, CHIMIE, MATHÉMATIQUES, SCIENCES NATURELLES ET TECHNOLOGIQUES INDUSTRIELLES : diplôme requis : licence, maîtrise, diplôme d'ingénieur, etc.

II. — CANDIDATS DU NIVEAU D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR LES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES (N.S.) ET CENTRES PÉDAGOGIQUES RÉGIONAUX (C.P.R.)
— D.E.A.
— Docteurs du 3^e cycle et docteur d'État dans les disciplines scientifiques.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur demande accompagnée d'un curriculum vitae avant le 30 juin 1980 :

- 1) Carrefour coopératif
34, rue Dumont-d'Urville
75014 PARIS
- 2) Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation des cadres
Bureau 26
RABAT (Maroc).

ECOLE MALESHERBES

enseignement secondaire privé mixte

COURS ANNUELS

sixième aux terminales A.B.C.D.

classes de 15 à 20 élèves

(RECYCLAGE SCOLAIRE)

Documentation

fournie sur demande

(écoles laïques)

en 1979

51, Bd Berthier, 75017 PARIS

Tél. 754.96.39/25.23

Porte de Charente — R.E.R.

IGEM

Institut Privé

de Gestion d'entreprises

et Merchandising

ACCUEILLE AN

PREMIÈRE ANNÉE :

Niveau Première

OUEURNE ANNÉE :

Niveau Baccalauréat

Parcours à 2 ans.

Les élèves peuvent se présenter

sans diplôme au BAC B.

JEAN-PAUL II

DÉCLARE BIENHEUREUX CINQ MISSIONNAIRES DANS LE « NOUVEAU MONDE »

Cité du Vatican (A.F.P.). — Jean-Paul II a proclamé dimanche 22 juin, bienheureux cinq personnes dont « les vertus héroïques » ont brillé, il y a quelques siècles, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Il s'agit des bienheureux François de Montmorency-Laval, Mère Marie de l'Incarnation, Excent Telesworth, Giuseppe d'Amphila et Pedro Betancur. Le cérémonial s'est déroulé dans la basilique Saint-Pierre, en présence de plus de vingt-cinq mille fidèles.

Des chefs indiens aux costumes traditionnels, représentant les peuples iroquois, choctaws, navaho et mixmas, se sont joints aux indiens guatemaltecos à l'offertoire pour la procession des offrandes : calumet de la paix, mocassins, couvertures fléchies, boucles indiennes, etc.

(Né à Montmorency-sur-Avre (Eure-et-Loire) en 1623, François de Montmorency-Laval est nommé vicaire apostolique du Canada à l'âge de vingt ans, avec le titre d'évêque in partibus. Après avoir fondé l'Ordre de la Mission, Mgr Laval est mort pauvrement en 1688 au séminaire de Québec, qu'il avait créé.)

Née à Tours (Indre-et-Loire) en 1602, Marie de l'Incarnation a dit sept ans contre sa volonté et veuve à dix-neuf, est entrée chez les Ursulines à deux-vingt ans, où elle prend le nom de Marie de l'Incarnation. Huit ans plus tard, elle est envoyée au Canada, où elle participe à la mission des Compagnies des Pères jésuites. Elle meurt à Québec en 1672.

Née à Aurillac (Cantal) en 1634, Kateri Tekakwitha, fille d'un chef mohawk et d'une Algonquienne (membre d'une tribu indienne de l'est des États-Unis), est baptisée à l'âge de vingt-quatre ans, au moment où elle est envoyée à la mission des Pères jésuites. Elle meurt à Québec en 1682.

Guillaume de Ampila, missionnaire du séminaire de Québec, fonde la ville de São Paulo, au Brésil, et Pedro Betancur (1619-1687), missionnaire au Guatemala, étaient nés aux Indes Canaries.

Langues O (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) vous offre une situation d'avenir :

— LE COMMERCE INTERNATIONAL : grâce à trois formations complémentaires :

— Arrivées à l'école en japonais ou russe.

— Techniques économiques des échanges internationaux.

— Anglais.

Renseignements : C.F.E.L.

Université Dauphine,

place du Maréchal,

De-Lattre-de-Tassigny,

75116 PARIS.

Tél. : 505-14-10, p. 41-03, 41-13.

STAGES D'ÉTÉ

A 45 mln. de Paris

dans un Parc de 100 ha

● ACCUEIL GROUPES POUR SÉMINAIRES : esprit associatif.

● STAGES TOUT L'ÉTÉ : natation, yoga, jūdō, gymnastique, méditation douce.

Accès direct par S.N.C.F.

Château de Chamarrande 491-24-72

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} Laboratoire mondial pour les lentilles de contact. Un progrès formidable pour tous les porteurs de lunettes.

Toutefois, pour bénéficier de ce progrès, il faut être porteur de lentilles souples.

Reportez-vous à votre opticien pour connaître les conditions de port.

Pour tous les sports

596

la paire

Adaptation par

200 F.

Rapport de vos

anciennes

lunettes 100 F.

Un seul jour de port

pour un effet total de

lunettes souples à votre vue, pendant une

semaine. C'est 400 F.

Offre valable jusqu'au 31.07.80.

Laboratoire OES

21 rue de Valenciennes 75013 PARIS

Tél. : 55.33.33.33

LES SUJETS DU BACCALAURÉAT

Philosophie

ACADEMIE D'AIJ-MARSEILLE

SÉRIE A

1) Le sens commun tient-il le travail pour une malédiction et la paresse pour un vice. Y a-t-il là ou non une contradiction ?

2) L'apparence est-elle un mensonge ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Descartes.

SÉRIE B

1) Peut-on parler d'une violence légitime ?

2) Quelle est la valeur de l'esprit mathématique ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Bergson.

SÉRIE C ET D

1) Que désigne-t-on par le qualificatif « scientifique » ?

2) La libération de l'homme, est-elle finalement sa liberté, passionnément ou déterminisme ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Platon.

ACADEMIE DE MONTPELLIER

SÉRIE A

1) Comment comprendre l'amour du beau ?

2) Dans quelle mesure la morale doit-elle prendre en compte la réalité politique ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Hegel.

SÉRIE B

1) Quand et pourquoi est-on fondé à dire d'une idée qu'elle est dépassée ?

2) Quels sont les problèmes philosophiques posés par la technique ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Bergson.

SÉRIE C ET D

1) Dans quelle mesure le temps nous appartient-il ?

2) L'objectivité est-elle donnée dans l'expérience sensible ou résulte-t-elle des progrès de la recherche scientifique ?

3) Quel est le rôle des techniques pour nous apprendre sur l'homme ?

4) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Kant.

ACADEMIE DE NICE

SÉRIE A

1) Un savoir sur l'homme peut-il être séparé d'un pouvoir sur les hommes ?

2) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Nietzsche.

SÉRIE B

1) Que pensez-vous de cette affirmation de Hegel : « Les circonstances ou les mobiles n'ont jamais sur l'homme que le pouvoir qu'il leur accorde lui-même » ?

2) En quelle circonstance peut-on dire que nommer des objets est une première démarche scientifique ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Pascal.

SÉRIE C

1) Agir sur les choses et agir sur les hommes, ces deux modes d'action peuvent-ils se proposer le même but ?

2) Faut-il voir dans l'art le produit de la vie sociale ou l'expression d'une révolte ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte d'Auguste Comte.

SÉRIE C ET D

1) L'objectivité est-elle donnée dans l'expérience sensible ou résulte-t-elle des progrès de la recherche scientifique ?

2) Quel est le rôle des techniques pour nous apprendre sur l'homme ?

3) Dégager l'intérêt philosophique d'un texte de Kant.

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

● Italien. MM. Authier (71), Dominique Carminet née Givelli (15), Daniel Gas (17), La-tour (71), Evelyn Maruotti née Grande (71), Corinne Pasquier (17), Mariane Rey (17), Vitoz (17).

LES RÉACTIONS

AUX PROPOSITIONS

D'AMENDEMENT

DE LA LOI D'ORIENTATION

● Démission du président de l'université Lille-III.

● Le conseil de l'université Nancy-II suspend ses travaux.

Le président de l'université de Lille-III, M. Patrick Raffold, a démissionné de ses fonctions le 20 juin — plusieurs mois avant la fin de son mandat — parce que « les propositions d'amendement de la loi d'orientation ne permettent pas d'envisager l'élection d'un successeur entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} décembre », nous signale notre correspondant.

D'autre part, le conseil de l'université de Nancy-II a suspendu ses travaux le 20 juin, pour protester contre « la proposition de loi d'orientation de 1980 ». Le conseil a voté à l'unanimité une résolution extraordinaire le 27 juin « pour faire le point sur les rôles du Parlement », indique notre correspondant.

● RECTIFICATIF. — Concours internes d'entrée dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices de Paris. Une erreur de transmission s'est glissée dans l'article paru dans le Monde daté 22-23 juin. Nous aurions dû imprimer que le nombre de places est de quatre-vingt-trois au total pour Paris : quinze à l'école d'Auteuil, soixante-huit à celle des Batignolles.

DÉFENSE

LE VICE-AMIRAL

PHILIPPE DE GAULLE

ACCÈDE AU RANG D'AMIRAL

Le vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle a été élevé au rang et à l'appellation d'amiral, aux termes d'un décret paru au Journal officiel le 20 juin.

Cet acte, promulgué par le président de la République, est le fruit d'une décision prise par le conseil de l'amirauté le 15 juin.

Le vice-amiral Philippe de Gaulle, qui aura cinquante-neuf ans à la fin de cette année, avait reçu sa quatrième étoile de vice-amiral d'escadre en mai 1977.

Il préside actuellement la commission permanente des essais de la flotte, chargée de surveiller l'exécution des commandes de bâtiments pour la marine nationale et de contrôler les essais avant l'admission des unités au service actif.

On remarquera que, lors des dernières promotions et nominations militaires approuvées par le conseil des ministres du mercredi 11 juin et aussitôt annoncées (le Monde a daté 13 juin), il n'avait pas été fait publiquement mention de la décision concernant l'amiral Philippe de Gaulle.

La publication de cette promotion survenant, apparemment, après la sédition du 13 juin, on se demande si l'appel du 13 juin, qui, on le sait, a donné lieu à quelques contestations de la part de personnalités gaullistes, Philippe de Gaulle a assisté aux cérémonies du Mont-Valérien, en présence du chef de l'État, et au spectacle « son et lumière » au Trocadéro, donné par la Ville de Paris et l'Ordre de la Libération.

La mesure dont bénéficie le fils du chef de la France libre est d'autant plus exceptionnelle que, seul, présentement, le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean Lanoussé, et l'inspecteur général de la marine nationale, l'amiral Jean Tardif, ont ce rang et ces prérogatives.

On compte trois amiraux en deuxième section (réserve) ayant atteint le limite d'âge (soixante et six ans).

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir

assistant-réalisateur

script-girl

monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années.)Cours par correspondance (2^e année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M. sur demande

Institut supérieur d'études appliquées

Institut du tourisme et des loisirs

École des Cadres, 92, av. Charles-de-Gaulle

92200 Neuilly-sur-Seine, Tél. 747.06.40

Établissement privé d'enseignement supérieur mixte

L'École des Cadres Jeunes Filles s'est maintenue spécialisée en deux branches. Vous avez le choix entre PISA et PTL.

Formation efficace et concrète en deux ans aux professions de :

● Assistance et secrétariat de direction bilingue, trilingue ;

● Hôtesses d'aéroport et d'entreprise,

● Relations publiques,

● Publicité,

● Action commerciale (distribution) ;

● Traduction commerciale, interprétariat d'entreprise ;

● Tourisme et Loisirs, 3 options.

*Formations sanctionnées par un BTS, diplôme d'État.

Examen d'entrée : 8-9-10 juillet

EST école supérieure de tourisme

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE TOURISME B.T.S.T. (3 options)

CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES DE TOURISME C.E.A.T.

FORMATION ACCÉLÉRÉE DE SECRÉTARIAT TOURISTIQUE C.F.P.S.T.

STAGES ET VOYAGES D'ÉTUDES

ACTIVITÉS CULTURELLES DÉBOUCHÉS ET PLACEMENT (régime étudiant)

bon à découper et à retourner

EST 4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS

Demande de documentation sans engagement

Tél. : 222.66.29 - 222.91.70

NOM

Adresse

Ecole Nouvelle d'Organisation

Economic et Sociale

Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

COURS D'ÉTÉ

28 juillet - 14 août

Préparation intensive au

CERTIFICAT D'ÉTUDES COMPTABLES DU B.E.C.S.

Inscriptions et renseignements :

ENOES

62 r. Miramest 75008 Paris

562.87.80 (lignes groupées)

« Nous ne voulons pas nous laisser déposséder de notre avenir »

drier, président-directeur général de Radio-France, explique pourquoi et comment la société nationale de radio avait à se situer dans le « créneau » ouvert par les émetteurs

le Nord, ou en
autres qu'elles
peintes à l'en-
ou fonde de la
communication
est celle de l'ave-
de la radio, au
un colloque
européenne
On a ainsi dé-
de mille radios
de la région,
tous-Uns en res-
des charges,
techniques. L'at-
de la région
n pas d'inter-
conseil d'adminis-
0-France, au
classé à l'ou-
d'une autre
car nous ne
nous dispos
accuser.
Les limites et
le jaugé à la pro-
de Genève, qui
de la région
MHs et non plus
MHs comme à

la DATAR, avaient entrepris des
expériences comme celle de la Ra-
dio-Solitude, dans les Cévennes
ou dans le Jura.

Cependant, à partir de l'été
1978, à côté de ces plans à
long terme, nous avons entre-
pris des actions concrètes, plus
immédiates. Finalement, les
deux réseaux au style FIP, où
les radios de montagne, l'atour,
ou encore les radios de vacances dans
les Alpes, ont été reliés à la
de la radio littérante ou du tour-
isme de France à la voile. Un test très
simple : dans chaque cas, les
radios ont été reliées à une
de fréquence se multipliant
Dans chaque cas, lorsque ces
radios cessent d'émettre, la publi-
cité est livrée à ce qu'elle ne
s'interrompt.
ent le paysage sonore, elle in-
tègre la population locale à la
vie du tourisme.

En conclusion, nous tentons actuelle-
ment va plus loin, avec notam-
ment les tribunes d'expression
locales. Nous ne devons pas lui-
ser la place aux plus entrepren-
ants, ni laisser s'installer
l'anarchie.

Propos recueillis par
MATHILDE LA BARDONNIE

l'Ouest — soucieux d'améliorer les ventes dans cette zone où leur publication s'est implantée.

Ce qui est plus important, selon Mme Baudrier, qui dirige le Radio de service public, c'est la coupure installée par les articles 7 et 10 de la loi de 1974 entre les deux régions, comme dans les textes de la société FR3 et la Radio nationale. C'est en quelque sorte la « concurrence » (encore ce mot). « Nous avons perdu notre vocation d'implantation régionale, et les opérations de coup de main du service public de France-Jour à l'antenne de Radio-France-Région. »

- 16 h. 48, Actualité : Les cours d'Europe ont-elles été les centres de réaction politique ?
- 18 h. 30, Les romans de psyché et de Cupidon », d'après J. de La Fontaine
- 19 h. 30, Sciences : Préserves les livres et les dessins (Bibliothèque nationale et laboratoires du C.N.R.S.).
- 20 h. Dialogues franco-suédois : Engagement politique et littéraire de l'écrivain, avec L. Forsell et J.-M. Domenach.
- 21 h. 15, Musique de notre temps : à propos de Pierre Boulez.
- 22 h. 30, Nuits magnétiques.

14 h. Musiques : les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h. Concertos : Le concerto pour piano n° 1, Beethoven et le concerto pour piano n° 9, Liszt (Vientemps) ; A concerto pour clarinète et orchestre » (Melsen), dir., L. Bernstein.
C concerto pour tube, contrebasse et orchestre (de Tchaikowski) ; 16 h. A concerto pour violon et orchestre » (Loudov.) ; D. Chabrun ; 16 h. 25. Les cercles maudits ; Mozart, son amia, ses élèves, œuvres de ses élèves ; Von Avermann, Mozart, Micki et Sallier.

17 h. A Six-Ruit : jazz time ; 18 h. 20, cycle des sonates de Beethoven (en direct de l'opéra) ; A. Goring ; 19 h. 30, France et Musique ; 20 h. Actualité urtique.

21 h. 30, Concert au théâtre de l'Atelier à Paris : Le concerto pour piano n° 1 (G. Sallier) et Oeuvre » (J. François) ; Quintette pour harpiche, clarinète, violon, alto et contre-ténor mineur » (Prokoviev) par l'Octuor de Paris.

14 h. 47, Magazine International.
16 h. 35, Contact (et à 17 h. 23).

professeur des sciences humaines à l'université de Sofia.
23 h 30 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Les jeunes dans la société : aménager le
cadre de vie.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.

20 h 30 Cinéma pour tous : « Les Hors-la-loi de la Casa Grande ».
Film américain de R. Rowland (1964), avec
A. Nicol, J. Mistrail, D. Bentley.
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

21 h. L'autre scène ou les vivants et les dieux : la Bible d'Amiens ou le jaillissement des questions.
22 h. 30. Nuits magnétiques. Partir... aller-retour ; 23 h. 30. Henry Miller.

FRANCE - MUSIQUE

24 h. 38, Cycle Isaac Stern (en direct du Théâtre de la Ville. à Paris) : « Variations pour orchestre sur un thème de Haydn » opus 56 a. (Brahms), « Concerto pour violon et orchestre n° 5. (Mozart), « Concerto pour violon et orchestre en ré mineur » (Sibelius), par le Nouvel Orchestre Philharmo-

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

Bruxelles), répondent aux questions des auditeurs à propos de l'infrastructure à partir de 23 heures.

Lisez
Le peuple du désastre
de HENRI AMOUROUX
tome 1 de LA GRANDE HISTOIRE
DES FRANÇAIS
Robert Laffont SOUS L'OCCUPATION

**ENQUÊTE SUR
LE PLUS GROS
PATRON
FRANÇAIS:
L'ALCOOL.
OBSERVATEUR**

CARNET

Naissances

— M. Jacques RUDANT et Mme. née Danielle Clément, et Séverin ont la joie d'annoncer la naissance de Clément-Charles, le 18 juin 1980.
78, rue de Longchamp, 75116 Paris.
B. ambassade de France, P.O. Box 403, Kingston 5, Jamaïque.

— M. et Mme P. Duprilot ont la joie d'annoncer la naissance de François.
au foyer de Jean-Pierre et Myriam DUPRILLOT, et de Marie-Eve au foyer de Marie-Noëlle et Bernard KEMERY.
Lyon, Boulogne-sur-Seine.

Mariages

— Nathalie FONVIELLE ALQUIER
Philippe LECAT
ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu le 21 juin à Paris.

Décès

— M. Georges Croizard, M. et Mme Jean Tinel, le docteur et Mme Georges Tinel, M. et Mme Maurice Croizard, M. et Mme Jean Croizard, et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de
Mme Georges CROIZARD, née Marie-Anne Tinel, agrégée de l'Université, professeur au lycée de Sévres, survenu le 22 juin 1980, jour de son soixante-troisième anniversaire.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 juin, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, et l'inhumation à Bagneux (Val-de-Paris).
M. fleurs et couronnes.

— Les familles Camp-Paton, Desclaux, Lataup et Tribou ont le deuil de faire part du décès de
Mlle Hélène DESCLAUX, chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur des palmes académiques, ancienne directrice des écoles normales de Saint-Brieuc, survenue le 19 juin 1980, jour de son soixante-troisième anniversaire.
Les obsèques ont lieu le mardi 24 juin, à 14 h. 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 23, place Edouard-Terray, 75015 Paris.
Il ne sera pas envoyé de faire-part.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre d'Yzeure (Ailier), le mardi 24 juin, à 16 h., suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

— La famille Roulin, Mme Jean-Claude Roulin, Mme Jeanne Tozza, ont le deuil de faire part du décès de
M. Georges R. MANUE, journaliste, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, lieutenant de réserve de la légion étrangère, fondateur de l'Agence Diloutrem, l'inhumation a eu lieu à Estuval-le-Lac (Suisse).
Un service religieux sera célébré le mardi 24 juin, à 10 heures, en la crypte de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 23, place Edouard-Terray, 75015 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— L'Agence Diloutrem fait part du décès de son fondateur,
M. Georges R. MANUE, journaliste, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, lieutenant de réserve de la légion étrangère, fondateur de l'Agence Diloutrem, l'inhumation a eu lieu à Estuval-le-Lac (Suisse).
Un service religieux sera célébré le mardi 24 juin, à 10 heures, en la crypte de l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, 23, place Edouard-Terray, 75015 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Dominique Mathon, Aimé et Pierre Grojean, Dany et Gilles Lemaître, Muriel Mathon, M. et Mme Emmanuel Mayolia, ont le deuil de faire part du décès de
M. Dominique MATHON, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, survenu le 22 juin 1980, jour de son soixante-troisième anniversaire.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Mme Louis Falcoz, son épouse, née Danielle Falcoz, sa fille, Mme Germaine Falcoz, sa belle-sœur.
La famille Gienault, ont le deuil de faire part du décès de
M. Louis FALCOZ, professeur honoraire au lycée Chaptal, officier de l'Académie, médaille militaire, croix de guerre avec palmes 1914-1918, survenu le 20 juin 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

PRESSE

M. Lecat réaffirme l'attachement du gouvernement au pluralisme

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, a, devant les membres du Syndicat des quotidiens départementaux (S.Q.D.), réuni en assemblée générale, le 20 juin à Cherbourg (Manche), réaffirmé l'attachement du gouvernement au pluralisme de la presse.

« Seule la presse écrite, qui assure une double fonction, celle de journaliste et celle de lecteur (...), est le lien du pluralisme », a souligné M. Lecat, qui a ainsi répondu aux inquiétudes exprimées par M. Jean Bietner, président du S.Q.D. et président-directeur général de la France-Marche 1874, qui avait posé la question : « Veut-on ou non maintenir le pluralisme de la presse française ? », avait mis en avant les grandes préoccupations de son syndicat : la prolifération des radios expérimentales ou libres et la télématique.

M. Lecat a précisé la position du gouvernement sur ces deux points. Il a réaffirmé le refus de permettre l'anarchisme que consi-

l'inflation en France

La presse écrite, qui assure une double fonction, celle de journaliste et celle de lecteur (...), est le lien du pluralisme. M. Lecat a précisé la position du gouvernement sur ces deux points. Il a réaffirmé le refus de permettre l'anarchisme que consi-

Le Livre blanc des journalistes économiques et financiers

RÉSISTER AUX PRESSIONS

Un Livre blanc est un moyen de faire le point sur une situation concrète à un moment précis. L'Association des Journalistes économiques et financiers (A.J.E.F.) a, le 20 juin, après avoir publié deux études de ce genre en 1971 et 1972, n'hésite pas à remettre sur le métier sa critique et son autocritique — de la profession. Vulnérable, le journaliste économique l'est doublement. D'une part il travaille dans des conditions ordinaires de salaire dépendant d'un patron, et d'autre part, il est soumis à des pressions de toutes sortes et de sollicitations abusives. Y résistera-t-il ? Pour « être du bâtiment », les auteurs du Livre blanc ont pas la naïveté de prétendre que l'impact quel journaliste, armé de son code de déontologie, se dresse sans cesse comme un crotte pour combattre les puissances d'argent. Les quelques exemples qu'ils nous donnent sur la nature et l'origine des pressions exercées laisseraient même supposer que rien ne sert de protester, qu'il faut écrire selon les ordres, et que, selon l'adage qui l'on se fait des ordres qui pourraient être donnés.

Les membres de l'A.J.E.F. ne se résignent pas. Ils rappellent que les journalistes ont, au sein des médias, des forces et des moyens pour résister à la pression de l'argent. Ils rappellent que les journalistes ont, au sein des médias, des forces et des moyens pour résister à la pression de l'argent.

DURCISSEMENT DE LA GRÈVE AU « PROGRÈS »

(De notre correspondant)

Lyon. — La grève déchaînée le 20 juin par l'intersyndicale des journalistes du Progrès à Lyon a été reconduite le 21 et le 22 (le Monde du 21 juin). Le conflit, déclenché essentiellement sur la question des contrats à durée déterminée touchant 31 journalistes, s'est étendu aux employés. Le 22, la grève a été suivie par plus de 50 des journalistes, annonce le syndicat syndical comme à la direction. Le quotidien a cependant continué de paraître sous une forme réduite grâce aux chefs de service.

Jusqu'à ce jour, aucune négociation n'a été réellement entamée avec M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la Société Delaroché, éditeur du Progrès. Le 22, en fin d'après-midi, une délégation syndicale a été reçue quelques instants par M. Lignel. Celui-ci a déclaré que le problème des contrats à durée déterminée était « réglé » à l'exception de quelques journalistes. Mais, selon les syndicats, qui ne négocient pas sous la menace de la grève, cette déclaration a provoqué l'indignation des grévistes.

Pour l'intersyndicale des journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.T.), qui veut résister fermement sur cette question des contrats à durée déterminée, « contrairement à la convention collective », ce conflit est « révélateur du climat de dégradation dans l'entreprise ». Les salariés souhaitent que soient prises en compte d'autres revendications, formulées dès la prise de pouvoir de M. Lignel, il y a quelques mois, et non satisfaites.

(Intérim.)

Le 23 juin au matin, plusieurs journalistes ont reçu de la direction une lettre recommandée leur signifiant que leur contrat de travail était reconstruit. Les lettres n'auraient pas à reprendre le travail à partir de cette date et que les versements (qui leur seront effectués le samedi) pour solder le compte. Cette situation devrait concerner une trentaine de journalistes du « Progrès ». Une assemblée générale du personnel a été décidée pour le 23 dans l'après-midi.

DÉMOGRAPHIE

La population de la France continue de s'accroître de 200 000 personnes par an

« La situation démographique de la France est grave », estime M. Martelli, ministre du travail et de la participation dans la matinée du 23 juin, lors d'une conférence de presse sur la population, établie par l'INED et publiée ce lundi 23 juin (1).

Certes, la population de la France a continué d'augmenter, et ce, malgré la baisse de celle de pays voisins : le 1er janvier 1980, elle comptait 54 778 000 habitants, soit 216 000 de plus qu'un an auparavant, et accroitement était uniquement dû à l'exoïsme des naissances (157 000) sur les décès (541 000). Certes, la mortalité diminue, surtout la mortalité infantile, et le taux (10,1 pour mille au lieu de 15,8 il y a encore dix ans) dans la France parmi les pays les plus avancés du monde. Certes, le chiffre des naissances en 1979 est le plus élevé enregistré en France depuis 1964.

Mais tous ces éléments positifs ne compensent pas le fait que la fécondité, si elle a cessé de baisser depuis 1976, reste à un niveau très bas. Il a « manqué » l'an dernier plus de 100 000 naissances pour assurer la simple remplacement des générations : le déficit serait encore plus élevé sans l'apport des immigrés, qui représentent 7 % environ de la population totale, mais assurent plus de 11 % des naissances.

(1) *Neuvième rapport sur la situation démographique de la France*. Institut national d'études démographiques, 27, rue du Commandeur, 75015 Paris Cedex 14, 8,50 F.

La R.D.A. menacée par

Alors que, dans le monde, la situation démographique est grave, la R.D.A. est menacée par la baisse de la fécondité. Les statistiques de l'INED montrent que la population de la R.D.A. a continué d'augmenter, mais à un rythme plus faible que celui de la France.

Le dixième

Le dixième rapport sur la situation démographique de la France a été publié par l'INED. Il met en évidence la baisse de la fécondité et l'impact de l'immigration sur la population française.

LANCEL
Maroquinerie • Bagages • Cadeaux
Soldes exceptionnels
les 23, 24, 25 et 26 juin
Exclusivement dans les magasins Lancel
• Place de l'Opéra • Rond-Point des Champs-Élysées
• Rive gauche : 43 rue de Rennes

FOURRURES D'OCCASION
Choisissez en Juin
la fourrure de votre automne
En toute tranquillité, arrêtez votre choix.
Prix exceptionnels - Facilités de paiement
LES DEUX OURS
91 rue du Théâtre - 123 av. Emile Zola Paris 15ème
M° Emile Zola 575.10.77 M° La Motte Picquet

Réty
solde
50% sur toute sa collection
HOMMES et FEMMES
54 Fg St-Honoré, de 10 h à 19 h
FEMMES
Galerie du Claridge
74 Champs Elysées, de 10 h à 21 h

Valorisez votre patrimoine
Tapis & Tapisseries
CONFIEZ-EN L'ENTRETIEN OU LA RESTAURATION A DES EXPERTS
Chavaler
Nettoyage - Restauration - Achat - Vente - Expertise - Nettoyage à domicile.
64, Bd de la Masson Marchand - 93400 COURBEVOIE
(parking dans le parc, tél. : 728.41.41)
Région Val de Loire : tél. : 441 88.16.64

MOQUETTE
à 50% de sa valeur
100 % pure laine, grand trafic
largeur 0,70, 3,66, 4,00, 4,57,
5,50, à partir de 61 F le m².
8, bd de Charonne - 75003 PARIS
tél. : 373-03-51 - 373-03-18

OPÉRATION SPÉCIALE
3 costumes
(2 pièces)
1200 F
1 costume à partir de 500 F
3 pantalons 350 F
3 chemises 140 F
CLUB DX 131
TOUT LE PRÊT A PORTER
MASCULIN
novembre tous les jours sauf dimanche
de 10 h à 18 h 30
CLUB DX 131
131, rue du Fg St Honoré
75008
M° S' Philippe du Roule

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Généraliste :
Jacques Favret, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.
Imprimé de :
« Le Monde »
S.A. des Éditions
PARIS-14
1976
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrateur.
Commission paritaire n° 57 427.

Remerciements
— Le docteur François Perrier, le docteur Antoine Mitchell ont reçu les familles, leurs amis, remercient tous ceux qui ont tenu leur sympathie à l'occasion du décès de
Mme veuve MARTEL PERRIER, inhumée le 22 juin 1980 au cimetière de Gentilly (Val-de-Marne).

Messes anniversaires
— Pour le cinquième anniversaire du rappel à Dieu de
Benoît ALLENCHÉ,
une messe sera dite à la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, le dimanche 29 juin, à 11 h. 30.

Avis de messe
— Une messe sera célébrée le vendredi 27 juin, à 12 heures, en l'église de la Vierge, à l'intention de
Mme Germaine DELAVALLÉE, décédée à Marseille, le 5 avril 1980, et inhumée au cimetière du Trocadéro, le mercredi de Pâques.
De la part de : Régis-Delavallée, Mme Michel Régis et ses enfants, M. et Mme Philippe Régis et leur enfant.

Communications diverses
— Sans Stern rappelle l'exposition des sculptures de fin et sera heureuse de recevoir les visiteurs à la galerie (Anne Quémener et Laurent Berman), les 24, 25, 26 et 27 juin, à 19 heures, dans sa galerie, 25, avenue de Neuilly, Paris (16). Tél. : 708-08-46.
— L'Association professionnelle des anciens élèves de l'École de psychologie-pratiquants tiendra son assemblée générale annuelle le mardi 24 juin à 19 heures, à l'intention de tous, 21, rue d'Assas, Paris (6), salle B 20.

Sentences de thèses
Docteurs d'État
— Université de Paris-XII, lundi 23 juin, salle du Cercle, à 14 h. 30, Mme Maryvonne Leduc épouse Modélkovic : « L'Australie chez les écrivains d'origine britannique : adaptation et problèmes d'interprétation ».
— Université de Paris-III, lundi 23 juin, à 13 heures, salle des fêtes, M. Fabien Orono N'Gous : « Essai sur la capacité d'intégration des écoliers africains ».
Mon premier est pétilant.
Mon deuxième est pulpeux.
Mon tout est SCHWEPES.

L'inflation aurait-elle favorisé la presse ?

par JACQUES SALVAGEOT

Jacques Sauvageot a présenté au récent congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux (F.I.E.J.) un rapport sur les conséquences de l'inflation sur la presse quotidienne mondiale entre le 1^{er} janvier 1972 — date choisie à dessein comme antérieure à la crise pétrolière — et le 1^{er} janvier 1980. Quelles conclusions peut-on en tirer ?

Le tableau qui illustre cet article se voit que vingt pays parmi les trente-trois qui ont répondu à un questionnaire adressé aux organisations professionnelles de la presse. Quelques-uns ont été comptés en double car ils ont fourni deux exemplaires d'un échardillon, soit parce que les renseignements fournis n'étaient pas exploitables. L'analyse finale porte donc sur 22 pays, dont 12 d'Amérique, 6 d'Asie, deux d'Europe et un d'Océanie. Sept comptent moins de dix millions d'habitants et quatre plus de cent millions. Il s'agit d'un échardillon suffisamment représentatif de la presse mondiale. Les conclusions de l'économie libérale pour ces certaines conclusions générales peuvent être dégaies.

● Etudier la liaison entre l'inflation générale (colonne 3) et l'augmentation du prix des quotidiens (colonne 4). Dans le tableau, les pays sont classés non pas selon l'importance de leur population ou leur zone géographique mais — du plus faible au plus fort — selon l'évolution de l'indice général des prix: de détail sur la base 100, en 1972. Naturellement ce classement doit être accueilli avec une certaine

prudence car les méthodes de calcul de l'indice ne sont pas homogènes dans chaque pays.

Toujours par rapport à la base 100 en 1^{er} janvier 1972, on recherche (colonne 4) le prix des journaux en 1972, on trouve enfin (colonne 5), la comparaison entre l'indice d'évolution du prix des journaux et l'indice des prix dans chaque pays, donc le prix en monnaie constante. On obtient alors le pourcentage de variation des journaux par rapport au prix des quotidiens par rapport à l'évolution générale des prix. C'est ainsi, pour prendre un exemple, qu'il faut constater, en Autriche et pour les quatre années écoulées, que le prix des journaux a augmenté de 10,3 %, leur évolution étant donc : certains journaux baissent de 3 % (indice 97) alors que d'autres

montant de 82,6 (indices 1950 : 100).

• **Expédier l'évolution éventuelle** des divergences entre les deux séries de données : ceux dits « de qualité ». On constatera, que dans de nombreux cas cette distinction, traditionnelle dans le monde anglo-saxon et en Europe, n'est pas pertinente. On se rendra compte que ces pays dans lesquels les prix sont identiques, sept dans lesquels les variations constatées entre les prix ne coïncident pas strictement l'une avec l'autre, et dans une dizaine dans lesquels la distinction n'est pas possible. Elle est exprimée (colonne 5) par un P ou un Q ;

• **A l'aide de ces éléments et d'autres qui sont tirés des comptes d'un certain nombre de journaux, on examine l'influence**

de l'inflation sur la structure des exploitations :

● On se propose enfin d'étudier l'évolution du marché en fonction de l'inflation considérée comme facteur principal ou comme grande clientèle.

Une première constatation s'impose : l'évolution des situations, non seulement selon les pays mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Quatre groupes de prix ont été recensés. Pour dix d'entre eux, l'évolution du prix du journal est inférieure à l'inflation générale, et pour trente-quatre elle est supérieure.

Enfin, on a constaté que, dans la plupart du temps, antérieurement à l'inflation ? Dans une certaine mesure, cette constatation n'est pas inexacte mais il faut se garder des conclusions hâtives.

(Lire la suite page 26.)

LA PRESSE QUOTIDIENNE DANS UNE ÉCONOMIE D'INFLATION

1	2	3	4	5	6
Population (en millions)	Pays	Indices des prix (base 100 en 1972)	Prix des céréales en 1980 (base 100 en 1972)	Prix en monnaies constantes (base 100 en 1972)	Prix en centimes français (d'après les cours de janvier 1980)
6	Suisse	147	150 180	102 (P) 109 (Q)	160 202
14	Autriche	165	180 250	92 (Q) 132 (Q)	131 184
218	Allemagne	187	267 300	102 (Q) 122 (Q)	187 225
14	Pays-Bas	177	162 200 263	97 (Q) 112 150 (P)	175 280
218	France-Deux	179	150 250	84 140	6 175
10	Belgique	185	240 260	121 151	171 224
4	Norvège	190	220 250	116 135	187 224
53	Grèce	198	258 257	128 (Q) 139 (P)	186 250
9	Irlande	200	267 300	134 151	187 202
114	Portugal	207	240 300	118 146	50 108
14	Australie	248	200 300	87 130	228 257
15	Finlande	249	400 415	87 170 (Q)	228 305
156	Italie	264	230 371 687	67 216 283	400 505 900
57	Espagne	290	333	115 126	120 140
27	Grèce	295	400	126 136	104 126
9	Israël	331	400 500	121 151	118 148
36	Portugal	388	500 587	128 (P) 146 (Q)	63 86
16	Corée du Sud	421	533	129 (Q) 144 (Q)	25 300
38	Indonésie	612	500 700	82 (Q) 114 (P)	20 33
119	Japon	1392	1250 2000	90 (Q) 144 (P)	30 80
4 21	Israël	1910	3807 5000	138 (P) 156 (Q)	56 160

La R.D.A. menacée par le démon de la consommation

Aujourd'hui, alors que s'achève le dernier plan quinquennal, le « miracle » économique est-allemand connaît ses premières difficultés. Trois mois après la célébration de son vingt-cinquième anniversaire qui consacrait le « triomphe du socialisme », la R.D.A. subit, elle aussi, les retombées de la hausse vertigineuse des cours pétroliers. Contrairement aux autres démocraties populaires, frappées

également par les effets de la crise de l'énergie, Berlin-Est. n'envisage pas de procéder à une augmentation générale des prix à la consommation.

Toutefois, une certaine hausse du coût de la vie apparaît dans cette « autre Allemagne », en même temps qu'une furie de consommation. Au pied du mur — au propre et au figuré, — les autorités résistent en exigeant des travailleurs

une productivité accrue. Pour payer ses achats d'énergie et de matières premières indispensables à la fabrication des biens de consommation, la R.D.A. se voit forcée de fournir des quantités accrues de produits finis non seulement à l'U.R.S.S., mais aussi de plus en plus à la République fédérale d'Allemagne, à la France, ou à de nouveaux clients, notamment l'Irak et la Libye.

MICHEL CASTAING.

DEMOGRAPHIE

La population de la France comine
s'élève de 100 000 personnes.

L'augmentation du coût de la vie

Ces choses ont au moins rencontré une écoute en dépit des déclarations officielles, le coût de la vie a augmenté en R.D.A. Le concept de la monnaie n'est pas le même. Le socialiste est certes difficilement comparable à son aïeul occidental, sérieux ou pas, mais le moyen par personne est passé d'environ 350 marks est-allemands en 1950 à 400 pendant, bien que le coût des matières premières ait augmenté, le prix du pain par exemple, de 100 à 120 marks de terme du lait, des pommes de terre, des aliments de base : il est toujours de 5 pfennigs pour un kilo, le sucre est toujours un peu plus d'un pfennig pour un pain de 3 livres.

Les loyers, très modiques (110 marks est-allemands, chauffage compris, sans un immeuble de cinq étages) sont aussi très bas. Les salaires sont et culture.

sine-amenagée), n'ont pas connu de hausse depuis plus de dix ans. Même situation pour les transports urbains (en moyenne 20 pfennig). L'Etat compense le déficit des entreprises et des collectivités. Il faut ajouter la gratuité de l'enseignement et des soins médicaux.

Il n'empêche que des hausses

se manifestent dans certains secteurs de la consommation dite « de luxe », sans oublier les difficultés traditionnelles d'une économie en circuit fermé, qu'il s'agisse de trouver des pneus, des batteries ou des pièces de rechange pour les voitures, des vêtements ou même certains aliments. Le prix de l'essence se

situé à 1,60 mark (environ 4 F) le litre. Une « Trabant », la voiture courante, coûte 8 000 marks (20 000 F), et il faut 80 000 marks (200 000 F) pour construire une maison. Cependant les salaires varient de 600 à 2 000 marks, et ils n'ont pas augmenté, sauf dans les industries électroniques.

Le dixième partenaire de la C.E.E.

Le déficit global du commerce extérieur est-allemand s'est aggravé de 1,5 milliard de marks ouest-allemands en 1979 pour atteindre 9 milliards. Les exportations ont progressé de 11 %, représentant 61,3 milliards de deutschmarks (contre 54,3 milliards en 1978) mais les importations ont aussi augmenté de 13 %, s'élevant à 67,3 milliards. Avec le Comecon, les ventes se sont élevées à 38,5 milliards (+ 12 %) et les achats à 37,8 milliards de deutschmarks (+ 5 %). Le déficit s'est, en revanche, accru de 1,2 milliard de deutschmarks. Les exportations vers l'Amérique latine, l'Australie et l'Asie ont augmenté de 12 %, les importations de 14 %, les exportations n'ayant totalisé que 9,8 milliards (contre 8,1 milliards en 1978). Aussi les autorités est-allemandes envisagent-elles une nouvelle ouverture commerciale vers l'Ouest afin de rattraper les pertes devenues de plus en plus importantes.

logue du ministère du commerce extérieur de la R.D.A. La Bundesbank et la Banque centrale est-allemande compléteraient les opérations de « clearing » en une unité de compte qui correspondrait aux besoins. Plus de quinze milliards de petites et moyennes entreprises de R.F.A. passeraient de la sorte avec la R.D.A. cinquante mille contrats par an, pour des commandes généralement inférieures à 5 000 deutschemarks.

Ce commerce inter-allemand, qui s'élevait en 1971 à 10 milliards de deutschemarks, est en droit, aux termes d'une amorce de traité de Rome, intra-allemand et ne donne lieu à aucun prélevement douanier. Ainsi, les produits agricoles est-allemands sont exemptés de taxes à l'exportation vers la R.D.A. et la Communauté. En

chaussures : les godaillots peu élégants, mais pratiques, vendus 20 marks dépassaient mystérieusement les prix des vêtements de travail. On peut en trouver d'autres, d'une plus belle facture, à 60 marks dans une boutique de la rue Chateaubriand. Les chaussures de femmes pour quelques sacrifices à la mode ont dépassé aisément 100 marks.

(Lire la suite page 25.)

JEAN BENOIT

L'emploi d'un pacte

MOBILISATION générale pour la relance du troisième pacte pour l'emploi : préfets, députés, députés-maires, membres du conseil national de l'emploi, de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et délégués patronaux des entreprises pour l'emploi (DEPE) sont d'autant plus sur le pied de guerre, à l'instigation de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation, que le bilan 1981 du troisième pacte coïncidera avec le date de l'élection présidentielle et que les jeunes de dix-huit ans, qui ont aujourd'hui le droit de vote, sont, avec les femmes, les plus touchés par le chômage.

Aussi n'est-il pas étonnant que les objectifs fixés par le gouvernement — 834 000 embauches pour 1980-1981 — soient encore plus ambitieux que ceux du patronat (450 000), qui couvrera sur le terrain. C'est même la première fois, depuis la création des pactes en 1977, qu'il y a une telle divergence dans les prévisions. En particulier, M. Mattéoli espère doubler le nombre des stages pratiques en entreprise pour le porter à 120 000. Cette disposition est, en effet, celle qui a donné le plus de succès à l'apprentissage, notamment en raison de la mauvaise volonté de certains employeurs à assurer les heures de formation théoriques.

Au total, selon les estimations officielles, quelque 439 000 personnes ont été 120 000 apprentis, ont bénéficié du pacte 1979-1980, contre 513 000 en 1978-1979 et 579 000 en 1977-1978. Cette année, il y a eu, au libre du pacte, 144 100 embauches avec exonération de motifs des cotisations patronales de sécurité sociale, contre 140 000 en 1978-1979 et 148 000 en 1977-1978, il y a deux ans. Sur les 161 000 contrats d'emploi-formation, de stages pratiqués en entreprise, et de stages de formation, on a recensé 108 000 embauches effectives, soit 67,2 % du total des cas. Le troisième pacte avait connu, fin mai, 3 480 millions de francs de dépenses, contre 3 480 millions de francs en 1978-1979 et 3 480 millions de francs en 1977-1978.

Au-delà des chiffres, une question demeura : quelle est l'efficacité réelle de ces dispositions ? Autrement dit, si ces pactes n'avaient pas existé, les employeurs auraient-ils engagé autant, plus, ou moins de chômeurs ?

Il faut d'abord constater que ce sont les petites P.M.E. qui ont été le plus intéressées par les avantages financiers offerts par le gouvernement. Par exemple, les entreprises de moins de onze salariés ont réalisé 58,8 % des contrats d'embauche et de 40,6 % des stages pratiques, alors que les entreprises de plus de cinquante salariées n'en effectuaient respectivement que 15,6 % et 26,5 %.

Il est, en outre, probable que, pactes ou non, les employeurs auraient eu besoin d'embaucher à peu près le même nombre de jeunes. Le C.N.P.F., qui le reconnaît honnêtement, avance cependant un argument important pour justifier la nécessité des pactes : grâce à ce dispositif, les entreprises ont anticipé sur leurs besoins d'embauche et engagé plus tôt.

C'est une des raisons pour lesquelles 66 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 1979 en France. M. Matteoli e estimé que c'était « une performance tout à fait remarquable, compte tenu du climat économique international ». A condition, bien sûr, de ne pas rapprocher ce chiffre du million et demi de chômeurs.

MICHEL CASTAING.



La Banque de France

• **LE PERSONNEL DE DIRECTION**
de ses services centraux et de ses comptoirs par le voie du
concours d'adjoind de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un
2^{ème} cycle d'études supérieures
ou du
diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.
Date des épreuves écrites :
Samedi 4 et dimanche 5 octobre 1980
Inscriptions reçues jusqu'au 28 août

LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptes par la voie du
concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnent un
1^{er} cycle d'études supérieures
 ou du
 diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Utile des épreuves écrites
Samedi 8 et dimanche 7 décembre 1980
Inscriptions reçues du 22 septembre au 13 octobre.

Ces deux concours s'adressent aux candidat(e)s de nationalité française âgé(s) de moins de 26 ans (sous réserve de proportions prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1980.

Documentation et renseignements à la Banque de France

Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 261.56.72 postes : 35-43 et 35-44

DEUX COLLOQUES

• Démographie : sensibiliser l'opinion à une situation préoccupante

M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation, et Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la famille et à la condition féminine, devaient ouvrir le colloque national sur la démographie, qui se tient à la Maison de la chimie (25, rue Saint-Dominique, 75007 Paris) les 23, 24 et 25 juin. Ce colloque devait être clos par une déclaration de M. Giscard d'Estaing.

La situation démographique française se caractérise, depuis 1973, par la baisse continue du nombre des mariages (340 000 mariages en 1979, ce qui correspond au taux de nuptialité le plus faible depuis la libération : 6,4 mariages pour 1 000 habitants), depuis 1975, par la quasi-disparition de l'excédent migratoire et, depuis 1978, par la stabilisation à un niveau faible de la natalité (755 000 naissances en 1979) et de la fécondité (1,85 enfant par femme en âge de procréer en 1979) (1).

Depuis cinq ans en effet, le taux de fécondité se maintient à un niveau inférieur à celui correspondant au renouvellement des générations, qui est de 2,10 enfants par an et par femme. Ainsi, la population de la France métropolitaine ne représente plus qu'environ 1,2 % de la population du globe, évaluée à 4,4 milliards de personnes par les Nations unies, contre 1,4 % en 1970. Ainsi, on ne peut s'empê-

(1) Cf. « Population et Société », bulletin de l'INSEE, mars 1980.
(2) Entretien télévisé du 27 novembre 1979 : « Nous serons un jour cent à la fin du siècle, ce qui pose à la France un problème de survie. »

cher de penser au 1 % du présent de la République (31). Selon les projections de l'ONU, la population française serait inférieure à 1 % des 1994. Mais, selon la même source, tandis que le poids démographique mondial de la France diminue, comme celui des autres pays développés, son poids par rapport à l'Europe (U.R.S.S. non comprise) a augmenté : il est actuellement de 11 % contre 10,5 % en 1970.

L'enjeu essentiel se situe donc aujourd'hui dans le basculement démographique progressif, mais inéluctable, en faveur du tiers monde.

Le colloque national sur la démographie aura pour mission de répondre aux préoccupations nées de ce constat. Il se tiendra sous la responsabilité du ministère du travail et de la participation, en collaboration avec ceux de la condition féminine et de la santé.

La quasi-disparition des familles nombreuses

Trois organismes sont, en effet, à la disposition du ministère du travail pour ces travaux : le premier est la direction de la population et des migrations, qui traite de l'immigration, des actions sociales en faveur des immigrés et des problèmes de naturalisation. Les questions relatives à l'élaboration de la politique démographique sont, elles, sous la responsabilité de l'Institut national d'études démographiques (INED), organisme public chargé de la recherche et de l'étude des problèmes démographiques sous tous leurs aspects tant pour le passé et le présent que pour des projections sur l'avenir. Le haut comité de la

population enfin a un rôle consultatif sur des questions de développement rural, de peuplement rural, etc.

Les recherches effectuées pour ces deux derniers organismes, associées d'un rapport du haut comité, serviront de base au colloque.

D'ici là néanmoins, M. Jean Mattéoli a, lors d'une conférence de presse, tenu à exprimer ses préoccupations. L'on sait qu'en matière de prospective démographique les incertitudes sont quasi totales. Le ministre a pourtant retenu l'une des hypothèses et non la plus invraisemblable d'un maintien de la fécondité au taux actuel de 1,85 ; ce qui dans le cas où certains facteurs déterminants tels une conjoncture incertaine, de nouveaux comportements matrimoniaux ou des habitudes de consommation se perpétueraient, « Un taux de fécondité stabilisé à 1,8 entraîne-t-il long terme un dépeuplement relatif de la France, qui ne compterait plus que 37 millions d'habitants en 2100, les décès devenant supérieurs aux naissances dès 2105 », a affirmé M. Mattéoli. Il poursuit : « Le vieillissement de la population s'accroîtrait. La fraction des jeunes de moins de vingt ans (30,4 % en 1979, 22 % en 2050) serait remplacée par une fraction équivalente de personnes âgées de soixante ans et plus (18 % en 1979, 27 % en 2050). La population adulte restant à peu près constante (36 millions en 1979, 28 millions en 2050), les actifs seraient donc proportionnellement plus vieux. Alors que la charge sociale s'accroîtrait, les personnes âgées coûtant plus cher au pays que les jeunes. »

« Les conséquences à long terme de cette analyse sont très préoccupantes », a déclaré M. Mattéoli, tandis qu'à court et moyen terme, si dans un premier temps l'emploi des jeunes s'en trouverait amélioré et les dépenses liées à leur présence diminuées, en revanche le poids démographique de la France serait amoindri, nuisant ainsi au rayonnement de la France dans le monde. »

C'est pourquoi le ministre a insisté sur les mesures prises par les pouvoirs publics, mesures d'accompagnement visant à enrayer cette tendance. La véritable rupture se situant dans la quasi-disparition des familles nombreuses et le resserrement vers la famille de deux enfants, et ceci dans tous les milieux socio-culturels de la population, ces mesures sont une incitation à la naissance du troisième enfant (le Monde date des 6 et 8 mai).

« Si les pouvoirs publics ont le devoir d'apporter leur aide, notamment en réduisant les obstacles qui s'opposent au développement de la natalité », a poursuivi M. Mattéoli, les couples conserveront cependant le libre choix de leur décision.

Dès lors, la priorité réside dans la mise en œuvre d'une véritable politique d'information, notamment sur les dangers que comporte un pays où les vieux sont proportionnellement plus nombreux que les jeunes.

VALÉRIE LECASLE.

• Sciences économiques : comment intégrer la recherche aux processus de décision

L'Association française des sciences économiques (A.F.S.E.) a tenu son colloque annuel à l'université Paris-Panthéon les 16 et 17 juin derniers. Chercheurs, universitaires, mais aussi

représentants d'entreprises et de l'administration — les « décideurs », utilisateurs de la recherche économique — ont ainsi échangé l'état de leurs travaux.

PAS question ici d'un thème non plus que d'une synthèse sur l'ensemble des réflexions. Disciples de Schumpeter, les économistes ont voulu innover. Et parce que les économistes travaillent de façon trop cloisonnée, qu'ils sont « en retard dans le domaine de l'information mutuelle », ils ont enfin essayé d'instaurer le dialogue. Bilan : une centaine de communications des modèles économiques les plus sophistiqués aux tristes sur l'emploi du temps des femmes mariées ; dix commissions sur la monnaie, l'information économique, les technologies et ressources naturelles, la production, l'équilibre et le déséquilibre, l'emploi, l'échange international, la modélisation, les ressources humaines et l'espace et la région. Mais surtout la preuve de la vitalité d'une science qui compte environ trente mille diplômés en France, dont six mille chercheurs.

Typiquement françaises sont les recherches sur les théories du déséquilibre, l'un des domaines où la primauté ne revient pas aux Anglo-Saxons. Plusieurs rapports traitaient de ce sujet : ainsi celui qui était consacré à la croissance et à l'inflation dans un modèle de déséquilibre et qui présentait M. Pierre Picard. La réinterprétation de l'analyse keynésienne par MM. Clower et Leijonhufvud est le fondement. Cette théorie s'inscrirait à une situation où les prix ne s'adaptent pas suffisamment vite pour équilibrer l'offre et la demande sur les différents marchés. Ils sont alors considérés comme fixés dans le court terme et l'équilibre temporaire se réalise par le rationnement de certains agents. La compréhension des mécanismes de déséquilibre s'opère alors par trois étapes essentielles : l'évolution du salaire réel, de la masse monétaire et des capacités de production.

L'indexation de l'épargne, comme facteur de régulation du déséquilibre a, elle, été proposée par M. Philippe Jeannin. Si nul ne nie ses effets pervers potentiels, la construction d'un modèle simple incorporant certaines caractéristiques, permettrait d'utiliser l'indexation comme un moyen de lutte anti-inflationniste et comme une arme de la politique de redistribution des revenus.

Une autre région de déséquilibre avait été définie en 1977 par M. Malinvaud, président de la commission du colloque sur ces questions : celle consécutive à l'introduction des stocks, dite de sous-consommation.

D'autres thèmes, aussi variés que nombreux ont été abordés. A défaut d'un exposé synthétique, certains points peuvent être retenus.

Les raisons des fluctuations de l'investissement étaient la préoccupation de M. Pierre-Alain Muet, pour qui l'effet d'accélération de la demande, l'influence du coût relatif capital-travail, des décaissements des factures déterminants de la décision d'investir, l'influence des profits ne venant qu'au second rang.

Contribuer à bâtir l'avenir plutôt que simplement le décrire, le modèle plutôt que le subir, tel est l'objet des nouvelles méthodes de prévision et d'aide à la décision, travaux de M. Ducas au travers des analyses d'interactions probabilistes.

Après avoir établi le coût de la mort statistique par accident de la route à un million de francs et celui de l'alcoolisme, des accidents du travail et du tabagisme à plus de 250 millions de francs, lors de l'édition de son ouvrage : le Prix de la vie humaine en 1979, M. Michel Le Net s'est intéressé à la participation du citoyen à la prise de décision, notamment par évaluation du prix qu'il serait prêt à payer pour un effort donné.

Enfin, un rapport de MM. Guy Gilbert et Michel Moutillart sur l'incidence de la taxe professionnelle établit un modèle explorant la modification de la

position financière des contribuables locaux vis-à-vis des citoyens résidant hors de la commune, lors de transferts de taxe professionnelle de commune à commune en raison d'opérations de production et d'échange.

Les participants au colloque se sont interrogés en outre, au cours d'une table ronde, sur l'orientation à donner aux recherches économiques dans les années à venir. Quelle serait en effet l'utilité de toutes ces études si elles n'avaient pas pour but d'éclairer les décideurs ?

Mieux prendre en compte la dimension internationale des phénomènes, étudier plus attentivement certains domaines délaissés comme le secteur non-marchand de l'économie ou l'économie publique, adapter l'offre du chercheur — parfois théorique — à la demande des décideurs pressés et avides de concret, telles sont quelques-unes des propositions qui semblaient faire l'unanimité.

Telles sont aussi les préoccupations de l'administration qui vient, après plusieurs mois de délai, de débiter des crédits — ainsi que l'a annoncé M. Marc Albouy, chef du service des études et de la recherche au Commissariat général au Plan — pour développer dans les années à venir, sous l'égide du Plan et de la D.G.R.S.T. (Délegation générale à la recherche scientifique et technique), sept thèmes de recherche : les contraintes internationales ; les politiques sociales, les microdécisions et les politiques économiques, le développement spatial, le cadre de vie et la mobilité, l'analyse des systèmes socio-complexes, l'analyse quantitative de l'économie française et enfin la création d'un institut scientifique de conjonction.

De quel occupent de nombreux chercheurs pendant plusieurs années. Mais l'Etat n'est-il pas privilégié parmi les décideurs ? V. L.

Le tableau de bord de l'économie française

EMPLOI :	FRANCE	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION	
				En un mois	En douze mois
Demandes d'emploi :					
Données observées		Mai 1980	1 237 400	- 2,8 %	+ 6,2 %
Données corrigées		Mai 1980	1 472 500	+ 5,2 %	+ 6,2 %
Chômeurs seconds :					
Données observées		Avril 1980	931 686	- 1,3 %	(- 12,6 %) (1)
Offres d'emploi :					
Données observées		Mai 1980	120 800	+ 0,8 %	+ 18,8 %
Données corrigées		Mai 1980	94 600	- 5,6 %	+ 10,8 %
Licenciements économiques		Mai 1980	26 109	- 10 %	+ 20,8 %
Effectifs en chômage partiel		Mars 1980	97 100	- 11,1 %	+ 24,5 %
Demandes d'emploi		Avril 1980	6 195 600	- 1,9 %	+ 5,2 %
DUREE DU TRAVAIL :					
Rebénédictaire ouvriers		1 ^{er} avril 1980	41,1	+ 0,2 %	- 0,25 %
Rebénédictaire employés		1 ^{er} avril 1980	40,4	- 0,25 %	- 0,50 %
EFFECTIFS OCCUPES :					
Indices 100 en décembre 1978		31 mars 1980	95,8	- 0,3 %	- 0,8 %
SALAIRES :					
SMIC		Mai 1980	12,56	-	+ 17,8 %
Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)		Avril 1980	149,1	+ 3,9 %	+ 14,9 %
Gala mensuel ouvrier avant impôt		Octobre 1979	3 480	+ 4,4 %	+ 11,6 %
Gala mensuel cadre avant impôt		Octobre 1979	9 370	+ 5,6 %	+ 11,4 %
ASSURANCE MALADIE (salariés) :					
Dépenses annuelles depuis janvier		Avril 1980	37 625 millions de F	+ 1 %	+ 14,4 %
PRIX		Avril 1980	244,9	+ 1,2 %	+ 13,9 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE		Avril 1980	141 (136)	- 4,1 % (-)	+ 61 % (+ 3,8 %)
COMMERCE EXTERIEUR :					
Importations		Mai 1980	48 123 millions de F (45 553)	- 8,8 % (+ 2,8 %)	+ 20,4 % (+ 25 %)
Exportations		Mai 1980	38 374 millions de F (38 328)	- 13,3 % (- 8,4 %)	+ 3,8 % (+ 9,1 %)
Taux de couverture				52,2 % (64,1 %)	93,7 %
MASSA MONETAIRE :					
Données corrigées (en milliards de francs)		Mars	1 250	+ 1,8 %	+ 13 %
TAUX D'INTERET (taux moyen)		Juin (du 2 au 19 de ce mois)	12,5536	Taux de mai 1980 12,6480	Taux de mai 1979 7,8016

(1) Cette importante baisse du nombre des chômeurs seconds (738 761 demandeurs d'emploi percevant une aide ; 114 412 gratuites de ressources ; 1 012 P.N.S. ; 15 483 bénéficiaires d'indemnités de formation) — alors que les demandeurs d'emploi ne cessent d'augmenter — est essentiellement due à la mise en place du nouveau système d'indemnisation du chômage fusionnant l'aide publique et les allocations ASSÉDIO.

Les rates de la politique

Les P.M.I.

Le P.M.I. (Petite et Moyenne Industrie) est un secteur clé de l'économie française. Ses performances sont suivies de près par les pouvoirs publics et les investisseurs. Les données ci-dessous illustrent l'état de ce secteur à la fin de l'année 1979.

Chiffres clés :

- Production industrielle : 141 (indice 100 en 1970)
- Exportations : 38 374 millions de francs
- Importations : 48 123 millions de francs
- Taux de couverture : 52,2 %

Le P.M.I. continue de jouer un rôle essentiel dans la croissance économique, malgré les défis posés par la concurrence internationale et les fluctuations du marché intérieur.

Comment les ménages déjouent l'encadrement de la matière de logement

Les ménages français ont su trouver des solutions pour contourner les restrictions imposées par l'encadrement du logement. Ces stratégies sont variées et reflètent la diversité des besoins et des ressources.

Principales stratégies :

- Location de logements dans des zones moins réglementées.
- Construction de logements informels ou « sous-logements ».
- Utilisation de logements temporaires ou mobiles.

Ces pratiques soulèvent des questions importantes concernant l'équité, la sécurité et la qualité du logement. Les autorités doivent donc trouver des moyens efficaces pour réguler ce marché sans nuire aux besoins des citoyens.

Effet de revenu et effet de substitution

Les effets de revenu et de substitution sont des concepts clés en économie du travail. Ils aident à comprendre les décisions des individus face aux changements de salaires et de politiques fiscales.

Effet de revenu : Il se réfère à la tendance à travailler plus longtemps ou plus dur lorsque le salaire augmente, car les individus cherchent à augmenter leurs revenus.

Effet de substitution : Il se réfère à la tendance à travailler moins longtemps ou plus facilement lorsque le salaire augmente, car le coût d'opportunité du loisir diminue.

La compréhension de ces deux effets est essentielle pour élaborer des politiques économiques et fiscales efficaces qui encouragent le travail tout en protégeant le bien-être des citoyens.

soleil ?
vos yeux méritent
LEROY
OPTICIEN

104, Champs-Élysées
75, bd du Palais
156, rue de Lyon
147, rue de Roubaix

CESA
«CONTROLEURS DE GESTION»

3 semaines
12 au 23 Janvier 1981
9 au 13 Mars 1981

• BÂTIR UN PLAN D'ACTION «CONTROLE DE GESTION»
• FAIRE EVOLUER LE SYSTEME DE CONTROLE DE VOS ENTREPRISES

AVEC L'AIDE DES EXPERTS DU CESA ET DES PRATICIENS D'ENTREPRISE.

Programme :

- Mise en place de comptabilité analytique, Tableaux de bord, Reporting, Consolidation.
- Planification opérationnelle, Audit Budgétaire, Contrôle de Gestion, Organisation et Comptabilité.
- Informatique et Contrôle de Gestion.
- Interventions Courantes du Contrôleur de Gestion.

Le séminaire de réflexion s'adresse aux Contrôleurs et Futurs Contrôleurs de Gestion.

Je désire recevoir la brochure du programme «CONTROLEURS DE GESTION» organisé par le CFC du CESA

Nom Fonction
Société Tél.
Adresse de la Société

Bulletin à retourner à Madame CLEMOT
«CONTROLEURS DE GESTION»
1, rue de la Libération
(HEC - ISA - CFC) 78350 JOUY-EN-JOSAS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Préparez-vous à prendre des responsabilités, demain
Management avancé / 3^e cycle

8 mois de formation de haut niveau + 7 mois de missions opérationnelles en entreprises

Management avancé : intégrer l'économie et le social.

Aujourd'hui les seules connaissances techniques ne suffisent plus à la réussite professionnelle. Le cadre dirigeant doit être, à la fois technicien et animateur, gestionnaire et négociateur.

Ce programme se distingue donc des formations traditionnelles à la gestion. Car il est à la fois :

- une préparation à la prise de décisions, à la maîtrise du changement et à la conduite de projets opérationnels.
- un entraînement aux pratiques de la gestion sociale en tant que système de motivation, de dialogue et de concertation.
- un approfondissement des techniques de base de gestion et une spécialisation professionnelle.

Un programme intensif d'insertion professionnelle

Concentré dans le temps, il est organisé en liaison étroite avec les entreprises et les milieux professionnels. Il associe formation (8 mois) et missions dans l'entreprise (7 mois). Il bénéficie de l'apport de praticiens et d'experts de haut niveau qui assurent à chaque participant un suivi personnalisé et un réseau de relations professionnelles.

ADMISSION DE LA PROMOTION 80-81

Elle est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...) et à des jeunes cadres. Retrait immédiat des dossiers de candidatures en vue des entretiens de sélection.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3^e cycle de management avancé
établissement privé d'enseignement supérieur
25, rue François-1^{er}, 75008 Paris

Les ratés de la politique de restriction du crédit

Les P.M.I. s'endettent davantage

PLUS ouverts sur l'extérieur, désireux d'accroître leurs investissements en recourant plus souvent au crédit qu'à l'autofinancement, mais toujours vis-à-vis de l'embauche et, dans leur grande majorité, peu soucieux de réduire leurs dépenses, les entreprises industrielles et commerciales ont, au cours de l'année 1979, augmenté de 10 % leur endettement global, passant de 10,5 à 11,5 % du chiffre d'affaires.

Renouvelant l'expérience lancée pour la première fois (le Monde du 5 décembre 1979) l'an passé, le Crédit hôtelier a essayé de faire une étude qualitative de la population des petites et moyennes entreprises. Population peu homogène au demeurant. Selon la taille des entreprises ou le secteur auquel elles appartiennent, les écarts de comportement et de résultats sont énormes. Ainsi les entreprises de deux cents à cinq cents salariés, bien que peu nombreuses (6 % du total), apparaissent-elles comme un groupe distinct,

véritable « fer de lance » des P.M.I., nettement plus dynamiques que la moyenne en matière de chiffre d'affaires (27 % du total), d'emploi — main-d'œuvre plus qualifiée et plus jeune — d'exportation (32 % d'entre elles exportent contre 31 % en moyenne) et d'investissement (cinq fois plus que la moyenne du secteur). De même, cinq secteurs (mécanique lourde, mécanique de précision, chimie, matériel de transport et construction électrique) se distinguent, étant en moyenne plus performants et plus dynamiques — surtout à l'exportation — que les autres.

Dans la forêt de ces quelques « leaders », l'ensemble des P.M.I. semblent désormais décidées à suivre les exhortations gouvernementales qui les incitent à prendre l'air du large. En 1979, la moitié des P.M.I. exportent (essentiellement dans les pays de la C.E.E.). Mais que très peu d'entre elles effectuent des frais de prospection de marché (14 %) ou possèdent une filiale commerciale (5 %) ou une unité de fabrication (4 %) à l'étranger. Mais, sur l'échantillon interrogé,

50 % prévoient en 1980 une augmentation du montant de leurs exportations, 41 % envisageant d'être présentes dans de nouveaux pays. Au total, 61 % des entreprises estiment qu'en 1980 la part de leur chiffre d'affaires réalisée à l'exportation augmentera.

L'optimisme prévaut également pour les perspectives d'investissement, pris dans l'enquête, au « sens large ». C'est-à-dire « les fonds affectés par les chefs d'entreprise ». Cette notion d'investissement inclut, outre les investissements au strict sens comptable, les « quasi-investissements » : étude de marché, création de réseaux commerciaux, achat de brevets, rachat d'entreprise, etc. — en clair, tous les frais généraux qui contribuent à la valorisation du potentiel technologique et commercial. Bien qu'en 1979 les investissements (au sens large) aient augmenté que de 3,8 %, en volume (+ 2,7 % seulement) pour les investissements au sens strictement comptable, près de 9 % des entreprises n'ayant pas investi du tout, 46 % des entreprises prévoient en 1980 d'accroître leurs dépenses totales d'investissement, alors qu'un an auparavant un tiers seulement d'entre elles envisageait.

Surtout, un changement très net apparaît dans les modes de financement privilégiés de ces entreprises. En 1979, près de la moitié (48 %) des P.M.I. ont financé leurs dépenses d'investissement exclusivement par autofinancement, et 40 % seulement ont eu recours au crédit traditionnel. A l'inverse, pour l'année 1980, moins d'un tiers (32 %) des chefs d'entreprise ont prévu d'augmenter leur autofinancement, 48 % d'entre eux prévoyant d'avoir recours au crédit (surtout à moyen et long terme). En conséquence, 73 % des P.M.I. estiment que leur endettement à moyen et long terme ne diminuera pas en 1980, alors qu'en 1979, 35 % seulement des entreprises avaient prévu d'augmenter leur endettement à moyen et long terme.

Le désir de s'endetter est donc net, et lié, selon les auteurs de l'étude, à une anticipation inflationniste plutôt qu'à un manque de fonds propres (cité par seulement 30 % des intéressés comme un frein à l'investissement), ou au taux élevé du crédit (cité par 18 % seulement des P.M.I.).

Le travail temporaire

En matière d'emploi, les chefs de petites et moyennes entreprises sont beaucoup plus prudents. Certes, en 1979, les P.M.I. ont embauché 263 000 salariés, mais cette « embauche brute » (1), surtout importante chez les petites P.M.I., dont le personnel est le plus âgé, a coïncidé pour l'essentiel avec la nécessité de remplacer le personnel partant. En revanche, les P.M.I. montrent un intérêt de plus en plus marqué pour le personnel intérimaire : le nombre des entreprises qui ont eu recours à ce mode de recrutement a augmenté de 26 % au total en 1979 à 35 % en 1978. Les P.M.I., les plus importantes surtout, ont pris le chemin des agences d'intérim : 58 % des

entreprises de plus de 200 salariés et 49 % des firmes de 50 à 199 salariés les ont utilisées, contre 27 % seulement des plus petites (10 à 49 salariés). Le recours à l'intérim est régulier (35 % des intéressés ont en permanence au moins un intérimaire dans l'entreprise) et concerne surtout le personnel ouvrier (à 78 %). Parmi les motifs les plus souvent invoqués par les chefs d'entreprise arrivant en tête des « raisons de travail » et les « vacances », « compte de maladie », « maternité », « absence », etc.

Enfin, signe d'une nouvelle sagesse ? — le souci de réduire l'impact de plus en plus sur le désir de croissance. A une majorité écrasante (79 % contre 77 % un an plus tôt), les patrons interrogés estiment qu'ils « doivent avant tout s'attacher à ne pas dépasser un certain seuil de taille, afin de ne pas perdre leur originalité en tant que P.M.I. », alors que 17 % d'entre eux seulement (21 % un an auparavant) pensent qu'ils « doivent avant tout se donner les moyens et les structures pour devenir une grande entreprise ».

Ce souci est encore confirmé par une autre question : « Dans le cas d'un fort développement, 11 % seulement des intéressés (14 % un an plus tôt) préféraient « croître et devenir une grande entreprise », 50 % choisissent de « conserver leur taille » (en constituant une ou plusieurs filiales), et 28 % envisagent de constituer un groupement avec d'autres P.M.I. La peur de grandir est particulièrement aiguë chez les plus petites (8 % seulement d'entre elles souhaitent croître) et dans le secteur de la fonderie — travail des métaux (6 %), la chimie (10 %), la mécanique lourde (10 %) et le bois-ameublement (10 %).

VERONIQUE MAURIS.

La R.D.A. menacée par le démon de la consommation

(Suite de la page 23.)

Comment remédier à cette situation, au moment où la population est atteinte de 2 000 000 ? Il est considéré comme sacrifié, en particulier, le secteur de la production, auquel s'ajoutent des primes de rendement (de 3,50 à 6,50 marks l'heure pour un O.S. et jusqu'à un maximum de 150 marks par mois pour un ingénieur). Du fait de ces primes accordées sur des critères de qualité aussi bien que de quantité, l'essentiel des salaires varie de 1 à 12.

Le délégué pour la R.D.A. dans le comité central du parti a prévu cette année un taux d'accroissement de la production de 10 à 15 %, avec des effectifs identiques, ou même avec un peu moins. Le directeur de l'usine est responsable du plan de travail et du rendement. Tous les trois mois, il rend compte devant les délégués du personnel du plan, adopté en accord avec les syndicats. La discussion porte uniquement sur les meilleurs moyens d'accomplir les normes.

Interrogé sur la qualité de la vie et l'aménagement du temps de travail, le directeur répond que les femmes, qui constituent 25 % des effectifs et qui, souvent, travaillent à mi-temps, peuvent quitter l'usine trois quarts d'heure plus tôt si elles ont au moins un enfant. Puis il montre un tableau des activités socio-culturelles : club d'art dramatique ; section de chant ; lectures quinzotières ; Tennis, Leningrad, votre Athènes, sur un navire des syndicats ; visite de musées... sans compter tout un système d'équipements sociaux : crèches, cliniques, cantines (où le repas coûte 70 pfennigs en moyenne).

Même esprit dans une autre usine de Dresde, le combinat Robotron, où l'on fabrique l'ordinateur RC 1005 de traitement à distance des données. Le directeur, un technicien du monde entier, a l'entrée des ateliers, sous la bannière « Sozialistischer Wettbewerb » (compétition socialiste), un tableau d'honneur livre aux méditations du personnel les noms des trois camarades qui ont dépassé les normes de production au cours de la semaine écoulée. Au bas du tableau, cette inscription : « Für Wachstum, Wohlstand und Stabilität » (pour la croissance, le bien-être et la stabilité). Les décorations socialistes, entrainant l'octroi d'une somme d'argent, qu'il s'ajoute à la paquette habituelle des primes ou « stimulants ».

VERONIQUE MAURIS.

Comment les ménages déjouent l'encadrement du crédit en matière de logement

par JEAN-FRANÇOIS GOUX (*)

LE renforcement de la procédure d'encadrement du crédit s'accompagne d'un renforcement de celui-ci, dont le but n'est pas, comme on le croit parfois, de limiter la croissance de la masse monétaire et, dans une perspective monétariste traditionnelle, réduire les tensions inflationnistes. Mais, dans la pratique, les choses se passent différemment.

Le logement étant un gros consommateur de crédits, ce sont les prêts en ce domaine qui ont principalement fait l'objet de mesures récentes. Il ne s'agit d'ailleurs que de l'aboutissement d'un processus enclenché depuis longtemps et visant à la diminution de ce type d'investissement de la part des ménages. On le considère généralement comme inflationniste et, d'autre part, il détourne les Français des placements financiers. Il faut donc stopper ce comportement à la fois qualifié de spéculatif, comment d'ailleurs expliquer autrement une demande qui reste soutenue alors que les besoins en logement sont satisfaits quantitativement ?

Effet de revenu et effet de substitution

L'influence du montant des crédits sur les achats de logements est a priori assez simple à établir. Constituant la source de financement principale, toute variation exerce ce que l'on peut appeler un effet de revenu vis-à-vis des acquéreurs potentiels. Ceux-ci n'ayant plus à leur disposition les ressources nécessaires n'auraient pas d'autre solution que de renoncer à leur achat. La réalité est plus complexe. Les ménages ne financent pas leur acquisition avec 100 % de crédit, beaucoup dépendent d'un apport personnel qui dépasse souvent le seul minimal de 30 % demandé par la plupart des organismes financiers. Ces taux d'apport personnel ou taux d'autofinancement s'élevaient à 38 % en ce qui concerne les logements neufs et 45 % pour les logements anciens en 1978. La même année, dans le cas des biens d'occasion, le taux atteignait 72 %. Ces chiffres se situent parmi les plus bas des vingt dernières années. Cette tendance a subi un coup d'arrêt en 1979, et, bien que des chiffres précis ne puissent encore être avancés, il est certain que ces taux ont dû augmenter surtout au dernier trimestre. Le phénomène s'est certainement encore accentué en ce début d'année. Il suffit d'interroger les banquiers pour s'en convaincre.

Cela s'explique par deux raisons. D'une part la hausse des prix a découragé certains acheteurs, les plus pauvres, ceux qui s'autofinancient au minimum. Mais d'autre part il est produit ce qu'il convient d'appeler un effet de substitution. Les ménages ont augmenté leur apport personnel afin de compenser la

diminution des crédits. Dans ce but, ils ont liquidé une partie de leur patrimoine financier et également une partie de celui de leur famille, les prêts intermédiaires se substituant à ceux des organismes financiers. Les conditions de crédit jouent donc à la fois sur la valeur des achats (effet de revenu) mais également sur le mode de financement en modifiant l'apport personnel (effet de substitution). C'est-à-dire le taux d'autofinancement. Cela signifie que l'investissement (rapport des acquisitions relatives) des ménages en logement par rapport au montant des crédits est inférieur à l'unité. Notre étude précédente (mais aussi diverses études du CREP) montre également la quasi-absence d'influence du taux d'intérêt des prêts au logement sur la F.C.R.F. (Formation brute du capital fixe) des ménages ; seule le partage entre les sources de financement est affecté.

L'épargne des ménages

Comment ne pas faire le rapprochement entre le durcissement des conditions de crédit et le ralentissement de l'épargne des ménages qui se traduit par une très forte diminution des excédents des dépôts sur les retraits dans les caisses d'épargne quand on sait que c'est précisément cette forme d'épargne qui constitue le support financier principal de l'apport personnel dans l'immobilier.

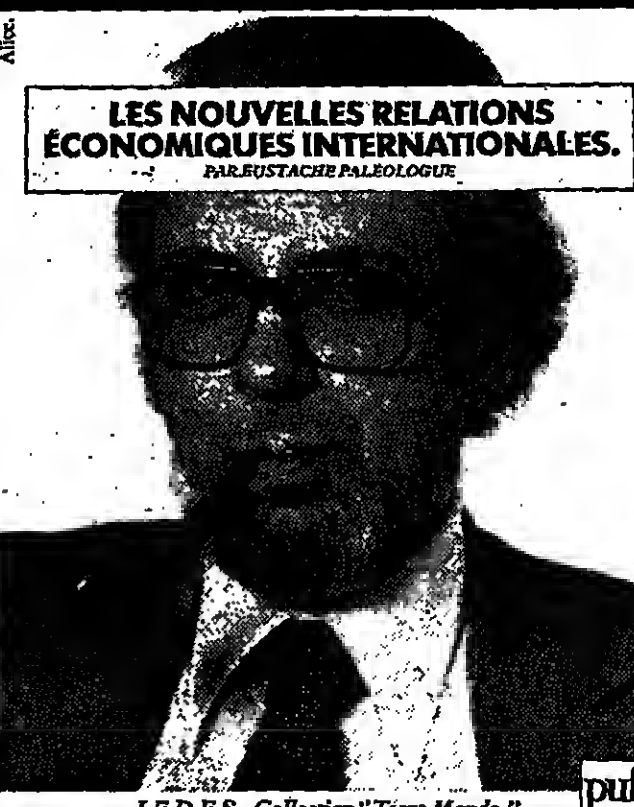
Contrairement à l'option couramment répandue, les ménages ne se sont pas montrés « inflationnistes », en constatant la dégradation du taux réel de rémunération de leur épargne et en la consommant. La hausse récente des taux d'intérêt créditeurs servit par les caisses d'épargne fondées sur un tel diagnostic de leur épargne à être sans grand effet. Les ménages ont liquidé leurs comptes pour financer leurs investissements dans l'immobilier, ce qui explique la bonne tenue de la demande.

Si l'on croit pouvoir faire diminuer ce type d'investissement financier en restreignant le crédit, on se trompe. On risque, au contraire, d'aboutir au résultat inverse, à savoir une liquidation des placements financiers antérieurs afin de financer cet achat auquel on ne veut pas renoncer, pour de multiples raisons (des motifs en la matière étant loin d'être exclusivement financiers).

Les objectifs de croissance inévitables sont eux-mêmes contrariés par cette tendance à la désinvestissement. Seules les entreprises subissent totalement les effets de l'encadrement du crédit et à un double titre : non seulement elles ont des difficultés pour obtenir des crédits, mais en outre elles ne réussissent plus à motiver l'épargne des ménages que ces dernières utilisent comme apport personnel. On est loin des résultats escomptés.

(*) Maître-assistant d'économie à l'université de Saint-Etienne.

LES NOUVELLES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES.
PAR EUSTACHE PALEOLOGUE



I.E.D.S. - Collection "Tiers-Monde."

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

UN CONCOURS
réservé aux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÂGÉS DE 21 À 26 ANS
(les candidats masculins
devront être libérés de leurs obligations militaires)
aura lieu le 29 Septembre 1980
pour le recrutement d'
INSPECTEURS
DE LA
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Renseignements et inscriptions :
écrire avec curriculum vitae détaillé
sous référence Concours de l'Inspection au
SERVICE DU RECRUTEMENT
7, rue Caumartin - 75009 PARIS
ou téléphoner : 255.55.55 (poste 317)
Date de clôture des inscriptions : 14 Septembre 1980

Le règne du « système D »

A cette obsession de la production correspond une fureur de consommation, souvent frivole. On mange notamment parfois de ces petites choses superflues qui sont... si nécessaires. Aussi partout règne le « système D », que l'on appelle « Oxygéniste ». Il s'agit de se débrouiller, d'échanger un rétroviseur contre une robe, une caisse de pommes contre un stylo, de prendre la file au bon moment quand il y a du yoghourt, de soudoyer un fonctionnaire qui se rend souvent à Berlin-Ouest pour qu'il apparte des cigares ou le monnaie aidant... du whisky écossais ou du champagne français. Dans les magasins réservés aux seuls touristes étrangers, on voit des grandes dames venues de l'Ouest échanger gallamment leurs devises contre des blue-jeans, des bottes-bottes et des rockers dernier cri, sans nul doute destinés à leurs petits-enfants de l'Est.

Parfois, dans le hall de la gare de Leipzig, des adolescents s'agglomèrent, assis sur le sol autour d'un transistor, buvant leur limonade au goût d'une bouteille en plastique et se passant, avec des mines de conspirateurs, quelques « joints », des bandes dessinées venues de l'Ouest ou encore la revue « naturale » (laquelle (1 mark) où des beautés blondes montrent leurs rondeurs plantureuses. Pauvre imitation de l'Occident dans ce qui a de plus banal on peut-être révolte contre la répétition moralisante des « grands principes », dans ce pays où au travail et qui n'admet ni les châtiments ni les récompenses.

Mise au pied du mur face à la crise, la R.D.A. va-t-elle connaître une période d'instabilité ? Le temps est loin des émeutes ouvrières de 1953. Apparemment, les mécanismes de contrôle, les verrous de sécurité du régime, continuent de fonctionner. Ils sont mis en place, désormais, non par les anciens fonctionnaires répressifs, mais par des technocrates et des psychologues glacés, soucieux de ne pas faire de vagues à un milieu d'une majorité silencieuse qui rêve, elle aussi, malgré le prix de l'essence, de fins de semaine à la campagne.

JEAN BENOIT.

L'inflation aurait-elle favorisé la presse ?

(Suite de la page 23.)

On notera tout d'abord que, entre 1972 et 1980, l'évolution mondiale du prix du papier a été supérieure de 22 % à l'évolution générale des prix, ce qui apparaît à la lecture du tableau suivant :

Prix du papier en monnaie constante :	
1972	100
1973	97
1974	115
1975	141
1976	122
1977	122
1978	126
1979	122

Après la pointe de 1975, on observe une certaine stabilisation autour de + 22 %. Si l'on considère comme une donnée quasi universelle le fait que le papier entre pour un quart dans le prix de revient du journal — et à supposer tous les autres éléments comme stables, — l'indice du quotidien en monnaie constante (colonne 5) devrait s'établir aux environs de 106. 300 + 122 = 105,5.

Journaux populaires et journaux de qualité

Pour les neuf pays dans lesquels une distinction peut être valablement établie, l'étude permet de tirer la conclusion suivante :

En règle générale, les quotidiens s'adressant aux catégories supérieures (indice 125) ont moins augmenté leur prix que les quotidiens populaires (indice 139,6).

Cette constatation ne doit pas surprendre. En effet, si la clientèle des journaux destinés au grand public est dotée d'un plus faible pouvoir d'achat, la part des recettes de publicité dans le compte d'exploitation y est généralement moins importante. A l'évidence, tel journal économique, qui ne tire de sa diffusion que 30 % de ses

Mais les poussées inflationnistes qui s'exercent sur la presse ne s'expliquent pas seulement par la forte augmentation du prix du papier. Elles sont étroitement liées au fait que les journaux sont une industrie de main-d'œuvre, à la fois lorsqu'il s'agit de leur exploitation propre (les salaires et les charges y représentent environ 50 % des dépenses) et lorsqu'un tient compte de toutes les opérations qui, en aval, sont liées à la distribution.

On calcule que le prix des quotidiens s'est établi, en moyenne à l'indice 124,8. Il est cependant possible de considérer comme probablement significative la proposition suivante : *Constant que, dans les dix pays d'inflation plus modérée, l'indice se situe à 123,2, et dans les dix pays d'inflation plus forte à 147, plus les quotidiens ont augmenté leur prix au-delà de la moyenne générale du prix des autres produits.*

isolément. Si l'on établit cependant une moyenne dans les deux catégories étudiées, on constate que les quotidiens populaires se vendaient en janvier 1980 à 126,5 centimes français et les quotidiens dits de qualité à 170,4. Il y a donc un écart significatif de + 34,7 % entre les prix pratiqués dans chacune des deux catégories, écart qui est, en France, inférieur à la moyenne.

L'inflation n'est pas sans conséquences sur la situation économique des quotidiens. Dans de nombreux pays, on enregistre une baisse globale de la diffusion dont on ne sait s'il faut l'attribuer exclusivement à la concurrence des autres moyens de communication ou s'il faut faire entrer, pour une part, l'augmentation du prix du papier.

L'augmentation importante du prix du papier a modifié la structure des comptes d'exploitation.

Voici, par exemple, la décomposition, calculée en pourcentage, du prix de revient d'un numéro du Monde, entre 1972 et 1979.

	1972	1979
Rédaction	24,4 %	22,6 %
Fabrication	33,5 %	33,9 %
Payeur	21,7 %	24,1 %
Administration et frais généraux	21,4 %	20,4 %

La part du papier s'est donc accrue de 2,4 points et les trois autres composantes ont baissé.

Autre conséquence : dans la mesure où les journaux ont augmenté plus fortement leur prix de vente que leur tarif de publicité, la part de la publicité a, en général, baissé. Au Monde, elle représentait en 1972, 65,5 % des recettes nettes. En 1979, elle ne constitue plus que 60,8 % et la part de la diffusion s'est en contrepartie accrue de 5 points.

L'évolution du marché

Un des effets de l'inflation est d'avoir introduit dans les prix ce que l'on appellera, par euphémisme, un certain désordre. Les fédérations nationales d'éditeurs contrôlent moins l'évolution des prix : des journaux on des groupes de journaux empruntent des recettes divergentes. Cette élasticité plus grande du marché est due essentiellement au fait que l'inflation a bousculé quelques tabous. Qui, en 1972, aurait pu, en France, par exemple, imaginer que les quotidiens qui se vendaient alors à 70 ou 80 centimes puissent franchir, sans graves dommages, la barre de 1 F ? Or, la nécessité fait loi, et ces craintes ont été de peu de poids devant celles beaucoup plus réelles qui conduisaient à réduire l'insaturation d'un déficit durable.

Dans de nombreux pays, et en tout cas en France, certains quotidiens nouveaux, à petits ou moyens tirages, ont pu, avec peu de risques, pratiquer un prix de vente supérieur et se rendre ainsi moins tributaires du marché de la publicité. Les dix dernières années ont été, en règle générale, plus favorables aux petits et moyens journaux : c'est une conséquence indirecte et imprévue de l'inflation.

Le journal quotidien est devenu, au cours de cette dernière décennie, tout en restant un produit de grande consommation, un produit plus cher. C'est là une évolution inévitable, mais dont les retombées sont redoutables, car, une fois acquis les équipements de base, les ondes et l'électronique sont gratuites.

C'est la presse quotidienne mise à la disposition d'un peu moins d'un milliard d'êtres humains qui a été ici économiquement déséquilibrée. Dans des systèmes dirigés où la notion de juste prix n'existe que très partiellement, les journaux ont-ils mieux résisté à l'inflation ? Il faudrait, pour répondre à cette question, pouvoir disposer des éléments nécessaires à une étude de la presse mondiale dans sa totalité.

JACQUES SAUVAGEOT.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

DAFSA - ANALYSE a publié l'étude suivante :

L'INDUSTRIE DU MEUBLE EN EUROPE

Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 8 milliards de dollars (soit à peu près la taille de l'industrie aux Etats-Unis), l'Allemagne fédérale se situe largement en tête de la production européenne (environ 25 milliards de dollars) de meubles en bois.

Cette branche a, au cours des années 1974-1979, enregistré une progression non négligeable ou maintenu au moins son volume d'activité dans la plupart des pays européens (à l'exception de la Suède et de la Norvège), et cela grâce à la progression des exportations (Dachstein, Italie surtout) ou du marché intérieur (France, Belgique, R.F.A., Espagne).

Le meuble est, de tous les biens d'équipement domestique, celui pour lequel les distorsions les plus fortes apparaissent entre les pays aux habitudes de consommation par ailleurs assez voisines ; ainsi, la consommation apparente « per capita » est-elle : — en R.F.A., trois fois celle de la France ; — en Belgique, trois fois celle du Royaume-Uni.

En dehors des habitudes de renouvellement et du niveau de vie qui peuvent expliquer les différences d'un pays à l'autre, d'autres facteurs, de nature conjoncturelle, conditionnent pour un même pays l'évolution de la demande sur courte période : ce sont notamment les conditions de crédit qui peuvent être à l'origine des variations assez sensibles de la demande d'une année sur l'autre.

La progression des échanges extérieurs a été constatée pour la plupart des pays européens et la concentration des courants d'échange s'est renforcée : ainsi la R.F.A. (qui exporte 9 % de sa production contre 12 % en 1975) et l'Italie (près de 50 % contre moins de 20 % en 1975) représentent 50 % des exportations de meubles en bois en Europe, tandis qu'un niveau des importations, trois fois — la R.F.A., la France et les Pays-Bas — réalisent les trois quarts des importations européennes.

L'expérience dans tous les pays (sauf encore en Italie et en Espagne) d'une distribution puissante caractérisée par :

- un circuit court et important,
- la progression des grandes surfaces surtout spécialisées,

contribue à la faible évolution des structures productives où les entreprises de 10 à 50 salariés représentent, selon les pays et les sous-secteurs, 50 à 60 % des entreprises et 12 à 30 % du chiffre d'affaires.

Bien que l'industrie du meuble soit caractérisée par une valeur ajoutée assez forte (40 % en France, au Royaume-Uni et en R.F.A.), composée en grande partie de frais de personnel (main-d'œuvre ouvrière assez peu qualifiée par rapport à l'ensemble de l'industrie) et que le taux d'investissement soit plutôt faible (3 à 5 % du chiffre d'affaires), on n'a pas constaté au cours des dernières années de phénomène de délocalisation de la production hors d'Europe.

Quarante entreprises figurant parmi les principales sociétés européennes ont été analysées. L'analyse de leurs comptes met en relief les caractéristiques d'exploitation précédemment indiquées et la structure particulière des bilans marquée par les relations avec la distribution : l'importance du crédit client dans les V.E.D. et des dettes à court terme où ne figurent pas d'avances client. On note la forte croissance de l'activité (productions allemandes) et le bon niveau des résultats (productions françaises) dans le sous-secteur du meuble de cuisine.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA-ANALYSE, 7, rue Bayard, 75003 PARIS. Siège social : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX'

Avis financiers des sociétés

AGENTS DE CHANGE : DES REVOLUTIONNAIRES QUI PEUVENT VOUS FAIRE LA VIE DE CHATEAU.

La vie de château ce n'est pas entretenir une cour princière. Ni bâtir des châteaux en Espagne. C'est tout simplement vivre confortablement de son patrimoine. En toute sérénité. Ne plus être écartelé entre la sécurité et les intérêts faibles, les chances de gain et les risques de perte. Bien gagner. Sans risquer de tout perdre. Une aspiration élémentaire ! Et pourtant, pour la satisfaire il fallait une Révolution. C'est fait. Grâce aux Agents de Change. Ils sont 100 en France. 100 officiers ministériels avec une âme de révolutionnaire, décidés à faire la guerre aux placements qui ronronnent et à l'argent qui végète. Une preuve : les Fonds Communs de Placement, plus qu'une nouvelle manière d'investir, une Révolution. 100 professionnels dont l'expérience, la compétence et l'efficacité étaient jusqu'alors réservées aux plus gros investisseurs en valeurs mobilières. Vous êtes prêt pour les placements que vous méritez ? Dès aujourd'hui rencontrez un Agent de Change.

AVEC LES AGENTS DE CHANGE REVOLUTIONNEZ VOS PLACEMENTS.

Pour rencontrer un Agent de Change ou en savoir plus sur les Fonds Communs de Placement, venez 4, place de la Bourse, Paris 2^e, Bureau d'Accueil de la Compagnie des Agents de Change, du lundi au vendredi de 10 h à 19 h. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris : 297 55 55 - Bordeaux : (56) 44 70 91 - Lille : (20) 55 68 20/21 - Lyon : (7) 842 54 71 - Marseille : (91) 39 70 32 - Nancy : (8) 836 56 97 - Nantes : (40) 48 41 96.

13 rue de la...
14 rue de la...
15 rue de la...
16 rue de la...
17 rue de la...
18 rue de la...
19 rue de la...
20 rue de la...
21 rue de la...
22 rue de la...
23 rue de la...
24 rue de la...
25 rue de la...
26 rue de la...
27 rue de la...
28 rue de la...
29 rue de la...
30 rue de la...
31 rue de la...
32 rue de la...
33 rue de la...
34 rue de la...
35 rue de la...
36 rue de la...
37 rue de la...
38 rue de la...
39 rue de la...
40 rue de la...
41 rue de la...
42 rue de la...
43 rue de la...
44 rue de la...
45 rue de la...
46 rue de la...
47 rue de la...
48 rue de la...
49 rue de la...
50 rue de la...
51 rue de la...
52 rue de la...
53 rue de la...
54 rue de la...
55 rue de la...
56 rue de la...
57 rue de la...
58 rue de la...
59 rue de la...
60 rue de la...
61 rue de la...
62 rue de la...
63 rue de la...
64 rue de la...
65 rue de la...
66 rue de la...
67 rue de la...
68 rue de la...
69 rue de la...
70 rue de la...
71 rue de la...
72 rue de la...
73 rue de la...
74 rue de la...
75 rue de la...
76 rue de la...
77 rue de la...
78 rue de la...
79 rue de la...
80 rue de la...
81 rue de la...
82 rue de la...
83 rue de la...
84 rue de la...
85 rue de la...
86 rue de la...
87 rue de la...
88 rue de la...
89 rue de la...
90 rue de la...
91 rue de la...
92 rue de la...
93 rue de la...
94 rue de la...
95 rue de la...
96 rue de la...
97 rue de la...
98 rue de la...
99 rue de la...

emploi régional

PHILIPP HOLZMANN & Co.
UN CHEF DE CHANTI

Chantier de travail

Conditions supplémentaires

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft

PHILIPP HOLZMANN & Co.
Aktiengesellschaft



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Télic
Groupe C.G.E.

deux responsables de laboratoire d'étude électronique

Directement rattachés au Chef de Service, ils assureront la coordination et la supervision d'importantes études électroniques.

Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'étude.

des ingénieurs de laboratoire

Ils participeront à l'étude de schémas conçus à base de circuits linéaires et logiques concernant les activités suivantes :

- interfaces de lignes téléphoniques analogiques et numériques
- transmission de la parole (spatial et temporel)
- terminaux de ligne intelligents (poste téléphonique vidéo)
- unités de commande à base de microprocesseurs et de mémoires
- réalisation des programmes de calcul nécessaires à ces études (Fortran).

Ces postes sont proposés à des candidats de formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, débutants ou possédant une première expérience professionnelle.

un ingénieur électronicien composants

En relation avec les différents départements de la Société, il sera chargé de l'étude de la fiabilité des composants et de nos systèmes à base de microprocesseurs et LSI.

Le candidat retenu sera un ingénieur diplômé ou un Docteur 3ème cycle débutant ou expérimenté.

CES POSTES SONT A POURVOIR A STRASBOURG

Envoyer C.V. et présentations, en n'omettant pas de préciser le ou les postes visés à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

THOMSON-CSE
CENTRE ÉLECTRONIQUE de BREST

recherche

1) Trois INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS confirmés

ayant plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

- Traitement du signal et/ou
- Radar (antennes, hyperfréquences, émission).

2) Des INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS débutants

Diplômés d'une grande école. Pour travaux d'études et de développement dans les domaines ci-dessus.

Les candidats sont priés d'adresser C.V., photo et prés. au Service du Personnel THOMSON CSE, route du Conquet - 29200 BREST.

Nous sommes un important groupe alimentaire. Pour notre usine proche de STRASBOURG nous recherchons

UN INGÉNIEUR MAINTENANCE

SA MISSION : S'occupe de l'organisation et du suivi de l'entretien des machines de production comprenant :

- des équipements de génie chimique
- des systèmes de convoyage
- des machines de conditionnement dans une usine moderne, hautement automatisée et à la pointe de la technologie.

SON PROFIL :
- un homme de caractère et d'action ayant le sens pratique (organisation, rendement, qualité, relations humaines)
- une formation de base mécanique, électrique ou électromécanique avec un niveau Ingénieur, BTS, DUT et une bonne expérience industrielle.

Nous offrons un poste évolutif, un cadre de travail délégué et une rémunération attractive en ligne avec la politique générale du groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et références RW2 à :

Mars ALIMENTAIRE
Service du Personnel
B.P. 36 - 67501 HAGUENAU CEDEX.

Adjoint au Chef du Service Promotion des Équipements

Il aura pour mission de participer à la préparation et au suivi des opérations d'aménagement notamment portuaires. Il s'agit d'un poste fonctionnel de gestionnaire et d'homme de terrain.

Il requiert une expérience technique et administrative d'une dizaine d'années en aménagement et un intérêt marqué pour les schémas de la Mer.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détail, photo et présentations à notre conseil qui garantira une totale discrétion.

Michel AUBRY 19, Impasse Pierre Lott 65000 La Reole sur Yon

HYPERMARCHÉ AUCHAN LYON/ST-PIERRE J-300 JOURS!

Maurice Farcy, 36 ans, Directeur depuis 4 ans d'un hypermarché du groupe, chargé aujourd'hui de former l'équipe et de diriger ce nouveau magasin : J'ai l'ambition que cette équipe, dans 2 ans soit la pépinière des hommes évolutifs nécessaires à l'expansion de la société dans la région Rhône-Alpes.

A 300 jours environ de l'ouverture, une équipe de 15 collaborateurs motivés et musclés, est déjà constituée pour vous accueillir et assurer votre formation.

Vous croyez à l'avenir de la Distribution... Rejoignez-nous!

Auchan a triplé le nombre de ses hypermarchés en 5 ans, nous avons aujourd'hui 27 hypermarchés. Le groupe Auchan emploie plus de 8000 personnes et réalise un C.A. de plus de 10 milliards de francs.

Nous cherchons des hommes de caractère et de pari.

- qui savent que la réussite est faite à base d'efforts,
- qui veulent être entièrement responsables de leur gestion,
- qui sont capables de définir les objectifs humains et économiques, et de les réaliser,
- qui peuvent diriger une équipe et la faire s'épanouir,
- qui souhaitent que leur évolution de rémunération soit la conséquence de leur réussite et de leur progrès.

S/Réf. 12 : **contrôleur de gestion** : jeunes diplômés grandes écoles (ESCP, ESC Lyon, niveau DECS exigé) 2 ans d'expérience, en entreprise, très appréciés.

S/Réf. 13 : **cadres d'unité "rayons" autonomes** : jeunes universitaires courageux et ambitieux (avec ou sans expérience).

S/Réf. 14 : **responsable chef de caisse** : 30 ans minimum, bon niveau, goût et expérience des relations humaines indispensables.

S/Réf. 15 : **responsable d'unités spécialisées** (boucherie, traiteur, pâtisserie, boulangerie...) : hommes jeunes de haut niveau et bonne formation capables d'animer une équipe de professionnels et de gérer ces unités difficiles.

S/Réf. 16 : **secrétaire de direction** : collaboratrice de forte personnalité, passionnée par le consommateur et la publicité, capable d'autonomie et d'initiative.

S/Réf. 17 : **responsable service entretien** : excellent professionnel possédant de hautes compétences dans les domaines du froid et de l'électricité industrielle, ayant le goût et l'aptitude à l'animation d'une équipe.

Nous offrons :

- un contrat de rémunération annuelle dynamique,
- une formation ou métier de l'hypermarché et à la gestion sociale et humaine,
- un outil de gestion sophistiqué,
- la possibilité de cumuler des expériences positives différentes.

Des entrées d'activités permanentes avec votre responsable direct vous permettront de réaliser un développement personnel, qui seul autorise un homme à prétendre à une évolution professionnelle.

Si ce premier pari vous intéresse... rencontrons-nous !

Écrivez, avec lettre manuscrite, C.V., photo, à Maurice Farcy, Directeur Auchan Lyon 46, boulevard Marcel-Sembat - 69200 Vénissieux.

AUCHAN

Premier fabricant européen d'Aliments du bétail

SANDERS

recherche

UN RESPONSABLE DE PRODUCTION AVICOLE Ingénieur agronome ou Vétérinaire

aimant les contacts humains

Avec expérience acquise dans la filière avicole. Pour poste technique-commercial de développement des productions et des ventes.

Région Nord de la France

Adresser candidature à SANDERS S.A. Service du Personnel, 17, quai de l'Industrie - 91200 ATHIS-MONS.

Directeur régional Rhône-Alpes

Nous sommes une Société nationale de travail temporaire à la recherche de notre directeur régional. Rattaché à la Direction Générale, c'est un véritable manager prenant en charge :

- le développement commercial de sa région;
- la création d'agences;
- l'animation commerciale et le contrôle de ces agences;
- le suivi administratif et financier.

Ce cadre de bon niveau connaît parfaitement sa région et possède déjà une bonne expérience commerciale. Il entretient aux relations individuelles et sociales. Ce poste offre de larges possibilités d'évolution pour un élément de valeur. La rémunération est motivante.

Envoyer C.V., photo et présentations sous réf. 28370 à Havas Contact - 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

Dans le cadre de son expansion
SEITHA
LYON VILLEURBANNE
Conditionnement d'air,
Energies nouvelles,
Economies d'énergie, recherche un

INGENIEUR OU TECHNICIEN CHARGÉ D'AFFAIRES

Il sera chargé de coordonner les études, l'approvisionnement des fournitures et le montage. Responsable du budget et du planning, il assurera également les relations avec la clientèle.

La connaissance de la branche sera un atout certain mais les qualités et aptitudes personnelles des candidats seront largement prises en considération pour pallier un manque d'expérience.

Ecrire, sous réf. 188 à Cabinet GATIER 32 rue Barrême, 69006 Lyon.

Cabinet Gatier

CNEH

Nous sommes un organisme paraspécialisé du secteur santé dont une des missions est d'assurer sur l'ensemble du territoire la diffusion d'applications.

D'INFORMATIQUE DE GESTION pour le compte des Hôpitaux Publics. Nous avons trois agences à BORDEAUX, LYON, POITIERS, ayant chacune la responsabilité du développement, de la maintenance et de l'implantation de produits - programmes sur le plan national.

Ces produits sont diffusés sur 3 matériels IBM 370, CII-404 64, IRLS.

Nous recherchons pour notre agence de LYON

ingénieurs informaticiens

de formation supérieure

ingénieur-analyste 5 à 6 ans d'expérience

analystes 3 à 4 ans d'expérience

analystes-programmeurs débutants ou ayant une première expérience

Adresser C.V., photo et présentations en précisant le poste choisi à CNEH, 4 boulevard Eugène Deruelle - PDG La Part Dieu 69427 LYON Cedex 03.

BEGHIN-SAY DIVISION KAYSERSBERG

ICA : 1,5 milliard de francs ; 3 300 personnes

Pour le Service Recherche et Développement de notre Usine de Normandie (27), spécialisée dans la fabrication de produits à usage unique

POUR COLLECTIVITES ET HOPITAUX nous offrons :

UN INGENIEUR TEXTILE ET UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(PAPETIER, A.M., ou équivalent)

débutant ou avec un à deux ans d'expérience

un poste évolutif et d'avenir

Ils seront chargés, en liaison avec les Services de Marketing et de Fabrication, de développer et de mettre au point des produits et des procédés nouveaux ou d'améliorer les produits existants.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) sous pli personnel à M. CRESPEL BEGHIN-SAY - Usine d'HONDOUVILLE 27400 LOUVIERS

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE MARSEILLE

recrute des jeunes

INSPECTEURS

La préférence sera donnée aux candidats ayant plusieurs années d'expérience de la fonction.

- Solides connaissances de la réglementation bancaire et très bonnes connaissances comptables, fiscales et juridiques exigées.
- Rémunération en fonction des compétences.
- Fréquentes déplacements exigés.

Ecrire avec C.V., manuscrit, salaire actuel, prêt et photo à M. CRESPEL, BEGHIN-SAY, 30, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.



emploi régional



DWM COPEL

... de la Direction Générale, qui sera en liaison avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'étude.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

de la Direction Générale, qui sera en liaison avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'étude.

Envoyer C.V. et présentations, en n'omettant pas de préciser le ou les postes visés à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Cabinet Gatier

Adresser C.V., photo et présentations en précisant le poste choisi à CNEH, 4 boulevard Eugène Deruelle - PDG La Part Dieu 69427 LYON Cedex 03.

BEGHIN-SAY DIVISION KAYSERSBERG

ICA : 1,5 milliard de francs ; 3 300 personnes

Pour le Service Recherche et Développement de notre Usine de Normandie (27), spécialisée dans la fabrication de produits à usage unique

POUR COLLECTIVITES ET HOPITAUX nous offrons :

UN INGENIEUR TEXTILE ET UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(PAPETIER, A.M., ou équivalent)

débutant ou avec un à deux ans d'expérience

un poste évolutif et d'avenir

Ils seront chargés, en liaison avec les Services de Marketing et de Fabrication, de développer et de mettre au point des produits et des procédés nouveaux ou d'améliorer les produits existants.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) sous pli personnel à M. CRESPEL BEGHIN-SAY - Usine d'HONDOUVILLE 27400 LOUVIERS

IMPORTANTE BANQUE REGIONALE MARSEILLE

recrute des jeunes

INSPECTEURS

La préférence sera donnée aux candidats ayant plusieurs années d'expérience de la fonction.

- Solides connaissances de la réglementation bancaire et très bonnes connaissances comptables, fiscales et juridiques exigées.
- Rémunération en fonction des compétences.
- Fréquentes déplacements exigés.

Ecrire avec C.V., manuscrit, salaire actuel, prêt et photo à M. CRESPEL, BEGHIN-SAY, 30, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Jeune juriste

ORLEANS

... de la Direction Générale, qui sera en liaison avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

Encadrant un groupe de 5 à 8 ingénieurs et techniciens supérieurs, ils seront en relation constante avec le Service de Développement, le Service Composants, le Service Achats ainsi que le Responsable de Produit et d'Industrialisation.

De formation supérieure, Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, les candidats retenus pourront se prévaloir d'une expérience minimum de trois ans au sein d'un laboratoire d'étude.

Envoyer C.V. et présentations, en n'omettant pas de préciser le ou les postes visés à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Cabinet Gatier

Adresser C.V., photo et présentations en précisant le poste choisi à CNEH, 4 boulevard Eugène Deruelle - PDG La Part Dieu 69427 LYON Cedex 03.

BEGHIN-SAY DIVISION KAYSERSBERG

ICA : 1,5 milliard de francs ; 3 300 personnes

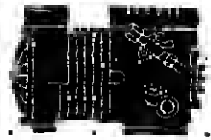
Pour le Service Recherche et Développement de notre Usine de Normandie (27), spécialisée dans la fabrication de produits à usage unique

POUR COLLECTIVITES ET HOPITAUX nous offrons :

UN INGENIEUR TEXTILE ET UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



DWM COPELAND

En Europe, nous sommes l'un des plus importants constructeurs de compresseurs et groupes frigorifiques, ayant des usines en Allemagne, en France et en Belgique.

Pour notre filiale de LYON

- Effectif : 200 personnes.
- Chiffre d'affaires : plus de 100 millions de francs.

Nous recherchons un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

dépendant directement de la Direction Générale, qui aura essentiellement pour mission de diriger et d'organiser les fonctions :

— Administration Générale et Contrôle de Gestion

Il aura également sous sa responsabilité les services :

- Comptabilité,
- Informatique,
- Personnel.

Ce poste exige plusieurs années d'expérience dans un poste similaire au sein d'une entreprise de dimension internationale et de bonnes connaissances linguistiques en français et anglais ou allemand.

Un diplôme d'une Ecole Supérieure de Commerce serait apprécié.

Le candidat devra être âgé de 30 ans minimum.

Si vous êtes intéressé par un poste de responsabilité et si vous êtes en mesure de satisfaire à nos exigences, veuillez adresser votre candidature sous forme de lettre manuscrite, en joignant curriculum vitae (en français et anglais ou allemand) et photo et en précisant prétentions et date de disponibilité.

Ecrire à : Centrale Personnelembellung
DWM COPELAND GMBH
Fichtensdamm 141-157 D - 1000 BERLIN 51 R.F.A.
Tél. : B.D.R. (030) 41 96261.



recrute pour son Centre de Recherches à SERQUIGNY

Chimiste Niveau BTS ou DUT

Expérience souhaitée en synthèse organique et/ou macromoléculaire.

Connaissance langue anglaise appréciée.

Chimiste Niveau BTS ou DUT

Expérience très souhaitée dans le domaine des peintures et vernis, et/ou du revêtement.

Langue anglaise ou allemande appréciée.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de l'établissement ATO-Chimie 27470 SERQUIGNY.

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ BIEN ÉTABLIE DANS L'INDUSTRIE DES SEMENCES

dynamique et de technologie avancée

recrutement

2 Ingénieurs Agronomes

pour promouvoir nos variétés de maïs et de betteraves à sucre. A ce titre, ils effectueront de nombreux déplacements dans la moitié nord de la France.

Le candidat idéal aura une solide expérience soit de la betterave, soit du maïs ;

— O sera compétent tant sur le plan commercial que technique ;

— Il devra avoir un minimum de 25 ans, résidera en PROVENCE ; ses conditions d'emploi ne seront pas impératives, et il sera disponible rapidement.

Ses prétentions ne seront pas un obstacle pour un candidat de valeur.

Voiture fournie par la Société.

Frais de déplacements et, si nécessaire, de déménagement payés.

Il s'agit de situation d'avenir, notre Société devant prendre une expansion considérable dans les 5 prochaines années.

Env. C.V., photo et prêt, au numéro 63, 647, à Contesse P., 20, av. Opéra, 75040 Paris, Cedex 01.



ESPACE

recherche pour son Centre Spatial de TOULOUSE

2 INGENIEURS GRANDE ECOLE

ENST - ESE - ENSAE ou équivalent pour :

1 - Etude et conception de systèmes digitaux embarqués.

2 - Etude et développement de simulateurs temps réel de véhicules spatiaux.

Expérience : 5 ans minimum.

Anglais courant.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 669

Service du Recrutement
des Ingénieurs & Cadres
B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE INTERNATIONAL

recherche pour l'usine PROVENCE

INGÉNIEURS

Quelques années d'expérience dans domaine Contrôle - Régulation.

Adresser C.V., photo et prêt, à N° 64317, COTTESSÉ - Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.



Important constructeur de remorques et semi-remorques leader sur son marché

recherche pour le Département Qualité de son Usine de LUNÉVILLE

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

Formation AM, ENSI, ETACA... ou équivalent. Anglais indispensable. Ce poste suppose de nombreux déplacements à travers la France. Perspectives intéressantes d'évolution de carrière.

Adresser C.V. + photo à Claire SOURGEDI, 5 RN 10 - S.P. 49 - 73311 MAUREPAS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le CENTRE de RECHERCHE des LABORATOIRES MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

poursuivant son développement dans le cadre de ses installations ultra modernes de RIOM (Puy de Dôme) propose 3 postes :

Directeur du Département développement pharmaceutique

Responsable du développement de nouveaux produits, de la fabrication de produits destinés à l'expérimentation clinique et de l'élaboration des dossiers d'AMM.

Une expérience confirmée de Pharmacien dans des Services de Recherche et Développement pharmaceutiques, des compétences de direction et une pratique courante de l'Anglais sont indispensables.

Pharmacien

Chargé des opérations liées au développement de nouvelles formes de dosage pharmaceutiques.

Une première expérience professionnelle, une bonne connaissance des formes galéniques modernes et la pratique courante de l'Anglais sont requises.

Chef des Services Administratifs

Responsable de la gestion administrative du personnel, de la préparation et du contrôle des budgets, de la sécurité et des Services Généraux.

Homme d'expérience, il est l'Adjoint administratif du Directeur du Centre.

MSD MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET
Merci d'envoyer un curriculum-vitae détaillé indiquant votre rémunération actuelle à la Direction du Personnel 200, Boulevard Etienne-Clementel 63018 CLERMONT FERRAND Cedex.

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

Directeur Général Equipeur de la Maison

Nous sommes une P.M.L. française parmi les plus performantes dans l'équipement de la maison (C.A. 1977 : 30 Millions, objectif 1980 : 60 Millions, excellente rentabilité et avons en cours d'importants projets d'expansion.

Le Directeur que nous recherchons a une formation supérieure commerciale et de gestion et, à 37 ans au moins, peut se prévaloir d'une expérience confirmée de Directeur Général et de développement d'une entreprise, acquise de préférence dans une branche similaire.

Anglais indispensable.

Réelles possibilités d'évolution pour un Directeur ayant le goût du challenge. Logement de fonction assuré près d'une grande ville universitaire de l'Est.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 80 104 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.

EMPLI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS



Le Centre National d'Etudes des Télécommunications

recherche pour son

CENTRE de RENNES

C.C.E.T.T.

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

ayant 2 à 5 ans d'expérience.

• SYSTEMES de COMMUNICATION GRAPHIQUE (Vidéotex, Télécopie, Télétex).

1 - Terminals et Protocoles.

2 - Conception de bases de données et accès.

• VIDEO COMMUNICATION

3 - Production Audiovisuelle assistée par ordinateur.

4 - Distribution d'images Vidéodisque.

• TRANSMISSION de DONNÉES

5 - Procédure de signalisation (Logiciel).

6 - Réseaux de transport en boucle (Matériel).

Envoyer C.V. + photo et prétentions en précisant le numéro de l'emploi postulé à l'attention de Monsieur LE GREL :

C.C.E.T.T. - 2, rue de la Mabilais B.P. 1266 - 35013 RENNES CEDEX

BANQUE PRIVÉE

recherche

EXPLOITANT COMMERCIAL DE FORMATION SUPÉRIEURE

ayant un bon tempérament commercial et le sens du risque pour développer une clientèle d'entreprises.

Une expérience de quelques années est nécessaire.

POSTE A POURVOIR A CHATEAUBOURG

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 834.088 M à RENÉE-PRESSE, 25 bis, rue Sébastien, 75002 PARIS.

telesystemes

Importante Société d'Informatique recherche pour l'exploitation de son centre de BORDEAUX-MERIGNAC équipé d'un CII-H8 IRIS 80 bi-processeur

RESPONSABLE DU GROUPE SYSTEME

Cet ingénieur aura 5 ans d'expérience minimum et devra connaître l'IRIS 80 de façon approfondie.

RESPONSABLE DU GROUPE PRÉPARATION

Cet informaticien aura 5 ans d'expérience minimum, la connaissance de l'IRIS 80 sera appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à TELESYSTEMES
M. SEUX - Z.I. du Phart - Ilot 1
Chemin de la Grange Noire 33700 MERIGNAC

Important organisme public, intervenant dans le domaine de la prospection et de l'exploitation des ressources minérales, tant en France qu'à l'étranger, recherche, pour étoffer son département juridique, un

Jeune juriste

ORLÉANS

100 000 F +

Il sera appelé à participer à l'étude, la mise en forme, la négociation de contrats et à suivre sous l'angle juridique, certaines des filiales et sociétés auxquelles participe l'établissement.

Ce poste, qui peut comporter des déplacements de courtes durées en France et à l'étranger, sera confié à un jeune diplômé d'études supérieures en Droit du niveau Doctorat avec l'option Droit des Affaires, justifiant de bonnes bases en anglais. Il sera totalement libéré de ses obligations militaires et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans un Cabinet Juridique ou dans une entreprise est indispensable.

Cette fonction intéressante par la diversité des affaires à traiter et l'autonomie d'action qu'elle comporte, implique des qualités de précision pour l'étude des dossiers et une bonne aptitude à rédiger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 6134/M à Fr. ROUSSEAU - Sélis-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Ablidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.



LES LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE YVES ROCHER

56 - LA GACILLY (CA 1 MD) créent la fonction d'

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

Il se verra particulièrement confier la supervision de la comptabilité générale (états mensuels, analyse des comptes, gestion des immobilisations) ainsi que des missions ponctuelles d'assistance à la Direction Financière.

Au sein d'une équipe de 45 personnes, ce poste nécessite 32 ans minimum, une formation supérieure avec D.E.C.S.

et une solide expérience comptable acquise dans une entreprise de dimensions proches.

Merci d'adresser C.V. + prétentions + photo sous réf. 068 à Olivier PLESSE - C.E.L.P. 35 - Conseil d'Entreprises - 20, rue de Brest - 35000 RENNES

qui garantit toute discrétion et réponse. Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris.

BRETAGNE
SUD

ingénieur
informatique

analyse

analyse

BEGHIN-SI
DIVISION KATSESS

UN INGENIEUR
ET UN INGENIEUR
GRANDE ECOLE

un poste
évolutif et d'avenir

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAL	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/n cal.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SOLVENT-VENTEC
1er constructeur européen de ventilateurs industriels

dans le cadre de la diversification de ses activités industrielles, crée dans son usine de CHALON SUR SAONE un poste pour un

jeune ingénieur
parlant ALLEMAND

Il sera appelé à développer (études et fabrication) un nouveau produit en liaison avec les industriels allemands. Pendant la période de démarrage, des déplacements fréquents au de longue durée en Allemagne sont à prévoir.

Ce poste peut convenir à un débutant. Eventuellement une première expérience en chaudronnerie ou en mécanique serait appréciée.

Les perspectives de carrière dans l'entreprise sont réelles.

Les candidatures, précisant la rémunération souhaitée, seront étudiées par

jossotte vanden borre
Recherche et sélection de personnel
Chamandre - D1340 FOISSAT

MERLIN GERIN
GRENOBLE
Offre à de jeunes

ingénieurs mécaniciens

Formation A.M. ou équivalente débutants ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience industrielle

Plusieurs postes dans la

FUNCTION PRODUCTION

- Méthodes
- Industrialisation
- Etudes de projets
- Fabrication

L'évolution des Cadres à fort potentiel est assurée dans les différentes usines et filiales du groupe.

Ecrire MERLIN GERIN - Recrutement Cadres - GOL 107 38050 GRENOBLE CEDEX.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
HAUTE-NORMANDIE
recherche

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Débutant ou ayant quelques années d'expérience industrielle pour second Chef de Labo développement circuits électroniques (analogique, digital et technologique).

Perspectives de carrière intéressantes dans groupe dynamique.

Adresser C.V. et prétentions au numéro 83.826, à Contesse P. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

SOCIÉTÉ SUPRA-NATIONALE
recrute pour son Département Nutrition animale

CADRE

- formation ingénieur agronome ou vétérinaire - minimum : 30 ans
- rôle :
- conseils et assistance de petites et moyennes entreprises en France, en nutrition animale
- participation à l'élaboration du plan de développement
- situation basée sur l'Ouest de la France
- poste évolutif rapidement si capable au poste de Directeur Général Adjoint

Totalement discrétion assurée

Envoyer lettre manuscrite + photo + C.V. avec prétentions sous réf. numéro 284/80 à :

SICO RECRUTEMENT
4, Place de Bretagne 35100 RENNES

IMPORTANTE
BANQUE RÉGIONALE
recherche

pour sa DIRECTION ÉTRANGÈRE
à Nantes

UN COLLABORATEUR GRADÉ
ou CADRE

afin de renforcer une ÉQUIPE dans la mission consistant à développer les opérations "ETRANGER".

Il devra posséder une expérience commerciale de plusieurs années, idéalement acquise dans une banque ou une institution financière, et avoir une maîtrise parfaite des techniques bancaires appliquées au commerce extérieur.

De nombreux déplacements sont à prévoir.

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions, à :

MR 8808 - MAP H&F des Petites Annonces
7 x 44040 NANTES CEDEX

Assistant Directeur des Ventes "Export"

HEC, ESSEC, ...

HOLWEG, entreprise presque centenaire réalise près de 90 % de son C.A. à l'exportation.

Classée hors concours à l'Oscar de l'exportation et constamment à la recherche de nouveaux produits ou d'amélioration pour ses produits existants, elle commercialise une vaste gamme de matériels d'impression (imprimées flexographiques, systèmes d'impression héliographique) ainsi que des machines à sacs.

Pour faire face à son développement, HOLWEG recherche un ASSISTANT pour son DIRECTEUR DES VENTES.

De formation supérieure, âgé de 28 ans minimum, il aura une première expérience de l'exportation.

Parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND, il aura pour mission principale d'assister le Directeur des ventes dans l'essentiel de ses activités (définition des politiques, gestion des agents, étude de marchés, relation avec la Direction des études et les usines, etc.).

Il sera également responsable d'une zone comprenant plusieurs pays européens.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat et de son potentiel d'évolution.

Le poste est basé à STRASBOURG.

Jean-Louis MUTTE vous remercie de lui faire parvenir votre C.V. à

Beckwell

Conseil en Recrutement - 41, Avenue de Friedland 75008 PARIS
Beckwell International : Francfort, Londres, Amsterdam

THOMSON-CSE
Division Télécommunications
recherche pour son service de production de CHOLET

Ingénieur Méthode
Débutant
70-90000 F/an

Après une formation, il se verra confier la responsabilité de l'animation d'un service méthode de mécanique d'une douzaine de spécialistes.

Le poste comprendra à A.M., ION, ENI ou équivalent.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre conseil qui garantit une totale discrétion.

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Lavi
85000 La Roche sur Yon

FILIALE FRANÇAISE
D'UN FABRICANT CONNU DE PEINTURES LAQUES ET SYSTÈMES DE REVÊTEMENTS

recherche

INGÉNIEUR-CHIMISTE

LE POSTE : Direction du laboratoire, des contrôles et essais aux chapitres, de l'assistance technique aux clients.

L'HOMME : Solides connaissances techniques en définition, développement et application de peintures industrielles.

- 5 à 10 ans d'expérience.
- Bonne maîtrise de la langue allemande.
- Dynamisme et esprit d'initiative.

LES CONDITIONS :

- Lieu de travail : en Alsace avec fréquents déplacements dans toute la France.
- Appointements : à négocier.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

CEBOLIT
Route de Mannheim - 67470 Seltz

Vous êtes diplômé depuis peu...

H.E.C. SUP. de CO, I.N.S.E.A.D., équivalent

Vos critères de choix pour votre première entreprise sont :

- une dimension rassurante.
- un secteur promis à l'expansion.
- des techniques de pointe dans le traitement des informations.
- une rémunération motivante et, enfin,
- un poste en province.

Nous sommes prêts à vous présenter ces différents points ainsi que des propositions de carrière concrètes, lors d'un entretien avec vous à EVREUX ou

LA GUIDE INTERNATIONALE DU DISQUE
est installée (siège et assemblée des services).

Envoyez vos coordonnées, pour nous permettre de vous convoquer, à Mme DERODE, G.I.D., Département Relations Sociales, B.P. 1000, 2700 EVREUX.

E.S.C.A.E. - CLERMONT-FERRAND
recrute

ENSEIGNANT

Comptabilité - Contrôle de gestion - Finances

Il interviendra en formation première, formation continue, aide au développement des entreprises et des organismes. Diplômé d'une Grande École ou d'une Université. Expérience professionnelle, plus, si possible, expérience pédagogique.

Adresser C.V. (indiquer rémunération actuelle), photographie et lettre manuscrite à :

M. le Directeur d'E.S.C.A.E.
4, boul. Trudaine, 63007 CLERMONT-FERRAND.

SOCIÉTÉ EXPANSIA A ARAMON (GARD)
recherche

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT
(DÉPARTEMENT CHIMIE ORGANIQUE FINE)

chargé de la mise au point de molécules de haute technicité ainsi que de l'industrialisation des procédés.

Responsable des lancements en fabrication.

Le candidat devra justifier d'une excellente expérience professionnelle dans un poste similaire (chimie fine ou pharmaceutique).

Il aura à animer et à motiver les ingénieurs et techniciens de son département ; il participera, au sein d'une équipe de direction jeune et dynamique, à l'élaboration des programmes de la société.

Une bonne connaissance des G.M.P. sera appréciée.

Adresser dossier de candidature à Sté EXPANSIA, B.P. 6 - ARAMON.

CONSTRUCTEUR MATÉRIEL TRAVAUX PUBLICS
RÉGION LYONNAISE

recherche pour son CENTRE ÉQUIPE D'UN 370/135 ET A TENDRE D'UN 434.

UN RESPONSABLE SYSTÈME
EXPÉRIMENTÉ DOS/VS CICS

Ce poste requiert un candidat de valeur méthodique et dynamique (formation supérieure souhaitée) qui aura pour mission prioritaire, outre l'implantation du DOS/VS, de résoudre, en liaison avec les études et l'exploitation, les problèmes techniques liés à l'important développement de l'interfaçage et des bases de données.

UN PUPITREUR
CONFIRMÉ DOS/VS

Adresser C.V. et prétentions, n° 63.864 CONTESSÉ Pub. 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE STRASBOURG
Alain LOMBARD recrute

1 flûte (rempl. soliste) - 1 hautbois (co-soliste)
1 clarinette (co-soliste) - 1 basson (co-soliste)
2 violons, 1 alto, 2 violoncelles (postes de 1er rang)
LES CONCOURS ONT LIEU A STRASBOURG entre le 7 et le 12 juillet 1980

ŒUVRES IMPOSÉES :

Flûte : 2^e et 3^e mœurs du Concerto p. flûte, de J. Bert.
Hautbois : Sonata n° 2 en sol min. de G.-F. Haendel.
Clarinette : 1^{er} Rapsodie p. cl. et piano, de C. Debussy.
Basson : 1^{er} mœur du Concerto pour basson et orchestre, de W.-A. Mozart.
Violon : 1^{er} mœur de la symph. esp. d'E. Lalo.
Alto : 1^{er} mœur du Concerto pour alto et arch. op. 3 (sans cadence), de R. Strauss.
Violoncelle : 1^{er} mœur du Concerto en ut maj. de J. Haydn (sans cadence).
Tous les candidats devront en outre présenter :
- 1 œuvre au choix, et passer :
- 1 épreuve de lecture à vue et de déchiffrement.
Renseignements et inscriptions :
Bâtiment de la Ville - 9, rue Brûlée - 67000 STRASBOURG - Tél. : (03) 22-11-24, 22-15-60.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour centrales conventionnelles et nucléaires pour le siège social est situé à VELIZY (78) recherche pour ses usines du NORD (LVS-LES-LANNOY)

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ARTS ET MÉTIERS ou ÉQUIVALENT

ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif pour CONTRÔLE et ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEURS.

- 30 ans environ ;
- Anglais indispensable ;
- Diplômé de courte durée en FRANCE et à l'ÉTRANGER.

Ad. C.V. dat. et prêt. s/réf. 2.389 M à SWEKITE, B.P. 209 - 75424 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'AUDIT
recherche

2 assistants vérificateurs préparant E.C. formés aux techniques de l'audit (1 à 3 salons d'expérience).

1 assistant technique et fiscal diplômé en droit ayant eu 2 ans d'expérience en Cabinet conseil d'entreprises. Très sér. réf. prob. adgées. Pouvoir stable et d'avenir pour candidats consciencieux et compétents désirant faire carrière dans notre Société.

Ad. C.V. dat. et prêt. à : CONTINENTALE D'AUDIT S.S. 270, av. du Prado, 13008 MARSEILLE

CABINET ALBERTVILLE
pour assister directeur

rech. comptable lib. obl. milit. niveau D.E.C. Minimum 2 ans de Cab. lib. ou d'État. Exp. à cap. Ecr. SUEZ, 17, bd de la Colonne, 75009 CHAMBERSY 922

École second. priv. Toulouse, cherche maître 80. professeurs Maths, Phys., Ch., Anglais, Hist., Géog., Franç. 4 ans d'expérience min. C.V. et ob. réf. 6.557 Naves, 31002 TOULOUSE

L.A.S.C.A. (Association de soutien à la recherche) coord. nat. de l'ensemble des sociétés de l'Association.

1 animateur (trice) de Centre socio-culturel.

Prévoir C.V. complet avec détail des actions pouvant être menées et prêt. à S.P. 202 4003 BEAUVAIS cedex.

Industriel Français du médicament, Centre d'études biogénétiques, 77005 EVREUX cedex, recherche un TOXICOLOGUE, docteur vétérinaire exclusivement. Envoyer C.V. et prétentions.

La Ville de CAEN (130 000 habitants) recrute par voie de concours sur titres et références un Directeur des services financiers.

Schéma indiciaire brute : 57-67.

Candidature avec C.V., photo d'identité et photocopies des titres et diplômes à faire parvenir au Sénateur-Maire, Hôtel-de-Ville, avant le 31 juillet 1980.

P.M.I. composants pour l'électronique rech. pour son usine près côte normande (100 pers. et en expansion)

RESPONSABLE DE PRODUCTION

- Formation A et M ou équivalent.
- Une expérience de quelques années d'un poste similaire très souhaitée.
- Poste à pourvoir très rapidement.

Env. C.V. manuscrite, photo et prêt sous réf. 6920 à P. LICHOU S.A., B.P. 220 - 75003 PARIS Cedex 02 - qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ÉLECTRONIQUE (GROUPE PHILIPS)
recherche pour BRIVE (Corrèze)

UN INGÉNIEUR PHYSICIEN
pour développement tubes électroniques et assistance fabrication.

- Bonnes connaissances angl. - Libéré O.M.

Envoyer C.V. avec photo (moins d'un an) et prétentions à n° 63.814 CONTESSÉ Pub. 20 av. Opéra, Paris, qui transmettra.

GRADÉ
ou **CADRE CONFIRMÉ**

pour recherche entretien clientèle commerciale industrielle et de particulier

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

M. J. GAUSSIN
104, r. de Richelieu, 75002 Paris

COMPTABLE

Un cabinet de comptabilité recherche un collaborateur ayant une expérience en cabinet de comptabilité, capable de prendre la responsabilité totale d'un service de 10 à 25 clients au réel.

Écrire avec C.V. et indiquer la rémunération demandée, sous la référence G.850.

RODOLPHE DERMOT CONSEILS
4, r. de Marguillies, 92000 CAILLY

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au 296-15-01

offres d'emploi

Message à un INGENIEUR DEVELOPPEUR

collaborer et assister

Le cabinet de conseil en ingénierie et développement, spécialisé dans les études et la mise au point de produits nouveaux, recherche un ingénieur expérimenté pour collaborer et assister le Directeur Général Adjoint.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de la conception et de la mise au point de produits nouveaux, et être capable de travailler en équipe.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

mcp CABINET MONTAUDO
21, rue de la Harpe, 75005 PARIS

ORIENTATION DE
Groupe Ingénieur Impos

Jeune Ingénieur

pour le développement d'un nouveau produit, spécialisé dans les études et la mise au point de produits nouveaux, recherche un ingénieur expérimenté pour collaborer et assister le Directeur Général Adjoint.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de la conception et de la mise au point de produits nouveaux, et être capable de travailler en équipe.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

CECOS Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à :

CECOS 92102 SURESNES

ROBERT BOSCH (France) S.A.

recherche

Ingénieurs expérimentés pour le développement de produits nouveaux, et pour la mise au point de produits existants.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de la conception et de la mise au point de produits nouveaux, et être capable de travailler en équipe.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

BOSCH Adressez C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

BOSCH 92400 SAINT-QUEN

LE DÉPARTEMENT STAGES LONGUE DURÉE
du INSTITUT DE FORMATION SUPÉRIEURE (IFSA) recherche

RESPONSABLE

pour le développement de produits nouveaux, et pour la mise au point de produits existants.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de la conception et de la mise au point de produits nouveaux, et être capable de travailler en équipe.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

IFSA 92400 SAINT-QUEN

INGÉNIEUR STATISTICIEN
IST, ENSAE, IFSA, DEA (même débutant)

Dans le cadre d'une équipe spécialisée en statistiques, recherche un ingénieur expérimenté pour collaborer et assister le Directeur Général Adjoint.

Le candidat devra posséder une expérience de plus de 10 ans dans le domaine de la conception et de la mise au point de produits nouveaux, et être capable de travailler en équipe.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements fréquents à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions à :

IST, ENSAE, IFSA, DEA 92400 SAINT-QUEN

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Message à un INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Vous souhaitez entrer dans une société connue qui consacre avec succès des moyens importants au développement d'une gamme de résines de haute technologie destinées au marché des

colles et adhésifs

Nous créons un poste d'ingénieur développement qui sera le trait d'union entre nos chercheurs et la clientèle française et européenne. C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un ingénieur chimiste de haut niveau ayant une expérience de 5 à 15 ans dans ce domaine. Vous devez également parler anglais et allemand et être prêt à voyager 50% de votre temps. Nous vous accueillons dans une équipe enthousiaste et vous fournirons les moyens de vous réaliser.

Veuillez adresser un CV détaillé et rémunération souhaitée sous référence MJ103/N à notre conseil

mcp

CABINET Henri PHILIPPE
91, Faubourg St-Hippolyte 75008 Paris

CEGOS : Développement de nouvelles activités de conseil en organisation et gestion

Nous sommes une Société de Conseil importante et diversifiée. Nos activités sont en expansion mais aussi en mutation. Notre Direction du Développement contribue pour l'ensemble de la Société, au perfectionnement de nos méthodes et à l'exploration de nouveaux domaines du consulting. Elle assure la conception, la négociation et la conduite de projets d'intervention complexes (orientation stratégique et restructuration d'entreprises, développements régionaux, organisation de systèmes d'administration publique). Nous souhaitons associer à notre Direction du Développement des anciens élèves de Grandes Ecoles administratives commerciales et scientifiques dont l'expérience professionnelle comprendra récemment 2 à 3 ans d'exercice du métier de conseil en gestion ou d'organisateur d'entreprise. Les missions qu'ils assureront, en temps que Chefs de Projet, impliquent une large culture économique et sociale, la maîtrise de situations complexes, la pratique des débats d'idées et des négociations, une entière disponibilité à l'égard de nos interlocuteurs pour la plupart dirigeants d'entreprises et hauts fonctionnaires. Ces missions sont fondamentales pour nos développements ; une rémunération élevée est associée aux responsabilités qu'elles demandent d'assumer.

Notre département Sélé-CEGOS est chargé de recueillir et d'examiner les candidatures en vue d'entretiens prévus pour la première quinzaine de juillet.

sélé
CEGOS

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, à R. VERDET, référence 71561/M, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

CREATION DE POSTE

Groupe immobilier important recherche

Jeune ingénieur grande école

pour participer au développement d'un important projet de gestion immobilière (système multi-poste transactionnel, actuellement une dizaine de terminaux), et prendre très rapidement en charge la gestion de l'ensemble du système d'information et en assurer l'évolution. Il sera directement rattaché à la Direction Générale. Pour réussir dans ce poste, il faut être soit débutant avec spécialisation informatique et dégage des Obligations Militaires, soit avoir 1 à 2 ans d'expérience. Connaissances en gestion appréciées. Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : Paris-17.

sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73530/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Série Société française de commercialisation de matériel d'optique-lunetterie de détail, nous souhaitons, dans le cadre de notre développement, étoffer notre équipe d'ingénieurs en créant le poste de

CONSEILLER COMMERCIAL

Rattaché directement au P.D.G. de la Société, il participera à la définition de la politique commerciale des 12 établissements de la Société : fixation des objectifs de vente, définition d'un plan marketing annuel (produits nouveaux, publicités), en jouera un rôle d'animateur auprès des responsables d'établissements. Nous voudrions confier ces responsabilités à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur commercial ayant prouvé, lors d'une 1ère expérience professionnelle son tempérament de vendeur, son aptitude à définir et à réaliser une stratégie marketing et ses qualités de gestionnaire.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de candidature mentionnant vos intérêts. + 1 CV à Pierre ANGOTTI - Consil - 2, allée des Avenues 60200 COMPIEGNE

Vous êtes jeune diplômé (e)
BAC - ESSEC - E.S.C.

Vous avez le sens du concret, vous recherchez les contacts humains et vous êtes animé(e) par votre conviction de la valeur d'une bonne gestion.

LA RADIOTECHNIQUE

Vous proposez de vous intégrer dans ses équipes décentralisées de

CONTROLE de GESTION

Postes à pourvoir en province dans des centres de fabrication et développement de composants électroniques.

— Formation assurée ;
— Nombreuses possibilités d'évolution en France au sein du groupe.

Ecrire avec C.V. à M. BERON, Chef du Personnel, LA RADIOTECHNIQUE, 51, rue Carnot - 92150 SURESNES.

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
Équipements automobile
Appareils ménagers
Radio - Téléphones
Caméras et projecteurs BAUER
recherche pour son activité
TECHNIQUES HYDRAULIQUES

son responsable technico-commercial

sera chargé de la vente auprès de nos clients français les plus importants, des composants et circuits hydrauliques développés par le groupe.

Il assurera également la coordination de l'ensemble des ventes régionales.

Le candidat souhaité sera de formation ingénieur, spécialiste électrotechnique et possèdera une expérience de plusieurs années de la vente de composants hydrauliques. Il devra maîtriser la langue allemande.

Des déplacements fréquents en France sont à envisager.

BOSCH

Adresser CV, manuscrit, présentations et photo au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michelet 92404 SAINT OVEN.



THOMSON-CSF

Recherche pour sa filiale
THOMSON CSF COOPERATION
chargée de la Formation des clients étrangers du Groupe Thomson

ingénieurs et techniciens

SPECIALISES DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DES ADULTES

capables de former, d'animer et de coordonner dans les spécialités suivantes :

- traitement de l'information : connaissance micro-processeurs • redars
- électrotechnique • télécommunications : connaissance en hyper fréquences
- hydraulique • électronique générale • visualisation • électromécanique.

Anglais indispensable. Mobilité Paris, Province, Moyen-Orient.

Envoyer C.V., photo au Service du Personnel
147, rue Yves le Coz 78000 Versailles.



THOMSON-CSF

DIRECTION
DE L'INFORMATIQUE INTERNE
PARIS 15^e

recherche :
pour participer à l'étude et à la mise
en place d'importantes applications
de gestion sur mini-ordinateur

1 Analyste fonctionnel

3 à 5 ans d'expérience en gestion de production. Il sera responsable de la réalisation d'un ou plusieurs modules d'un produit de gestion de production, assurera le dialogue avec les utilisateurs et effectuera la mise en place du produit en clientèle. REF. 1

1 Analyste confirmé

2 ans minimum d'expérience dans la fonction. Il dirigera une équipe de réalisation jusqu'à la mise en place de l'application, en liaison étroite avec les utilisateurs. REF. 2

Adresser candidature manuscrite avec présentations (en précisant la référence du poste choisi) à M. TREMBAYES, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

LE DEPARTEMENT «STAGES LONGUE DUREE»... d'un important INSTITUT de FORMATION spécialisé depuis 10 ans dans la reconversion de CADRES SUPERIEURS recherche son (sa)

RESPONSABLE

qui, sous l'autorité du Directeur Général, maintient les contacts avec les organismes prescripteurs et les bénéficiaires, reçoit, informe et sélectionne les candidats, participe à l'établissement du programme, assure l'organisation, la vie et la gestion des stages longs (2 par an), assure le suivi quotidien des stagiaires et détecte leurs problèmes particuliers, assure les relations avec les entreprises en vue de leur reclassement, etc.

Cette fonction importante ne peut convenir qu'à une forte personnalité, dotée d'une excellente culture générale allée à des qualités de tact, de diplomatie, de psychologie, d'autorité naturelle, de rigueur et d'organisation, et pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de quelques années au sein d'une entreprise.

Le poste est basé à Paris.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous référence 684 à R. d'ORION

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

MANUFACTURES HANOVER BANQUE NORDRIQUE souhaite renforcer sa Direction du Crédit en engageant

UN RESPONSABLE DES ENGAGEMENTS

Chargé du contrôle administratif des engagements en France et devises.

Ce poste nécessite une bonne connaissance pratique des opérations financières ; l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et salaire désiré à M. Jean MILLARD - MHBN - BP 259-08 75364 PARIS CEDEX 08. Discretion assurée

Importante société de fabrication
et de négoce de produits chimiques
recherche pour étoffer ses
services commerciaux

un Ingénieur technico- commercial

ayant la sensibilité de la vente, de formation
ingénieur chimiste ou équivalent, bonne
connaissance de l'anglais.

Une expérience de quelques années dans le
domaine de l'industrie pétrolière ou de sa
transformation serait appréciée.

Cours déplacements en Province à prévoir.

Une rémunération motivante est offerte au
postulant.

La plus grande discrétion est garantie dans
l'étude des candidatures.

Adresser votre C.V., photo et présentations
à réf. 2745 à INTER PA - BP 503, 75005
Paris cedex 02 qui transmettra.

précision mécanique labinal

(aéronautique, électronique et automobile)
recherche pour son usine
de SAINT-QUEN (1000 personnes)

CHEF DU PERSONNEL

Pour assumer la responsabilité complète de la fonction (recrutement, formation, administration, paie informatisée, relations avec les représentants du Personnel) et superviser les services généraux et sociaux.

Ce poste conviendrait à un homme de terrain et de dialogue, âgé environ de 40 ans, connaissant bien la législation sociale et ayant une expérience confirmée dans la fonction Personnel en Unité de Production.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération actuelle Direction Relations Sociales P.M. LABINAL 45, rue de Courcelles 75008 PARIS

INGENIEUR STATISTICIEN

ISUP, ENSAE, IFSA, DEA (même débutant)

Dans le cadre d'une équipe restreinte et jeune, vous participerez à l'ensemble des activités de notre bureau d'études statistiques :

- Réalisation pour la Direction et les Services, d'études liées au bilan, à l'activité commerciale et aux résultats techniques.

- Elaboration des tableaux de bord des résultats techniques de nos contrats.

La diversité des études menées, implique des relations multiples avec les grandes fonctions de l'Entreprise. Le poste peut convenir à un débutant. Nous assurerons votre formation à l'assurance, à ses produits et à notre système informatique.

Société privée, indépendante, faisant partie des 10 grands de l'Assurance, notre implantation internationale et notre développement rapide vous offriront des possibilités diversifiées de carrière au sein du Groupe.

Lieu de travail : MARLY LE ROI (78) - 30 mn de Paris

Ecrire avec CV et photo, sous référence : 1100 à :

JP BURTH - Service Recrutement - GROUPE DROUOT

1 Place Victorien SARDOU 78161 MARLY LE ROI Cedex.



recrutement



Poursuivant son expansion, LE GROUPE I.E. - société de conseil en informatique de gestion - recrute de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique, pour une activité d'ingénieurs conseils de haut niveau.

Une session de formation débutera pour eux le 15 septembre 80 suivie d'une intégration à une équipe entraînée où ils seront en relation directe avec nos clients.

La progression des 3 sociétés du groupe ouvre des possibilités de carrières motivantes liées aux efforts personnels.

Une lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. et d'une photo sont à adresser, sous la réf. 457 à

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Informatique de Gestion
- 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

trésorier international

Au sein de la Direction Financière Etrangère, il aura en charge :
• les opérations de trésorerie internationales.
• les études des devises étrangères.
• le suivi de la situation de trésorerie de chaque unité à l'étranger.

Le candidat, âgé de 30 ans environ, aura une

formation supérieure (HEC - ESSEC - SUP de CO). Il aura une expérience de 3 à 5 ans dans une Banque ou au sein de la Direction Financière d'un groupe industriel.

La dimension du Groupe permet à un candidat de valeur d'envisager de multiples possibilités d'évolution de carrière.

Adresser candidature et prétentions sous référence 8013 à :

OF organisation et publicité
2 rue Marignan 75001 PARIS



Chef de produit Réveils

Filiale du groupe MATRA, JAZ, produit et vend sur le marché national et international une gamme de produits horlogers de marque.

En France, ses ventes se font par un réseau traditionnel (H.B.J.O.) et grands magasins.

Le Chef de Produit a pour responsabilité de réaliser la meilleure adéquation possible Produit/Marché : analyse des besoins, détermination de la collection, recherche de fournisseurs éventuels, suivi de la concurrence... De plus, il procède à toutes études et statistiques nécessaires et apporte son aide à la force de vente : documentation, PLV, catalogues, etc.

Le candidat pour ce poste a une formation commerciale supérieure (E.S.C., option Marketing), son activité antérieure lui a permis de vivre une expérience concrète, même brève, de la vente complétée par une responsabilité Marketing. Il connaît les réseaux de distribution traditionnels et modernes de biens de consommation durables. Il possède une bonne pratique de l'anglais. Le poste est à pourvoir rapidement.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.

Lieu de travail : PARIS.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui envoyer leur candidature sous réf. CR 636 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

COMES

COMMISSARIAT à l'Énergie Solaire

recrute pour son

SERVICE BIOMASSE
ÉNERGIE VERTE

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES

(ARTS ET MÉTIERS - ENSIA - ENSA...)

5 années d'expérience industrielle exigées

Le candidat est appelé, sous l'autorité du Chef de Service, à instruire et gérer des dossiers industriels, assurer le montage d'opérations de démonstration.

Qualités d'initiative, d'organisation et de créativité indispensables pour un poste doté d'une large autonomie.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photographie, rémunération souhaitée à :

COMES

Secrétariat Général,
208, rue Raymond-Losserand,
75014 PARIS.

Ingénieur de coordination

Première entreprise française d'ingénierie, nous concevons et livrons clé en main des ensembles industriels de très grandes dimensions utilisant une technologie avancée. Nous recherchons dans le cadre d'un de nos contrats

UN INGÉNIEUR PROGRAMME

Il suivra l'avancement des études, sur le plan des détails, de la coordination des différentes cellules d'études, de l'intégration de problèmes techniques en cours de projet. Ce poste de coordination technique exige une bonne expérience en ingénierie dans les domaines mécaniques, tuyauteries ou installation générale ou contrôle commande et si possible une expérience des négociations techniques.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV, photo et lettre manuscrite sous réf. 5045 à : rue Carrières, 64 rue la Boétie 75008 PARIS, qui transmettra rapidement.

Filiale française d'un groupe international nous créons un poste de chargé d'études et d'applications informatiques

Rattaché à la Direction Financière, vous aurez pour mission d'analyser les systèmes existants, de définir les besoins avec les différents utilisateurs, de proposer de nouveaux projets, d'en rédiger les cahiers des charges, d'en suivre l'application et de participer à la formation des utilisateurs.

Une formation supérieure et une solide expérience en informatique de 3 à 5 ans vous ont permis d'acquérir une bonne maîtrise de la mini-informatique et/ou de l'informatique répartie.

Déplacements de courte durée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, votre rémunération actuelle sous réf. M 422 à Madame Bozonnet, 80 rue Tailbout, 75009 PARIS.

Désirant augmenter la productivité de sa fabrication et évoluer vers des techniques très modernes, un Groupe français du secteur de l'Édition et de la Communication, recherche

INGENIEUR PRODUCTION

Réf. M 601

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, il est chargé principalement de :

- suivre l'ensemble de la production, tant interne que sous-traitée, en vue de l'optimiser ;
- conseiller l'ensemble des Sociétés du Groupe dans leurs achats de papier ;
- effectuer les études d'opportunité et de rentabilité des investissements techniques ;
- préparer et diriger la mise en place des moyens de traitement de texte.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieur, il a acquis une expérience professionnelle de production, de préférence dans les industries graphiques.

INGENIEUR METHODES

Réf. M 602

Rattaché à la Direction de l'Imprimerie, il est chargé de :

- procéder à des études de productivité ;
- étudier les postes de travail et les méthodes de fabrication ;
- mettre en place les moyens nécessaires pour améliorer la production.

Ingénieur de formation, il a acquis une expérience similaire dans une unité de production.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

I M H

49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris

LA SNCF offre 85 EMPLOIS DE CHEF de DISTRICT STAGIAIRE et 60 EMPLOIS DE CHEF de CIRCONSCRIPTION STAGIAIRE

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours les 2 et 3 septembre

Ouverts aux jeunes sans :

— Français ou naturalisés Français.

— Nés entre le 1 avril 1951 et le 1 avril 1963

— Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z

ou d'un BTS des groupes III et IV.

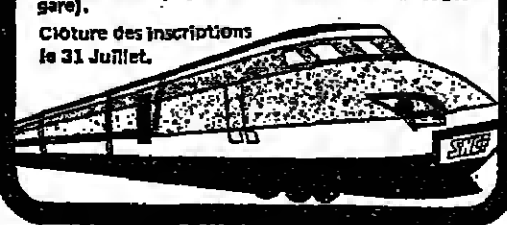
Rémunération brute annuelle : 59 000 F. environ.

Carrière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Ecrire à Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel) (adresse à demander à toute gare).

Closure des inscriptions le 31 Juillet.



GROUPE DE PRESSE PARIS 8^e

recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ (ÉE)

Expérience comptabilité mécanographique, comptabilité générale et budgétaire. Sévères références - Libre de suite.

Téléphoner à M. ADAM - 563-01-02.

IMAGINER ET FAIRE VIVRE ORGANISATION ET SYSTEMES

Un grand de la distribution : l'organisation est une mécanique d'horlogerie qu'il faut développer et adapter aux exigences de la clientèle tout en maintenant sa fiabilité.

Vous êtes ingénieur ou homme de gestion, vous avez acquis une première expérience des méthodes et organisation administratives et des systèmes. Vous savez dialoguer avec les responsables, avec les informaticiens. Nous vous confions la responsabilité du développement d'un de nos points forts : notre mécanique administrative.

Basée en région parisienne, l'équipe que vous dirigerez vous attend.

Veuillez écrire en toute confiance à notre Conseil sous référence M-103.

SYNTHESIS Conseil de direction
Séminaire des ressources humaines
36, rue Paul Valéry - 75116 Paris.

Cii Honeywell Bull

pour participer au développement de ses gammes d'ordinateurs recrus des

INGENIEURS

Ils seront chargés de la QUALIFICATION des grands et moyens systèmes de la compagnie (ligne 64 - DPS 7) dans les domaines suivants : système, micrologiciel et logiciel. Leur adaptation à ces postes sera meilleure s'ils disposent de connaissances en architecture système, télématique, réseaux, transactionnel ou maintenance.

Lieu de travail : Paris 20^e puis Centre d'Études des Clayes-sous-Bois (78), 3^e trimestre 1981.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 137 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 PARIS CEDEX 20.

THE CHASE MANHATTAN BANK PARIS

recherche pour son Département General Auditing rattaché directement au Conseil d'Administration du Siège

auditeurs internes

pour effectuer le contrôle des opérations bancaires et des états financiers de la banque; utilisation des méthodes d'opérationnel auditing et de la télé-informatique.

Les candidats, de formation universitaire / Grande Ecole / CPA / ACA ou ITB, auront un ou deux ans d'expérience de l'audit bancaire, ou une expérience approfondie de la banque ou 3 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit international. Ils devront être parfaitement bilingues Français-Anglais ou de langue maternelle anglaise; l'espagnol sera un atout.

Ces postes impliquent de nombreux déplacements en Europe et en Afrique francophone.

D'autres postes d'auditeur sont également à pourvoir dans le réseau de la Chase Bank Europe, à LONDRES, FRANCORT et GENEVE.

Pour tous ces postes, adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle au Service Recrutement, Elisabeth LAMIRAL, The Chase Manhattan Bank, 41 rue Cambon 75001 Paris.

ANSWARE

recherche

informaticiens POUR SYSTEMES DE GESTION SUR MINI

ingénieurs systèmes

Paris, Grenoble, 3 à 7 ans d'expérience (Réf. DMG 2)

diplômés de l'enseignement supérieur

(Ecoles d'Ingénieur, maîtrise, écoles d'Informatique, MIAGE, IUT...) (Réf. DMG 3)

Offre : • Une rémunération intéressante • Les avantages sociaux du Groupe • Une possibilité d'absence pour les congés 80 et une collaboration caractérisée par : • Sa diversification technique • Ses méthodes de travail • Les techniques de pointe abordées • Des possibilités d'évolution de carrière au plus haut niveau • Une formation constante.

Les candidats intéressés peuvent écrire ou téléphoner en vue d'un premier rendez-vous à Bénédicte DELAHAYE au 135 rue de Pompe, 75116 Paris 749.02.33 poste 3549 le matin.

THOMSON-CSF

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

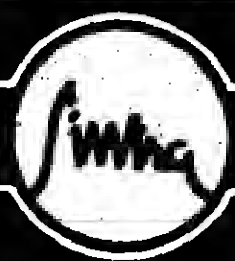
offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**SINTRA****Groupe CGE**

SINTRA (Société Industrielle des Nouvelles Techniques Radioélectriques et de l'Électronique Française)
SINTRA connaît sur ses marchés une progression régulière et est amenée à proposer divers postes pour faire face à ce développement.

Ingénieurs**Ingénieurs Electroniciens Débutants**

Ils prendront en charge des études de systèmes à haute fiabilité et haute sécurité de fonctionnement destinés à être intégrés en micro-électronique.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école désirant travailler dans l'électronique. (R&E, M 300)

Ingénieurs Logiciel et Matériel Débutants

Ils prendront en charge la réalisation de systèmes de contrôle industriel en temps réel sur micro-calculateurs.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école ou possédant une maîtrise d'informaticien. (R&E, M 302)
Ils sont débutants ou possèdent quelques années d'expérience dans le domaine de l'information temps réel.
Ils sont intéressés par la réalisation de :
- logiciel de base sur micro-calculateur. (R&E, M 304)
- logiciel produits temps réel. (R&E, M 305)
- logiciel d'application pour des systèmes temps réel sur micro-processeurs ou micro-calculateurs. (R&E, M 306)

Ingénieurs Electroniciens Confirmés

Ils se verront confier des assemblages destinés à fonctionner dans des environnements perturbés.
Ces postes sont confiés à des ingénieurs Electroniciens possédant de préférence des connaissances en composants analogiques. (R&E, M 301)

Ingénieurs Logiciel et Matériel Confirmés

Ils se verront confier la réalisation de systèmes de contrôle industriel en temps réel sur micro-calculateurs et la langage Assembleur.
Ils devront être en mesure d'évaluer, à terme, vers des postes de Chefs de Projets Logiciel.
Ces postes sont confiés à des ingénieurs Logiciel, grande école, justifiant d'une expérience de 4 à 5 ans et connaissant les micro-calculateurs et la langage Assembleur. (R&E, M 307)

Ingénieur d'Etudes Assurance Produit

Il aura pour principale mission la revue de conception et l'analyse de sécurité dans le domaine de l'électronique générale.
Ce poste sera confié à un ingénieur ELECTRONICIEEN diplômé possédant une expérience de 1 à 2 ans en analogique et numérique et la connaissance de l'anglais écrit. (R&E, M 302)

Ingénieurs Système Confirmés

Ils se verront confier la définition matériel et logiciel de grands systèmes informatiques temps réel à vocation militaire.
Des connaissances sur les micro-calculateurs SINTRA, BURR 6, SOLAR, ... et les systèmes de visualisation sont exigées.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école ayant 3 à 5 ans d'expérience. (R&E, M 308)

Techniciens**Techniciens de Laboratoire**

Ils interviendront dans l'étude de systèmes performants.
Ces postes sont confiés à des Techniciens de niveau BTS ou DUT option électronique débutants ou possédant une ou deux années d'expérience. (R&E, M 309)

Techniciens de Plate-Forme

Ils se verront confier la mise au point d'assemblages micro-calculateurs et micro-informatique.
Ces postes s'adressent à des techniciens de niveau BTS ayant la pratique des micro-calculateurs et, si possible, la pratique de l'anglais. (R&E, M 311)
Ils se verront confier la mise au point de l'intégration de systèmes informatiques.
Ces postes s'adressent à des techniciens de niveau BTS, débutants ou expérimentés.
Déplacements de courte durée à prévoir. (R&E, M 312)

Techniciens de Laboratoire

De niveau BTS ou DUT en technique informatique, ils auront la connaissance des micro-processeurs ou de la micro-programmation pour utilisation de systèmes de contrôle et de développement.
L'anglais se veut souhaitable. (R&E, M 310)

Techniciens d'Etudes

Ces postes s'adressent à des techniciens de niveau BTS et dotés des obligations militaires.
Ils devront avoir la connaissance des micro-processeurs 6800 et des micro-calculateurs. (R&E, M 313)



Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) sous la référence correspondante au SERVICE DU PERSONNEL.
SINTRA - 26, rue Malakoff - 92000 ASNIERES (Réponse et discrétion assurées).

SGN SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES

Ingénierie spécialisée dans la conception et la réalisation d'unités de CHIMIE NUCLEAIRE!
souhaite recruter sa division

GENIE NUCLEAIRE

en recrutent plusieurs

JEUNES INGENIEURS

Formation : GRANDES ECOLES
GENIE CHIMIQUE

Ils seront intégrés à des équipes réalisant les études de PROCÉDES ou de SURETE NUCLEAIRE dans le cadre d'importants projets d'ingénierie.

Envoyer C.V., photo, présentations à SGN
Division du Personnel - B.P. 30
78184 ST-QUENTIN-YVELINES
CEDEX

Jeunes Commerciaux

Aidez les chefs d'entreprise
à financer leurs investissements

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier spécialisé dans le financement à court et moyen termes des investissements des petites et moyennes entreprises.

De niveau BAC + 2 années d'études supérieures (commerciales, comptables ou juridiques) les JEUNES COMMERCIAUX que nous recherchons auront en outre une bonne disponibilité, le sens de la négociation et l'esprit d'analyse.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits - méthodes - étude du risque), ils feront partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des MISSIONS DE REMPLACEMENT OU DE RENFORCEMENT auprès de nos 70 agences.

Leur rôle sera de CONSEILLER et de VENDRE la meilleure formule de financement (en crédit ou leasing) aux responsables d'entreprise.

Pour ces postes formatifs et évolutifs, l'UFB-LOCABAIL offre un salaire motivant + primes + intéressement, de nombreux avantages et le remboursement des frais.



Merci d'adresser (avec C.V. et photo) sous réf. 445.

compagnie bancaire

Service Orientation - Recrutement
5, Avenue Kléber - 75116 PARIS

T R W HIDROSYSTEMS

spécialisée dans les biens
d'équipement robinetterie

recherche

pour poste basé à PARIS

RESPONSABLE DE MARCHÉ

Fonction :

- Prospection, négociation, suivi des contrats.
- Animation du réseau de vente.
- Déplacements en Europe fréquents.
- Anglais courant indispensable.

Une formation ingénieur mécanicien serait appréciée + expérience commerciale 5 ans minimum.

Adresser C.V., photo et présentations
sous réf. 9534 M à BLEU Publicité
41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES
Qui transmettra
(il sera répondu à toutes candidatures)

BANQUE PRIVÉE

recherche pour PARIS 8^e

1) Un(e) GESTIONNAIRE de FORTUNE

ayant une longue expérience de clientèle privée désireux de créer et développer une clientèle particulière de qualité.
(Age indéterminé). (R&E, M 340 M)

2) Un(e) CHARGE(E) de RELATIONS

Pour commercialiser sur Paris et la Région Parisienne auprès de la population aisée et fortunée des services financiers spécifiques aux professions de santé.
Formation assurée.
Une expérience des relations directes avec la clientèle est un élément important de la réussite dans ce poste. (R&E, M 340 M)

Pour ces 2 postes, adresser C.V. + photo + présentations à C.T.R.P., 68, rue de la Chaussée d'Antin, Paris-8^e, s/réf. indiquée.

Organisme important recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX :
- Dynamiques et ambitieuses ;
- Goût contacts haut niveau ;
- Très bonne présentation ;
- Sens des responsabilités.
Tél. pr R.V. : 555-20-00 p. 201.

77022 FONTAINEBLEAU Cedex
IMPORTANT JOURNAL
A DIFFUSION NATIONALE
recherche

BEAUCHE**CHEF DE PUBLICITÉ**

Ce poste conviendrait à jeune ingénieur agricole ou personnel dynamique bien introduit dans les milieux touchant les opérations de semences et la protection des cultures attirés par les contacts humains et la vente.

Ecrire lettre manuscrite en C.V. + photo et présentations à :
SER, 10, rue de Lille,
75007 PARIS 13^e 3652, qui transmettra.

DIRECTEUR

pour SEADU (Société d'Études et d'Analyses) EN TCHÉCOSLOVAQUIE

de 4 à 26 juillet 80

Appeler : 01-42-14-11 p. 222-224.

Filiale française important groupe américain matériel Automobile

Ingénieur d'études dipl.

convientrait à débutant intéressé par analyse

Informations des structures.

Lieu de travail de km sud Paris

Libre résident, connaissance anglaise, scolarité

Env. C.V. et prêt à S.M.P. de 9.500 F.P. 34

WATCO

TRAITEMENT DES EAUX

Agence ILE-DE-FRANCE

ESSONNE 92 et 94 parisi

Statut V.R.P., commission

+ participation introduit

Ingénieurs B.T. industrie connais

sance de la branche agricole.

Lieu de travail

C.V., photo, lettre manuscrite,

présentations, 70-71 rue Brillet-

Servière, 75012.

**FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL**

cherche

dans le cadre de son développement le

DIRECTEUR DE SA DIVISION MECANIQUE

pour prendre en charge les responsabilités de la commercialisation et du développement de cette ligne de produits.

Agé de 35 ans minimum, études supérieures d'ingénieur Mécanique et Moteurs Diesel, il bénéficie en outre d'une expérience confirmée dans le domaine de la vente, de la recherche et du développement de produits d'équipement.

Il parle anglais et allemand et dispose des qualités nécessaires à l'animation d'une équipe d'ingénieurs et du Bureau d'Etudes, et aux négociations à haut niveau avec les constructeurs.

Il sera amené à voyager dans le monde entier.

200.000 F +

Envoyer C.V. à T. KANARY, PRO-COMBUS S.A.

14, avenue Hoche 75008 PARIS

**LE GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES**

recherche

pour sa Direction Commercial

UN CHARGE D'ETUDES EN MARKETING

DEBUTANT

- PROFIL DU POSTE :**
- Collaboration avec les Chefs de marchés pour l'organisation, le planning et la mise en œuvre des campagnes de prospection.
 - Etudes (réseaux, clients, marché).
 - Organisation de manifestations diverses (Congrès, etc...)
 - Contrôle de la préparation des argumentaires et documents commerciaux destinés aux campagnes de prospection.
 - Le poste à pourvoir rapidement est basé à Paris.
 - Une formation sera assurée à la prise de fonction.

- PROFIL DU CANDIDAT :**
- Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ayant choisi l'option marketing.
 - Stages en entreprise vivement souhaités
 - Sens des relations humaines.

Le groupe peut offrir de réelles possibilités d'évolution à tout candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature C.V., photo et rémunération souhaitée à

Pierre FERAT - Groupe des Assurances nationales

Direction du personnel et des relations sociales

2 rue Pillet Will - 75009 PARIS.

offres d'emploi

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE EUROPEEN
recherche

UN CHEF COMPTABLE

Qui sera responsable de la comptabilité générale et analytique entièrement informatisée. Le candidat possède au moins le certificat comptable du D.E.C.S. et a déjà occupé une fonction semblable dans une P.M.I. ou a vécu une expérience dans un cabinet pendant au moins 3 ans.

Lieu de travail : RUEL-MALMAISON

Envoyer C.V., photo et prétentions, à Mlle MORIZOT, 147, av. Paul-Bourmer, 92200 RUEL-MALMAISON.

IMPE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

Métro Porte de SAINT-OUEN

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ayant plusieurs années d'expérience et connaissant le langage informatique G.I.I. HB 64 fonctionnant sous TOS.

Adresser C.V., photo et prétentions n° 63.886, CONTEXTE Publ., 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

offres d'emploi

Après-vente auto: un grand patron

L'après-vente est une activité clé pour notre groupe qui distribue en Afrique francophone automobiles, poids lourds et engins aux marques prestigieuses.

Depuis des années, elle est assurée par un service compétent d'assistance auprès des ateliers — ceux-ci sont une vingtaine, situés à des centaines et même des milliers de kilomètres les uns des autres — par des assistants techniques et des spécialistes des problèmes de garantie. Afin de mieux coordonner leurs activités et d'assurer de façon très étroite les relations nécessaires avec les différents constructeurs, nous créons aujourd'hui le poste de Chef de Département Après-vente.

Nous vous le confions parce que, ingénieur, vous êtes vous-même du métier de l'après-vente auto. Vous connaissez bien les difficultés qui se posent dans l'exploitation des ateliers, que ce soit au niveau de leur encadrement, de leurs produits que de leurs moyens en hommes et outillages. Les problèmes de garanties et de malfunctions ne vous sont pas étrangers. Vous savez combien il est important non seulement de définir une politique mais aussi de veiller à son application et d'en contrôler les résultats.

C'est à partir de Paris que vous exercerez cette activité qui vous attirera à vous déplacer régulièrement, mais sans excès, tant auprès des constructeurs que de nos établissements. Votre anglais et votre allemand vous seront alors utiles. Rejoignez rapidement aux consultants du cabinet de recrutement Sircia, sous référence 801 433 M. Ils ne nous présenteront votre candidature qu'avec votre accord. Vous pouvez compter sur leur discrétion.

Sircia
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

L'E.S.I.E.E.
Ecole Supérieure d'Ingénieurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recrute

POUR SON LABORATOIRE D'AUTOMATIQUE

UN INGÉNIEUR
POUR ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE INDUSTRIELLE

déboutant ou 2 à 3 ans d'expérience.

Envoyer C.V. à Madame Liliane Johnson, 51, rue Falguère, 75015 Paris.

CHERCHONS POUR PARIS XVI

JEUNE INGÉNIEUR
BONNE FORMATION EN INFORMATIQUE

CONNAISSANCE DU FORTRAN

Anglais lu et si possible écrit. Deux années d'expérience seraient un atout supplémentaire. Déplacements obligatoires militaires. 15^e mois. - Horaire libre. - Restauration d'entreprise. - Avantages sociaux directs.

Env. lettre manuscrite, C.V. + photo récente et prétentions à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ETPM

Leader Européen de l'Offshore Pétrolier Oscar à l'exportation

recherche

INGENIEUR ANALYSTE-CHEF de PROJET

expérience informatique d'au moins 5 années en entreprise : conception, analyse, programmation, démarrage d'applications.

Au sein du service informatique le candidat retenu participera à la réalisation du plan informatique de la société : Comptabilité, Matériel, Trésorerie, Achats, Personnel, Budgets - Contrôle.

Pour ce poste, la connaissance du HB 66, du moniteur temps réel TOS et du système de gestion de base de données IDS est un atout important, mais non indispensable (formation assurée).

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. 1963 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Cette Société, multinationale américaine, est le leader mondial incontesté des produits thermorétractables qu'elle développe, fabrique et commercialise dans le monde entier. La maîtrise d'une technologie de pointe et l'efficacité d'un Service Développement permettent depuis plus de 15 ans, une progression supérieure à 30% par an. L'équipe commerciale et Télécommunications Françaises doit aujourd'hui être renforcée.

Il dépend du Directeur de cette Division mais il est autonome et responsable. Sa fonction est variée : les produits sont des biens d'équipement industriels, mais il assure avant tout la promotion d'une technologie ; il traite personnellement les négociations commerciales ; il participe au S.A.V. en formant le personnel à la mise en place de ces produits ; il recherche sur le terrain des possibilités d'applications nouvelles.

Nous souhaitons rencontrer un tempérament commercial de formation ingénieur (électricité...) justifiant de quelques années d'expérience acquise, si possible, dans la vente de biens industriels.

Il maîtrise bien la langue anglaise. Il est basé en région parisienne, centre de son secteur, et il est aussi disponible pour effectuer des missions ponctuelles de courte durée sur la moitié Nord de la France.

La rémunération est de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Un véhicule de fonction est fourni.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, C.V. + photo et salaire actuel, sous réf. M 7288 R, à

egor promotion
8 rue de Berni 75008 Paris

ETPM

Leader Européen de l'Offshore Pétrolier Oscar à l'exportation

recherche

ADJOINT DU CHEF COMPTABLE

- Vous possédez le niveau DECS, BP ancien Régime ou SUP de CO
- Vous avez acquis une première expérience d'environ 5 ans, de préférence dans une Société de Travaux Publics dans les domaines suivants :
 - comptabilité générale et analytique
 - contrôle et consolidation de comptabilités
 - établissement de bilans et situations
 - gestion informatique.
- Vous assurerez des responsabilités directes de commandement
- Vous effectuerez des brèves missions dans nos établissements et filiales à l'étranger
- Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 1964 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX EN INFORMATIQUE

Nous recherchons de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Economique, Commercial ou Informatique, souhaitant débiter leur carrière commerciale chez un leader de l'industrie informatique.

Des petits systèmes aux grands ensembles électroniques, du traitement de textes aux réseaux de télécommunication, nos Ingénieurs Commerciaux disposent des cartes maîtresses pour permettre à notre clientèle de choisir la solution informatique qu'elle souhaite.

Soutenu par une formation de grande qualité, assisté par des services de support et d'assistance efficaces et structurés, l'Ingénieur Commercial Burroughs est l'interlocuteur privilégié des entreprises souhaitant améliorer leurs systèmes de gestion. La taille et la structure de notre groupe garantissent des possibilités d'évolution pratiquement sans limite.

Nous avons un programme annuel de recrutement. Il vous est donc possible de prendre contact avec nous dès à présent ou dans quelques mois, afin que nous discutions de votre éventuelle collaboration.

Adresser-nous lettre et C.V. sous référence P.1 à :

BURROUGHS
Direction du Personnel
230-242, av. Laurent Cailly - 92231 Gennevilliers Cedex.

Burroughs

Equipe Professionnelle Recherche Commercial de Pointe

Notre équipe commerciale ne ressemble pas à une équipe de foot-ball ordinaire. Chez nous, il n'y a que des attaquants. Nos Commerciaux...

Des Commerciaux responsables de leurs secteurs d'activité, autonomes, sensibles à l'ambiance de travail qui règne dans leur équipe.

Pour faire face à notre développement, nous recrutons sur PARIS, sa REGION et les GRANDES VILLES DE PROVINCE, de

Jeunes Commerciaux

ayant une expérience de 2 à 3 ans dans la vente de biens d'équipement de préférence ou de services (biens médicaux, édition, assurance...).

Compte tenu de la taille et de l'expansion de notre société, les candidats peuvent évoluer rapidement vers des postes fonctionnels ou d'encadrement.

Les salaires proposés sont intéressants. Ils comprennent un fixe important + variable + position cadre ou assimilé + participation + frais + avantages sociaux.

Merci d'adresser rapidement votre lettre de candidature + C.V. détaillé en précisant sur l'enveloppe la référence 176 à

MEDIA BA
3, Bd des Indes, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

POCLAIN S.A.
recherche

CADRE DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Formation H.E.C. - E.S.E.C. ou INGENIEUR + I.A.E.

Une première expérience de 2 ans environ dans un cabinet d'audit et de sévères connaissances en informatique sont souhaitées pour une intégration plus aisée dans la fonction.

Bonne connaissance de l'anglais exigée.

AUDIT INTERNE

Formation ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE + D.E.C.S.

Missions d'assistance et de contrôles ponctuels auprès de nos établissements français et étrangers.

- Déplacements fréquents de l'ordre de 50 à 60 % du temps.
- Anglais indispensable et espagnol apprécié.
- Ce poste peut convenir à débutant.
- Formation interne environ 6 mois au Siège Social.

Ces deux postes sont rattachés au Siège Social situé à 45 km Nord-Est de Paris.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à :

Direction du Personnel POCLAIN
60000 - LA FLEURIE-BALEVILLE

Société Spécialisée Exportation recherche

CONTROLEUR FINANCIER

Chargé de :

- coordonner l'élaboration et le contrôle du budget ;
- participer à la gestion des opérations export.

Diplômé de grande école commerciale ayant une à deux années d'expérience professionnelle.

Anglais souhaité.

Candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée à :

SOFRESA 397, bureau de la Colline 92013 SAINT-CLOUD.

Département Etranger

CONTROLEUR DE GESTION

Société privée indépendante, 3,4 Milliards de C.A. en 1979, faisant partie des 10 grands de l'Assurance en France, depuis 3 ans, le taux d'expansion le plus élevé de la profession crée le poste de Contrôleur de Gestion pour son Département Etranger.

Rattaché directement au Directeur Etranger, il sera chargé :

- De la responsabilité du dispositif central de gestion permettant de suivre périodiquement l'ensemble des informations fournies en provenance des filiales.
- De faire toutes analyses et propositions contribuant au management fonctionnel des filiales par le Département Etranger et la Direction Générale.
- D'assister fonctionnellement les filiales étrangères dans la mise en place de leur propre dispositif de Contrôle de Gestion.

Ce poste évalue convient à un candidat de formation grandes écoles de commerce (+ D.E.C.S. apprécié). L'expérience, nécessairement de deux à trois ans, aura été acquise comme contrôleur de gestion, auditeur ou financier dans une société industrielle multi-nationale, en cabinet d'audit international ou en compagnie d'assurance.

Anglais courant indispensable, espagnol apprécié, disponibilité pour déplacements à l'étranger.

Lieu de travail : MARLY LE ROI - 30 km de Paris.

Ecrire avec C.V. - Photo et rémunération actuelle, sous réf. J 200 à :

J.P. BURTE RECRUTEMENT GROUPE DROUOT
- 1, place Victorien Sardou 75161 - MARLY LE ROI (CEDEX)

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche

pour son département Gisements

2 AGENTS TECHNIQUES

- 1 TITULAIRE BAC TECHNIQUE (expérience professionnelle souhaitée)
- 1 BTS ou DUES GEOLOGIE, PHYSIQUE, MATHÉMATIQUES

Dérogés des obligations militaires - Anglais scolaire souhaité. Éléments d'informatique souhaitables.

— LE PREMIER sera chargé d'archivage, secrétariat technique

— L'AUTRE, sous l'autorité d'un ingénieur, agent chargé :

- de superviser les diagraphies,
- d'effectuer des calculs de réserves,
- de participer à des rapports d'études.

Affectation : PARIS LA DEFENSE puis EXPATRIATION

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64000 PAU.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

responsable achats ELECTRO 1 Milliard FF

Ingénieur expérimenté de l'électronique, spécialisé en achat, pour un groupe industriel de 1 milliard de FF. Expérience de 10 ans minimum. Poste à responsabilité. Salaires élevés. Avantages sociaux. Formation continue. Environnement de travail agréable. Poste à long terme.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

PARIS

Ingénieur expérimenté de l'électronique, spécialisé en achat, pour un groupe industriel de 1 milliard de FF. Expérience de 10 ans minimum. Poste à responsabilité. Salaires élevés. Avantages sociaux. Formation continue. Environnement de travail agréable. Poste à long terme.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cadres d'Ass

Importante Société Multinationale d'Assurance Vie et d'Assurance Maladie. Recherche de cadres expérimentés pour les départements suivants :

- PRODUCTION, Contrôles, Administration
- GESTION DE DOCUMENTS CONTRACTUELS, INFORMATIQUE
- RECRUTEMENT ET FORMATION DE PERSONNEL
- SUIVI ET DÉVELOPPEMENT DES AGENTS
- RECHERCHES TECHNIQUES, Contrôle Branches et Groupes
- RELATIONS AVEC L'INFORMATION, Maintenance des procédures administratives

Les fonctions proposées ne nécessitent pas de diplôme universitaire. Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans et être âgés de 30 à 45 ans. Les candidats doivent être mariés et avoir des enfants.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous forme de pli fermé, à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

intabil

Recherche de cadres expérimentés pour les départements suivants :

- PRODUCTION, Contrôles, Administration
- GESTION DE DOCUMENTS CONTRACTUELS, INFORMATIQUE
- RECRUTEMENT ET FORMATION DE PERSONNEL
- SUIVI ET DÉVELOPPEMENT DES AGENTS
- RECHERCHES TECHNIQUES, Contrôle Branches et Groupes
- RELATIONS AVEC L'INFORMATION, Maintenance des procédures administratives

Les fonctions proposées ne nécessitent pas de diplôme universitaire. Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans et être âgés de 30 à 45 ans. Les candidats doivent être mariés et avoir des enfants.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous forme de pli fermé, à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

responsable service

Recherche de cadres expérimentés pour les départements suivants :

- PRODUCTION, Contrôles, Administration
- GESTION DE DOCUMENTS CONTRACTUELS, INFORMATIQUE
- RECRUTEMENT ET FORMATION DE PERSONNEL
- SUIVI ET DÉVELOPPEMENT DES AGENTS
- RECHERCHES TECHNIQUES, Contrôle Branches et Groupes
- RELATIONS AVEC L'INFORMATION, Maintenance des procédures administratives

Les fonctions proposées ne nécessitent pas de diplôme universitaire. Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans et être âgés de 30 à 45 ans. Les candidats doivent être mariés et avoir des enfants.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous forme de pli fermé, à M. J. B. CONTEXTE FORUM, 30, av. Opéra, 75002 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

responsable central des achats ELECTRONIQUE

1 Milliard FF 260.000 maxi

Société d'électronique internationale en matériels électroniques recherche un manager expérimenté, âgé d'au moins 35 ans. La pratique de la fonction Achats est souhaitée mais non indispensable.

Ce poste convient à un Cadre de haut niveau. Il a directement la responsabilité des négociations et le suivi des marchés. Il dirige les groupes administratifs nécessaires à l'accomplissement de sa tâche : programmes de formation, suivi et contrôle des systèmes de procédure et de mesure de productivité. Il contrôle plusieurs importants services d'Achats.

Sous l'autorité du Directeur des Appro, il participe à la définition de la politique des approvisionnements de la Société.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 1744-M à I.C.A. qui transmettra. Discretion garantie.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 - PARIS

publicité

150.000 F.

PARIS
Une très importante chaîne de détaillants succursalistes recherche un **SPECIALISTE DE LA PUBLICITE**, pour lui confier l'animation de ses points de vente répartis sur toute la France.

Rendement comme au D.G., il sera responsable de son budget et aura pour mission de faire un rôle de conseil au niveau de la conception et de la gestion de l'ensemble des magasins. Le candidat recherché, âgé de 40 ans minimum, devra bénéficier d'une expérience réussie dans une agence de publicité. Ce poste axé sur de fréquents déplacements implique d'excellents contacts sociaux. (Réf. 6756/M)

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant le réf. du poste à : L. de Menthon, Sema-Selection, 92126 MONTROUGE - Centre Menta, 15 - 18, rue Barbès.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

Ingénieur débutant, voilà pourquoi j'ai choisi une Carrière Commerciale

Quand je suis sorti de mon ECOLE D'INGENIEURS l'année dernière, j'étais plus que jamais persuadé que la technique était mon métier, ma passion.

Je ressentais le besoin de parler d'elle, d'en partager l'intérêt avec d'autres personnes.

Pouvoir échanger des opinions, des idées, trouver la meilleure solution à un problème donné faisaient partie de mes aspirations professionnelles.

Aujourd'hui, je suis ingénieur commercial.

Pourquoi chez HEWLETT-PACKARD ? Je connaisais H.P. de réputation : qualité des produits (plus de 4 500), science, avance technologique. Son dynamisme, sa forte croissance (+ 39 % en 1979) étaient pour moi des gages d'efficacité, de crédibilité, de solidité.

Par ailleurs, je connaissais l'attachement d'H.P. à la recherche et au développement (10 % de son chiffre d'affaires) à la qualité du service après-vente et du support technique accordé à ses clients.

Pour moi, c'était la certitude de progresser tous les jours dans mon métier.

Après 10 mois de formation chez H.P., je comprends mieux l'entreprise et les raisons de sa réussite. Avant tout, chez HEWLETT-PACKARD, nous avons la volonté de satisfaire nos clients en leur apportant les matériels et les applications qui correspondent à un besoin réel. Ainsi nous pouvons leur offrir et leur fidélité. C'est ce que nous appelons chez H.P. des hommes vendus.

De plus, en cas de besoin, je peux compter sur le management et mes collègues tout en conservant ma liberté d'action. Une confiance totale m'est accordée. Elle me permet de me sentir bien dans mon travail, de me réaliser pleinement.

Cet état d'esprit, cette confiance réciproque, cette facilité de contact à tous les échelons, nous l'appelons CHEF WAT.

Pour moi, H.P. c'est encore des possibilités de promotion importantes liées à sa volonté de poursuivre une croissance soutenue et en toute indépendance.

Dans ce but, HEWLETT-PACKARD recrute de jeunes Diplômés Débutants issus d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (Informaticiens ou Electroniciens) ou Universitaires, motivés par la vente et par les contacts.

Et vous ? Vous êtes attirés par les perspectives d'évolution et la qualité de vie qu'offre HEWLETT-PACKARD ?

Adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite C.V., photo) sous la référence M 101 à Daniel CARPENTIER, Département Recrutement HEWLETT-PACKARD, Avenue des Tropiques B.P. 6 - 91401 ORSAY cedex.



**HEWLETT
PACKARD**

Cadres d'Assurance-Vie

Une importante Société Mutuelle d'Assurance-Vie recherche pour faire face à son développement plusieurs Cadres d'Assurance-Vie de haut niveau, ne craignant pas les responsabilités, sachant prendre des initiatives et prêts à assumer une ou plusieurs des fonctions ci-dessous :

- DOCUMENTATION, constitution, organisation, mise à jour exploitation de la documentation.
- REDACTION de documents contractuels, d'instructions et de notes d'informations.
- RECRUTEMENT ET FORMATION de Producteurs-Vie.
- SURVEILLANCE ET DEVELOPPEMENT du portefeuille Groupes.
- ETUDES TECHNIQUES, Grande Branche et Groupe. Elaboration de nouveaux produits.
- RELATIONS AVEC L'INFORMATIQUE. Maintenance et développement des applications. Définition des procédures administratives.

Les fonctions proposées ne peuvent convenir qu'à des Cadres spécialisés de l'Assurance-Vie, diplômés de l'Enseignement Supérieur (Licenciés) et financiers - commerciaux - juridiques et ayant acquis au sein d'une autre société une réelle compétence dans l'Assurance-Vie. Ces différents postes comportent d'intéressantes perspectives d'évolution pour des candidats de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous numéro 854.075 à Régis Praz, 85bis rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra, en mentionnant votre rémunération actuelle et le salaire souhaité. Discretion totale assurée.

Commerce international et industrie d'équipement

C'est votre champ d'action depuis des années. Une expérience industrielle, une bonne connaissance du commerce extérieur, l'habitude d'évoluer au sein des organismes officiels, nationaux et internationaux, vos atouts.

Courir constamment de par le monde ne vous amuse plus. Mais vous ne souhaitez pas pour autant abandonner ce domaine privilégié que constitue la vie économique internationale, tant institutionnelle que privée. Vous éprouvez simplement le besoin de mêler plus profondément la réflexion à votre action et peut-être même, de façon plus ambitieuse, de voir votre expérience servir l'intérêt général plutôt que le particulier.

Vous ne renoncez pas non plus à toute idée de carrière. Entrer aujourd'hui dans une organisation où vous pouvez espérer accéder dans un futur proche, si vous le méritez évidemment, à la direction des relations internationales ne vous est pas indifférent.

Les consultants du cabinet de recrutement Sirca ont été chargés de réunir les candidatures. Envoyez-les sous référence 801 435 M rapidement mais longuement. Vous pouvez compter sur leur discrétion.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS



spécialiste des aliments préparés pour animaux familiers (Canigou, Rotron, Kiteat, Pal, Frolic, Loyat, Buster)

leader de son marché,
filiale d'un groupe important,
implantée près d'une ville universitaire : 120 km sud de Paris,
nous recherchons :

NOTRE RESPONSABLE DE LA PLANIFICATION DES VENTES

fonction marquante dans notre société.

- Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (BUP, Maîtrise de mathématiques).
- Vous avez une expérience industrielle de 2 à 3 ans.
- Vous avez, sur le plan personnel, des qualités de communication et d'imagination, un intérêt marqué pour la marche des affaires.

Votre mission :

- élaborer de nouveaux axes de recherche,
- analyser puis mener à bien des études prospectives,
- concevoir puis mettre en place des outils performants avec l'appui de l'informatique.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. sous réf. U 10 à notre conseil

INFRAPLAN 83, Bd Raspail
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



Importante Société d'Équipements
Aéronautiques

recherche pour sa

DIVISION NAVIGATION INSTRUMENTS

4 INGENIEURS D'ETUDES EN MECANIQUE ET ELECTRONIQUE

Dans le cadre de projets visant à développer des systèmes électro-mécaniques de haute précision, ils auront l'entière responsabilité de la conception, de la réalisation et des essais de prototypes.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation ARTS & METIERS, MINES, ENSI ou équivalent. Deux d'entre eux concernent des ingénieurs ayant quelques années d'expérience industrielle en conduite de projet.

Lieu de travail : Velizy-Villacoublay (1 poste)
Châtelleraut (3 postes)

Adresser CV et photo S/Réf. 1.041 à :

SFENA - BP 58 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

INGENIEURS INFORMATIENS

Voulez-vous programmer un microprocesseur pour un satellite ?
Souhaitez-vous réaliser une application de gestion sur un réseau national de terminaux ?
Désirez-vous réaliser un compilateur ?

Ce sont quelques-uns des nombreux projets sur lesquels travaillent aujourd'hui les 800 Ingénieurs Informatiens de notre société qui est spécialisée dans l'étude et la réalisation de logiciels de pointe. Nous renforçons nos structures et recherchons dans l'immédiat et le courant des mois prochains pour nos quatre divisions "Télématique et Télécommunications", "Informatique et Ingénierie", "Services Publics", "Produits Logiciels" plusieurs ingénieurs Informatiens qui occuperont des postes que nous créons :

PARIS - LANNION - RENNES - TOULOUSE - GRENOBLE

Ecrire à Cap Sogeti Logiciel, 5 rue Louis Lefebvre - 92128 Montrouge Cedex.

CAP SOGETI LOGICIEL



Dans le cadre de son développement
GARDNER DENVER FRANCE
Société fabriquant du MATÉRIEL
DE PERFORATION ET D'AIR COMPRIMÉ
pour les T.P., recherche sous :

responsable service après-vente

28 ans minimum, Ingénieur de formation (ENSI - A.M. - ICAM) ou équivalent, pour lui confier l'ensemble des responsabilités liées à l'activité de ce service : direction d'une équipe de techniciens qui assurent sur le terrain, élaboration et suivi des contrats d'assistance à la clientèle, gestion des pièces détachées etc... Ce poste requiert nécessairement une grande expérience dans une fonction similaire effectuée soit chez un fabricant de matériel lourd, soit au sein d'un service matériel d'une entreprise de T.P. et déplacements fréquents mais de courte durée.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la référence 761 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaughard - 75015 PARIS

ASEA

Filiale Française du groupe Suédois
C.A. 12 milliards F.F. - 43.000 employés
recherche pour Persan (Val d'Oise)

JEUNES INGENIEURS diplômes

- postes technico-commerciaux
- matériels électro-mécaniques
- équipements pour :
 - maintenance automatisée
 - réseaux électriques H.T.
 - robotique
- Anglais nécessaire

C.V. à ASEA, B.P. 5 - 95340 PERSAN

Société industrielle en développement constant
recherche pour son siège et une de ses directions régionales des ventes
situées en Bretagne Sud de PARIS

jeunes ESC ou équivalent

Pour leur proposer les deux postes suivants :
CHARGE D'ETUDES (Réf. 759-1) : rattaché au service des Etudes Commerciales, il participera à la mise en place et au suivi d'outils de gestion commerciale (tableaux de bord, analyses statistiques, documents de synthèse etc...)
CHARGE DE LIAISON (Réf. 759-2) : Collaborateur direct du Directeur Régional des Ventes, il constituera la plaque tournante dans la transmission des informations, assure la gestion administrative des dossiers et participe à la réalisation d'études commerciales. Le candidat de l'entreprise devra envisager à des candidats de valeur, une évolution intéressante.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions en précisant la référence choisie sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaughard - 75015 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT ENTREPRISE FRANCAISE DE PRODUITS METALLURGIQUES POUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE **TECHNICIEN de LABORATOIRE en TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE**

Il sera chargé sous la responsabilité d'un ingénieur agro-alimentaire de travaux d'analyses, d'essais et de recherche en technologie et en microbiologie alimentaires.

Ce poste nouveau, basé à Paris, conviendrait à un JEUNE DIPLOME D'UT en INDUSTRIE ALIMENTAIRE et BIOLOGIE APPLIQUEE.

Anglais nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt sous réf. 2491 à Madame LAMY à



DISCRETION ASSUREE

ERIA ECA AUTOMATION **SOCIETE DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE** (380 personnes, C.A. 65 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Notre vocation est la pratique d'une informatique de qualité et de haute technicité, nous appuyant sur des méthodes rigoureuses et éprouvées depuis 13 ans.

Pour constituer nos équipes, nous nous entourons d'ingénieurs spécialisés, hautement compétents.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
Débutants, 2 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
ERIA ECA AUTOMATION, Service du Personnel
315 Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Pour lui confier : la vente et la promotion de périphériques d'ordinateurs auprès des organismes bancaires et para-bancaires.

Le candidat devra justifier :

- d'une formation d'ingénieur
- d'une expérience de quelques années dans la vente de terminaux bancaires
- d'une bonne pratique de l'anglais

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, Avenue Descartes, 94450 LINEIL-BREVANNES.



COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un important groupe mondial, leader dans les techniques les plus avancées en communications, et consacrant 15% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement, recrute pour sa Division TELEPHONIE PUBLIQUE

ingénieurs informaticiens

Pour participer à la conception et à la programmation d'automatismes en temps réel.

Aux candidats confirmés ou débutants, nous proposons des possibilités d'avenir dans des domaines en pleine évolution : commutation avec intégration de services nouveaux, Télématique, etc...

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75040 PARIS Cedex 15, ou téléphoner pour Rendez-Vous 545.29.40.

avec votre BTS ou DUT en ELECTROTECHNIQUE **vous pouvez exercer une profession d'avenir**

La sécurité ne s'improvise pas. Pour tout ce qui ne relève pas des techniques spécifiques de la production des entreprises, l'APPAVE - organisme de vérifications techniques de sécurité - offre l'assistance d'équipes spécialisées à haute qualification technique.

Pour ce faire elle souhaite s'attacher le concours d'électrotechniciens (BTS ou DUT), désireux d'exercer une activité plus enrichissante dans un secteur en plein développement et d'exploiter au mieux leurs connaissances.

Ces derniers bénéficieront d'une formation renforcée leur permettant d'accéder à la fonction d'INSPECTEUR chargé de vérifications d'installations industrielles. Ce sont des postes stables offrant des possibilités d'évolution de carrière.

Si vous êtes déchargé des obligations militaires, possédez le permis V.L. et résidez à Paris ou dans sa proche banlieue, n'hésitez pas à nous adresser votre candidature.

APPAVE - Service Recrutement (réf. 80-19) 17, rue Salneuve 75854 Paris Cedex 17.



Nous sommes un groupe international leader sur le marché de la distribution des escaliers, échelles et échafaudages en alliage d'aluminium.

Pour diriger notre filiale France (entrée en 1975, effectif 15 personnes) nous recherchons un :

Jeune directeur général 165 000+

Il se verra confier la responsabilité globale du développement de cette filiale en pleine expansion (Responsable du budget, de la planification, de la politique commerciale, du développement des ventes aux "grands clients") et rapportera à la Direction Générale Europe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un jeune cadre agissant et de haut niveau, âgé de 32 ans minimum, possédant une solide formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent) et qui aura exercé avec succès des responsabilités de Direction Commerciale.

Un réel dynamisme commercial doublé d'un sens de l'organisation, un tempérament de leader et un goût prononcé pour le terrain font de vous le candidat que nous désirons rencontrer.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Résidence Paris ou Région Parisienne.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. A.1.707 M à Dr Yves BARUCHEL, Jean Pierre Tricard Sélection 37/39, avenue de Clichy - 75017 Paris



Jean Pierre Tricard Sélection

Nous sommes une :

IMPORTANT SOCIETE INTERNATIONALE - TRAVAUX PUBLICS -

Totalement tournée vers l'exportation, notre chiffre d'affaires est d'un milliard de Francs.

Nous gérons un personnel extrêmement varié dont 600 expatriés de tous niveaux travaillant dans le monde entier.

Nous recherchons un :

jeune cadre fonction personnel

et vous proposons de rejoindre une équipe dynamique pour participer, sous la conduite du Chef du Personnel, à tous les aspects de la gestion du personnel de la Société.

L'évolution rapide de la fonction et les perspectives de développement de notre secteur d'activités devraient vous permettre d'acquiescer très vite une expérience riche et complète.

De notre côté, nous souhaitons :

- que vous possédiez une formation supérieure (Sciences-Po ; HEC ; ESSEC ; DES de Droit ou Sciences Eco...)
- que vous parliez correctement l'anglais et soyez disponible pour quelques missions de courte durée à l'étranger.

Une première expérience serait appréciée mais nous recherchons surtout une personnalité affirmée dont l'ouverture d'esprit et les qualités d'analyse et de synthèse sont les caractéristiques essentielles.

Des perspectives réelles d'avenir sont possibles pour un candidat de valeur, motivé par la fonction.

Envoyez C.V., photo et prétentions s/réf. 4198 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SOCIETE DE CAUTION MUTUELLE A VOCATION NATIONALE

recherche pour son siège QUARTIER TRINITE

RÉDACTEUR (TRICE)

Crédit moyen terme
Expérience 2 à 3 ans
Téléph. pour R.V. au 874-54-66, à M. PRUVOST.

Un très important groupe industriel et financier (40 000 personnes) recrute dans le cadre de ses nouvelles activités en

ÉNERGIES NOUVELLES, ÉCONOMIES D'ÉNERGIES **un INGÉNIEUR ARTS & MÉTIERS ou équivalent**

afin de lui confier la responsabilité des études de faisabilité, jusqu'à la réalisation des projets.

Pour cela, il sera amené à coordonner les actions des différentes sociétés du groupe concernées et à négocier auprès des grandes entreprises nationales et des administrations.

Ces fonctions d'études et de contacts, basées à Paris et susceptibles d'évoluer ou sein du groupe, requièrent une expérience (de 4 à 7 ans) du secteur industriel (thermique, électrique).

Une formation complémentaire en économie serait appréciée.

Nous vous invitons à envoyer un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée), sous réf. 79517 M à

HAVAS CONTACT,
156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE offre de larges perspectives à de jeunes ingénieurs

Elle recherche pour PARIS

UN INGÉNIEUR INFORMATIEN

pour la gestion du personnel Réf. : 146

Cet ingénieur d'intégration à l'équipe dirigeante d'un service autonome de 30 personnes. Ce service est responsable, sur le plan informatique (conception, réalisation, exploitation), de la mise en œuvre et de la gestion d'une vaste population et dispose de moyens modernes de conception et de mise au point.

Chargé de tâches variées, le candidat retenu, de formation grande école ou universitaire de haut niveau, aura une expérience minimum de deux ans. La connaissance du matériel O.S. 386 serait appréciée.

SIX INGÉNIEURS INFORMATIENS DÉBUTANTS

Réf. : 147

Dépendant de la Direction Générale, ils participeront à l'étude et à la réalisation des systèmes informatiques s'appuyant sur des techniques de pointe. Les domaines de réalisation sont très divers : systèmes général d'information de la banque (comptabilité, aide à la gestion et à l'exploitation bancaire), opérations avec l'étranger, opérations sur titres.

Les candidats retenus auront une formation grande école ou universitaire de haut niveau.

Pour tous ces postes, une formation complémentaire et permanente ainsi que de larges perspectives d'évolution de carrière sont assurées.

Recevoir en précisant la référence à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.



Vous êtes Chef de Produit grande consommation depuis au moins 2 ans dans une société connue pour la qualité de son marketing ;

Vous vous exprimez bien en anglais par écrit et oralement ;

Vous avez une bonne formation universitaire de type grande école commerciale ;

Vous avez réussi de bons "coups" dans des marchés concurrentiels.

chef de produit

MAIS

Vous êtes dans une structure pléthorique où toute promotion est aléatoire.

Vous souffrez de la lenteur apportée à la mise en œuvre de vos recommandations.

Vous déprimez la rigueur de certaines procédures internes ;

Vous regrettez le manque de liaison entre le marketing et les ventes ;

Nous devrions nous entendre pour vous confier la responsabilité de :

dans une Société Américaine de grand renom dont la filiale française, située dans la Région Parisienne, peut vous offrir le dynamisme, la souplesse et les perspectives d'avenir que vous recherchez.

Envoyer C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. No 63682 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra

Un ingénieur système

FORMATION ELECTRONIQUE

Débutant ou première expérience, connaissant bien le langage assembleur pour un poste exigeant de la disponibilité. (réf. EF)

3 Ingénieurs informaticiens

MIAGE DEBUTANTS ET CONFIRMES.

destinés à prendre rapidement les fonctions d'analyste-programmeur dans le domaine de la gestion (réf. GH).

Ces 4 postes sont à pourvoir au sein de notre direction informatique à Clichy (92)

Adresser CV photo et prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse au Printemps, Service du Recrutement, 102 rue de Provence 75008 PARIS.



Cabinet Conseil Fiscal clientèle et implantation internationales recherche

fiscaliste confirmé

2 ans d'expérience minimum.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 8000 à :



offres d'emploi

Gérer nos participations

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à

FONDE DE POUVOIR

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à

importantes entreprises de l'électronique

INGENIEUR spécialité électrique

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à



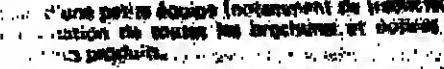
DIGITAL EQUIPMENT

Direction du Personnel

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE - FRANCE

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à



Direction du Personnel

12, rue Sarrasin, 91020 Evry-Courcouronnes Cedex

SNECMA

recherche pour son Usine de CORBEIL

RESPONSABLE TECHNIQUES de SOUD

pour des matériels de haute performance

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à

Direction du Personnel

12, rue Sarrasin, 91020 Evry-Courcouronnes Cedex

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

situé à PARIS recherche

FISCALISTE

pour l'ensemble des participations du groupe, nous recherchons un ingénieur expérimenté, capable de diriger un service d'administration et de gestion des participations. Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans dans ce domaine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2491 à Madame LAMY à

Direction du Personnel

12, rue Sarrasin, 91020 Evry-Courcouronnes Cedex

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Gérer nos participations

Vos études dans une grande Ecole Commerciale, complétées par une formation internationale, universitaire ou professionnelle, ont fait de vous, après quelques années de pratique, un bon expert du contrôle de gestion et/ou de l'analyse financière. Vous savez étudier à fond les dossiers, analyser les comptes, évaluer les perspectives de développement, rédiger des synthèses claires débouchant sur des propositions concrètes que vous êtes prêt à mettre en œuvre vous-même. Vous parlez anglais. Malgré votre jeune âge, vous êtes capable d'intervenir dans les conseils d'administration avec diplomatie et si besoin farnet. Alors, la Société qui gère les participations de notre groupe vous offre de devenir son

FONDÉ DE POUVOIR

Le succès dans cette mission vous ouvrirait ultérieurement l'accès à la Direction générale d'une de nos Filiales.

Adressez votre lettre de candidature et C.V. à n° 63.690, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Importante entreprise de Bâtiment recherche

INGENIEUR spécialité électricité

Il a une expérience minimum de 5 ans dans la profession et est capable de diriger un Bureau d'Etudes technique. Il a une bonne connaissance des études de prix et, si possible, une expérience travaux.

Une réponse confidentielle sera adressée à toute candidature envoyée sous référence 8027 à :

Q7 organisation et publicité
2 rue MARENGO 75001 PARIS 1^{er} TRAM.

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE FRANCE

Répondre de notre image de marque, il aura pour mission d'élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions, reflet de la stratégie Marketing de notre société.

Il sera chargé de l'adaptation pour la France des campagnes d'image de marque et de la publicité-produit.

Avec l'appui d'une petite équipe (notamment de traducteurs) il assurera la bonne réalisation de toutes les brochures et notices techniques de l'ensemble de nos produits.

Véritable négociateur et bon créatif, il saura vendre ses idées à l'intérieur de la société et ainsi organiser, salons et expositions, mailings, qui apporteront les nouveaux contacts nécessaires à la force de vente.

La préférence sera donnée à un candidat ayant une bonne formation marketing acquise au cours d'études supérieures du type grande-école-de-commerce suivies de 2 ou 3 ans d'expérience internationale soit dans le commercial, soit dans la publicité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 008 à :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Spérin, 92120 - 94528 Rungis Cedex

SNECMA

recherche pour son Usine de CORBEIL

RESPONSABLE TECHNIQUES de SOUDAGE

pour des matériaux de haute performance

Chargé :
- de mettre au point les fabrications à l'aide de moyens modernes de soudage (faisceau d'électrons...) et d'assurer le soutien technique aux ateliers pour tous les problèmes de soudage.
- de développer de nouveaux procédés de soudure et de proposer les investissements correspondants.
- d'encadrer une équipe de spécialistes.

Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école d'ingénieur et justifiera d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans les techniques de soudage.

Merci d'adresser lettre et C.V. à SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL situé à PARIS recherche

FISCALISTE

Il conseillera les responsables du groupe dans le domaine de la fiscalité et veillera à l'application des procédures internes. Il coordonnera le traitement et le règlement des questions fiscales concernant les filiales du Groupe, en France.

Le candidat doit être titulaire d'une Maîtrise en Droit et disposer de solides connaissances comptables (expertise comptable souhaitée).

Anglais lu, parlé, écrit "impératif".

Expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 63.841, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

DET NORSKE VERITAS (FRANCE)

A.S. COMPUTAS

recherche

INGENIEUR

Calcul scientifique

Ce poste consiste à :

- utiliser le logiciel de Det Norske Veritas ;
- assurer assistance technique aux clients utilisateurs.

Nous demandons :

- expérience et bonnes connaissances dans le domaine de calculs aux éléments finis.
- anglais parlé et écrit, bon niveau.

Envoyer à : Det Norske Veritas
305, Bureau de la Colline, Saint-Clément,
92213 Saint-Clément cedex.

THOMSON-CSF

recherche dans le cadre de l'expansion de son ACTIVITE - TRAFIC des

INGENIEURS

pour l'établissement de projets et de conduites d'activités en TRAFIC URBAIN ou ROUTIER. Une expérience de 2 ou 4 ans en France ou à l'étranger dans des activités similaires est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à THOMSON-CSF
Division des Travaux Expérimentaux
34, boulevard Gaspard - 92094 SAINT-DENIS

Société informatique, filiale d'un important groupe français d'assurances, recherche un

responsable haut niveau

pour diriger son équipe système MVSTSO

Les ordinateurs sont de très gros ordinateurs IBM avec bases de données et télétransmission.

Envoyer CV et prétentions à
GIE, Service du Recrutement,
Tour Franklin, Cedex 11,
92081 Paris La Défense.

T.R.T. TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre du développement de ses activités

Télématique

offre à des

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCEUX

POSITION II

ayant une première expérience technique en :

- Réseau de télécommunication ;
- Transmission numérique ;
- Communication de données.

et ayant une bonne connaissance de l'anglais, des postes pour la commercialisation en France et/ou à l'exportation de technico-commerciaux de TÉLÉMATIQUE, et services nouveaux.

LIQU DE TRAVAIL : Paris-15^e

Adressez C.V., photo et prétentions à T.R.T.
5, av. Bézou - 92300 LE PLESSIS-ROBINSON.

microstar

Distributeur maintenant en FRANCE les systèmes multipistes et multibits

MICROSTAR

(plus de 1.000 installations à ce jour aux U.S.A.) Pour les commercialiser en particulier le modèle 2 (16 bits)

Il faut de toute urgence des :

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

- l'expérience de la vente aux P.M.E. est indispensable.

- l'habitude de travailler avec les S.S.O.I.

- la connaissance approfondie d'une application (verticale ou horizontale) soit au sein de « plus » pour des hommes et des femmes capables de définir la stratégie de leur territoire et d'agir de façon autonome.

La rémunération liée à des objectifs réalisés est très attractive.

Envoyer votre C.V. ou téléphoner à :
J.-L. Cheyrou, MICROSTAR
51, avenue de l'Indépendance, 94310 ORLY
Téléphone : 01-27-27-77

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Laboratoire Privé spécialisé dans les études et développements recherche pour des systèmes avancés dans le domaine du radar

INGENIEURS - ELECTRONICIENS GRANDES ECOLES

Débutants ou quelques années d'expérience en :

- micro-onde,
- traitement du signal,
- traitement de données.

Bonnes connaissances de l'anglais nécessaires.

TECHNICIENS D'ETUDES (B.T.S. ou D.U.T.)

Débutants ou quelques années d'expérience en :

- micro-onde,
- traitement numérique,
- microprocesseur.

Le travail en équipe structurée autour d'un projet permet le développement de la créativité.

Nationalité française exigée.

Envoyer curriculum vitae et photo en précisant les centres d'intérêt technique, sous le n° 63.749 à L.C.T., Boite Postale 40 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE recherche pour son Département spécialisé dans les CONSTRUCTIONS HOSPITALIERES

cadre administratif

PARIS

Au sein d'une équipe de 5 cadres, il (elle) devra assurer la suivi d'ensemble administratif et financier d'opérations hospitalières pour lesquelles la société assure la maîtrise d'ouvrage déléguée.

IL EST DEMANDE :

- une formation juridique minimum licence en Droit, de préférence Droit Public
- une expérience de quelques années dans une fonction qui implique le maniement des mécanismes de financement et/ou des contacts avec des établissements hospitaliers
- une excellente aptitude aux contacts à tous niveaux (hôpitaux, instances de financement...)

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 8008 à :

Q7 organisation et publicité
2 rue MARENGO 75001 PARIS 1^{er} TRAM.

ANALYSE DE LA VALEUR: INGENIEURS

(création de postes)

La direction des Informations d'une importante entreprise utilisant une technologie de pointe, filiale d'un des tous premiers groupes français, crée la cellule analyse de la valeur et recherche des ingénieurs ayant une des spécialités :

- MÉTALLURGIE, SOUDURE, CONTRÔLE, QUALITÉ,
- MÉCANIQUE,
- CHAUDRONNERIE,
- ÉLECTRICITÉ, REGULATION.

Il seront les promoteurs de cette activité au sein de l'Entreprise. Ils analyseront et conduiront les groupes d'analyse de la valeur.

Une expérience concrète en fabrication ou gestion d'affaires et en méthodes et estimation est nécessaire pour remplir ces fonctions, ainsi que des qualités d'organisation et de coordination.

Les postes sont à pourvoir à Paris. Adressez votre dossier de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 5020 à nos cadres, 64, rue la Boétie 75008 PARIS, qui transmettra.

DELEGUE GENERAL

Atain DULISCOUET, Conseiller de Direction, recherche pour la FEDERATION NATIONALE d'un secteur dynamique de l'industrie (BIENS DE CONSOMMATION), un DELEGUE GENERAL qui assurera des responsabilités politiques, administratives, économiques d'ampleur nationale sous l'autorité directe du Président.

Ce poste conviendrait à une personnalité de haut niveau dans la première moitié de sa carrière, avec de fortes compétences en économie et en marketing et une bonne connaissance du commerce international.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 117 à A. Duliscouët CIT, 3, rue de l'Arrivée - 75749 PARIS Cedex 15, qui traitera les candidatures avec toute la discrétion demandée.

DEXION FERALCO LEADER EUROPEEN DU STOCKAGE recherche

UN RESPONSABLE pour l'une de ses agences parisiennes

Ce cadre, d'un haut niveau commercial, 35 ans minimum, aura une expérience confirmée de la vente de biens d'équipements et d'aménagement à une clientèle industrielle variée. Responsable d'une équipe performante, il mettra tout en œuvre pour maintenir et développer un niveau de résultats qui soit compatible avec les ambitions de la Société pour cette agence.

Il sera basé à PARIS.

NOUS OFFRONS : Rémunération élevée (fixe + prime de résultats). Voiture de fonction + frais de route.

Adressez votre candidature, C.V., photo et prétentions à la Société DEXION FERALCO Direction du Personnel 9, rue Saint-Sébastien - 75013 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TRINDEL
6.200 personnes

SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES recherche pour PARIS et RÉGION PARISIENNE plusieurs

INGÉNIEURS D'AFFAIRES ÉLECTRICIENS

afin de leur confier la responsabilité de l'étude, du suivi commercial, de la réalisation, de la mise en service d'installations électriques, ainsi que de la gestion des affaires.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation Grandes Écoles (SUPÉLCO, ENSI) ayant 2 à 5 ans d'expérience.

Anglais souhaités.

Déplacements à prévoir.

Ces postes permettent une bonne évolution à des candidats de valeur.

Envoyer C.V. photo et PRÉSENTATIONS sous réf. A 80734 à : Société TRINDEL DP/PS 44, rue de Liabonne, 75003 PARIS CEDEX 08

Responsable Commercial

Notre client est une société de création récente distribuant des matériels de micro-informatique (application de gestion PME, traitement de textes).

Il recherche pour Paris un RESPONSABLE COMMERCIAL susceptible d'assumer à terme des responsabilités de gestionnaire.

Le candidat doit être de formation supérieure, scientifique ou commerciale et avoir si possible une première expérience professionnelle.

Il a 27 ans minimum et parle anglais.

Il sera à court terme étroitement associé au développement de l'entreprise (prise de participation, responsabilités des points de vente).

Jean-Louis MUTTE vous remercie de lui faire parvenir votre C.V. sous la réf. 2431/1

Beckwell
41, Avenue de Friedland - 75008 PARIS
Beckwell International
Francfort, Paris, Londres

DIRECTEUR MARKETING EUROPE

Société multinationale ayant son head quarter européen à Paris, recherche son directeur de marketing Europe

PROFIL :

- Ingénieur électronicien.
- M.B.A. ou équivalent.
- Anglais parfait indispensable.
- Expérience multinationale.

POSITION :

- Direction marketing nouveau produit.
- Evolution de carrière très rapide.
- Salaire selon compétences et expérience.
- Bureaux situés à Paris/Banlieue Sud.
- Responsabilité territoire : EUROPE.

Envoyer lettre man., C.V., photo, rémunération actuelle ainsi qu'objectifs de carrière souhaités. DYNATEC COMMUNICATION, 6, rue des Gémeaux - 91131 - 91523 RUNGIS.

chef de personnel

Grand groupe électromécanique recherche CHEF DE PERSONNEL pour son établissement de 2000 personnes, proche banlieue Parisienne.

Il est indispensable d'avoir au moins 30 ans, une solide formation supérieure et des années d'expérience dans la fonction Personnel d'une entreprise industrielle moyenne ou grande.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui correspondront à ce profil. (Discrétion absolue garantie).

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 1750-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Nous appartenons à un puissant groupe bancaire et nous recherchons pour notre centre informatique (80 personnes) un jeune

PROGRAMMEUR SYSTEME

Capable de s'intégrer rapidement dans une équipe jeune, mais performante et de devenir un spécialiste système IBM 3631 (actuellement sous I/O/S VS avec passage en VSE) familiarisé avec le télétraitement.

Il s'agit d'une opportunité pour un homme jeune, si possible déjà qualifié, capable d'apporter et de transmettre à faire passer ses idées dans un environnement ouvert.

Nous avons confié la recherche à : IPPA 57, rue d'Amsterdam PARIS 8ème qui attend votre C.V. sous réf. 87501 IN ou votre appel téléphonique au 281.13.22

chef de service gestion comptable

Une Société de distribution de matériel chirurgical (Anesthésie, Réanimation), filiale d'un groupe américain, connaît depuis sa création une expansion continue. Le Contrôleur Financier souhaite s'entourer d'un professionnel de la comptabilité à qui il confiera la responsabilité de la gestion comptable (Comptabilité Générale, Comptabilité Clients, Fournisseurs, Facturation...). Le titulaire devra se préoccuper tout particulièrement des recouvrements auprès d'une clientèle principalement composée d'administrations. Cette position Cadre, basée en région parisienne, devrait convenir à une personne de 30 ans minimum, diplômée en comptabilité, ayant acquis une solide expérience de la gestion comptable dans un contexte de PME et si possible des relations avec l'Administration. Cette personne devra pouvoir communiquer correctement en anglais.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez sous référence 80.62-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui a été confié le soin d'étudier les candidatures.

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92430 Ivry-sur-Seine
PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

Télédiffusion de France
recrute

par concours pour ses services parisiens et régionaux

des CADRES TECHNIQUES

titulaires d'un D.U.T. option Electronique ou électrotechnique ou d'un diplôme attestant une formation équivalente et reconnu par l'habilitation. Les épreuves de sélection auront lieu courant octobre 1980.

Les candidats doivent être dépourvus des obligations militaires, être âgés de moins de 40 ans et de nationalité française.

Les personnes intéressées par ces recrutements doivent adresser avant le 7 juillet 1980 leur curriculum vitae à Télédiffusion de France, Division du Personnel - Pigeon 603 - B.P. n° 518, 92543 MONTROUGE CEDEX.

ENTREPRISE
TÉLÉCOMMUNICATIONS
proche banlieue Nord-Ouest

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
DE TRES BON NIVEAU

Débutants ou avec première expérience intéressés par :

- des activités techniques en laboratoire (hyperfréquences, circuits, antennes, haute tension),
- des études et systèmes,
- des fonctions technico-commerciales.

Adresser C.V. détaillé et présent. sous réf. 943 à TRENDANCE 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

FORMATION - SÉCURITÉ
CONDITIONS DE TRAVAIL

Ce sont les 3 volets du poste que nous offrons

NOTRE ENTREPRISE : 14.000 personnes réparties entre 40 établissements.

VOTRE PROFIL : expérience d'animateur et de concepteur en formation et si possible en Sécurité et Ergonomie acquise en entreprise, solide formation en psychopédagogie des adultes et législation du travail.

Ce poste d'ADJOINT est rattaché au Chef du Service Central Formation, Sécurité, Ergonomie.

Lieu de travail : Paris. Déplacements fréquents de courte durée.

Envoyer C.V. et photo, sous la réf. 63.442 à CONTESSÉ Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPTE STÉ SECTEUR TERTIAIRE PARIS
recherche pour son Centre

DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

(30-32 - 370/158, réseau télétraitement national, évolution vers l'OS devant déménager et se recruter en périphérie parisienne) son

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Ce poste requiert conjointement à un candidat pouvant justifier d'une bonne expérience dans un poste similaire sur gros centre et matériel IBM série 370.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo N° 63.388 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}.

AXIAL Publicité
vous prie de noter sa nouvelle adresse à compter du 1^{er} juillet 1980

27, rue Tolbiac 75009-Paris
Tél. 246.33.44

PHILIPS
DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE recherche

INGÉNIEUR en TELEMATIQUE
(GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT)

Intéressé par l'étude, la réalisation et la coordination de projets de transmissions de données de taille et de nature diverses.

Une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion de projets de ce type est souhaitée.

Connaissances en téléphonie ou en logiciel de communication IBM appréciées.

Anglais parlé souhaités.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à PHILIPS - Département I.S.A. - Service du Personnel, 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

THOMSON-CSF
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICHIEN II ou III A

Pour assurer la responsabilité d'un laboratoire d'études de matériels.

En plus d'une expérience de plusieurs années, le candidat devra avoir une solide compétence dans les domaines analogiques ou radio-communications.

Ce poste convient à un candidat possédant une grande faculté d'adaptation et désirant mettre en valeur ses qualités d'initiative et de décision.

Envoyer C.V. et photo à CONTESSÉ Publi. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour Centrales Conventuelles et Nucléaires dont le siège social est situé à VELEZY (78) recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ARTS ET MÉTIERS OU EQUIVALENT + si possible E.S.S.A. (ou Sup. Fondée)

ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif pour CONTOLE et ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS

- 30 ans minimum.
- Anglais indispensable.
- Allemand, Espagnol souhaités.
- Déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ÉTRANGER.

Contrat limité à 2 ans.

Ad. C.V. détaillé et présentations, sous réf. 2368 M. à : SWEETS - B.P. 209 - 75004 PARIS - CEDEX 08, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE PARISIENNE EN EXPANSION
40 personnes

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Profil : formation D.E.S.C. ou équivalent avec expérience acquise dans sociétés de services, de préférence agence de publicité, compétences particulières en gestion de trésorerie, analytique et informatique.

Age : 30 ans minimum.

Mission : comptabilité générale et analytique de l'agence et ses filiales, relations avec les banques, gestion administrative du personnel.

Pourra évoluer vers une Direction Financière en fonction du développement de l'entreprise et de l'aptitude et de la personnalité du candidat.

La rémunération sera fonction du profil et de l'expérience.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : Madame B. ROMANO 8, rue Malesherbes 75017 PARIS

Le secret des candidatures est garanti.

ÉNERGIE SOLAIRE

Organisme à vocation publique développe son activité Energie Solaire auprès des Maires d'ouvrages publics et des collectivités locales, et recrute

1 INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
X - E.C.P. - MINES - A. & M.

Pour lui confier, au sein d'une équipe, la responsabilité du montage et du suivi d'affaires et d'opérations nationales complexes. Cet ingénieur, âgé d'environ 30 ans, aura acquis une compétence de base en matière énergétique et d'énergies nouvelles.

Les qualités d'initiative, d'autonomie et d'organisation sont essentielles ainsi que l'habitude des contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présent. sous la réf. 63.965 à CONTESSÉ Publi. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PHILIPS
DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE recherche

INGÉNIEUR en TELEMATIQUE
(GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT)

Intéressé par l'étude, la réalisation et la coordination de projets de transmissions de données de taille et de nature diverses.

Une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion de projets de ce type est souhaitée.

Connaissances en téléphonie ou en logiciel de communication IBM appréciées.

Anglais parlé souhaités.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à PHILIPS - Département I.S.A. - Service du Personnel, 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

THOMSON-CSF
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICHIEN II ou III A

Pour assurer la responsabilité d'un laboratoire d'études de matériels.

En plus d'une expérience de plusieurs années, le candidat devra avoir une solide compétence dans les domaines analogiques ou radio-communications.

Ce poste convient à un candidat possédant une grande faculté d'adaptation et désirant mettre en valeur ses qualités d'initiative et de décision.

Envoyer C.V. et photo à CONTESSÉ Publi. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour Centrales Conventuelles et Nucléaires dont le siège social est situé à VELEZY (78) recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ARTS ET MÉTIERS OU EQUIVALENT + si possible E.S.S.A. (ou Sup. Fondée)

ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif pour CONTOLE et ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS

- 30 ans minimum.
- Anglais indispensable.
- Allemand, Espagnol souhaités.
- Déplacements de courte durée en FRANCE et à l'ÉTRANGER.

Contrat limité à 2 ans.

Ad. C.V. détaillé et présentations, sous réf. 2368 M. à : SWEETS - B.P. 209 - 75004 PARIS - CEDEX 08, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE PARISIENNE EN EXPANSION
40 personnes

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Profil : formation D.E.S.C. ou équivalent avec expérience acquise dans sociétés de services, de préférence agence de publicité, compétences particulières en gestion de trésorerie, analytique et informatique.

Age : 30 ans minimum.

Mission : comptabilité générale et analytique de l'agence et ses filiales, relations avec les banques, gestion administrative du personnel.

Pourra évoluer vers une Direction Financière en fonction du développement de l'entreprise et de l'aptitude et de la personnalité du candidat.

La rémunération sera fonction du profil et de l'expérience.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : Madame B. ROMANO 8, rue Malesherbes 75017 PARIS

Le secret des candidatures est garanti.

ÉNERGIE SOLAIRE

Organisme à vocation publique développe son activité Energie Solaire auprès des Maires d'ouvrages publics et des collectivités locales, et recrute

1 INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
X - E.C.P. - MINES - A. & M.

Pour lui confier, au sein d'une équipe, la responsabilité du montage et du suivi d'affaires et d'opérations nationales complexes. Cet ingénieur, âgé d'environ 30 ans, aura acquis une compétence de base en matière énergétique et d'énergies nouvelles.

Les qualités d'initiative, d'autonomie et d'organisation sont essentielles ainsi que l'habitude des contacts à haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présent. sous la réf. 63.965 à CONTESSÉ Publi. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
recherche

DEUX GRADES
Crédits documentaires

- Classe II ou III.
- 1 ou 2 ans d'expérience vérification de documents.
- Connaissances Anglaises appréciées.

Env. C.V. et présentations à STRAVE (réf. 185) 38, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, qui transmettra.

CENTI
SISTÈMES CLS 80 800

RESPONSABLE EXPLOITATION

Importance Groupe International

RESPONSABLE PROJET

Recherche pour ses nouvelles bureaux à VERRIERES-LE-BUSSON (91)

2 INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

Recherche pour ses nouvelles bureaux à VERRIERES-LE-BUSSON (91)

SAIRE : 120.000-140.000 F ANNUEL + VOITURE

Important Groupe Electronique

PLUSIEURS INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

MARIA GALLAND
Directrice Générale Adjointe

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

SOCAMETT
Société de Couture Matelassée créée en 1974 renforce son équipe de

2 ANALYSTES-CONSEILS
aupres de sociétés adhérentes

INGÉNIEUR ÉLECTRONICHIEN

Vacances bénévoles

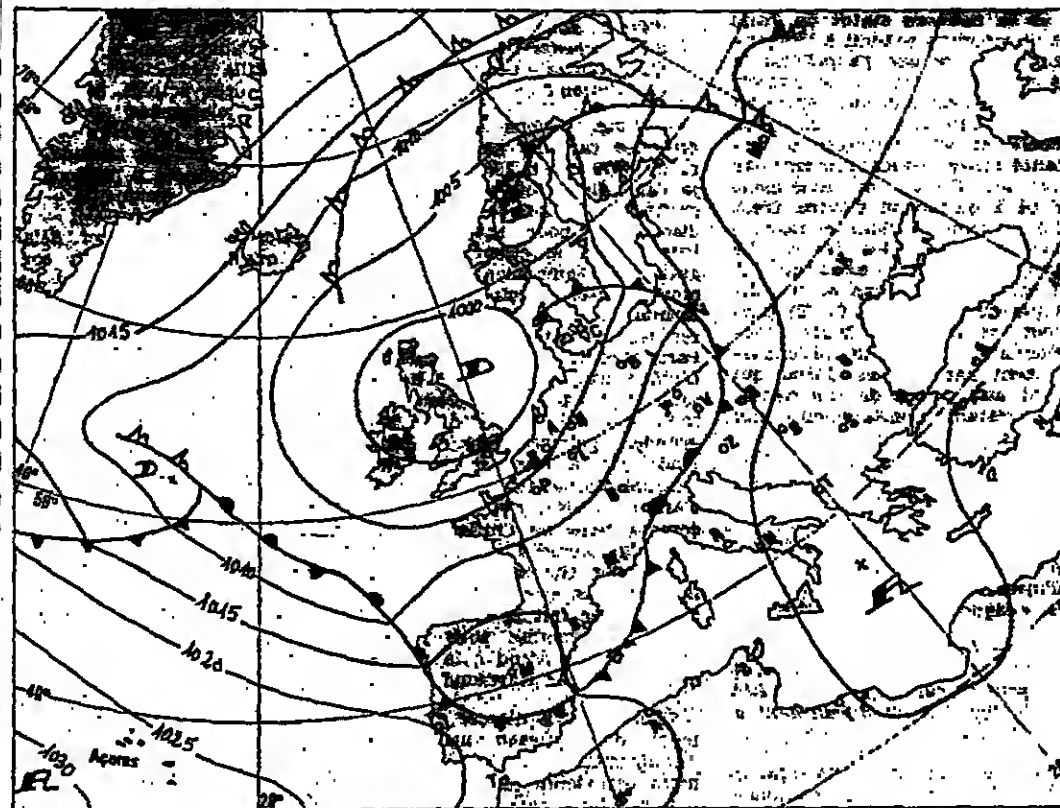
— Aide à toute détresse...
A.T.D. Quarr Moode 1122, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye, tél. : 037-11-11 recherche des jeunes à partir de dix-huit ans pour participer à des chantiers en juillet et en août. Se renseigner aussi auprès de sa section jeunes (tél. : 438-01-25) pour un chantier au mois d'août.

— Les Petits Frères (33, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél. : 355-39-19) proposent à des jeunes de dix-huit ans minimum d'encadrer et d'aider des personnes âgées pendant trois semaines dans un de leurs centres. Valable jusqu'à fin septembre.

SITUATION LE 23.06.80 A. 0 h G.M.T.

Map of the Paris region showing the location of Brouillard and Vergies. The map includes labels for Paris (Pa), Lyon (Ly), and other cities like Lille (Li), Bordeaux (Bo), and Toulouse (To). A legend indicates that the hatched area represents Brouillard and Vergies.

PREVISIONS POUR LE 24 JUIN A 0 HEURE I.G.M.T.



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2 de mm)

Zone de pluie ou neige ∇ Averses ☼ Orages ≡ Brouillard ~ Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

→ Sens de la marche des fronts —●— Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juin, à 0 heure et le mardi 24 juin, à 24 heures :

Une vaste zone dépressionnaire reste centrée sur l'Ecosse, mais sa perturbation s'atténue d'heure en heure : quarante-huit heures. Au sud, des perturbations orageuses circuleront de l'Atlantique vers l'intérieur du pays. Les pluies chèrement gagnées par l'état-major marin, dans la soirée, seront suivies d'une nouvelle onde qui se développera sur le pôle arctique.

Mardi 24 juin, le temps sera encore modéré et frais ; une vague froide descendra du nord-est des Alpes à la Corse, des résidus orageux et des ondées en début de journée au-dessous de nos côtes, avec quelques éclaircies l'après-midi.

Du sud de la Bretagne au Bassein aquitain, après une matinée assez fraîche avec un peu de soleil, le ciel se couvrira vers à mi-journée et l'après-midi il y aura de petites pluies, les vents de sud-ouest se renouant.

Entre ces deux zones, les ondées deviendront moins nombreuses et les éclaircies plus fréquentes. Le vent continuera à hanter légèrement des maxima, mais les minima resteront stationnaires; les températures seront sensiblement inférieures aux normales saisonnières en toutes régions.

Le lundi 23 juin, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 009 millibars, soit 758,8 millimètres de hauteur; le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 juin; le second est celui du 23 juin.

Ainsi, le 22 au 23 :

- Ajaccio, 23 et 13 degrés;
- Biarritz, 19 et 13; Bordeaux, 25 et 11; Brest, 19 et 9; Brives, 20 et 11; Caen, 15 et 11; Casablanca,

- et 10; Clermont-Ferrand, 18 et 12; Dijon, 19 et 10; Grenoble, 23 et 12; Lille, 18 et 10; Lyon, 23 et 12; Marseille, 23 et 12; Metz, 19 et 10; Nantes, 17 et 12; Nice, 25 et 12; Orléans, 19 et 10; Pau, 19 et 12; Perpignan, 19 et 18; Paris, 19 et 12; Rouen, 19 et 12; Strasbourg, 15 et 12; Toulouse, 19 et 11; Toulon, 20 et 12.

Températures relevées à l'étranger :

- Alger, 27 et 15 degrés; Amsterdam, 17 et 15; Anvers, 17 et 15; Barcelone, 17 et 8; Bonn, 18 et 9; Bruxelles, 17 et 8; Des Canaries, 24 et 20; Copenhague, 15 et 9; Genève, 17 et 15; Hambourg, 17 et 15; Harbin, 15 et 8; Madrid, 23 et 15; Moscou, 22 et 27; Palma-de-Majorque, 17 et 17; Nairobi, 23 (max.); New York, 22 et 18; Rome, 20 et 20; Stockholm, 19 et 11; Téhéran, 36 et 22.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CIRCULATION

Dans une réponse à la question écrite de M. Paul Granet, député U.D.F. de l'Aube, M. Joël Le Theule, ministre des transports, a précisé que le système de jalonnement des bornes hectométriques le long des routes allait être progressivement abandonné. Seules les bornes kilométriques seront laissées en état. (Le Journal officiel du 3 mars).

**AIR FRANCE ET LES ENTREPRE-
NEURS.** — Air France vient d'éditer
une plaquette qui, sous le titre :
— La voyage aérien — une valeur
sûre pour l'entreprise — présente
quatre solutions adaptées aux
objectifs des firmes en ce
domaine : le voyage « parallèle »,
le voyage « avec séminaire »,
la convention, le voyage de stimulation,
le voyage relations Publiques.

Air France, délégation générale
France (FCL-NM), 119, Champe-
lières, 75008 Paris. Tél. : 720-78-58,
poste 6-20-81.

INSCRIPTIONS DANS LES UNIVERSITES. — L'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne) organise au centre universitaire d'Albi la 3^e — Trois semaines de conférences gratuites, gratuites, gratuites pour des enseignants de l'université pour permettre aux lycéens ayant l'intention de s'inscrire à Paris-I de s'informer sur l'organisation, le contenu et les débouchés des enseignements. Lundi 30 juin, mardi 1^{er} et mercredi 2 juillet de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30, 80, rue de Tolbiac - 75013 Paris.

CAMPING POUR HANDICAPÉS. — Le Fédération française de camping et de caravaning vient de mettre au point une liste de plus de deux cent vingt terrains de camping spécialement équipés pour l'accueil des handicapés physiques.

UN TICKET DE METRO POUR LA TRANSVERSALE S.N.C.F. — A partir du 1^{er} juillet, le ticket de métro urbain pourra être aussi utilisé sur la ligne « C » du R.E.R. (transversale S.N.C.F. rive gauche) dans sa partie urbaine, entre les stations Boulevard — Masséna et Boulevard — Victor, ennecne la société nationale.

Le même titre de transport permettra depuis une des cinq gares de la ligne « C » (Paris-Austerlitz, Pont — Saint — Michel, Invalides, Champ-de-Mars et Javel) d'emprunter les correspondances avec le métro.

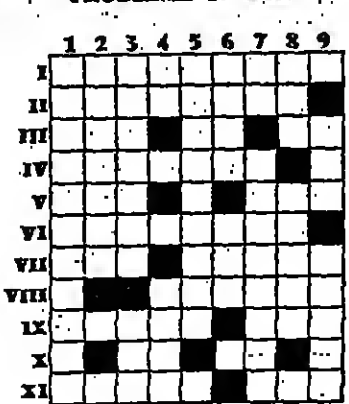
PARIS EN VISITE.

● **Fixant les modalités des emprunts des départements, communes et leurs groupements, territoires d'outre-mer, régions, chambres de commerce et d'industrie, chambres de métiers, ports autonomes, établissements publics gestionnaires d'aéroports et organismes ou établissements, prévues par le code des communes.**

- *« Les Arts et Métiers au carreau du ciel »*, 14 h. 30, 252, rue Saint-Jacques, 15 h. 15.
- *« Quartier Mouffetard »*, 15 h.
- *« Cardinal Lenormand, 1804-1871 »*, 15 h. 15, rue de la Harpe, 15 h. 15.
- *« Anjou, Mme Penne »*.
- *« Hôtel de Noailles, 15 h. 30 »*, rue de Valenciennes, 15 h. 30.
- *« Saint-Honoré, Mme Lemaire »*, 15 h. 30, rue de Valenciennes, 15 h. 30.
- *« Hôtel de Clugny, 21 h. 15 »*, rue Saint-Paul, Mme Saint-Giron.
- *« Calais : nationale des monuments historiques »*, 21 h. 15.
- *« Monnaïssance, 15 h. métro Montparnasse »*, 15 h.
- *« Connaissance d'art et d'ailleurs »*, 15 h. 30, place Saint-André.
- *« Biennale (Mme Beger) »*.
- *« La Cité 15, place Cité (M. de la Harpe) »*, 15 h.
- *« La Médiathèque, 21 h. »*, rue Saint-Paul (Lutèce-Viel).
- *« La Médiathèque, 21 h. »*, rue Saint-Paul (direction du passé).
- *« Le Marais mystérieux »*, 21 h.
- *« Métro Saint-Paul (Temple) »*, 21 h.
- *« Métro Saint-Paul (Zénobe Marcel) (le Vieux Paris) »*, 21 h.

18 h. Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche
M. Boutros Dik : « Lumières sur les événements du Liban »

PROBLEME N° 2697



HORIZONTALLEMENT

I. Qui n'a donc pas été porté très longtemps. — II. N'a vraiment pas de caractère de vaillant. — III. Fleur. — Confection. — Fait souvent en pl. — IV. Filles séduisantes. — V. Dans le nom d'une poëtesse japonaise. — Point. — VI. No. qu'on peut donner à tout ce qui s'enrichit. — VII. Qui a donc un grand nom; qui se fait très grand; ballon. — VIII. Capable de mentir. — IX. Ne peut être grand qu'avec un bon coturier; Craint les caries. — X. Préfixe; Pronom. — XI. Coule en Espagne; Fait souvent abandonner le tricot.

Tout sur les fours Pyrolair

au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four Pyrobird cuit plusieurs plats ensemble "à la française" sans imbrication d'odeurs et il se nettoie seul moins souvent que d'autres. Sachez pourquoi et comment en appelant directement. Scholtes au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.

 **Scholtes**

4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

A la S.N.C.F.:

Depuis de nombreuses années, la S.N.C.F. offre à sa clientèle «voyageurs» la possibilité d'obtenir l'enlèvement à domicile des bagages accompagnés en téléphonant au 261-50-50. En revanche, rien n'était prévu pour les particuliers désirant faire enlever à leur domicile des envois devant être expédiés en messagerie ou en colis express.

Depuis le 17 mai, un service d'enlèvement rapide a été mis en place par le Sernam : le Service national des messageries de la S.N.C.F. (P). Tous renseignements au 298-06-06.

A L'ÉTRANGER EN VOITURE

C'est dit, trois millions de Français estimeront l'insuffisance de leurs vacances annuelles pour se rendre à l'étranger en voiture. Le Centre de documentation et d'information de l'assurance leur donne les conseils suivants :

- 1) La carte nationale d'identité française est valable dix ans : elle n'a, en principe, aucune valeur aux yeux de la police française, aux frontières, des lors qu'elle est accompagnée d'un passeport.
- 2) Les véhicules doivent obligatoirement porter la lettre « F » pour être autorisés à quitter le territoire national.
- 3) Les touristes ont intérêt à se munir, avant de partir, de deux cartes d'assurance : celle d'un minimum spécial (formulaire E 111) qui leur permettront, dans les pays de la Communauté européenne, d'être remboursés des services de santé en cas de maladie ou d'accident ; et

LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DES PRUD'HOMME DE PARIS

[illegible]

STAGE D'ALLEMAND

réaménagé par l'Etat
8 SEMAINES A LYON
 + option 4 semaines dans
 une entreprise en Alsace
Prochain stage :
 du 21 juillet au 12 septembre
 (3 places maximum par groupe de stages)
 Consultez-nous
R.A.E.U.
 5, rue Cuvier. 69006 LYON
 Tél. (7) 324.79.57

100

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Entretien avec M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris

Les arbitraires du « système Chirac »

« La mise en place du nouveau statut de Paris, tel qu'il a été défini par la loi du 31 décembre 1975, est intervenue en mars 1977. Quel est, pour vous, le bilan de ces trois années d'application du nouveau statut ? »

— Avec ses cent neuf élus représentant les 2 100 000 habitants actuels, le Conseil de Paris est censé délibérer de toutes les affaires de la capitale. Le Conseil fonctionne très mal. Le nombre de ses séances a été ramené à une dizaine par an. Alors qu'il se réunissait en sessions de plusieurs semaines jusqu'en 1977, il n'est plus convoqué qu'une fois par mois, évidemment, sauf l'été. Les conseillers de Paris n'ont connaissance des dossiers que deux à trois jours avant la séance, et, à cet égard, les élus de la majorité ne sont pas mieux traités que ceux de l'opposition.

« De toute façon, le Conseil de Paris n'est qu'une chambre d'enregistrement. L'acte important est la conférence de presse qui précède les débats et au cours de laquelle Jacques Chirac annonce les décisions qui seront prises inamoviblement. Les questions d'actualité introduisent

un peu de vie dans nos débats, mais nous ne disposons que de deux minutes pour aborder tel ou tel problème essentiel.

« Dans chaque arrondissement, les commissions mises en place n'ont aucun pouvoir. Elles servent d'alibi démocratique. Elles ont, cependant, permis à Jacques Chirac de placer dans les mairies annexes de nombreux agents électoraux, et notamment certains candidats du R.P.R. battus aux élections.

« Le nouveau statut de Paris a directement conduit à l'instauration de ce que j'appellerai le « système Chirac ». Le pouvoir municipal est concentré entre les mains d'un cabinet ; mais, les choix et les arbitrages importants passent obligatoirement par Jacques Chirac et échappent donc à quiconque d'autre. C'est lui qui remercie Boffill et régit l'aménagement des Halles. Le projet de Bercy constitue lui aussi une illustration de la politique du fait accompli. Et par tout, ce sont les hauts fonctionnaires choisis discrétionnairement par Jacques Chirac qui sont aux postes de commande, en restant constamment aux ordres.

« N'est-il pas amusant que Jacques Chirac, lorsqu'il porte la casquette de chef du R.P.R., vienne contre l'impératif de l'administration, l'environnement de formidables, la bureaucratie et que, maître de Paris, il préside à une administration bloquée, maintenue dans un carcan hiérarchique inouï. Autant de freins à l'initiative, à l'efficacité, à la disponibilité face au public et aux usagers.

« Vous avez critiqué à plusieurs reprises la politique financière de la Ville. Pouvez-vous préciser vos arguments ? »

— Nous avons pu démontrer les opérations à grands spectacles menées par le maire de Paris. Ainsi, après avoir ouvert en 1977 un contentieux avec l'Etat, justifié sur certains points, mais périlleux par l'étendue des questions soulevées, Jacques Chirac a essayé d'accréditer l'idée que dans le contexte de crise la Ville de Paris devait pratiquer une politique d'austérité ; moins de crèches, moins d'équipement de quartier, désindustrialisation, etc. Mais dans le même temps, étaient programmées de coûteuses opérations de prestige, tel le Centre omnisports de Bercy, qui permettront sans doute les inaugurations spectaculaires, mais dont l'intérêt demeure très discutable. Et c'est pour cela que Jacques Chirac taxe hardiment les Parisiens.

« Or, une analyse minutieuse du budget a révélé que les excédents dont disposait la Ville — ce que j'ai appelé la « cagnotte » — permettaient des financements importants, sans recourir à cette surpression fiscale. Rappelons que la « cagnotte » s'élevait au 31 décembre 1978 à 483 millions de francs. Or, au budget modifié de 1980, nous aurons d'un côté, 917 millions de francs de recettes nouvelles au titre de la dotation de fonctionnement, mais

seulement 83 millions de francs de dépenses supplémentaires d'investissement. C'est dire que la « cagnotte » va s'accroître.

« Paris a pourtant la réputation d'être une ville riche, et pour ce qui est de la fiscalité le Parisien est-il tellement à plaindre ? »

— Les augmentations drastiques des impôts ont certainement conduit à une dégradation de la situation du Parisien par rapport aux autres villes de France. Depuis 1977, la progression de la fiscalité locale s'est établie à 61,5 %. En ce domaine, Paris bat des records. La taxe d'habitation représente à Paris 581 F par habitant contre 436 F dans les villes de plus de cent mille habitants.

« Cette situation rend de plus en plus insupportables les inégalités énormes qui existent en matière de taxe d'habitation. D'un quartier à l'autre, d'un îlot d'immeubles à l'autre, les écarts entre les valeurs locatives, qui constituent la base sur laquelle est perçu cet impôt, sont considérables.

« Tout récemment, une association de quartier a pu démontrer que la valeur locative retenue pour des logements dits sociaux était supérieure à celle d'appartements de standing. Le Conseil d'Etat lui a donné raison au fond, malheureusement, l'association avait déposé les délais légaux de recours, et n'a donc pu avoir satisfaction. Qui nous fera croire que le maire de Paris, surtout s'il se fait appuyer par le Conseil de Paris, ne peut rien faire pour mettre fin à de telles injustices ? Mais je doute que Jacques Chirac veuille le faire. Tout récemment, la Ville devait intervenir pour l'actualisation de ces valeurs locatives. Cette opération aurait pu être mise à profit pour corriger les injustices et les inégalités ; occa-

sion perdue par la majorité ! On a tout simplement repris les valeurs locatives de 1971, en leur appliquant un coefficient de majoration uniforme pour l'ensemble de Paris. Les injustices, les estimations fantaisistes, demeurent.

« C'est pourquoi nous venons de fonder à Paris un « Comité pour l'égalité devant l'impôt parisiens » (1) qui réunit tous ceux qui sont victimes des fantaisies fiscales, et qui agira pour que l'impôt local soit fondé sur des bases justes.

« Une ville pour les bourgeois

— Du côté des investissements de la Ville, M. Chirac a, en 1978, marqué un coup d'arrêt dans la progression des dépenses d'équipement. Que pensez-vous de cette orientation ?

— Nous l'avons sévèrement critiquée, car elle ne s'imposait ni en 1979 ni en 1980 ; il suffisait d'utiliser les excédents disponibles pour maintenir à leur niveau antérieur les programmes d'équipement. Or, selon nous, ceux-ci étaient déjà insuffisants. Là aussi, il faut comparer les réalisations observées à Paris avec ce qui se fait ailleurs. L'effort d'équipement par habitant était en 1977 inférieur de 30 % à celui réalisé dans les grandes agglomérations de province. Or, à compter de 1979, Jacques Chirac impose un coup d'arrêt sensible, c'est-à-dire, compte tenu de l'inflation, un recul du volume d'investissement à exécuter chaque année. Vous noterez ainsi que, à Paris, Jacques Chirac fait le contraire de ce qu'il préconise pour l'Etat, quand il s'en prend à la politique menée par Raymond Barre.

« Certes, Paris dispose globalement d'un niveau acceptable d'équipement, mais cet équipement est vieillissant, mal réparti et inadapte aux besoins nouveaux. Ainsi Paris ne dispose que de trente-trois places de crèche par tranche de 100 000 habitants alors que, dans les départements de la petite couronne, il en existe quarante-cinq.

« De même, Paris dispose de 47 m² de locaux scolaires par élève et socio-culturels par tranche de 100 000 habitants contre 60 m² en moyenne dans la région d'Ile-de-France. Enfin, le déficit est particulièrement net en matière d'installations sportives : 72 m² d'installations de plein air contre 330 de moyenne régionale. Voici, d'après un document très officiel, qui émane du ministère de l'environnement et du cadre de vie, de quoi faire apparaître l'ampleur des efforts d'investissement restant à effectuer.

« Prenons l'exemple du « logement social », où Jacques Chirac, qui a pris l'engagement solennel de réaliser 10 000 logements sociaux durant les années 1977-1978, a seulement réussi à en financer (2) une partie : en réalité, si le rythme de financement des logements sociaux approche les 5 000 en 1978, les mises en chantier ne dépassent pas les 3 500 et les livraisons sont de l'ordre de 3 000 par an, comme du temps du préfet. Et, lorsqu'il est interrogé sur ce point, Jacques Chirac se dérobe.

« Je prendrai enfin l'exemple du onzième arrondissement, dans lequel j'ai été élu, pour montrer les conditions scandaleuses

d'utilisation des fonds de la Ville. Il n'est question que de réhabilitation, pour des quartiers entiers. L'office H.L.M., ou telle société d'aménagement désignée par la Ville s'emploient à évacuer les locaux actuels, sans leur offrir le logement auquel ils ont droit. Les nouveaux loyers, après réalisation des travaux, ne sont pas annoncés à l'avance, et les intéressés craignent — à juste raison — de se faire évincer, à bref délai, d'un quartier auquel ils sont profondément attachés, et de gonfler la cohorte des Parisiens qui, faute de ressources suffisantes, ont dû quitter la capitale.

« Il n'existe pas, à Paris, de véritable politique du logement social, alors que, par les facilités de trésorerie qu'elle consent, par les paris qu'elle détiend au sein des organes délibérants des sociétés d'économie mixte, une municipalité plus soucieuse des intérêts des Parisiens serait à même d'imposer une orientation différente.

« Comment voyez-vous à échéance l'évolution de la capitale ?

— Si les choses continuent ainsi, c'est un virage irréversible sur l'évolution de la population de la capitale qui sera pris. A moyen terme, c'est tout l'équilibre social qui basculera, y compris dans l'est parisien. C'est Paris tout entier qui dérangera en banlieue ou en grande banlieue.

« Or le maire de Paris ne dit pas un mot, ne fait pas un geste pour dénoncer et guérir cette maladie mortelle. Et qui plus est, discrètement, le maire pousse dans ce sens. Beaucoup feignent de ne pas voir que la politique de réhabilitation dans sa forme n'est pas adaptée à Paris. Elle crée une dynamique de la flamme des prix. Chaque opération ponctuelle de réhabilitation est une vitrine pour assombrer l'image de marque d'un quartier, puis d'un arrondissement, avec des conséquences dramatiques pour la population. L'action de Jacques Chirac pour le moment se solde par des échecs évidents : logement social, emploi, place de l'enfant dans la ville.

« Le résultat, on peut le prédire. Paris perdra beaucoup de sa vigueur et de sa force. La fin du mélange des différentes catégories sociales enlèvera encore du son charme à la capitale. La ville aura ses musées, ses monuments, ses touristes, et accueillera les grands bourgeois français et étrangers. Paris sera une ville muséale.

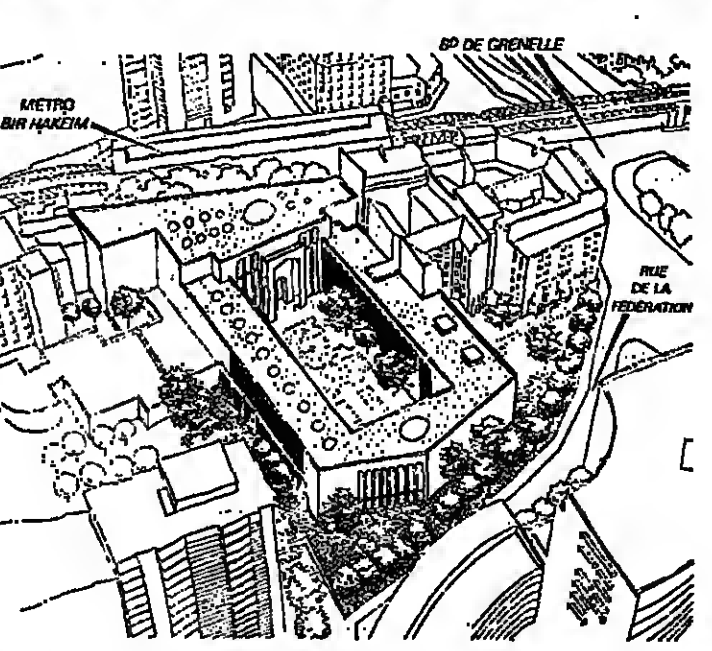
(1) CÉDIP, P.S. 75, 31, rue Balin, 75009 Paris.

(2) Financier : signifie que le permis de construire a été obtenu, que les marchés ont été passés mais que les terrains ne sont pas forcément libérés. Ce qui implique que la mise en chantier n'est pas imminente.

L'ÉLYSÉE TRANCHE

L'architecte du futur institut du monde arabe est officiellement désigné

Le projet de construction d'un institut du monde arabe sur un terrain de sport de 8 400 mètres carrés, utilisé comme annexe du stade Saittan, dans le 15^e arrondissement, entre le boulevard de Grenelle et la rue de la Fédération, avance rapidement. L'architecte vient d'être désigné : le choix s'est porté sur M. Henry Bernard, inspecteur général des bâtiments civils et des palais nationaux, membre de l'Institut. Selon la préfecture de Paris, le projet de l'architecte « évoque les grandes traditions de l'architecture islamique et son sens décoratif ». Il comportera un jardin intérieur de 1 200 mètres carrés autour duquel s'ordonneront un musée, un hall d'exposition, une bibliothèque et un auditorium. « Cet institut constituera ainsi dans un des plus beaux quartiers de Paris un hommage



d'Etat, rencontre une vive hostilité de la part des riverains et des fédérations des parents d'élèves des écoles voisines. Ils craignent, en effet, de voir disparaître un terrain de sport réservé aux enfants des écoles, aux habitants et aux associations sportives du quartier, « alors que la construction du centre d'information et de documentation de la jeunesse, quai Branly, et d'une piscine, rue Jean-Roy, a empêché de moitié la surface de l'ancien stade Saittan », comme le déclare une association de parents d'élèves.

Ce terrain sur lequel doit être construit l'institut appartient à l'Etat. Mais, après des péripéties qui ont commencé il y a près de vingt-cinq ans, il a été mis le 27 octobre 1976, à titre précaire et révoqué, à la disposition de la Ville de Paris. Celle-ci l'a alors aménagé en aire de jeux et de sport. L'Etat

prestigieux à l'amitié et à la coopération entre la France et le monde arabe », précise la préfecture de Paris.

Favoriser la connaissance des civilisations arabes

La création de cet institut a été décidée par le conseil des ministres du 24 décembre 1974. La présidence de la République a suivi de très près l'élaboration du dossier. Le 8 juin 1977, elle précisait dans un communiqué : « Le nouvel institut aura pour objectif de favoriser la connaissance des civilisations arabes et du patrimoine islamique en France et de servir de trait d'union entre les cultures arabes et européennes. » Et c'est le président de la République qui aurait tranché entre les deux dernières études architecturales restant en course : celles de Mme Denis Sloan et Henry Bernard.

Le choix du lieu pour créer cet institut, dont les statuts seront prochainement soumis au Conseil

de cette « maison » des pays islamiques sera assuré par une Fondation qui a été créée le 28 février dernier par la France et dix-huit Etats arabes (1). Parmi les pays fondateurs, plusieurs ont déjà effectué d'importants apports financiers pour la constitution du capital initial devant permettre ainsi le lancement rapide de cette opération.

JEAN PERRIN.

(1) Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Djibouti, Émirats arabes unis, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, O.M.A.P. Qatar, Somalie, Syrie, Tunisie, République arabe du Yémen, République démocratique populaire du Yémen.

reprises avec les Américains

De nos jours, la diplomatie française est en train de se réinventer. Elle a repris avec les Américains une relation d'égal à égal. Les deux pays ont signé un accord de coopération militaire. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Soviétiques. Les relations avec les Chinois sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Japonais. Les relations avec les Indiens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Brésiliens. Les relations avec les Argentins sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Mexicains. Les relations avec les Colombiens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Vénézuéliens. Les relations avec les Péruviens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Équatoriens. Les relations avec les Guinéens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Sierra Léonais. Les relations avec les Libériens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Ivoiriens. Les relations avec les Ghanéens sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Nigériens. Les relations avec les Béninois sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Togolais. Les relations avec les Béninaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Nigériennes. Les relations avec les Camerounaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Gabonaises. Les relations avec les Guinéennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Sénégalaises. Les relations avec les Maliennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Nigériennes. Les relations avec les Tchadiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Libyennes. Les relations avec les Égyptiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Syriennes. Les relations avec les Libanaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Jordaniennes. Les relations avec les Palestiniennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Israéliennes. Les relations avec les Américaines sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Britanniques. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Italiennes. Les relations avec les Espagnoles sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Portugaises. Les relations avec les Belges sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Néerlandaises. Les relations avec les Suédoises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Norvégiennes. Les relations avec les Danoises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suisses. Les relations avec les Autrichiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Allemandes. Les relations avec les Françaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Belges. Les relations avec les Néerlandaises sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Suédoises. Les relations avec les Norvégiennes sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Danoises. Les relations avec les Suisses sont également en train de se normaliser. Les Français ont aussi signé un accord de coopération avec les Autrichiennes. Les relations avec les Allemandes sont également en train de se

Le Monde

économie

ÉNERGIE

Les négociations pour l'augmentation du prix du gaz algérien ont repris avec les Américains et les Français

De notre correspondant

Alger. — Les difficiles négociations engagées depuis trois mois par l'Algérie pour obtenir de ses principaux clients un substantiel relèvement du prix de son gaz naturel liquéfié reprennent à Alger. Lundi 23 juin les responsables algériens rencontrent une délégation américaine conduite par M. Goldman, sous-secrétaire d'Etat à l'énergie.

Les discussions devaient porter essentiellement sur le contrat conclu en 1969 avec la société El Paso, et qui prévoit la livraison annuelle de dix millions de mètres cubes de gaz liquéfié dans les installations du complexe GNL-1, spécialement construit à Arzew à cet effet. L'application d'un avenant conclu le 11 mai 1979 avait porté, le 1^{er} janvier 1980, le prix du gaz à 1,04 dollar le million de B.T.U. (1). Il devait passer le 1^{er} juillet de cette année à 1,20 dollars. Mais le ministère algérien de l'énergie a refusé de ratifier cet avenant et la Sonatrach a demandé l'ajustement du prix du gaz sur celui du pétrole. Ce qui aurait porté, selon elle, le prix du million de B.T.U. à plus de 8 dollars. El Paso a refusé et le différend est passé du plan des sociétés à celui des gouvernements. Depuis le 1^{er} avril, la Sonatrach a demandé l'ajustement du prix du gaz sur celui du pétrole. Ce qui aurait porté, selon elle, le prix du million de B.T.U. à plus de 8 dollars. El Paso a refusé et le différend est passé du plan des sociétés à celui des gouvernements. Depuis le 1^{er} avril, la Sonatrach a demandé l'ajustement du prix du gaz sur celui du pétrole. Ce qui aurait porté, selon elle, le prix du million de B.T.U. à plus de 8 dollars. El Paso a refusé et le différend est passé du plan des sociétés à celui des gouvernements.

Elles sont toujours entretenues par les quelques centaines de techniciens algériens d'El Paso affectés à leur fonctionnement et qui ont mis à profit cet arrêt forcé pour mener à bien une révision complète des installations. Parallèlement aux conversations de discussion entre la Sonatrach et une délégation de Gaz de France se tient à Alger la négociation de l'augmentation du prix du gaz à 6,11 dollars le million de B.T.U. Mais la différence de ce qui s'est passé avec El Paso, un accord était intervenu pour la poursuite des livraisons. G.D.F. appliquant à titre d'avance sur le tarif définitif un prix de 5,06 dollars. La Sonatrach n'en a pas moins quasiment arrêté les livraisons piquées, du 15 mars au 15 juin, trois cargaisons seulement de méthane ont été déchargées en France. Est-ce un signe de bonne volonté ? C'est la rotation de bateaux sont programmées durant la seconde quinzaine de juin et deux ont déjà eu lieu. L'interruption des livraisons, il est vrai, compromet la crédibilité d'un des arguments de la société algérienne, qui met volontiers l'accent sur la garantie de « sécurité » que procurent les contrats à long terme. Ceux conclus avec G.D.F. et en cours d'exécution, portent l'un sur la fourniture de 500 millions de mètres-cubes par an pendant vingt-cinq ans, et l'autre sur la livraison de 3,5 milliards de mètres cubes par an pendant vingt ans.

M. Nabl, le ministre de l'énergie, a abordé ces discussions avec une position renforcée sur le plan intérieur. Le 9 juin, ouvrant le sommet de l'OPEP, le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, l'a assuré de son appui en se prononçant pour un alignement du prix du gaz sur celui du pétrole. Le congrès du P.L.N., réuni du 15 juin au 19 juin, a adopté une position similaire et condamné « toutes les formes de pression ».

(1) British Thermal Unit. Un baril de 157 litres = 5,8 millions de B.T.U. (2) Il s'agit, en principe, d'un minimum puisque G.N.L. 1 devait améliorer sa production de 2 millions de mètres cubes de capacité de 10 milliards de mètres cubes.

Les manœuvres de l'impériale visant à maintenir le prix du gaz naturel à un faible niveau et à influencer sur les options de l'Algérie en matière de politique d'exportation des hydrocarbures. Les critiques formulées par les adversaires de M. Nabl, accusant le ministre d'avoir ruiné, en quelques mois, une véritable commercialisation patiemment construite grâce au rigoureux respect, pendant ces dix dernières années, des engagements pris, sont donc restées sans écho.

La partie, pour M. Nabl, est cependant difficile. Avec les Etats-Unis, les discussions semblent être dans l'impasse. Washington s'obstine du gas canadien et mexicain à 4,47 dollars le million de B.T.U. (prix C.A.F. des Etats-Unis) à 3,60 dollars le million de B.T.U. et à la frontière. Ce gaz arrive par gazoduc. Il est directement utilisable alors que celui provenant d'Algérie, sous forme liquide, doit être réchauffé. Compte tenu du fait qu'à partir du 1^{er} juillet le prix du gaz venant d'Algérie devait passer, en vertu du contrat, à 3,60 dollars le million de B.T.U. et si l'on ajoute à cette somme 1,70 dollar en moyenne pour le transport et la régazéification, on arrive à un prix de 4,30 dollars.

Pour tenir compte des investissements importants réalisés pour l'Algérie, les Etats-Unis seraient prêts à faire un effort supplémentaire. Mais il ne semble pas qu'ils soient disposés pour le transport et la régazéification, on arrive à un prix de 4,30 dollars. Pour tenir compte des investissements importants réalisés pour l'Algérie, les Etats-Unis seraient prêts à faire un effort supplémentaire. Mais il ne semble pas qu'ils soient disposés pour le transport et la régazéification, on arrive à un prix de 4,30 dollars.

AFFAIRES

A SAINT-CHAMOND

La reconversion de J.-B. Martin divise la municipalité d'union de la gauche

De notre correspondant régional

Lyon. — Dans le département de la Loire, J.-B. Martin a longtemps occupé le devant de la scène sociale. Aujourd'hui, alors qu'une solution industrielle se dessine pour l'usine d'Izieux-Saint-Chamond, c'est la municipalité d'union de la gauche, dirigée par M. Jacques Badet (P.S.), qui est à un double titre en première ligne. D'abord sur le plan industriel, puisque la municipalité a racheté les locaux de l'usine en faillite. Ensuite sur le plan judiciaire, puisque le maire saura le 4 juillet si la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) l'acquitte d'un acte concerté à force ouverte » à la suite des heurts du 22 décembre 1978.

Conclusion provisoire d'un conflit vieux de trois ans, le lundi 23 juin, une des anciennes unités de l'usine J.-B. Martin de Saint-Chamond doit reprendre ses activités. C'est en avril 1977 que les deux cent vingt employés de cette entreprise textile avaient reçu leur lettre de licenciement. Une vingtaine seulement représentaient le lundi 23 le chemin de l'usine. Le textile surviva sous une seule forme : la fabrication de pouce. Quatre « lignes de produits » sont livrées : des vêtements de sport, des vêtements de travail, des vêtements de nuit, l'ameublement et les rouleries à peindre. Une nouvelle société, la Société Pelichon, prend le relais de J.-B. Martin. Dans quelques semaines, une autre activité va naître : la société Aldimall fabriquera des roues en alliage léger et cinquante employés se reconvertisent ainsi vers la métallurgie.

Ces deux solutions ont été rendues possibles par de multiples initiatives du secteur public, et surtout grâce à l'action du Comité d'expansion économique de la Loire. Pour permettre ce timide remariage, la municipalité s'est engagée le 4 juin à racheter les murs de l'entreprise pour 4,2 millions de francs. Cette somme représentée en fait une avance remboursable par les industriels qui s'installent et qui acceptent un système de location-vente sur dix ans. « Nous, socialistes,

desus de ce niveau, encore que la SONATRACH n'ait pas clairement précisé jusqu'à présent si la chiffre de 6 dollars initialement avancé était ou non C.A.F. Avec G.D.F. les possibilités d'accord semblent à terme un peu plus grandes, bien que l'écart entre les positions soit encore très important.

Le coût du transport est, en effet, moins lourd. Régazéification comprise, il varierait de 0,80 à 1,20 dollar le million de B.T.U. selon qu'il est dirigé vers Fos ou vers Le Havre. G.D.F. ne serait pas hostile à un alignement du gaz sur le prix du pétrole brut, un principe qui gagne de plus en plus de terrain dans le monde. Mais quel sera le pétrole de référence ? La France, qui s'approvisionne en grande partie en Arabie Saoudite, paie en moyenne 20 dollars le baril. Le pétrole algérien arrive à une cote de 4,30 à 4,70 dollars. L'écart avec un prix aligné sur le pétrole n'est plus que de 50 cents dans le cas le plus défavorable pour l'Algérie, qui n'est pas franchement hostile à ce principe.

Le prix aligné sur le million de B.T.U. serait alors de 5,17 dollars (2). Or Paris paie le gaz néerlandais entre 3 et 4,50 dollars. Si l'on retient de dernier chiffre comme base de discussion avec l'Algérie et qu'on y ajoute le transport et la régazéification, on arrive à une cote de 4,30 à 4,70 dollars. L'écart avec un prix aligné sur le pétrole n'est plus que de 50 cents dans le cas le plus défavorable pour l'Algérie, qui n'est pas franchement hostile à ce principe.

DANIEL JUNQUA

Les Houillères du bassin de Lorraine

DU DÉFICIT A LA STABILISATION EN 1980 ?

L'année 1979 a été très difficile pour les Houillères du bassin de Lorraine (H.B.L.). Avec une production de 5,558 millions de tonnes, en recul de 1,7 % sur celle de l'année précédente, un déficit de 158 millions de francs dépassant de 51 millions celui de 1978 ; une compression de 1 % des effectifs s'établissant à vingt-trois mille six cent vingt personnes au 31 décembre 1979, les résultats ont été inférieurs aux prévisions. Trois raisons essentielles, selon les responsables, expliquent cette situation : la difficulté de l'exploitation de certains gisements, l'augmentation des prix de vente inférieure à celle de l'indice général des prix, et enfin des mouvements sociaux.

Les perspectives pour l'année 1980 sont cependant plus encourageantes, annonce M. Jean Rinal, président des H.B.L. La décision prise par M. Girault, ministre de l'Industrie, d'accorder des primes de 20 % à 25 % du surcoût de l'équipement « charbon » par rapport à un équipement « fuel », aux industriels qui se reconvertisent (Le Monde du 21 mai 1980) ouvre en effet un nouvel horizon, même si la priorité est donnée à l'importation. D'autre part, grâce à une majoration, et pour la première fois depuis 1974, le prix de vente du charbon en francs constants augmente tandis que le prix de revient, également en francs constants, est en cours de stabilisation.

ÉTRANGER

En Italie

M. Umberto Agnelli se prononce en faveur d'une dévaluation de la lire

De notre correspondant

Rome. — Pour la première fois, un grand industriel italien s'est prononcé en faveur d'une dévaluation de la lire. Il s'agit de M. Umberto Agnelli, vice-président et administrateur délégué de Fiat. Il a déclaré, le 21 juin, au quotidien *la Repubblica* : « Malheureusement, la valeur réelle de la lire est désormais inférieure à sa cotation officielle. L'initiation de ces dernières années, qu'on n'a pas su combattre, a gravement affaibli la valeur de notre monnaie. A ce stade, il ne reste plus qu'à prendre acte. »

Le cadet des frères Agnelli souligne qu'une dévaluation serait catastrophique si elle n'était accompagnée d'autres mesures. La mesure prioritaire, selon lui, devrait être « une plus grande mobilité de la main-d'œuvre ». Une manière pudique de réclamer des licenciements. L'administrateur délégué de Fiat le dit en toutes lettres un peu plus loin : « Nous avons un excédent de main-d'œuvre. Il faut trouver le moyen de la réduire. »

En parlant de dévaluation et de licenciements, M. Agnelli viole deux tabous. Personne n'osait réclamer jusqu'à présent une nouvelle partie de la lire, malgré la baisse des exportations. Or, nous le voyons, que les dirigeants du patronat ont éprouvé le besoin de se démarquer aussitôt du vice-président de Fiat. Quant aux licenciements, ils sont bannis des discours industriels locaux depuis plusieurs années. Le simple fait d'en parler provoque la fureur des syndicats.

Cela n'a d'ailleurs pas manqué. L'interview de M. Agnelli est qualifiée de « challenge », de « provocation », de « terrorisme » dans les milieux syndicaux. Fiat n'est-elle pas en pleine négociation du nouveau Contrat d'entreprise ? La menace de la direction est prise au sérieux. A deux reprises au cours des derniers mois, les frères Agnelli avaient ignoré les règles en usage, sans se laisser intimider par les protestations. Ils avaient d'abord sollicité ouvriers sous l'accusation de violence, puis menant des dizaines de milliers d'autres en chômage partiel pour deux semaines.

Fiat traverse « de sérieuses difficultés », affirme M. Agnelli. Elle ne peut réagir à la crise de l'automobile avec la même efficacité que ses concurrents d'autres pays, compte tenu d'un certain nombre de contraintes. « Un pas en arrière est nécessaire pour faire un bond en avant d'ici à 1985. » Mais, dit-il, des accords seront conclus avec d'autres firmes qui « changeront le visage de l'industrie européenne de l'automobile ».

Le vice-président de Fiat s'en est pris avec une vigueur inhabituelle au « non-gouvernement ». Il n'en compte pas moins des alliés dans le cabinet de M. Cossiga. Son interview a suivi de peu celle du ministre de l'Industrie, M. Bisaglia, qui réclamait, entre autres, une modification du mécanisme de l'échelle mobile. Or, celle-ci constitue, avec la dévaluation et les licenciements, le troisième tabou.

Les syndicats s'accrochent au mécanisme actuel, qui est, selon eux, l'unique moyen de défendre les salaires contre l'inflation. Si nous cédonc sur ce point, soutiennent-ils, les pouvoirs publics céderont une fois de plus des mesures conjoncturelles et se sentiront dispensés de résoudre les problèmes de fond de l'économie. Dans cet esprit, une grève de l'industrie a été décidée pour le 1^{er} juillet.

Les résultats économiques n'encouragent pas les alarmes. Au cours du premier trimestre, les exportations n'ont augmenté que de 19,4 % alors que les importations faisaient un bond de 41,1 %. Cela se ressent dans le balance des paiements courants : un déficit de 20 milliards de francs au cours des cinq premiers mois de l'année, au lieu d'un excédent de 2 milliards pendant la période correspondante de 1979. L'été arrange toujours les choses en Italie, grâce à la baisse de la consommation d'énergie ; mais il ne suffira pas cette fois à masquer les déséquilibres de l'économie.

ROBERT SOLÉ

● La France a ouvert à l'Égypte une ligne de crédit de près de 1,5 milliard de francs aux termes de deux protocoles financiers signés le 20 juin. Par là, le vice-président du conseil des ministres et ministre de la planification égyptienne, le docteur Abdel Razak Naguib, et par le ministre français de l'économie, M. Moxary. Le premier protocole met à la disposition de l'Égypte 600 millions de francs de crédits comprenant un prêt du Trésor et des crédits garantis pour financer l'achat d'équipements et de services français dans le cadre de la réalisation de la première phase du projet de rénovation des télécommunications égyptiennes.

CELINE
PARIS
"Men"
Le 23, 24, 25 Juin
SOLDES
Chaussures
(grand choix de petites et grandes tailles)
Maroquinerie
Chemises et Prêt-à-Porter
58, rue de Rennes

Les groupes Bis et Ecco présentent leurs résultats

Profession : assistant en ressources humaines

Palvres sociétés d'interim ! Elles ont beau faire de nobles efforts, louer le pavillon Gabriel ou le grand salon du Royal-Monaco pour la grand-messe des actionnaires, « mettre le paquet » sur le champagne et les petits fours, aligner en rangs d'ognons leurs plus sympathiques dirigeants sur une estrade et convoquer le gratin des analystes financiers et de la presse, on ne parvient pas — Dieu sait pourquoi ? — à les considérer comme des entreprises ordinaires. Plus ! Lorsque M. Philippe Desrobert, président du groupe Ecco, déclare, triomphant que le rapport Cointé (1) ne prévoit pas d'alourdissement notable des charges de son entreprise, on se prend — qu'on nous pardonne ! — à le regretter. On a beau se sentir coupable d'anti-interimisme, se flageller l'esprit, tenter de se libérer de préjugés dépassés, et déplorer, presque, le « bon sens » des dirigeants de ce pays, quand M. Negro, patron de choc du groupe Bis, compte dessus pour poursuivre tranquillement ses activités. Au risque d'être démenti par les actionnaires, même leur indolence sent quelquefois illégitime.

Pourtant, la profession tente de s'assainir depuis les temps héroïques où n'importe quel « gommeux » pouvait ouvrir son agence et faire des millions en jouant la force de travail des autres, sans respecter leurs droits les plus élémentaires. Depuis la législation de 1972, c'est un peu moins facile. Il faut, en tout cas, se conformer à certaines règles et prendre quelques risques financiers. Mais les performances de Bis et Ecco (100 millions de bénéfices à elles deux en 1979) démontrent qu'avec une solide organisation et de bonnes méthodes de gestion, des entreprises ayant pignon sur rue peuvent très bien prospérer. L'interim, pardon, l'assistance en ressources humaines — aux entreprises — comme on dit chez Bis, est un « marché porteur » de 10 milliards de francs que se partagent

mille sept cents entreprises spécialisées. « L'environnement économique en France est dans le monde nous est propice », déclare-t-on chez Ecco. On nous excusera de ne pas participer aux chœurs des réjouissements du chômage et de l'instabilité de l'emploi dans le monde ne nous apparaît pas comme un progrès.

Contrairement à ce qu'ils laissent entendre, les dirigeants de sociétés d'interim savent d'ailleurs que leurs activités n'ont pas bonne presse. Dans le cas contraire, pourquoi dépeindraient-ils des millions (20 millions en 1979 pour Bis et Ecco) en frais de publicité radio-télévisée pour améliorer leur image de marque ? Une publicité qui gagnerait en efficacité si elle ne présentait pas comme un luxe, ce qui semble être le minimum d'un salaire.

« Chez Ecco, on verse des acomptes, on présente l'intérimaire à ses nouveaux collègues, etc. » « Rendre service à l'homme à travers l'économie » est un noble but. « Former des équipes rompus à travailler avec un seul dénominateur commun, le profit », est le but de l'entreprise. Les deux ne sont pas incompatibles. Mais assurer que « le risque d'une législation contraignante comme il se agit en Allemagne n'est pas à redouter en France », c'est faire preuve d'outrecuidance. Jusqu'à preuve du contraire, c'est le Parlement qui légifère dans ce pays.

PATRICE CLAUDE

(1) M. Pierre-Bernard Cointé, député (appartient R.P.F.) du Rhône, a remis l'an dernier au gouvernement (Le Monde du 15 juin 1979) un rapport préconisant notamment la création, à titre expérimental, d'agences publiques de travail temporaire. Tout récemment, il a déposé une proposition de loi visant à améliorer le statut des travailleurs intérimaires.

● Le sauvetage de Chrysler. — Les deux dernières banques créancières qui refusent de s'associer au plan américain de sauvetage de Chrysler ont levé leur opposition vendredi 20 juin. Cela permet à la firme automobile d'obtenir le gouvernement le milliard et demi de dollars dont Chrysler a besoin pour survivre.

Les pressions, aussi bien de Chrysler que de ses principaux créanciers, ont d'autre part incité vingt sept petites banques à accepter le schéma de restructuration de 4,4 milliards de dollars de la dette de la firme. On attend désormais de Chrysler qu'elle propose mardi 300 millions de dollars en bons garantis sur dix ans par le gouvernement.

CLAUDE REGENT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ B.U. ...	4,1010 4,1078	+ 85 + 218	+ 210 + 245	+ 570 + 630
£ can. ...	2,5720 2,5728	- 65 - 23	- 39 - 29	+ 290 + 320
Yen (100) ...	1,9030 1,9075	- 36 - 10	- 15 - 14	+ 135 + 250
D.M.	2,3220 2,3280	+ 45 + 70	+ 110 + 145	+ 390 + 445
Florin ...	2,1180 2,1230	+ 25 + 85	+ 60 + 80	+ 130 + 220
F.R. (100) ...	14,5120 14,5280	+ 130 + 160	+ 275 + 285	+ 945 + 975
L. (1 000) ...	4,9120 4,9175	- 280 - 220	- 530 - 480	- 1435 - 1475
£ (1 000) ...	9,5570 9,5625	- 450 - 320	- 845 - 795	- 1255 - 1280

TAUX DES EURO-MONNAIES

DOM	9 1/2	16	9 1/4	9 3/4	9 1/16	9 7/16	8 1/2	8
S.E.-U.....	8 3/4	3 1/4	8 1/2	9 13/16	9	9 3/8	9 1/16	8 7/16
FLOR.....	10 5/8	11 3/8	11 1/4	11	10 1/8	10 7/8	10 7/8	10 5/8
P.R. (100) ..	17	21	14 3/4	15 1/4	14 9/16	14 13/16	13 3/4	14 1/4
F.S.....	1 1/8	2 1/8	5 1/2	6	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L. (1000).....	13	15 1/4	18 3/4	18 3/4	17 1/2	18 1/2	18 5/8	18 1/2
	17 1/4	18 3/4	17 3/8	18 1/2	17 1/8	18	15 1/4	16
			18 1/2	18 1/2	17 3/8	18 5/8	13 1/2	13 3/4

TRANSPORTS

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN

60 % des routiers travaillent plus de soixante heures par semaine

Les chauffeurs routiers travaillent en moyenne au moins soixante heures par semaine. Dans son pré-rapport, le comité des transports du VIII^e Plan, qui vient d'être remis au président d'Alain France, juge qu'une telle situation est « tout à fait inacceptable ». Il propose de retenir comme objectif, pour la fin du VIII^e Plan, une durée hebdomadaire de travail de quarante-huit heures.

On n'en finira pas de le dire et de le redire : les conditions de travail des chauffeurs de poids lourds sont proprement scandaleuses. A ce propos, l'an dernier, un rapport de l'organisation nationale de sécurité routière (ONSR) avait « fait frémir » le ministre des transports, qui, à la même époque, avait jugé « effrayantes » les conclusions d'une mission d'inspection sur le même sujet. De son côté, au début de cette année, la C.F.D.T. avait dressé, dans un livre noir, un constat accablant sur la durée de travail des transporteurs routiers.

Des études et enquêtes de l'administration, il ressort en effet que « les conducteurs routiers travaillent en moyenne soixante heures par semaine et que 60 % d'entre eux travaillent plus de soixante heures ». Plus préoccupant encore : 80 à 90 % des « grands routiers » qui font du « transport à longue distance » ont une durée hebdomadaire de travail comprise entre soixante et cent heures. Pour 40 % d'entre eux, la durée journalière de conduite dépasse huit heures.

L'exploitation faite en 1979 des données de contrôle des temps de conduite et de repos qui portaient sur sept mille chauffeurs, prises, laisse apparaître que 83 % de ceux-ci sont « en situation d'infractions graves et chroniques » par rapport à la circulaire ministérielle du 3 mars 1978, qui fixe à quarante-huit heures la durée maximale de conduite par semaine et à neuf heures, la durée normale de conduite par jour. Or « les mauvaises conditions de travail accroissent de façon très nette le risque d'accidents ». Or « le taux de gravité des accidents dans lesquels un poids lourd se trouve impliqué est le double de celui des accidents ne concernant que des véhicules légers ».

Les causes de ces grossières « anomalies » sont multiples. Les auteurs du rapport constatent que le secteur des transports routiers est « atomisé » : 70 % des entreprises ont moins de cinq sa-

lariés ; presque une entreprise sur deux n'emploie qu'un seul camion. D'autre part, le développement de la sous-traitance des trafics les moins rentables a de simples fractionnaires obligés de faire enfreindre la réglementation du travail pour « se retrouver ». Si leur part du marché est passée de 35 % en 1965 à 55 % en 1978, les transports routiers ne doivent aux qualités d'adaptation et de souplesse dont ils ont su faire preuve, notamment pour aménager, à leur convenance, les conditions de travail du personnel roulant, en aggravant ainsi des disparités sociales qui, dans un climat de sévère concurrence, leur ont été profitables pour tenir le rail en respect.

Un dévouement, avec qui dialoguer ? « Le minimum des structures de concertation sociale n'est pas réalisé », constate le comité des transports. L'organisation syndicale est faible. D'une part, les entreprises de moins de dix salariés échappent à toute représentation syndicale et 85 % des entreprises de transport sont dans ce cas. D'autre part, même les entreprises assujetties, la représentation prescrite par la loi est mal respectée. 35 % seulement des entreprises assujetties ont des délégués du personnel.

Les primes représentent environ le quart du salaire alors que dans les autres branches de l'économie elles ne représentent que 5 %. Or il s'agit, dans la plupart des cas, de primes de rendement déguisées sous des appellations diverses (bonne conduite, nettoyage) qui « constituent fatalement une incitation au dépassement de la durée du travail, au non-respect des règles et à la surcharge des véhicules ». Ce système est en soi plus vicieux puisque « les conducteurs routiers eux-mêmes, dont le comportement est totalement différent d'indicateurs n'adhèrent pas sans difficulté aux limitations du temps de travail, dans la mesure où celui-ci est étroitement lié à leur rémunération ».

Reste enfin l'insuffisance des contrôles. Faute de personnel — soixante-dix inspecteurs et trois cents contrôleurs — la probabilité d'un contrôle est faible : une fois par an sur route, tous les quatre ans dans les entreprises. En 1979, les contrôles ont porté sur 1 % des véhicules transportés. Quant aux amendes : elles sont très peu dissuasives : « Sur neuf mille quatre cents prononcées en 1977, 56 % étaient inférieures à 100 F ».

Le comité des transports « propose de retenir comme objectif pour la fin du VIII^e Plan une durée de travail moyenne de quarante-huit heures par semaine pour les conducteurs routiers, cela ne constituant que la première étape d'une action devant, à terme, tendre à un alignement sur les conditions de travail en vigueur dans les autres secteurs de l'économie ». Il estime que la réduction à quarante-huit heures « pourra induire de trente mille à soixante mille créations d'emplois pendant la durée du Plan. L'augmentation des coûts de transport qui résulterait pourrait être de l'ordre de 10 % ».

La réalisation de cet objectif devrait notamment s'appuyer sur un renforcement des moyens de contrôle et une réduction de la part des primes dans les rémunérations. Le succès de cette action repose sur le concours des chefs d'entreprise qui sont nombreux à souhaiter un assainissement de la profession, et sur le soutien des pouvoirs publics qui ont déjà pris des mesures en ce sens. « On ne peut donner l'impression dans le passé que le problème des conditions de travail n'est pas prioritaire et que l'impératif économique l'emporterait sur les préoccupations d'ordre social », Jacques de ARREN.

SINEGE

Stratégies d'innovation, de négociation et de gestion. Pour aider les cadres dirigeants à développer leurs capacités de direction et de management, l'Institut de Gestion et de Management, I.G.M., organise un cycle de perfectionnement approfondi à la

négociation

Pédagogie active centrée sur les expériences professionnelles individuelles. 33 journées en continu ou en discontinu. La prochaine session débutera à Paris le 8 septembre 1980 à Lyon le 6 octobre 1980.

IGM Institut de Gestion et de Management
26, rue d'Assas, Paris - 75006
35, Montée de Choulans, Lyon
(7) 642.29.53

E.P.E.C. FORMATION
REVISION D.E.C.S.
3 certificats
Aide
(6 jours groupés par certificat)
Renseignements et inscriptions
Tél. : 248-39-11 et 248-39-12

LES RESPONSABLES DU PORT DE BOULOGNE COMPTENT AUTANT SUR LES PASSAGERS QUE SUR LE FRET.

Présentant les grandes lignes du développement économique de Boulogne-sur-Mer pour la période 1980-1982, au cours d'une récente conférence de presse, M. Pierre Remoloux, président de la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne-sur-Mer, s'est déclaré satisfait de l'activité portuaire en 1979 et a indiqué que les différents investissements prévus en 1980 tendent à conserver le rôle de « moteur » des activités maritimes sur laquelle est fondé son développement.

Pour faire face au quadruplement du trafic des passagers (Boulogne est au second rang derrière Calais) entre 1975 et 1979, et à la croissance constante du trafic de fret, les installations portuaires ont été modernisées, en 1978-1979, notamment l'horizontale, capable d'accueillir dix mille passagers par jour. La gare maritime et les installations terminales, quant à elles, bénéficient d'un programme de 120 millions de francs.

Le trafic commercial (tous trafics confondus) ayant quasiment doublé entre 1975 et 1980, Boulogne-sur-Mer peut donc s'auto-financer la longueur des quais pour éviter leur saturation (300 millions de francs). Pour la pêche industrielle (Boulogne est le premier port français), le plan d'équipement prévoit un allongement des quais pour rationaliser les opérations de débarquement et de manutention (50 millions de francs).

Bref, pour ce qui concerne « l'amélioration de la situation économique dramatique » de Boulogne (où le taux de chômage atteint 11,5 %), M. Remoloux a indiqué qu'elle reposait essentiellement sur le « développement » de la région, par un effort sur les infrastructures routières.

Grâce des inspecteurs du permis de conduire. Les inspecteurs du permis de conduire sont en grève les lundi et mardi depuis quinze jours et se déclarent décidés à continuer leur mouvement qui gêne les candidats, nombreux en cette saison.

Deux cents bateaux, l'équivalent de la flotte française

Le plus grand armateur du monde fait l'éloge du libéralisme maritime

Sir Yue Kong-pao, de Hong-kong, le plus important armateur du monde, a rencontré, le 19 juin à Paris, M. Joël Le Theule, ministre des transports, pour faire un tour d'horizon des questions maritimes internationales, examiner si des commandes pourraient éventuellement être passées par les entreprises de son groupe auprès des chantiers français et étudier les possibilités ouvertes par le développement des relations commerciales entre l'Europe et la Chine.

M. Pao devait être convié à déjeuner, le 20 juin, par M. Georges Thébaud, vice-président du comité central des armateurs de France, administrateur, directeur général de la société maritime Shell.

Au cours d'une conférence de presse presque confidentielle, ce qui montre à quel point la « vocation maritime » de la France reste en affaiblissement, M. Pao, soixante et une ans, armateur, homme d'affaires, banquier, qui a quitté la Chine pour Hong-kong en 1949, a décrit son empire naval. Il est aujourd'hui à la tête d'une flotte de quelque deux cents navires, essentiellement des pétroliers, des porte-conteneurs et de minuscules navettes de pêche, soit 10 millions de tonnes, dont 13 millions de tonnes de pétroliers.

Un chiffre qui égale à lui seul toute la flotte française réunie et dépasse, pour ce qui est des tankers, de trois fois celle des armateurs d'Onassis. M. Pao a actuellement en commande soit pour World Wide Shipping (groupe fondé en 1955, dont le siège est aux Bermudes), soit pour Eastern Asia Navigation Co Ltd de Hong-kong, ses principales filiales — une quarantaine de navires, dont vingt-huit de fort tonnage. Les bateaux du groupe Pao sont pour une large part affectés à des compagnies japonaises, mais M. Pao vient de conclure aussi des accords avec la Chine populaire et la Mexique pour créer des sociétés communes maritimes et commerciales.

Cette flotte est extrêmement moderne. Agée seulement de six ans en moyenne, mais, pour l'essentiel, elle est immatriculée sous des pavillons de complaisance, panaméen et libérien. M. Pao se classe d'ailleurs comme le premier armateur libérien, et en réponse à la question : « La conception qu'ont les nouvelles générations de libéraux de l'homme et de la démocratie va-t-elle vous conduire à retirer vos navires du pavillon libérien ? », il a déclaré : « Ces éléments ne modifient pas pour

le moment nos attitudes à l'égard de ce pays. »

Au titre de président du groupe Intertanko (association internationale d'armateurs pétroliers indépendants) dont le siège est à Oslo et qui regroupe quelque trois cents armateurs de vingt-trois pays (dont les navires représentent 130 millions de tonnes), M. Pao a indiqué : « Le libre concurrence sur le marché du transport du pétrole constitue l'objectif premier de Intertanko. D'ailleurs, depuis vingt-cinq ans, le prix du transport maritime de pétrole brut a baissé de 60 %. Les projets élaborés à la CNUCED (1) pour créer des compagnies entre les flottes des pays exportateurs et celles des pays acheteurs aboutiraient à une restriction du marché et entraîneraient une hausse des tarifs de fret et une accélération des pressions inflationnistes. »

La prévention des pollutions

Quant à la sécurité et à la prévention des pollutions, ce sont, pour M. Pao, les priorités de l'Intertanko. Les propriétaires de pétroliers sont accusés de faire naviguer des bateaux qui ne satisfont pas aux règlements internationaux. M. Pao a déclaré : « L'intertanko et ses membres acceptent favorablement les règlements et conventions de l'OMCI (2), en dépit de l'augmentation des coûts de construction des navires. Mais qu'ils entraînent pour les armateurs. Malheureusement, à part les Etats-Unis, l'attitude de certains grands pays maritimes vis-à-vis du renforcement des réglementations de l'OMCI est loin d'être claire. Cette attitude soulève bien des problèmes, quant aux certificats de qualification des navires, l'intertanko souhaite que, par une action rapide et généralisée des gouvernements, les processus de ratification des conventions internationales soient menés à leur terme. »

(1) Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
(2) Organisation intergouvernementale consultative de la navigation aérienne.

Grève dans les aéroports portugais. — Quatre syndicats des différents métiers liés à l'aviation commerciale ont déposé des plaintes de grève qui priveront le Portugal de toute liaison aérienne pendant huit jours depuis le lundi 23 juin. L'objet de la grève est, notamment, d'obtenir le paiement des salaires de nuit, la réduction de la semaine de travail à trente heures, et la suppression de certaines catégories de personnel d'Air Portugal.

Cependant, les compagnies étrangères pourront assurer des liaisons avec le Portugal pendant la grève. Les autorités locales ont en effet décidé d'appliquer un régime de « ciel ouvert » à tout l'espace aérien portugais pendant la période de grève.

SOCIAL

PRÉJUDICE MORAL

L'employeur payait le salarié mais refusait de le faire travailler

De notre correspondant

Lyon. — Le conseil social de la chambre sociale de Lyon, saisi, récemment, que la mise à l'écart d'un salarié dans une entreprise pendant plus de seize mois constituait une « atteinte à sa dignité de travailleur », même s'il continuait à percevoir sa rémunération. Un tribunal reconnaît ainsi qu'un employeur ne peut payer un salarié à ne rien faire. La CIAPEM-Brandt, l'employeur, devra verser 5 000 F de dommages-intérêts pour préjudice moral.

Le conflit opposant la CIAPEM-Brandt à M. Michel Martin, chef d'équipe pendant quatorze ans, dans cette société qui l'avait embauché en 1957, remonte à janvier 1978. La CIAPEM-Brandt, l'employeur, avait alors engagé une procédure de licenciement à l'encontre de M. Martin pour « insuffisances professionnelles » après que celui-ci eut refusé deux propositions de reclassement, dont une en Algérie. L'inspecteur du travail puis le directeur départemental du travail ont rejeté le licenciement après enquête. La ministre du travail confirme tacitement ce refus. Le 20 février 1978, la CIAPEM-Brandt interdisait par lettre l'accès à l'entreprise à M. Martin en lui précisant qu'il continuerait à être payé.

SI LES ENTREPRISES S'ENGAGEAIENT A INVESTIR

La C.G.C. ne serait pas opposée à un ralentissement de l'augmentation des salaires

De notre correspondant

Limoges. — Réuni avec plus de 95 % des voix président de la Fédération des cadres de la métallurgie C.G.C. M. Paul Marchelli avait demandé de faire du trente et unième congrès national, qui se tenait à Limoges, une nouvelle étape du développement de l'industrie. Pour le futur, il a évoqué le « développement » de la C.G.C. ne se contentant pas de défendre les intérêts des cadres, mais de promouvoir la croissance de l'industrie.

Après des années de luttes intestines, il faut, à-t-il dit, « décatégoriser », car les rapports entre « cadres et ouvriers » sont devenus de plus en plus complexes. Les C.G.C. ne sont pas trop souvent construits en termes de rivalités. Morcellement néfaste : seule unité permettra d'exercer une force efficace. Pour la C.G.C., la priorité, c'est l'emploi. Après avoir évoqué la crise, « dont la durée et l'importance sont sans précédent », M. Marchelli a déclaré : « Les C.G.C. ne se contentent pas de soutenir la lutte pour l'augmentation salariale. Mais il ne faut pas que les salariés soient les seuls à supporter la solidarité nationale. Il convient que les chefs d'entreprise avec des trésoreries amplies s'engagent à investir. »

La C.G.C. présentera-t-elle un candidat à la prochaine élection présidentielle ? Cette candidature est réclamée par le congrès de la métallurgie. Pour le futur, il a évoqué les analyses et les propositions des cadres et techniciens de France. Pour M. Marchelli, « cette candidature dépendra de la majorité des cadres ». Les C.G.C. auront répondu à nos préoccupations sociales et économiques. C'est la convention nationale, dénommée « Vincennes du mois de novembre », qui prendra la décision.

Elle demande la révision de la loi sur les conseils de prud'hommes afin qu'en l'ensemble des techniciens, agents de maîtrise et cadres soient incorporés dans la section encadrement. M. Marchelli a été réélu président. M. Jean-Pierre Chassin, vice-président délégué, M. Maurice Gros, secrétaire général. — M. S.

Au Conseil de Paris

UNE ALLOCATION DE « CONGÉ PARENTAL » A PARTIR DU TROISIÈME ENFANT

Le Conseil de Paris a voté à l'unanimité, lundi 23 juin, la proposition de M. Jacques Chirac visant à créer à Paris une allocation de 1 200 francs par mois pendant un an à la naissance du troisième enfant et des suivants. Cette allocation, dite de « congé parental », sera versée au père ou à la mère de famille ne travaillant pas ou interrompant sa vie professionnelle pour élever l'enfant pendant la première année. Pour bénéficier de cette mesure, qui ne tient pas compte du plafond des ressources, il faudra justifier de trois ans de résidence à Paris et s'engager à s'occuper soi-même du nouveau-né sans le confier de manière permanente à un service de garde. Les étrangers pourront bénéficier de cette mesure si, en plus de ces conditions, ils possèdent une carte de résident privilégié.

M. Bernard Pons sceptique sur le redressement de la Sécurité sociale. — Le secrétaire général du R.P.R. s'est déclaré sceptique, samedi 21 juin, à Orléans, sur le redressement, en 1980, de la Sécurité sociale. « J'ai vu énormément de chiffres faux », a-t-il dit. « On nous promet 8 milliards de bénéfices. J'ai dit que c'est trop peu de temps. »

M. André Bergeron réélu à l'unanimité secrétaire général de l'U.O. samedi 21 juin, par le nouveau bureau confédéral, qui comprend, outre M. Bergeron, M. Marc Blondel, Jean Dorac, Maurice Derin, Antoine Faesch, Willy Glaser, Claude Janet, Marcel Lalonde, Roger Lardas, Jean Rouder et Roger Sandri.

ENVIRONNEMENT

CORRESPONDANCE

Le stockage de déchets radioactifs dans la Loire

M. G. de Marny, directeur du Centre d'information géologique nous écrit : « Dans le Monde du 19 juin dernier votre correspondant fait état du problème du projet de stockage de déchets radioactifs de la Loire (Loire). Dans le cours de cet article, je suis personnellement mis en cause au sujet d'une session extraordinaire du conseil général de la Loire à laquelle j'ai participé. »

Votre correspondant indique, des opposants au projet, face aux scientifiques du C.E.A., avaient amené les leurs, dont un hydrologue à l'école des mines de Paris, M. de Marny. (Orthographe erronée).

Je suis en effet professeur d'hydrologie à l'école des mines de Paris, c'est à ce titre que je me suis rendu à une invitation que m'avait adressée le secrétaire administratif du conseil général de la Loire pour venir donner un avis indépendant sur les problèmes hydrologiques posés par le projet de Saint-Priest-la-Prugne. Votre article laisse à penser en revanche que j'appartiens au groupe des opposants du projet, ce qui n'est, en rien, conforme à la réalité.

Des agriculteurs français et espagnols se sont réunis pour une première fois de contact samedi 21 juin, à la chambre d'agriculture de Perpignan. Cette rencontre n'a apporté aucun élément nouveau susceptible de résoudre les divergences existant sur les exportations espagnoles vers la C.E.E. Les délégués des producteurs français et espagnols se sont exprimés en catalan.

LES DISCUSSIONS EUROPÉENNES POUR CRÉER UNE SALINE EN ALSACE

« CONTINUENT ACTIVEMENT »

La France continue à activer les discussions avec ses partenaires européens en vue de l'installation sur les mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) près de Mulhouse, d'une saline internationale de 1 million de tonnes de capacité. Cette usine est destinée à réduire la pollution du Rhin provoquée, en partie, par les rejets de saumure dans le fleuve.

M. Henri Nicolas, président du groupe de travail sur l'avenir du bassin potassique alsacien, a confirmé ces orientations, le 20 juin à Colmar (Haut-Rhin), au terme de la quatrième — et dernière — séance plénière de ce groupe qui réunit les pouvoirs publics, les élus locaux, les syndicats, et qui avait été mis en place il y a treize mois, à la demande du président de la République. Le président du groupe a ajouté que les M.D.P.A. (qui rejettent 6 millions de tonnes de sel par an dans le Rhin) pourraient avoir accès au marché du sel de consommation domestique si leur produit satisfaisait aux normes fixées par le conseil supérieur d'hygiène publique. M. Nicolas s'est montré, en revanche, très sceptique à l'égard du projet de plate-forme chimique dont la réalisation pourrait, selon les syndicats, favoriser la diversification des activités des M.D.P.A., menaçant de fermeture d'ici dix à vingt ans.

LE MONDE

Malgré tout, la loi est à la disposition des lecteurs des journaux d'annonces. Vous y trouverez peut-être la maison que vous recherchez.



L'ÉLYSÉE TRANCHE
l'architecte du futur
du monde arabe
officiellement des

Après un bon récent, la scène alternative se stabilise à trois mille emplois pour communales, trois mille dix mille emplois plus ou moins éphémères créés depuis dix ans, trois cents collectifs de production, trois cents unités d'appariement au secteur des services. Imprimeries, coopératives de transport et de déménagement, magasins et collectifs de thérapie féminine, associations de consommateurs de taxis, des réseaux de ateliers de réparation, des «conseils» en énergies douces, des troupes d'animation culturelle, des ateliers d'adultes, la scène alternative bouillonne comme une ruche. Le *Stuttbad*,

annuaire de la scène berlinoise, l'édité par acte, comporte 350 pages. On y trouve tout ce qui se fait, tout ce qui se compte et se colabore, tout des « Indiens métropolitains » aux « multicolores » (rouge, vert, noir, couleurs de la révolution, de l'anarchie et de l'écologie), de ceux qui ont soutenu la « liste alternative » jusqu'à ceux qui ont dénoncé et écologistes, à ceux qui ne veulent surtout pas avoir affaire aux partis, des partisans d'une culture intermédiaire, entre la liberté et la censure, ceux qui agissent dans une cuisine complétement souterraine. On y trouve des débats opposent les uns et les autres, sans empêcher le fonctionnement d'expériences spectaculaires, comme la Feilrik.

terdisait, par crainte de l'idéologie bourgeoise, les relations duelles. Même à la Fabrik, c'est le retour du couple.

Un risque est toujours latent de voir les valeurs généreuses du début dévoyées par le professionnalisme.

types : l'utilité sociale du projet, l'autogestion, l'égalité des revenus... Mais aussi la capacité d'affronter un marché concurrentiel, de créer des conditions de travail plus humaines. Un conseil de vingt membres élus se répartit toutes les trois semaines pour attribuer les crédits.

Mais d'où vient l'argent ? La majorité des anciens gauchistes aujourd'hui installés, et de quelques membres de la culture « souterraine ». La contribution est d'environ 15 marks par mois ou plus. Ce n'est pas un dévouement, mais un don. Au total, en cinq ans, cinq mille personnes ont adhéré à Netzwerk, où qu'elles soient, à mi-temps assumant le fonctionnement courant.

De dédées en dédées, le Fabrik pour la culture, l'artisanat et le sport, installée dans les 4 000 mètres carrés des anciens locaux de l'usine de l'U.R. Rich (U.R.F.A.), recèle un beau-trois étouffant. Ici, l'atelier de réparation de bicyclette, là le futur atelier de fabrication des énergies (d'ores et déjà, plus qu'un atelier, une immense usine, un sauna, un studio vidéo, une école parallèle tenue par des parents, un atelier de sculpture, un atelier de cuisine, un cabinet dentaire pour éviter l'anxiété et faire du *self-help*, un hôtel pour « cœurs brisés », un atelier de couture, un déguisage, à des centaines de kilomètres de la référence de câbleries tantes viennoises et des « bouttes d'énergie ». Chaque jour, la Fabrik organise un atelier de travail, un atelier de car on y pratique le troc de connaissances. Le week-end, on

affine vont les bâtiments de bragues en cours de rénovation, où les meilleurs groupes de rock défilent. Cinquante personnes vivent et travaillent à plein temps dans le Fabrik, ce phalanstère d'un nouveau village.

Visage maigre sous les cheveux roux, bruyante à 120 ans, l'un des fondateurs, s'annime pour raconter les débuts de ce collec-

Aujourd'hui, le Fabrik vit de ses rentes : recettes de la cataracta et des spectacles, — les clients ne manquent pas, — allocations sociales, — et de quelques-uns, honoraires de travaux artisanaux effectués à l'extérieur. Depuis le début de la communauté l'argent n'appartient à personne, mais les membres travaillent au dehors — ils votent toujours par deux (contrôle 1) —

Les cinquante « permanents » prennent leur repas ensemble, chaque soir. Une nourriture saine et recherchée. Les chambres sont, selon le choix, individuelles ou collectives. Quelques couples sont nés dans la communauté, plus ou moins stables. Deux enfants seulement. « On n'a pas le temps de faire des enfants », avoue Ingrid, vingt-quatre ans, dans le collectif depuis sept ans. Son copain vient de la quitter pour une autre. « Mais ce n'est pas trop douloureux, avec l'affection du groupe. » Il est fin le temps où l'on s'im-

tout, ils réussissent à vendre leurs expositions dans toute la R.F.A., en Autriche, et perdent progressivement l'étiquette gauchiste qui marqua leurs débuts. Ils s'octroient 1 500 marks (3 570 F) par mois et deux mois de vacances.

La lassitude guette aussi. Ainsi Marc Lignac, élève de troisième d'anglais à l'école parallèle à la formation permanente depuis ses débuts en 1974, vient de donner sa démission. Pourtant, l'école est une réussite : sept cents élèves de vingt à trente-cinq ans, dont on suppose que beaucoup d'ouvriers désireux d'une autre formation. « Mais plus le temps passe, plus la liberté de l'auto-gestion se transforme en alibi », explique Marc. « On facite d'ailleurs de plus en plus à l'absence de votre propre volonté. Alors, être payé au SMIC dans ces conditions, j'en ai marre. »

Des « parasites », ainsi qualifiés par le plus renommé des « théoriciens », le député Gauche, quarante ans sénateur pour la recherche, du Sénat de Berlin, et jésologue « vocardien » du P.S.D., le parti social-démocrate, n'est pas de cet avis. « Il faut aider, nous chercher à l'intégrer, le mouvement alternatif. Pour éviter le pire. » Il y voit une réaction extrême contre la pollution et le chômage, une réaction qui n'est pas le social électoral : il s'agit de concurrencer sur son propre terrain le parti vert des écologistes, qui joue cavalier seul.

« Et si tout n'est pas bon, on devrait réussir à intégrer quelques éléments de ce mouvement », ajoute-t-on au ministère des affaires sociales. Car là, on est sensible à l'aspect financier. S'il fallait soigner, surveiller (en prison ou en foyer), nourrir tous ceux à qui la scène alternative donne une chance réelle, la facture serait infiniment plus lourde.

D'autant de contradictions sont mises à jour par les «alternatives» eux-mêmes. Ils s'interrogent sur la «auto-exploitation». Le restaurant, l'imprimerie, le collectif de taxi tourment. Mais à quel prix ? Des heures de travail, faiblement rémunérées, pour être reconnues ? Des heures de travail ? A la Galerie 70, on ne cesse de s'auto-analyser. Oui, la vie personnelle risque d'être envahie par le projet. Quatorze heures de travail, c'est lourd. On a parfois envie de se réjouir chez soi. Mais, en fait, qui vous en empêche ?

[illegible]

11) Cf. Sur l'avenir du mouvement alternatif, par Joseph Huber. Éditions Boethius Verlag, Berlin. Cf. *Die Zeit*, série de Mme Cornelius, 1^{re} série, 1. 8, 15 et 22 juin 1979. Cf. *Autogestions* n° 2: le Mouvement alternatif allemand, Éditions Privat, Toulouse.

Même si le mouvement se lentit quelque peu, l'embrasement grand heurt au paysage suffit de quitter la communauté pour retrouver le tourbillon de la ville. Mais, là encore, si qu'on soit de la scène alternant la gaieté et la fièvre ne sont pas absentes. Toute la journée, café, Einstein au charbon, suet, on se taverne bruyamment de Savignyplatz ne désistent pas. Même la nuit rôde sur les grandes avenues, rôde les chercheurs d'hermine, et s'engagent à la scène alternative.

DANIELLE ROUARD.

BIRMINGHAM
OU L'ÉCOLOGIE
sur la chaîne

LA B.N.P. ET L'AUSTRALE

Une mission de la chambre de commerce de Melbourne, conduite par l'honorable R.J. Hamer, « Premier » de l'Etat du Victoria et ministre pour le State Development, Decentralization and Tourism, effectue un voyage en Europe.

Cette mission, composée de représentants de grandes sociétés de l'Etat du Victoria et de membres de la chambre de commerce, a été reçue à Paris le 12 juin 1980 par M. Gérard Llewellyn, directeur général de la Banque nationale de Paris.

Une quinzaine de dirigeants de grandes sociétés françaises intéressées par l'Australie en général, et par l'Etat du Victoria en particulier, ainsi que plusieurs membres de la direction générale de la Banque nationale de Paris, assistaient à cette rencontre.

La B.N.P., qui a installé ses agences de Sydney et Melbourne dès 1880 et qui dispose actuellement de six implantations en Australie, offrira cette année encore une agence à Canberra, capitale fédérale de l'Australie.

Le « Premier » du Victoria et M. Llewellyn ont souligné l'importance du rôle que jouent la B.N.P. et les entreprises françaises par leur apport technologique, pour accroître les investissements français en Australie et augmenter les échanges bilatéraux. La B.N.P. souhaite maintenant que les entreprises françaises puissent profiter de l'esprit d'ouverture manifesté par M. Hamer et les membres de la mission et, pour les y aider, offre l'appui de son réseau particulièrement dense dans cette partie du monde.

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

L'assemblée générale ordinaire de la société, réunie le 17 juin 1980 sous la présidence de M. B. Claude Vallières, a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Les profits de commandes de la société au titre de 1979 s'élevaient à 13 736 M.F., dont 10 889 M.F. à l'exportation (contre 10 525 M.F. en 1978), dont 7 159 M.F. à l'exportation : le cap des 10 milliards.

Années	Chiffres d'affaires totaux	Chiffres d'affaires exportation			Chiffres d'affaires métropole		
		Civil	Militaire	Total	Civil	Militaire	Total
1975	4 558	409	2 153	2 562	360	1 338	1 698
1976	5 927	429	4 120	4 549	111	1 267	1 378
1977	5 697	447	3 845	4 292	86	1 319	1 405
1978	6 231	412	4 353	4 765	118	1 498	1 616
1979	7 123	580	4 691	5 271	91	1 761	1 852

Il en ressort :
 — Une légère progression en France des commandes par rapport à 1978, l'impact de l'accroissement des prix de commandes constaté en 1977 ne se faisant sentir qu'à partir de 1980, compte tenu du cycle des fabrications de la société.
 — Une diminution au niveau de 75 % pour la quatrième année consécutive, des ventes à l'exportation.
 — Des dépendances inférieures à 25 % des marchés de l'étranger.
 Les résultats de la société ont marqué une augmentation de 10,89 %, passant de 245 M.F. à 272 M.F., ce qui — compte tenu du l'incertitude du chiffre d'affaires de 1979 — marque une certaine amélioration.

Ces résultats ont permis la distribution d'un dividende de 5,50 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 12,75 F, contre 5 F et 11,50 F pour l'exercice 1978.

Ce dividende est payable à compter du 1^{er} juillet 1980, contre remise du coupon n° 11.

Au dernier bilan de l'aéronautique, la société a présenté trois avions nouveaux, le Mirage 50, le Mirage 2000, et surtout le Mirage 4000, qui a été mis en service le 1^{er} juillet 1980.

Les perspectives d'avenir de la société, sur le plan commercial, sont bonnes.

— Dans le domaine militaire, sur la poursuite des programmes en

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

Réunie sous la présidence de M. Jacques Alousson, l'assemblée générale ordinaire de la société a approuvé les comptes de l'exercice 1979 qui se soldent par un bénéfice net de 2 184 067,50 F.

L'assemblée a décidé de mettre en paiement à partir du 30 juin 1980, contre remise du coupon n° 11, un dividende de 2 F. Ce dividende est payable à partir du 1^{er} juillet 1980, contre remise du coupon n° 11.

— Dans le domaine militaire, sur la poursuite des programmes en

CERABATI

- Premier producteur français de carreaux céramiques.
- Produits sanitaires porcelaine de luxe.
- Extraction de matières premières (feldspath argile).
- Principales filiales et participations : Ceratera, Haviland Limoges, Haviland Inc.
- Effectif du groupe : 3 300.

L'assemblée générale, réunie le 19 juin 1980 sous la présidence de Mme de Vogüé, président-directeur général, a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil.

Le chiffre d'affaires (hors taxes) 1979 s'est élevé à 316 millions de francs, en progression de 13 %. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est de 384 millions de francs. Le compte de pertes et profits, après amortissements (14,4 millions), provisions, et notamment provision pour dépréciation des filiales belges et luxembourgeoises (6,2 millions de francs) et impôts, présente un résultat net de 6 431 485 F.

Le dividende fixé à 10 francs assorti de 5 francs d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), forme

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIEUX

Par ailleurs, M. Francis C. Fabre ne souhaitant pas être reconduit dans ses fonctions d'administrateur et de vice-président de la société, l'assemblée a nommé M. Jérôme Seydoux pour lui succéder. Les mandats d'administrateurs de MM. Yves Chapuy et Pierre O. Fabre ont été renouvelés.

Enfin, l'assemblée a décidé de modifier les statuts afin notamment de permettre l'institution au sein de la société d'un collège de censeurs. MM. Emmanuel de Baillencourt, Courcel, Christian Duvillard, François Bureau, ont été nommés censeurs.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 18 juin 1980 sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Résultats
 Le bénéfice net consolidé du groupe de l'Auxiliaire d'Entreprises ressort à 66,5 millions de francs, malgré 6 millions de francs de provisions complémentaires au titre de l'exercice.

Ces provisions, ajoutées à celles constituées en 1979, doivent couvrir la totalité de la quote-part garantie par la COFACE.

Le bénéfice net de la société mère ressort, compte tenu de cette provision, à 63,1 millions de francs.

Dividende
 L'assemblée a décidé la maintien du dividende net à 30 francs. Avec l'avoir fiscal de 15 francs, le revenu global sera de 45 francs par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1980 contre remise du coupon numéro 38.

Assemblée générale extraordinaire
 A la suite de l'assemblée générale ordinaire, s'est tenue une assemblée générale extraordinaire, qui a décidé d'autoriser le directeur à porter, au titre de l'exercice 1979, sur les réserves, le capital social à un montant maximum de 100 millions de francs.

SCAC

Secteurs d'activités
 — Combustibles, charbons, fuel ;
 — Sols et matériaux de construction ;
 — Transport international ;
 — Agences de voyages.

Nombreuses filiales et participations en France et à l'étranger.

Principaux actionnaires
 — Compagnie financière de Bâle ;
 — Société française de participations industrielles (S.F.P.I.) ;
 — Compagnie française de crédit et de banque.

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 20 juin 1980 sous la présidence de M. Fonteneau, président-directeur général, a approuvé, à l'unanimité, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979, qui se soldent par un bénéfice net de 17,7 millions de francs.

Le dividende a été fixé à 11,30 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,75 F. Le dividende sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1980, contre remise du coupon n° 11.

Le président a indiqué enfin que l'activité du premier semestre aura été satisfaisante, les résultats du 30 juin devraient donc être supérieurs à ceux du même semestre de l'année précédente.

emprunt 14%

Emission au pair de 1.750.000 obligations de 2.000 F.

Durée de l'emprunt : 15 ans

Date de jouissance : 4 juillet 1980

Amortissement en 15 annuités constantes à compter du 4 juillet 1981 :

- soit au pair, par tirage au sort (moitié au moins des titres à amortir annuellement) ;
- soit par rachats en bourse.

Souscriptions reçues au Crédit Foncier de France, 19, rue des Capucines à Paris, dans ses Directions départementales et ses agences, aux guichets des banques, C.R.D.I. à gracie, agents de change, comptables du Trésor, P.T.T., Caisse d'Epargne, et par correspondance (C.C.P. du Crédit Foncier de France 9170.00 PARIS).

Taux de rendement actuariel brut : **13,92%**

crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 9 000 000 000 - R.C.S. Paris B 642.029.848

AGENCE HAVAS

Au cours de l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 1980, présidée par M. Yves Canac, les actionnaires ont pris connaissance des comptes du groupe pour l'exercice 1979.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 4 887 millions de francs, contre 4 103 millions en 1978, soit une augmentation de 19,4 %.

Le bénéfice net consolidé total a atteint 71,23 millions de francs, contre 58,75 millions (+ 20,5 %), dont, pour la part du groupe, un montant de 58,24 millions, contre 40,58 en 1978, soit un accroissement de 38,7 %.

L'actif net consolidé par action est de 609 francs.

Le bénéfice net consolidé par action (part du groupe) est de 57,50 F, contre 43,30 F en 1978.

L'assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende de 18,50 F par action, auquel sera attaché un impôt déjà payé de 8,25 F, soit un total de 26,75 F, alors que le dividende de 1978 avait été de 14 F, plus un impôt déjà payé de 7 F, soit un total de 21 F.

Dans son allocution, M. Yves Canac, après avoir rappelé les efforts entrepris pour améliorer la productivité des exploitations, notamment par des réorganisations internes menées dans un souci de rationalisation et de diffusion, a réaffirmé l'objectif fondamental du groupe :

« Notre objectif fondamental, tel que le fut exposé au cours de l'année 1979 à 29,1 millions, dont 23,8 millions de F pour la part du groupe, est de doubler le chiffre d'affaires par action en 1980 par rapport à 1979. »

Assemblée générale extraordinaire
 A la suite de l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires de l'Agence Havas ont tenu une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle ils ont, d'une part, adopté une résolution à jour des statuts de la société, et, d'autre part, autorisé le conseil d'administration à procéder, au moment opportun, à une augmentation du capital de la société pour porter celui-ci à un maximum de 300 millions de francs, soit par incorporation de réserves et par distribution gratuite d'actions nouvelles, soit par voie d'émission d'actions de numéraire, avec ou sans prime, soit les deux à la fois.

DMC

Un des premiers groupes textiles européens

■ 5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1980
 ■ 22 000 personnes

Des produits diversifiés...
 Tissus d'habillement, fils et ouvrages, lingerie de maison, tissus d'ameublement, tissus techniques, tissus de cuir, fils et retors, accessoires pour la maroquinerie et la confection.

...largement diffusés sur les marchés extérieurs
 Plus de 60 % de la production du Groupe vendus sur les marchés étrangers

Participez à son expansion en souscrivant à l'emprunt convertible de F 70 000 000

■ Emission à F 400 de 175.000 obligations

■ Conversion à partir du 1^{er} janvier 1981 à raison de CINQ actions pour UNE obligation

■ Jouissance : 1^{er} Juillet 1980

■ Taux d'intérêt nominal : **11%** soit F 44 par titre payable le 1^{er} Janvier de chaque année (1^{er} coupon : F 22 le 1^{er} Janvier 1981)

■ Amortissement : en 7 tranches égales à des prix croissant de F 432 en 1984 à F 534 en 1990

■ Taux de rendement actuariel brut : **13%** (en cas de non conversion)

■ Souscription : droit de priorité des actionnaires du 17 au 30 Juin 1980 (une obligation pour quinze actions)

■ du public à partir du 1^{er} Juillet 1980

Boulevard de la République, 100 - 92000 Nanterre

Esso S.A.F. Exercice 1979

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Esso S.A.F. s'est tenue le 19 juin 1980 sous la présidence de M. Michel KOFFF, Président-Directeur Général.

Approvisionnement difficiles mais assurés

Fortes progrès des investissements

Meilleure rémunération des actionnaires

L'assemblée générale a fixé le dividende total à répartir à F 143 millions, soit F 12 par action et un revenu global de F 18 compte tenu de l'avoir fiscal (contre F 9 en 1979). Il sera payable le 2 juillet, coupon n° 46.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	Millions de francs
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	14 880
Autres recettes y compris transactions compensées	5 757
Produits financiers et accessoires (hors dividende Esso REP)	169
Recettes totales hors taxes (hors dividende Esso REP)	20 806
Achats de l'exercice	12 310
Autres charges y compris transactions compensées	7 954
Dotation aux amortissements (dont 73 F d'écrit de réévaluation)	409
Charges d'exploitation globales	- 20 673
Augmentation de la valeur des stocks	1 502
Résultat du compte d'exploitation (avant dividende Esso REP)	1 635
Dotation à la provision pour réduction des cours des matières premières	- 1 064
Provision complémentaire pour renouvellement des stocks	- 200
Pertes et profits divers	- 89
Impôt sur les sociétés	- 324
Résultat propre aux activités d'Esso S.A.F.	116
Dividende reçu d'Esso REP	83
Profit net	199

APPROVISIONNEMENTS

Malgré les difficultés, les approvisionnements ont été assurés au niveau de nos parts commerciales existantes. Plus de 85 % du pétrole brut raffiné a été importé du Moyen-Orient. Plus de 5 % a été produit en France par Esso REP.

EXPLORATION - PRODUCTION

Des résultats encourageants ont été obtenus en exploration à Vici-Bih et Saucade. Au total, Esso REP consacrera 300 millions de F en 1980 (contre 182 en 1979) à la recherche de nouvelles ressources et à l'amélioration de la récupération dans les gisements anciens.

INVESTISSEMENTS

Après un accroissement de plus de 50 % entre 1977 et 1978, les investissements ont connu une nouvelle progression de 302 à 534 millions de F en 1979. De nouvelles unités à Port-Jérôme et Fos, et des installations économisant l'énergie dans les raffineries et sur les navires pétroliers ont représenté près de 2/3 de ces investissements.

PERSONNEL

Cette année encore près de 200 personnes dont 52 cadres ont été engagées par la société. Les résultats "secondaires" d'Esso S.A.F. aux tout premiers rangs des sociétés françaises.

DIVIDENDE

Pour la première fois depuis longtemps, les résultats des activités raffinage-distribution ont pu contribuer d'une façon appréciable au dividende distribué par Esso S.A.F.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
23 JUIN

Légère reprise

Après avoir enregistré la semaine passée sa plus forte baisse depuis le mois de mars dernier, la Bourse de Paris s'est en peu reprise lundi 23. Une légère reprise s'est même amorcée et, en clôture, l'indice a même enregistré une hausse de 0,5 % environ au-dessus de son niveau précédent.

Presque tous les compartiments ont profité de ce petit retour de l'ambiance, comme en témoignent la liste des valeurs les plus en hausse ce jour : U.C.B. (+ 5,8 %), C.I.C. (+ 5,5 %), Elf-Gabon (+ 3,7 %), S.E.B. (+ 3,5 %), Ciments Français (+ 3,2 %), Vimpac (+ 3,2 %).

Toutes les traces de baisse n'ont pas disparu pour autant, et S.C.O.A., S.T.S., Béhén, Labaco, C.N.E., Locafrance, et La Redoute ont encore subi des pertes (entre 1 % et 3 %).

Prie dans son ensemble, le marché est cependant apparu beaucoup mieux disposé. Cette amélioration est-elle appelée à se poursuivre ? Il convient de ne pas se laisser tromper par la première du nouveau mois boursier, et, comme à l'accoutumée, des opérateurs ont repris position. Les acheteurs ont réalisé ou en ont d'autant moins de mal à relever le niveau général des cours que les courants d'échanges n'étaient guère étoffés. Au reste, les professionnels étaient assez prudents dans leurs pronostics, attendant de voir comment la Bourse allait se comporter ces prochains jours avant de se prononcer.

Le taux des reports a été fixé à 11 3/8 %, contre 11 3/4 % le 22 juin.

Sur le marché de l'or, le lingot a reperdu 300 F, à 79 700 F, et le napoléon 5 F, à 694 300 F.

Le volume des transactions a diminué, passant de 13,21 à 11,86 millions de francs.

Taux du marché monétaire
Effets privés, de 22/8 ... 12 1/2 %

LONDRES

LE INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS

Passablement déprimé à l'ouverture par les prévisions pessimistes du pétrole, le marché se redresse un peu en cours de séance. Les industriels effraient leurs pertes initiales et les pétroliers se montrent mieux disposés. Le repli de l'Etat s'est poursuivi. Léger repli des mines d'or.

Dr (ouverture) (Mallat) 596 contre 602 80

VALEURS	CLOTURE	COURS
British Petroleum	130	130
Shell	240	240
Esso	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ING. C. OLIVETTI ET CIE (S.p.A.) — Augmentation du capital de 127,74 à 206,74 millions de lire : 21 000 000 d'actions de 1 000 lire émises à 2 000 lire, dont la souscription est réservée à la Compagnie de Saint-Gobain.

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

LONDRES

LE INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS

Passablement déprimé à l'ouverture par les prévisions pessimistes du pétrole, le marché se redresse un peu en cours de séance. Les industriels effraient leurs pertes initiales et les pétroliers se montrent mieux disposés. Le repli de l'Etat s'est poursuivi. Léger repli des mines d'or.

Dr (ouverture) (Mallat) 596 contre 602 80

VALEURS	CLOTURE	COURS
British Petroleum	130	130
Shell	240	240
Esso	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240
Amoco	240	240
Exxon	240	240
BP	240	240

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ING. C. OLIVETTI ET CIE (S.p.A.) — Augmentation du capital de 127,74 à 206,74 millions de lire : 21 000 000 d'actions de 1 000 lire émises à 2 000 lire, dont la souscription est réservée à la Compagnie de Saint-Gobain.

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

MAJORETTE — Emision à 100 F de 11 335 actions de 100 F, jouissance 1^{re} janvier 1981, contre représentation de l'augmentation du capital de 18 235 000 F à 10 711 500 F (sans pourcentage).

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. GAULLISME 40, GAULLISME 80 : « La seule question qui vaille », par Claude Chevalier-Appert ; « Le plus grand reproche », par Roger Trinquier ; « La révo de Jacques Bonhomme », par Robert de Montvallon.

ÉTRANGER

- 3 à 5. Le sommet de Venise et le retrait d'unités soviétiques d'Afghanistan.
6. DIPLOMATIE
7-8. AFRIQUE
9. EUROPE
10. AMÉRIQUES
11. ASIE

— Cambodge : l'opposition au régime persiste au sein de l'administration de Phnom-Penh.

POLITIQUE

- 10-11. Les députés ont adopté le projet « sécurité et liberté ».
12. La fête de la liberté organisée par l'U.D.F. de Bourges.
14. La situation aux Nouvelles Hébrides.

SOCIÉTÉ

- 15-16. Point de vue : « Pour sauver l'homme », par le docteur François Grévy.
17. RELIGION
— ÉDUCATION

SPORTS

18. FOOTBALL : la R.F.A. remporte la coupe d'Europe.

CULTURE

- VARIÉTÉS : « Il s'appelle Do France... »

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. L'inflation enregistre le record 7, par Jacques Sauvageot.
24. DEUX COLLOQUES
— Démographie : sensibiliser l'opinion à une situation préoccupante ;
— Sciences économiques : comment intégrer la recherche aux processus de décision.
25. Les ratés de la politique de restrictions du crédit.

INFORMATIONS « SERVICES »

41. JEUNESSE : vacances bénévoles.

RÉGIONS

42. L'ILE-DE-FRANCE : entretien avec M. Georges Sarré : les architectes de l'« système Chino » ; l'orchestre de futur institut du monde arabe est officiellement désigné.

ÉCONOMIE

43. ÉNERGIE : les négociations pour l'augmentation du prix du gaz électrique ont repris.
— ÉTRANGER
— AFFAIRES
44. SOCIAL
— TRANSPORTS : 60 % des rochers travaillent plus de soixante heures par semaine.
45. EMPLOI

RADIO-TELEVISION (21)
Annonces classées (27 à 40) ; Carnet (22) ; Journal officiel (41) ; Météorologie (41) ; Mots croisés (41) ; Programmes spectacles (20) ; Bourses (47).

CERRUTI 1881 FEMME
SOLDES D'ÉTÉ
15 Place de la MADELEINE
38 avenue VICTOR HUGO
PARIS

A B C D E F G

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU JAPON

Le parti gouvernemental dispose de 284 sièges sur 511 à la Chambre basse

De notre correspondant

Tokyo. — C'est par une victoire écrasante et inattendue que le parti libéral démocrate (L.D.), au pouvoir depuis un quart de siècle, a gagné les élections générales du 22 juin, en obtenant une majorité de 284 sièges sur 511 (1) à la Chambre basse. Un nombre de sièges proche de celui obtenu en 1989 (289), année où, pour la première fois, le L.D., avait commencé à régresser. En revanche, les partis du centre, et notamment le Komeito, d'inspiration bouddhiste, ainsi que le P.C., sont en nette perte de vitesse.

Fait constant : la stagnation du parti socialiste, dont le président, M. Asakura, a été élu de justesse à Tokyo. Un choix des électeurs dont il est difficile de constater la clarté étant donnée la forte participation électorale (74,6 %), la plus élevée depuis 1968.

Les doubles élections du 22 juin pour le renouvellement des membres de la Chambre basse et d'une partie du Sénat — les résultats de ce dernier scrutin ne seront connus que mardi — révélant un renversement complet de la tendance observée au cours de la décennie écoulée : paralysant à un effritement de l'electoral conservateur (le P.L.D. perdait en 1989 la majorité des suffrages) et en 1978 la majorité des sièges).

Le grand perdant de ces élections est le Komeito, dont le nombre de sièges passe de 57 à 33. L'autre formation centriste, qui avait progressé ces dernières années, le parti social-démocrate, ne régresse que faiblement : de 35 à 32. La P.C., qui après une montée en 1978 (38 sièges) avait régressé en 1982 (17 sièges) puis remonté en octobre dernier (30 sièges), enregistre cette fois un nouveau recul avec 29 sièges seulement. Les pourcentages des voix obtenues par les communistes restent cependant élevés : un peu plus de 10 %.

Les socialistes, pour leur part, confirment une régression régulière enregistrée depuis quatre ans : 123 sièges en 1978 et 107 en octobre dernier, ils maintiennent leur position cette fois-ci. Signe cependant de l'affaiblissement de la première formation d'opposition qui perd peu à peu son soutien en milieu ouvrier, même la secrétaire générale du P.S., M. Tagawa, n'a pas été élue. La petite formation socialiste (fédération socialiste) maintient, pour sa part, ses 3 sièges.

Parallèlement à la renommée du camp conservateur, la notable amélioration des résultats de la petite formation dissidente P.L.D., la nouvelle club libéral : en 1978, celui-ci avait dix-sept sièges, pour régresser à quatre en octobre dernier, puis remonter aujourd'hui à douze.

Le comportement de l'electoral nippon peut s'expliquer par différents facteurs, dont les éléments émotionnels (la mort du premier ministre Ohira) ne sont pas à exclure. La forte participation au vote a, d'autre part, joué en faveur des libéraux démocrates. Alors qu'en octobre la pluie avait dissuadé l'electoral flottant de se rendre aux urnes, favorisant les partis à structures solides comme le Komeito et la P.C. où joue la discipline de vote, cette fois les doubles élections ont apparemment encouragé les électeurs à s'exprimer.

(1) Une erreur de transmission nous a fait écrire (le Monde du jeudi 19 juin) qu'il y avait 515 candidats pour 511 sièges à pourvoir au Sénat ; il s'agissait en fait de la Chambre basse.

Le choix des électeurs résulte, sans doute, d'une certaine appréhension devant l'inconnu que représente l'opposition même modérée. Il y a un peu plus d'un mois, le gouvernement Ohira tombait à la suite d'une motion de censure déposée par le parti socialiste et votée comme un seul homme par l'opposition. Mais ce vote était plus significatif des dissensions au sein de la majorité qu'une union des opposants : les électeurs ne s'y sont pas trompés en refusant d'entériner par leur vote la censure du gouvernement conservateur.

PHILIPPE PONS.

Talbot et Ligier s'associent pour la formule 1

Les futures voitures seront équipées de moteurs Matra

Le constructeur français Talbot a, en fin de compte, après ses déboires avec B.M.W., décidé de s'associer avec Guy Ligier. L'accord engage aussi F.S.A., holding du groupe Peugeot-Citroën-Talbot, et porte, outre une prise de participation du groupe dans l'entreprise de Guy Ligier, sur la construction de voitures de formule 1, équipées de moteurs Matra, qui entreront en service dès 1981 sous le nom de Talbot-Ligier.

Il ne fait aucun doute que l'association de Talbot avec Ligier sera mieux reçue par l'opinion que celle avec B.M.W., qui aurait été nettement moins logique. L'association avec Talbot était, d'ailleurs, la seule qui pouvait offrir à Ligier l'expérience que possède désormais son équipe de course, rien de mieux de pouvoir arriver à Talbot. Les Ligier de formule 1 comptent aujourd'hui parmi les plus efficaces des monoplace de formule 1, et leur développement aérodynamique, notamment, est un acquis inappréciable pour Talbot.

Talbot voulait gagner du temps, c'est fait. On peut même être étonné que la solution Ligier n'ait pas été envisagée en priorité il y a quelques mois, plutôt que de se fourvoyer dans une collaboration risquée avec B.M.W. Les Talbot-Ligier seront équipées de moteurs Matra — liés avec le groupe P.S.A. — dès leur mise en service. Dans un premier temps, il est prévu que Matra fournisse ses « vieux » moteurs V 12 montés sur les Ligier de la première génération (1976-1978), et qui avaient permis à Jacques Laffite de remporter le Grand Prix de Suède 1977. On ne saurait cependant oublier que c'est dès l'abandon de ce moteur Matra, en profit du Concorde, que les Ligier sont devenues extrêmement compétitives, ainsi qu'en témoignent les quatre victoires obtenues en 1979 et en 1980.

L'utilisation du « vieux » et encombrant V 12 — lancé en 1967 — ne devrait donc être qu'une solution très provisoire en attendant le nouveau moteur dont Matra pousse la construction. Dans ces conditions, et compte tenu de ce

(2) La politique de Michelin étant d'équiper les grands constructeurs (Renault, Ferrari, Fiat), il n'est pas impossible que les Talbot-Ligier bénéficient en 1981 des fournitures du constructeur français.

FRANÇOIS JANIN.

En Inde

Sanjay Gandhi, le fils du premier ministre se tue dans un accident d'avion

M. Sanjay Gandhi, le fils du premier ministre, s'est tué, lundi matin 23 juin, dans un accident d'avion. L'appareil d'entraînement bi-place à bord duquel il subissait une leçon s'est écrasé dans la partie sud de New-Delhi, non loin de sa résidence. Le principal instructeur de l'aéro-club de la capitale, M. Subash Saxena, a également trouvé la mort dans l'accident.

Mme Gandhi s'est aussitôt rendue sur les lieux de l'accident avant que son fils cadet ne soit transporté à l'hôpital où fut constaté le décès. La mort du fils du premier ministre a fait l'effet d'une bombe en Inde. Une foule de ses partisans — jeunes congressistes — s'est rassemblée devant l'hôpital où se trouvait le corps.

Sanjay Gandhi avait fait son entrée sur la scène politique sous l'état d'urgence (entre 1975 et 1977), jouant alors un rôle important au sein du petit cercle de conseillers du chef du gouvernement. Il encourageait notamment à prendre des mesures énergiques contre l'opposition et pour appliquer des méthodes coercitives de contrôle des naissances.

Né le 14 décembre 1946, à Allahabad, dans l'État de l'Uttar-Pradesh, ville résidentielle de son grand-père

Nehru et de son père Feroze Gandhi, qui mourut en 1962, il n'eut pas de dispositions pour les études et fut renvoyé, de 1960 à 1963, au collège de son père. A son retour en Inde, il fut chargé de mettre sur pied une chaîne de fabrication d'une petite voiture populaire la « Maruti » mais ce projet se révéla être un fiasco en dépit des appuis officiels dont il bénéficia : le véhicule ne dépassa pas le stade du prototype et le société Maruti donna lieu à un scandale financier et commercial.

Après l'état d'urgence, en mars 1977, il tenta pour la première fois de briguer un poste de député mais fut, comme se métre, battu aux élections législatives par la coalition du Janata. Avec plus ou moins de détermination — en raison de divergences à ce propos en son sein, — le gouvernement Dessai ouvrit des enquêtes parlementaires et judiciaires sur les excès commis par le régime de Mme Gandhi pendant l'état d'urgence. Ces enquêtes soulignèrent toutes la répression et les menaces d'agir de Sanjay Gandhi. Il fut notamment accusé de vols de fait sur des responsables de la police, des parlementaires, des journalistes et d'être aussi l'instigateur de la démolition autoritaire de bidonvilles dans l'agglomération de Delhi.

En 1979, le tribunal de la capitale le condamna à deux ans de prison pour avoir, d'autre part, détourné, en 1978, les copies d'un film satirique sur le pouvoir, mettant en cause sa famille. Après un mois de prison, il avait fait appel et avait été libéré sans caution. Il avait déjà été emprisonné en mai 1978 pour avoir fait pression sur des témoins dans cette affaire.

Malgré ce comportement et les doutes répandus également sur ses aptitudes, Sanjay Gandhi avait regagné de l'influence ces derniers mois et faisait même figure de dauphin. Il était redevenu le principal conseiller de sa mère, après de laquelle il vivait avec sa famille. Il avait pris une part active à la préparation de la campagne pour les élections législatives du début de l'année et suivi personnellement la désignation d'un grand nombre de candidats. Cette fois, ainsi que sa mère, il fut élu. Aussi bien était-il enfin investi d'une certaine légitimité. Au dire de l'opposition, il exerçait un droit de regard sur la nomination de hauts fonctionnaires, y compris dans la police. Bien entendu, les affaires dans lesquelles il était impliqué furent les unes après les autres, enterrées et il fut, en revanche, nommé à l'un des postes de secrétaire général du Congrès (comme indigne), le parti gouvernemental. — G. V.

● Une radio libre d'expression flamande, Radio Tylospele, a dû interrompre ses émissions, le dimanche 22 juin, peu avant 18 heures, son matériel ayant été saisi près d'Elzevroux (Nord) par le service régional de la police judiciaire de Lille.

● Les fédérations de Paris du P.S., du P.C.T., de la Ligue des droits de l'homme, de la L.C.R. et de l'O.C.I. appellent à une manifestation le mardi 24 juin à 19 h, place d'Italie, pour la libération immédiate de M. Claude Jacquelin, militant C.G.T. de l'Orfèbre (T.M.M. de la ville de Paris, arrêté le 20 mai dernier, lors de la manifestation contre les décrets Imbert sur les étudiants étrangers. Cette initiative est soutenue par l'Union départementale de la C.F.D.T., l'UNEP indépendante et démocratique et la section de Paris de la FEN.

Le numéro du « Monde », daté 22-23 juin 1980 a été tiré à 514 341 exemplaires.

SOLDES D'ÉTÉ
DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES!
TISSUS « COUTURE »

■ Imprimés, cotons, soies, linens, rayures, jerseys, tissus, robes, chemises, jupes, etc.
■ Lainages de qualité, tweeds légers, carreaux, étonnes, coupons, etc.
TISSUS D'AMEUBLEMENT

■ Toiles et chintz, imprimés « décoration », velours, jacquards, passementeries, coupons et fins de séries.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE
SPECIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

COSTUMES D'ÉTÉ dep. 680 F
ROBES D'ÉTÉ dep. 295 F

QUALITÉS IRREPROCHABLES
62, r. St-André-des-Arts 6°
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE

LE DISSIDENT VLADIMIR BORISSOV A ÉTÉ EXPULSÉ DE FORCE

Vienne (A.F.P.). — M. Vladimir Borissov, le fondateur de l'Association interprofessionnelle libre des travailleurs (S.M.O.T.) expulsé d'Union soviétique, est arrivé à Vienne le dimanche 22 juin. Les autorités soviétiques ont dû faire usage de la force contre le dissident, qui refusait cette expulsion : il a été embarqué dans l'avion à Leningrad les mains liées derrière le dos et c'est dans sa tenue de prisonnier qu'il est arrivé dans la capitale autrichienne. Comme il refusait de descendre de l'appareil, il a été brutalement poussé sur la passerelle par les policiers qui l'accompagnaient.

Agé de trente-deux ans, M. Vladimir Borissov, électricien, a passé neuf ans dans différents hôpitaux psychiatriques pour sa participation au mouvement de défense des droits de l'homme. Il a été à l'origine de la création du S.M.O.T., l'antenne soviétique des dissidents. Après 1978, après que les autorités soviétiques eurent démantelé la première « syndicat libre », fondé en 1975, après avoir été emprisonné par M. Vladimir Borissov, actuellement détenu dans un hôpital psychiatrique. Arrivé à Vienne, le 22 juin dernier (le Monde du 18 juin), M. Vladimir Borissov était détenu depuis dans une prison de Leningrad.

Le dissident est arrivé à Vienne accompagné par son frère et le fils de ce dernier. Il a rejoint en Union soviétique son épouse, Mme Irina Kapioun, et une petite fille de dix mois.

M. OHIRAC

N'IRA PAS À MOSCOU

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a indiqué, mardi 23 juin, qu'il ne se rendrait pas à l'invitation à assister aux Jeux olympiques qui lui avait été adressée par la Ville de Moscou.

Répondant à la tribune du Conseil de Paris, à une question de M. Henri Mellet (P.C.), le maire a confirmé que, selon la tradition, une délégation, formée de membres de chacun des groupes politiques de l'assemblée parisienne le déléguant assistera aux Jeux olympiques de Moscou.

MORT DE LA COMÉDIENNE ODILE VERSOIS

La comédienne Odile Versois est morte ce lundi 23 juin à son domicile parisien. Elle était âgée de cinquante ans.

[Née le 14 juin 1930, Odile Versois est la seconde des sœurs Polakoff : sœur, Marina Vady, Hélène Vallier. Son père est chanteur, sa mère danseuse. Odile Versois fait partie du corps de ballet de l'Opéra et débute au cinéma à seize ans dans les « Dernières Vacances », de Roger Leenhardt. Son personnage d'adolescente fragile, qui découvre les amours de jeunesse, lui vaut le prix Suzanne Binschewitz en 1949.]

Elle tourne ensuite en Italie, en Angleterre, en France avec Fernand Gravy dans « Mademoiselle Josette, ma femme », Bernard Blier et Serge Reggiani dans « Les Amants de Saint-Loup », avec Marina Vady, pour Robert Hossein, dans « For the love of Michael », dans « Les Amants de Saint-Loup », avec Marina Vady, pour Jean-Claude Brialy, dans « Égypte, au théâtre », elle joue le « Capitaine Corcoran », interprète avec Marina Vady et Hélène Vallier les Trois surcra. Elle s'est mariée avec son charmant langoureux, elle garde son air de jeune fille, douceur nostalgique de l'été. Mais elle ne renoue pas le rôle de ses débuts. Avec ses amours, elle enregistre des disques de chansons russes et publie l'histoire graphique de sa famille, « Babouchka ».

● Les fédérations de Paris du P.S., du P.C.T., de la Ligue des droits de l'homme, de la L.C.R. et de l'O.C.I. appellent à une manifestation le mardi 24 juin à 19 h, place d'Italie, pour la libération immédiate de M. Claude Jacquelin, militant C.G.T. de l'Orfèbre (T.M.M. de la ville de Paris, arrêté le 20 mai dernier, lors de la manifestation contre les décrets Imbert sur les étudiants étrangers. Cette initiative est soutenue par l'Union départementale de la C.F.D.T., l'UNEP indépendante et démocratique et la section de Paris de la FEN.

Le numéro du « Monde », daté 22-23 juin 1980 a été tiré à 514 341 exemplaires.

COURCHEVEL
STAGES DE TENNIS
PLACES DISPONIBLES
du 1 juillet au 30 août

OFFICE DU TOURISME
73120 COURCHEVEL
Tél. : 79 08 00 29.

Votre siège à Paris
de 90 à 300 F par mois

CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
G.E.I.C.A.

56 bis, rue du Louvre - Paris 2°
Tél. 296.41.12

SOLDES
BERTAIL
PARIS-DEAUVILLE

A partir du 24 juin

3, place Saint-Augustin
75006 PARIS, téléphone : 265.28.52



AMIEP Conseil

Les prix ont augmenté de 0,9 en mai

Les Sept s'engagent
le charbon, d'énergie

Horizon 1980

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la

la